Étude des crédits 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS **PARTICULIERS** DU **3E GROUPE D'OPPOSITION**

Ministère du Travail, de l'Emploi
et de la Solidarité sociale

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

Demandes de renseignements particuliers du 3e groupe d'opposition

#	Renseignements particuliers – 3e groupe d'opposition
1	Indiquer la somme dépensée en 2018-2019 (et les prévisions pour 2019-2020) par votre ministère et ses organismes pour l'informatique et les technologies de l'information. Préciser s'il s'agit d'achat de logiciels, de matériel ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ).
2	État de situation détaillé au sujet des programmes suivants : a. Initiative ciblée pour les travailleurs âgés (ICTA); b. Mesure favorisant la retraite anticipée des travailleurs plus âgés; c. Mesure de formation de la main-d'œuvre (volet individu).
3	Concernant le « Programme de soutien pour les travailleurs licenciés collectivement », préciser : a. les dépenses totales pour 2016-2017, 2017-2018 et 2018-2019, ainsi que les prévisions pour 2019-2020, ventilées par région; b. le budget disponible pour l'année en cours; c. le nombre de personnes admissibles à ce jour, par région et par secteur d'activité; d. le budget consacré par région ressource; e. le taux de réintégration en emploi des personnes admissibles; f. la moyenne des sommes versées aux personnes admissibles au programme, par région et par secteur d'activité.
4	Concernant le programme « Action » pour 2018-2019 et les trois dernières années : a. le nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région; b. le nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme; c. le bilan et les résultats; d. le nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun; e. identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région).
5	Concernant le programme « Contrat d'intégration au travail (CIT) » pour 2018-2019 et pour les trois dernières années : a. le nombre de personnes ayant participé à cette mesure, par région; b. le nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à cette mesure; c. le bilan et les résultats; d. le nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun; e. identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région).
6	Concernant le programme « Découvrir un métier, une profession » pour 2018-2019 et pour les trois dernières années : a. le nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région; b. le nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme; c. le bilan et les résultats; d. le nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun; e. identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région).

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

Demandes de renseignements particuliers du 3e groupe d'opposition

#	Renseignements particuliers – 3e groupe d'opposition
7	Concernant le programme « Formation de la main-d'œuvre » pour 2018-2019 et pour les trois dernières années : a. le nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région; b. le nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme; c. la liste des programmes d'études et de formation; d. le bilan et les résultats; e. le nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun; f. identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région).
8	Concernant le programme « Jeunes volontaires » pour 2018-2019 et pour les trois dernières années : a. le nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région; b. le nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme; c. le bilan et les résultats; d. le nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun; e. identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région).
9	Concernant le programme « Ma place au soleil » pour 2018-2019 et pour les trois dernières années : a. le nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région; b. le nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme; c. le bilan et les résultats; d. le nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun; e. identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région).
10	Concernant le programme « Préparation à l'emploi » pour 2018-2019 et pour les trois dernières années : a. le nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région; b. le nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme; c. le bilan et les résultats; d. le nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun; e. identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région).
11	Concernant le programme « Alternative Jeunesse » pour 2018-2019 et pour les trois dernières années : a. le nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région; b. le nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme; c. le bilan et les résultats; d. le nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun; e. identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région).

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

Demandes de renseignements particuliers du 3e groupe d'opposition

#	Renseignements particuliers – 3e groupe d'opposition
12	Concernant le programme « Programme d'aide à l'intégration des immigrants et des minorités visibles en emploi (PRIIME) » pour 2018-2019 et pour les trois dernières années : a. le nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région; b. le nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme; c. le bilan et les résultats; d. le nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun; e. identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région).
13	Concernant le programme « Soutien pour travailleurs âgés » pour 2018-2019 et pour les trois dernières années : a. le nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région; b. le nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme; c. le bilan et les résultats; d. le nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun; e. identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région).
14	Concernant le programme « Soutien pour les travailleurs licenciés collectivement » pour 2018-2019 et pour les trois dernières années : a. le nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région; b. le nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme; c. le bilan et les résultats; d. le nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun; e. identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région).
15	Concernant le programme « Québec pluriel » pour 2018-2019 et pour les trois dernières années : a. le nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région; b. le nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme; c. le bilan et les résultats; d. le nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun; e. identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région).
16	Concernant le programme « Réussir » pour 2018-2019 et pour les trois dernières années : a. le nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région; b. le nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme; c. le bilan et les résultats; d. le nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun; e. identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région).

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

Demandes de renseignements particuliers du 3e groupe d'opposition

#	Renseignements particuliers – 3e groupe d'opposition
17	Concernant le programme « Services d'aide à l'emploi » pour 2018-2019 et pour les trois dernières années : a. le nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région; b. le nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme; c. le bilan et les résultats; d. le nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun; e. identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région); f. identifier tous les services offerts.
18	Concernant le programme « Soutien financier pour mineures enceintes » pour 2018-2019 et pour les trois dernières années : a. le nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région; b. le nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme; c. le bilan et les résultats; d. le nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun; e. identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région).
19	Concernant le programme « Soutien au travail autonome » pour 2018-2019 et pour les trois dernières années : a. le nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région; b. le nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme; c. le bilan et les résultats; d. le nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun; e. identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région); f. type de projets financés, montants financés par projet, par région.
20	Concernant le programme « Supplément à la prime au travail » pour 2018-2019 et pour les trois dernières années : a. le nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région; b. le nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme; c. le bilan et les résultats; d. le nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun; e. identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région).
21	Concernant le programme « Programme national de réconciliation avec les orphelins et orphelines de Duplessis ayant fréquenté certaines institutions » pour 2018-2019 et pour les trois dernières années : a. le nombre de personnes ayant reçu une aide individuelle, par région; b. identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région).

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

Demandes de renseignements particuliers du 3e groupe d'opposition

#	Renseignements particuliers – 3e groupe d'opposition
22	Concernant les programmes « Subventions salariales pour employés » et « Contrat d'intégration au travail » pour 2018-2019 et pour les trois dernières années : a. le nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région; b. le nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme; c. le bilan et les résultats; d. le nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun; e. identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région).
23	Concernant le programme « Découvrir une relève » pour 2018-2019 et pour les trois dernières années : a. le nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région; b. le nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme; c. le bilan et les résultats; d. le nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun; e. identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région).
24	Concernant le programme « Licenciements collectifs » pour 2018-2019 et pour les trois dernières années : a. le nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région; b. le nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme; c. le bilan et les résultats; d. le nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun; e. identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région).
25	Concernant le « Programme de soutien aux initiatives sociales et communautaires – Volet Action communautaire et action bénévole » pour 2018-2019 et pour les trois dernières années : a. la liste des organismes subventionnés (incluant leur nom et leur adresse) ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions, pour les années 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 et 2018-2019. Fournir les prévisions pour 2019-2020; b. politique et critères d'attribution des subventions; c. liste des organismes qui ont demandé une subvention qui leur a été refusée.
26	Concernant le « Programme de soutien aux initiatives sociales et communautaires – Volet Initiatives sociales » pour 2018-2019 et pour les trois dernières années : a. la liste des organismes subventionnés (incluant leur nom et leur adresse) ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions, pour les années 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 et 2018-2019. Fournir les prévisions pour 2019-2020; b. politique et critères d'attribution des subventions; c. la liste des organismes qui ont demandé une subvention qui leur a été refusée.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

Demandes de renseignements particuliers du 3e groupe d'opposition

#	Renseignements particuliers – 3e groupe d'opposition
27	Concernant le « Programme de soutien financier aux orientations gouvernementales et en action bénévole », pour chacun des trois volets pour 2018-2019 et pour les trois dernières années : a. liste des organismes subventionnés (incluant leur nom et leur adresse) ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions, pour les années 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 et 2018-2019. Fournir les prévisions pour 2019-2020; b. politique et critères d'attribution des subventions; c. liste des organismes qui ont demandé une subvention qui leur a été refusée.
28	Concernant le programme « Programme d'apprentissage en milieu de travail (PAMT) » pour 2018-2019 et pour les trois dernières années : a. le nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région; b. le nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme; c. le bilan et les résultats; d. le nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun; e. identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région); f. les prévisions pour 2019-2020 des sommes prévues (totales et ventilées par région).
29	Concernant le « Programme de soutien financier des corporations de développement communautaire (CDC) » pour 2018-2019 et les trois dernières années : a. la liste des organismes subventionnés (incluant leur nom et leur adresse) ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions, pour les années 2011-2012, 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 et 2018-2019. Fournir les prévisions pour 2019-2020; b. politique et critères d'attribution des subventions; c. liste des organismes qui ont demandé une subvention qui leur a été refusée.
30	Concernant le « Soutien régionalisé aux entreprises pour le développement de la main-d'œuvre » pour 2018-2019 et pour les trois dernières années : a. liste des organismes subventionnés (incluant leur nom et leur adresse) ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions, pour les années 2011-2012, 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 et 2018-2019. Fournir les prévisions pour 2019-2020; b. politique et critères d'attribution des subventions; c. liste des organismes qui ont demandé une subvention qui leur a été refusée.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

Demandes de renseignements particuliers du 3e groupe d'opposition

#	Renseignements particuliers – 3e groupe d'opposition
31	Concernant les « Subventions aux entreprises adaptées » pour 2018-2019 et pour les trois dernières années : a. liste des organismes subventionnés (incluant leur nom et leur adresse) ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions, pour les années 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 et 2018-2019. Fournir les prévisions pour 2019-2020; b. politique et critères d'attribution des subventions; c. liste des organismes qui ont demandé une subvention qui leur a été refusée. d. Nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région; e. Nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme
32	**Emploi-Québec :** a. Cibles et résultats des interventions d'Emploi-Québec sur le terrain en 2018-2019 et pour les quatre années précédentes; fournir les prévisions pour 2019-2020. Chiffres nationaux ventilés par région administrative; b. Détails des employés occasionnels et réguliers pour les années 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 et 2018-2019 fournir les prévisions pour 2019-2020; c. Part du Fonds du développement du marché du travail (FDMT) financée par les fonds provenant du Québec et par les fonds provenant du fédéral pour l'année 2018-2019 et les quatre années précédentes; d. État des listes d'attente pour participer aux mesures d'Emploi-Québec, par mois, depuis avril 2010.
33	Les dépenses des trois derniers exercices financiers attribuables : a) Aux services directs donnés par le personnel d'EQ; i. Par région; ii. Par CLE; b) À l'administration; iii. Administration des mesures d'aide à l'emploi, des mesures d'aide financière et de la prestation de services directs; iv. Total des dépenses d'administration pour EQ; c) Aux mesures d'emploi; v. Soutien au revenu; • Allocations de participation pour les bénéficiaires du programme d'aide sociale; • Allocations de participation pour les bénéficiaires du programme de solidarité sociale; vi. Ententes de services; • Par catégorie d'entente.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

Demandes de renseignements particuliers du 3e groupe d'opposition

#	Renseignements particuliers – 3e groupe d'opposition
34	Par région et par sexe, le nombre de bénéficiaires et les dépenses des trois derniers exercices financiers attribuables : a) Aux mesures de préparation et d'intégration en emploi; b) Aux mesures de formation; i. Francisation; ii. Alphabétisation; iii. Acquisition des préalables à la formation professionnelle ou technique; iv. Formation générale au secondaire; v. Métiers semi-spécialisés ou peu spécialisés; vi. Formation professionnelle au secondaire; vii. Formation technique au collégial; c) Aux subventions salariales aux entreprises; d) Aux contrats d'intégration au travail pour personnes handicapées; e) Au Programme de soutien à l'adaptation du milieu de travail.
35	Stratégie d'intervention renforcée : nombre de demandes VS nombre de bénéficiaires pour les trois dernières années, par région et par sexe.
36	Programme d'aide et d'accompagnement social Action : nombre de demandes VS nombre de bénéficiaires pour les trois dernières années, par région et par sexe.
37	Nombre de cas de non-conformité et nombre de sorties découlant d'interventions en matière de conformité, pour les trois dernières années : o Pour le programme d'aide sociale; o Pour le programme de solidarité sociale.
38	Taux d'acceptation des demandes d'aide de dernier recours, par programme, pour les trois dernières années.
39	Nombre de demandes de révision administrative, selon le motif, pour les trois dernières années.
40	Nombre de cas tranchés par le Tribunal administratif du Québec, selon le motif, pour les trois dernières années.
41	Nombre de cas acceptés en vertu du pouvoir discrétionnaire du ministre, selon le motif, pour les trois dernières années.
42	Nombre d'ententes signées par EQ avec des ressources externes et valeur de ces ententes, par catégorie de services et par région, pour les trois dernières années.
43	Nombre de personnes ayant bénéficié des services des ressources externes, par région, pour les trois dernières années.
44	Concernant les centres d'appels : a) Liste et valeur des contrats et licences liés aux centres d'appels, pour les trois dernières années; b) Liste des fournisseurs externes et le total des dépenses pour chaque fournisseur, pour les trois dernières années; c) Coûts associés aux défaillances du système téléphonique/technologique des centres d'appels, pour les trois dernières années; d) Pour chacun des centres d'appels du MTESS et du RQAP : i. Nombre d'appels reçus; ii. Taux de non-réponse.

Demandes de renseignements particuliers du 3e groupe d'opposition

#	Renseignements particuliers – 3e groupe d'opposition
45	Taux d'absentéisme du personnel.
46	Stratégie d'intervention à l'intention des travailleurs de 45 ans et plus : a. Budget consenti à la mise en œuvre de la stratégie pour les années 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 et 2018-2019; fournir les prévisions pour 2019-2020; b. Ventilation de ces budgets par axe d'intervention; c. Nombre d'entreprises participantes; d. Nombre de participants, par tranche d'âge et par région; e. Durée moyenne de la participation; f. Nombre de participants qui réussissent à retrouver un emploi durable; g. Taux de réussite.
47	Fournir copie de tout document, note, rapport, mémo, état de situation, concernant le revenu minimum garanti. Fournir un échéancier de réflexion, la liste et le détail des coûts y étant associés.
48	Liste des ateliers, formations, conférences ou journées d'activité auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.
49	Nombre d'heures de cours achetées par Emploi-Québec dans les établissements d'enseignement collégial pour les années 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 et 2018-2019, prévisions pour 2019-2020, ventilées par année. Nombre de personnes ayant suivi ces cours.
50	Nombre d'heures de cours achetées par Emploi-Québec dans les commissions scolaires pour les années 2014-2015, 2015-2016 et 2016-2017, 2017-2018 et 2018-2019, prévisions pour 2019-2020, ventilées par année et par commission scolaire. Nombre de personnes ayant suivi ces cours.
51	Effectif de chacun des centres locaux d'emploi, par région, par famille d'emploi et par classe d'emploi, pour les années 2018-2019 et les quatre années précédentes. Fournir les prévisions pour 2019-2020.
52	Pour l'année 2018-2019 et les quatre années précédentes, montant dépensé visant l'intégration des immigrants et pris en compte par l'Accord Canada-Québec relatif à l'immigration et à l'admission temporaire des aubains. Prévisions pour 2019-2020.
53	Liste des consultations menées par le ministère et les organismes auprès des communautés autochtones en 2018-2019 et prévisions pour 2019-2020. Préciser : a. l'objet des consultations; b. le moyen utilisé c. les dates des rencontres d. les communautés et les personnes consultées e. les résultats des consultations; f. les montants afférents.
54	Indiquer les mesures et les sommes engagées par votre ministère pour 2018-2019 pour prévenir et lutter contre les violences sexuelles dans les communautés autochtones.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

Demandes de renseignements particuliers du 3e groupe d'opposition

#	Renseignements particuliers – 3e groupe d'opposition
55	Pour tous les programmes du ministère, donner le détail des crédits existants en 2018-2019 qui n'ont pas été reconduits en 2019-2020, en incluant les programmes qui ont été abolis.
56	Par programme, donner le niveau des crédits demandés au Conseil du trésor pour l'année 2019-2020.
57	Bilan des investissements 2018-2019, par orientation et initiative, de *La solidarité : une richesse pour le Québec*. Prévision pour 2019-2020.
58	Pour 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 et 2018-2019, indiquer les informations suivantes : a. Nombre de jeunes entre 18 et 24 ans – 25 et 29 ans – 30 et 35 ans habitant le territoire de chaque centre local d'emploi; b. Nombre de jeunes entre 18 et 24 ans – 25 et 29 ans – 30 et 35 ans habitant le territoire de chaque MRC; c. Nombre de jeunes recevant une prestation d'aide sociale et qui sont âgés entre 18 et 24 – 25 et 29 ans – 30 et 35 ans sur le territoire de chaque centre local d'emploi; d. Nombre de jeunes recevant une prestation d'aide sociale avec une allocation pour contraintes temporaires et qui sont âgés entre 18 et 24 ans – 25 et 29 ans – 30 et 35 ans sur le territoire de chaque centre local d'emploi; e. Nombre de jeunes recevant une allocation de solidarité sociale et qui sont âgés entre 18 et 24 ans – 25 et 29 ans – 30 et 35 ans sur le territoire de chaque centre local d'emploi; f. Nombre de jeunes recevant des prestations de l'assurance-emploi et qui sont âgé entre 18 et 24 ans – 25 et 29 ans – 30 et 35 ans sur le territoire de chaque centre local d'emploi.
59	À la suite des changements apportés aux ententes avec les carrefours jeunesse-emploi : a. la liste des services achetés par les centres locaux d'emploi auprès des carrefours jeunesse-emploi et le prix accordé à chaque service; b. le niveau de référence vers le carrefour jeunesse-emploi auquel le centre local d'emploi s'engagera pour assurer la performance à laquelle le ministre s'attend; c. le nombre de jeunes exclus des mesures offertes par les carrefours jeunesse-emploi.
60	Ventiler les sommes versées par carrefour jeunesse-emploi et par région pour 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018, 2018-2019 et prévision pour 2019-2020.
61	Copie des études d'impact réalisées pour mesurer les effets de la réforme des carrefours jeunesse-emploi, notamment en ce qui concerne le nombre de jeunes qui seront exclus.
62	Effectif selon la fonction et évolution mensuelle du nombre de dossiers, par agent, pour chacun des centres locaux d'emploi pour les années 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 et 2018-2019; fournir les prévisions pour 2019-2020.
63	Le nombre et le pourcentage de personnes qui sont touchées par les modifications réglementaires à la sécurité du revenu pour 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 et 2018-2019.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

Demandes de renseignements particuliers du 3e groupe d'opposition

#	Renseignements particuliers – 3e groupe d'opposition
64	Nombre de prestataires de la sécurité du revenu, mensuellement, de 2012 à 2018 (aide de dernier recours et de solidarité sociale) et les prévisions du nombre de prestataires pour 2019-2020.
65	Coût de l'indexation des prestations de l'assurance-emploi pour 2018-2019 et prévisions pour 2019-2020.
66	État de situation du Programme de l'assurance-emploi pour les années 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 2016-2017, 2017-2018 et 2018-2019; fournir les prévisions pour 2019-2020, concernant : a. Répartition des prestataires avec contraintes sévères à l'emploi, selon les diagnostics de nature invalidante pour incapacité supérieure ou égale à 12 mois; b. Évolution mensuelle du nombre de demandes d'inscription à l'allocation pour contraintes sévères à l'emploi, en ventilant selon l'étape de traitement du dossier et en spécifiant le délai moyen pour chacune de ces étapes; c. Répartition des ménages selon le mode de logement (propriétaire, locataire, chambreur, logement subventionné : HLM, coopérative d'habitation), en indiquant la catégorie de ménage; d. Nombre d'enfants (moins de 18 ans) vivant au sein d'un ménage prestataire du programme d'assurance-emploi, selon qu'ils fréquentent l'école primaire, l'école secondaire, le cégep, l'université ou qu'ils ne fréquentent pas l'école; e. Nombre d'adultes de 18 ans et plus qui reçoivent une contribution parentale ou devraient en recevoir une; f. Économies que ces contributions parentales représentent pour le régime de sécurité du revenu; g. Nombre de familles monoparentales avec des enfants de moins de 12 ans qui reçoivent une pension alimentaire; h. Économies que ces pensions alimentaires représentent pour le régime de sécurité du revenu; i. Nombre de dossiers en subrogation qui attendent d'être traités par le ministre et évaluation des coûts des paiements rétroactifs qui devront être versés aux prestataires ou aux parents des prestataires, en raison de la contribution parentale; j. Nombre d'enfants handicapés vivant au sein d'un ménage bénéficiaire de la sécurité du revenu; k. Évolution mensuelle de la répartition des adultes non disponibles à l'emploi, selon les critères suivants : i. État de santé; ii. État de grossesse; iii. Garde d'enfants d'âge préscolaire ou garde d'enfants handicapés; iv. Critère de 55 ans; v. Partage du logement avec une personne qui requiert des soins constants; vi. Attente de traitement d'une demande d'admission au programme de soutien financier. l. Nombre de ménages déclarant des revenus, selon les catégories de barème et le revenu moyen déclaré; m. Nombre de ménage déclarant des biens, selon le genre de biens et la valeur moyenne des biens déclarés; n. Nombre de ménages qui ont reçu des prestations en trop, en indiquant le montant moyen du trop-perçu et la raison de celui-ci, y compris l'erreur administrative et l'aide conditionnelle; o. Nombre de révisions et d'appels, selon le motif et la décision; p. Nombre de personnes qui ont demandé de l'aide en raison d'un dénuement total, en spécifiant le motif de la demande, le montant moyen de l'aide accordée et le motif de la décision;

#	Renseignements particuliers – 3e groupe d'opposition
	q. Nombre de personnes qui ont bénéficié d'une aide complémentaire à l'assurance-emploi; r. Ventilation détaillée des impacts, pour le Québec, des bonifications annoncées à l'assurance-emploi sur le Régime de sécurité du revenu; s. Liste et coûts des besoins spéciaux, y compris l'assurance médicaments, pour 2011-2012, 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015, 2016-2017, 2017-2018 et 2018-2019; fournir les prévisions pour 2019-2020; t. Nombre de prestataires référés aux mesures actives d'Emploi-Québec ainsi que le délai de référence; u. Nombre de prestataires admissibles à une rente d'invalidité de la Régie des rentes du Québec et l'économie générée en 2011-2012, 2012-2013, en 2013-2014, en 2014-2015, en 2016-2017, en 2017-2018 et en 2018-2019; fournir les prévisions pour 2019-2020; v. Nombre de prestataires admissibles à une rente de préretraite et l'économie générée en 2013-2014, 2014-2015, 2016-2017, 2017-2018 et 2018-2019; fournir les prévisions 2019-2020; w. Bilan du budget et des dépenses pour le programme d'allocation-logement et nombre de ménages qui en ont bénéficié pour les années 2013-2014, 2014-2015, 2016-2017, 2017-2018 et en 2018-2019 fournir les prévisions pour 2019-2020.
67	Nombre de personnes ayant fait une demande pour être reconnues comme étant prestataires avec des contraintes sévères à l'emploi pour 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015, 2016-2017, 2017-2018 et en 2018-2019; fournir les prévisions pour 2019-2020.
68	Nombre de personnes ayant fait une demande pour être reconnues comme étant prestataires avec des contraintes sévères à l'emploi, mais dont la demande a été refusée pour 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015, 2016-2017, 2017-2018 et 2018-2019.
69	Délai d'attente pour l'évaluation au bureau médical pour se faire reconnaître contrainte sévère à l'emploi et pour les cinq années précédentes.
70	Nombre de personnes ayant fait une demande pour être reconnues comme étant prestataires avec des contraintes sévères à l'emploi, dont la demande a été refusée, mais qui ont ensuite gagné en appel pour 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 et 2018-2019.
71	Concernant le programme Prime au travail, préciser la définition des concepts « revenu d'emploi » et « lien d'emploi ». Fournir la ventilation détaillée des montants accordés par région, pour 2013-2014, 2014-2015, 2016-2017, 2017-2018 et 2018-2019, en plus des prévisions pour 2019-2020, et ce, pour les groupes suivants : a. Personne vivant seule; b. Couple; c. Famille monoparentale; d. Famille biparentale.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

Demandes de renseignements particuliers du 3e groupe d'opposition

#	Renseignements particuliers – 3e groupe d'opposition
72	Pour 2013-2014, 2014-2015, 2016-2017, 2017-2018 et 2018-2019 : a. combien de prestataires ont quitté le Québec plus de 15 jours dans un mois de calendrier? b. combien de prestataires louent un appartement incluant deux chambres et combien incluant trois chambres? c. combien de prestataires ont déclaré des revenus de travail et quelles sommes ont été récupérées par le MESS à la suite de la déclaration de ces revenus de travail? d. combien de prestataires sans contrainte à l'emploi ont déclaré posséder une maison qui avait une valeur nette de 140 000 $? e. combien de prestataires sans contrainte à l'emploi ont déclaré posséder des biens qui avaient une valeur combinée nette de 500 000 $? f. combien de prestataires avec contraintes sévères à l'emploi ont déclaré posséder une maison qui avait une valeur nette de 203 000 $? g. combien de prestataires sans logement ont fréquenté un centre de désintoxication? h. combien de prestataires avec logement ont fréquenté un centre de désintoxication? i. combien de jeunes ont bénéficié du programme Alternative jeunesse? j. combien de jeunes de moins de 25 ans ont fait une demande d'aide sociale? k. combien de personnes sans contrainte à l'emploi ont fait une demande d'aide sociale? l. combien de jeunes de moins de 29 ans sans contrainte à l'emploi ont fait une demande d'aide sociale? m. combien de prestataires sans contrainte ont déclaré être en couple et quel est le montant total ayant été prélevé ou retiré de leur prestation d'aide sociale? Fournir la moyenne par prestataire et une ventilation par région.
73	Copie de toutes les études d'impact réalisées pour chacune des mesures annoncées le 28 janvier 2015 dans le cadre de la Réforme de l'aide-sociale.
74	Dans le cadre de la Réforme de l'aide-sociale, pour chacune des mesures annoncées le 28 janvier 2015, quelle est l'économie réalisée pour 2016-2017, 2017-2018, 2018-2019 et prévision pour 2019-2020 par le ministère, et ce, par mesure?
75	Les sommes dépensées du 1er janvier 2007 au 12 mars 2019, ainsi que les prévisions pour 2019-2020, par votre ministère et ses organismes pour le remboursement des frais de transport médical des prestataires de l'aide financière de dernier recours ventilé par nombre de prestataires, par année, par mois, par région et par type de transport.
76	Copie des études, notes, rapports, portraits et analyses concernant la situation financière du Fonds d'assurance parentale ainsi que des divers scénarios visant à combler son déficit (s'il y a lieu).
77	Nombre de personnes admissibles au régime d'assurance parentale du Québec pour les années 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 et 2018-2019; fournir les prévisions pour 2019-2020.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

Demandes de renseignements particuliers du 3e groupe d'opposition

#	Renseignements particuliers – 3e groupe d'opposition
78	Nombre de prestataires servis, d'événements et de prestations totales versées, selon les régions administratives du Québec pour 2016-2017, 2017-2018 et 2018-2019, en fonction des données disponibles.
79	Nombre de femmes, au total et ventilé par région, ayant bénéficié du congé parental pour 2018-2019 et pour les trois années précédentes.
80	Nombre d'homme, au total et ventilé par région, ayant bénéficié du congé parental pour 2018-2019 et pour les trois années précédentes.
81	Nombre de demandes de révision effectuées en 2016-2017, 2017-2018 et 2018-2019. De ce nombre, combien ont été confirmées et renversées?
82	Sommes versées en trop pour les années 2016-2017, 2017-2018 et 2018-2019.
83	Copie des documents, notes, rapports concernant la diminution des prestations et de la durée du congé parental.
84	Pour chacun des programmes, préciser : a. la liste des organismes subventionnées (incluant leur nom et leur adresse) ainsi que le montant versé à chacun, pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions, pour 2011-2012, 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015, 2016-2017, 2017-2018 et 2018-2019; fournir les prévisions pour 2019-2020; b. politique et critères d'attribution des subventions; c. liste des organismes qui ont demandé une subvention qui leur a été refusée.
85	Actions entreprises et crédits alloués pour donner suite au dépôt de la politique sur l'action communautaire autonome pour 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015, 2016-2017, 2017-2018 et 2018-2019; fournir les prévisions pour 2019-2020.
86	Copie des rapports, études, travaux en lien avec la diminution des subventions versées aux organismes.
87	Fournir les notes, études et analyses concernant le renouvellement du plan d'action relié à la Stratégie nationale de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale.
88	Dans le cadre de la Stratégie nationale de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale 2002-2013, fournir : a. la description complète des sommes investies par le MTESS chaque année, de 2002 à 2019; b. les sommes totales investies dans le cadre de la Stratégie; c. la description complète des objectifs de ce plan d'action; d. le bilan, les évaluations et les rapports; e. échéanciers pour le dépôt du nouveau plan.
89	Fournir les notes, études et analyses en lien avec l'article 20 pour tous les programmes ou initiatives législatives.
90	État de situation détaillé par axe et sous-axe du Plan d'action de lutte contre la pauvreté pour 2018-2019.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

Demandes de renseignements particuliers du 3e groupe d'opposition

#	Renseignements particuliers – 3e groupe d'opposition
91	Liste des avis de licenciement collectif reçus au ministère depuis le 1er décembre 2009 jusqu'à ce jour. Ventilation par région. Fournir les renseignements suivants : a. le nom et l'adresse de l'entreprise; b. la date de l'avis ou de la fermeture; c. le type ou le secteur d'activité de l'entreprise; d. le nombre total d'employés de l'entreprise; e. le nombre de salariés temporaires et permanents visés par le licenciement; f. les motifs du licenciement.
92	Concernant le projet IPOP pour l'intégration en emploi de personnes formées à l'étranger référées par un ordre professionnel : liste des actions entreprises en 2016-2017, en 2017-2018 et en 2018-2019 et le nombre de personnes qui ont obtenu, en 2016-2017, en 2017-2018 et en 2018-2019, un emploi au Québec dans leur profession, dans le cadre de ce projet.
93	État d'avancement de la mise sur pied du programme de parrainage en entreprise visant à jumeler un employé maîtrisant le français avec un employé en apprentissage. Crédits alloués à ce programme pour les années 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 et 2018-2019, ventilés par mois. Nombre d'entreprises ayant bénéficié du programme. Nombre d'employés ayant bénéficié du programme.
94	Copie des documents, notes, études concernant la révision de la loi du 1 %.
95	À la suite du rehaussement du seuil d'assujettissement à la loi du 1 % fournir les pertes pour 2016-2018 et 2018-2019, ventiler par secteur et par programme. Fournir la liste des formations qui ont été annulées en raison du manque à gagner au Fonds.
96	Pour 2018-2019 et pour les cinq années précédentes : montants versés au Fonds de développement de la main-d'œuvre incluant les surplus reportés d'une année à l'autre.
97	Pour 2018-2019 et pour les cinq années précédentes : montants versés dans le Fonds par les employeurs; fournir les prévisions pour 2018-2019, au total et par région.
98	Dans le cadre du nouveau programme « Objectif emploi », fournir les sommes engagées en 2018-2019 et les sommes prévues en 2019-2020. a. Les sommes engagées et prévues dans le programme, ventilées par région; b. Prévisions de l'utilisation des sommes prévues pour le programme objectif emploi; c. Le nombre de prestataires ou de personnes ayant été ciblés par le programme.
99	Fournir tous documents, notes, échéanciers, coûts ventilés pour chacune des mesures suivantes du Plan d'action gouvernemental pour l'inclusion économique et la participation sociale 2017-2023 : a. Introduire un revenu de base pour les Québécoises et Québécois ayant des contraintes sévères à l'emploi; b. Augmenter progressivement les prestations accordées dans le cadre des programmes d'aide financière de dernier recours et du

#	Renseignements particuliers – 3e groupe d'opposition

Programme objectif emploi;

c. Modifier certains paramètres de l'aide financière de dernier recours et créer des conditions favorables à l'intégration au marché du travail;
   1. Hausser les exemptions de revenu de travail pour les personnes et les familles prestataires du Programme de solidarité sociale;
   2. Accorder un supplément au revenu de travail aux prestataires d'un programme d'aide financière de dernier recours;
   3. Modifier le calcul de la contribution parentale;
   4. Bonifier les primes au travail;
   5. Accorder une exclusion de 100 $ par mois sur les dons en argent reçus par les personnes et les familles prestataires;
   6. Reconnaître le statut d'adulte à l'enfant majeur aux études secondaires à la formation générale;
   7. Accorder un boni au maintien en emploi;
d. Programme objectif emploi;
e. Soutenir les prestataires des programmes d'aide financière de dernier recours qui souhaitent développer leurs compétences;
f. Soutenir la formation des jeunes en situation de pauvreté et d'exclusion sociale;
   1. Favoriser le retour en formation des jeunes de 16 et 17 ans;
   2. Offrir aux jeunes de 16 à 29 ans en situation de vulnérabilité des projets misant sur l'implication sociale;
   3. Appuyer les élèves issus de milieux défavorisés pour leur permettre d'obtenir un premier diplôme;
g. Investir dans les logements sociaux;
   1. Améliorer l'offre de logements sociaux;
   2. Offrir un accompagnement aux personnes en situation d'itinérance pour favoriser leur stabilité résidentielle;
   3. Améliorer les conditions d'hébergement des personnes en situation d'itinérance ;
h. Mieux loger les personnes en accordant un soutien additionnel pour la construction de logements abordables;
i. Poursuivre les Alliances pour la solidarité;
j. Améliorer les conditions de vie et la participation sociale des personnes vivant en logement social;
k. Améliorer l'accès à une alimentation saine, nutritive et abordable pour les personnes à faible revenu;
   1. Augmenter le soutien aux activités en matière de sécurité alimentaire visant les personnes à faible revenu;
   2. Augmenter la quantité de fruits et de légumes frais distribuée aux personnes en situation de pauvreté et d'exclusion sociale
   3. Soutenir les femmes enceintes et les familles à faible revenu ayant un enfant de moins de deux ans en réduisant leur insécurité alimentaire au moyen de l'approche OLO;
   4. Améliorer les connaissances et les pratiques des gestionnaires, du personnel et des bénévoles des organismes communautaires d'aide alimentaire;
   5. Valoriser les surplus alimentaires et améliorer les connaissances et les compétences culinaires des jeunes de 12 à 17 ans;
l. Favoriser une justice plus humaine;
   1. Mieux répondre aux besoins des personnes qui éprouvent des problèmes importants de santé mentale;
   2. Faciliter l'accès, pour les personnes en situation de pauvreté,

#	Renseignements particuliers – 3e groupe d'opposition
	aux modes amiables de règlement des conflits prévus dans le Code de procédure civile et au Programme de mesures de rechange en matière criminelle; 3. Diminuer les taux d'incarcération des personnes en situation de pauvreté et d'exclusion sociale; m. Briser la barrière des préjugés pour une véritable participation sociale; n. Améliorer le financement des organismes soutenus par le Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales; 1. Renforcer la capacité d'agir des corporations de développement communautaire; 2. Mieux soutenir les organismes qui combattent les problèmes sociaux;

100	Concernant la Loi visant à permettre une meilleure adéquation entre la formation et l'emploi ainsi qu'à favoriser l'intégration en emploi, fournir : a. Toutes les études d'impact, analyses ou projections des retombées économiques et/ou sociales réalisées dans le cadre du dépôt du projet de loi 70 en lien avec tous les aspects du projet de loi ; b. Fournir l'analyse différenciée selon les sexes (ADS) produite, comme le gouvernement s'est engagé à le faire à travers le Plan d'action en matière d'analyse différenciée selon les sexes; c. Fournir l'étude d'impact sur les personnes vivant en région; d. Fournir l'étude effectuée dans le cadre de la clause d'impact provenant de la Loi visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale. e. Fournir, ventilé par région, le nombre de prestataires inscrits au programme Objectif Emploi; f. Fournir, ventilé par région, le nombre de refus de s'inscrire au programme Objectif Emploi; g. Fournir, ventilé par région, le nombre de prestataires recevant une aide minorée en raison d'un refus de s'inscrire au programme Objectif Emploi.
101	Concernant la stratégie nationale d'intégration et de maintien en emploi des personnes handicapées (phase 2), fournir : a. Le montant réservé pour les contrats d'intégration au travail (CIT) en 2018-2019; b. le nombre de personnes handicapées (ventilé par région) ayant bénéficié de cette mesure et qui ont obtenu un emploi d'été en 2017; c. le nombre de nouvelles personnes au total qui bénéficieront de cette mesure (ventilé par régions) en 2018-2019; d. intentions quant à la reconduction de la phase 2 de la Stratégie; e. échéancier du ministre pour le lancement de la phase 2 de la Stratégie.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

Demandes de renseignements particuliers du 3e groupe d'opposition

#	Renseignements particuliers – 3e groupe d'opposition
446	Concernant la Stratégie nationale d'intégration et de maintien en emploi des personnes handicapées (phase 2) pilotée par le MTESS : a. Montant réservé pour les contrats d'intégration au travail (CIT) en 2018-2019; b. Nombre de personnes handicapées (ventilé par région) ayant bénéficié de cette mesure et obtenu un emploi d'été en 2016; c. Nombre de nouvelles personnes au total qui pourront bénéficier de cette mesure (ventilé par régions) en 2019-2020; d. Cette mesure sera-t-elle reconduite dans la phase 2 de la Stratégie? e. Échéancier du gouvernement pour le lancement de la phase 2 de la Stratégie; f. Actions posées par la ministre déléguée en 2018-2019 pour faire avancer ce dossier.
	Transférées du SCT
128	
129	Pour tous les programmes du ministère, donner le détail des crédits existants en 2015-2016 qui n'ont pas été reconduits en 2016-2017, en 2017-2018, en 2018-2019, et en 2019-2020, en incluant les programmes qui ont été abolis.
130	
	Transférées par le ministère de la Justice
51	Nombre de célébrants de mariage civil désignés
52	Nombre de célébrants de mariage civil désignés pour une seule union (célébrants ad hoc)
53	Le nombre d'avis envoyés aux célébrants pour leur rappeler leurs obligations prévues au Code civil du Québec

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

Volet Emploi et Solidarité sociale

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSTION

Questions dont les réponses en date du 31 décembre 2017 figurent sur le site internet du Ministère en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels https://www.mtess.gouv.qc.ca/diffusion-information/index.asp

48. Liste des ateliers, formations, conférences ou journées d'activité auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.

Questions dont les réponses seront transmises par un autre ministère ou organisme

20. Concernant le programme « Supplément à la prime au travail » pour 2018-2019 et pour les trois dernières années :
    a. le nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région;
    b. le nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme;
    c. le bilan et les résultats;
    d. le nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun;
    e. identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région). **(Ministère des Finances)**

45. Taux d'absentéisme du personnel (**Secrétariat du Conseil du trésor)**

49. Nombre d'heures de cours achetées par Emploi-Québec dans les établissements d'enseignement collégial pour les années 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 et 2018-2019 ainsi que les prévisions pour 2019-2020. Nombre de personnes ayant suivi ces cours. **(Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur)**

50. Nombre d'heures de cours achetées par Emploi-Québec dans les commissions scolaires pour les années 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 et 2018-2019 ainsi que les prévisions pour 2019-2020, ventilées par année et par commission scolaire. Nombre de personnes ayant suivi ces cours. **(Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur)**

55. Pour tous les programmes du ministère, donner le détail des crédits existants en 2018-2019 qui n'ont pas été reconduits en 2019-2020, en incluant les programmes qui ont été abolis. (**Secrétariat du Conseil du trésor)**

71. Concernant le programme Prime au travail, préciser la définition des concepts « revenu d'emploi » et « lien d'emploi ». Fournir la ventilation détaillée des montants accordés par région, pour 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 et 2018-2019, en plus des prévisions pour 2019-2020, et ce, pour les groupes suivants :
    a. Personne vivant seule;
    b. Couple;
    c. Famille monoparentale;
    d. Famille biparentale. **(Ministère des Finances)**

Questions non pertinentes à l'Étude des crédits

76. Copie des études, notes, rapports, portraits et analyses concernant la situation financière du Fonds d'assurance parentale ainsi que des divers scénarios visant à combler son déficit (s'il y a lieu). *(le Régime québécois d'assurance parentale (RQAP) et le Conseil de gestion de l'assurance parentale (CGAP) sont financés par un fonds extrabudgétaire (FAP)).*

77. Nombre de personnes admissibles au Régime d'assurance parentale du Québec pour les années 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017; 2017-2018 et 2018-2019 ; fournir les prévisions pour 2019-2020. *(le Régime québécois d'assurance parentale (RQAP) et le Conseil de gestion de l'assurance parentale (CGAP) sont financés par un fonds extrabudgétaire (FAP)).*

78. Nombre de prestataires servis, d'événements et de prestations totales versées, selon les régions administratives du Québec pour 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 et 2018-2019 en fonction des données disponibles. *(le Régime québécois d'assurance parentale (RQAP) et le Conseil de gestion de l'assurance parentale (CGAP) sont financés par un fonds extrabudgétaire (FAP)).*

Questions non pertinentes à l'Étude des crédits (suite)

79. Nombre de femmes, au total et ventilé par région, ayant bénéficié du congé parental pour 2018-2019 et pour les trois années précédentes. *(le Régime québécois d'assurance parentale (RQAP) et le Conseil de gestion de l'assurance parentale (CGAP) sont financés par un fonds extrabudgétaire (FAP)).*

80. Nombre d'hommes, au total et ventilé par région, ayant bénéficié du congé parental pour 2018-2019 et pour les trois années précédentes. *(le Régime québécois d'assurance parentale (RQAP) et le Conseil de gestion de l'assurance parentale (CGAP) sont financés par un fonds extrabudgétaire (FAP)).*

81. Nombre de demandes de révision effectuées en 2016-2017, en 2017-2018 et en 2018-2019. De ce nombre, combien ont été confirmées et renversées? *(le Régime québécois d'assurance parentale est financé par un fonds extrabudgétaire)*

82. Sommes versées en trop pour les années 2016-2017, 2017-2018 et 2018-2019. *(le Régime québécois d'assurance parentale est financé par un fonds extrabudgétaire)*

83. Copie des documents, notes, rapports concernant la diminution des prestations et de la durée du congé parental. *(le Régime québécois d'assurance parentale (RQAP) et le Conseil de gestion de l'assurance parentale (CGAP) sont financés par un fonds extrabudgétaire (FAP)).*

96. Pour 2018-2019 et pour les cinq années précédentes : montants versés au Fonds de développement de la main-d'œuvre incluant les surplus reportés d'une année à l'autre. *(le Fonds de développement et de reconnaissance des compétences de la main-d'œuvre est exclu du périmètre comptable du gouvernement)*

97. Pour 2018-2019 et pour les cinq années précédentes : montants versés dans le Fonds par les employeurs; fournir les prévisions pour 2019-2020, au total et par région. *(le Fonds de développement et de reconnaissance des compétences de la main-d'œuvre est exclu du périmètre comptable du gouvernement)*

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-01

Titre :

Indiquer la somme dépensée en 2018-2019 (et les prévisions pour 2019-2020) par votre ministère et ses organismes pour l'informatique et les technologies de l'information. Préciser s'il s'agit d'achat de logiciels, de matériel ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ).

Exposé et statistiques :

Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale

Les dépenses en exploitation (informatique et technologies de l'information (TI)), pour la période du 1er avril 2018 au 28 février 2019, s'élèvent à 74 073,8 k$ et se répartissent ainsi :

Dépenses en exploitation (k$)	**Interne**	**Externe**	**CSPQ**	**Total**
Entente de base de maintien et d'exploitation des TI avec le CSPQ	-	-	39 634,0	39 634,0
Ressources internes et externes (continuité et encadrement)	28 074,5	6 046,3	319,0	34 439,8
Total des dépenses en exploitation	**28 074,5**	**6 046,3**	**39 953,0**	**74 073,8**

Fonds des technologies de l'information

Les dépenses en investissement pour la période du 1er avril 2018 au 28 février 2019, s'élèvent à 11 644,7 k$ et se répartissent ainsi :

	Interne	**Externe**	**CSPQ**	**Total**
Dépenses en investissement (k$)	6 002,9	4 736,3	905,5	**11 644,7**

Les dépenses en exploitation (informatique et TI), pour la période du 1er avril 2018 au 28 février 2019, s'élèvent à 2 974,1 k$ et se répartissent ainsi :

	Interne	**Externe**	**CSPQ**	**Total**
Dépenses en exploitation (k$)	1 230,8	1 703,5	39,8	**2 974,1**

Fonds des biens et des services

Les dépenses en exploitation (informatique et TI), pour la période du 1er avril 2018 au 28 février 2019, s'élèvent à 761,8 k$ et se répartissent ainsi :

	Interne	**Externe**	**CSPQ**	**Total**
Dépenses en exploitation (k$)	-	732,9	28,9	**761,8**

Fonds d'aide à l'action communautaire autonome

Les dépenses en exploitation (informatique et TI), pour la période du 1er avril 2018 au 28 février 2019, s'élèvent à 57,5 k$ et se répartissent ainsi :

	Interne	**Externe**	**CSPQ**	**Total**
Dépenses en exploitation (k$)	-	57,5	-	**57,5**

SOURCE : DGRFC-DFI
COLLABORATION :
VALIDATION:
DATE : 2019-03-14

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-2a

Titre :

État de situation détaillé au sujet des programmes suivants :

a) Initiative ciblée pour les travailleurs âgés (ICTA)

Exposé et statistiques :

Du 1er avril 2018 au 15 février 2019, le secteur d'Emploi-Québec a dénombré 828 participants actifs inscrits à la mesure Initiative ciblée pour les travailleurs âgés (ICTA).

Le budget d'intervention du Fonds de développement du marché du travail (FDMT) ne fait pas l'objet d'une programmation par mesure. Toutefois, les réalisations sont consignées pour chacune des mesures du secteur d'Emploi-Québec, c'est-à-dire que l'enveloppe de départ est par région et non par mesure. Les engagements comptabilisés dans le cadre de la mesure ICTA, pour la période du 1er avril 2018 au 15 février 2019, sont de 6 958,5 k$.

SOURCE : Direction générale des mesures et services d'emploi
COLLABORATION : Direction de l'analyse et de l'information de gestion
DATE : **9 avril 2019**

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-2b

Titre :
État de situation détaillé au sujet des programmes suivants :

b) Mesure favorisant la retraite anticipée des travailleurs plus âgés.

Exposé et statistiques :

Le volet Aménagement et réduction du temps de travail (ARTT) de la mesure Concertation pour l'emploi, qui s'adresse aux entreprises, prévoit une modalité « retraite anticipée » qui peut être utilisée en combinaison avec d'autres modalités de réduction du temps de travail (retraite progressive, congé sans solde, temps partiel, etc.).

Devant l'ampleur de la crise vécue par l'industrie forestière, le volet ARTT a été rendu disponible dans le cadre du Plan de soutien pour le secteur forestier d'octobre 2006 et ce, comme un des quatre leviers d'intervention.

La mesure permet le maintien en emploi de travailleurs moins expérimentés en remplacement de travailleurs qui choisissent de prendre une retraite anticipée.

Pour l'année 2018-2019, au 22 février 2019, 132 000 $ ont été investis dans le volet ARTT du secteur forestier.

Depuis 2005-2006, 23 580 334$ ont été déboursés dans le cadre du volet ARTT.

SOURCE : Direction des politiques d'emploi et des stratégies
COLLABORATION : Service de l'analyse et de l'information de gestion (rapport info de gestion)
VALIDATION:
DATE : 14 mars 2019

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-2c

Titre :
État de situation détaillé au sujet des programmes suivants :

c) Mesure de formation de la main-d'œuvre (volet individu).

Exposé et statistiques :

Du 1er avril 2018 au 15 février 2019, le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MTESS) a dénombré 34 188 participants actifs inscrits aux diverses formations (francisation, alphabétisation, acquisition de préalables à la formation professionnelle et technique, formation générale et secondaire, métiers spécialisés ou peu spécialisés, formation professionnelle au secondaire, formation technique au collégial, etc.).

Le budget d'intervention du Fonds de développement du marché du travail (FDMT) ne fait pas l'objet d'une programmation par mesure. Les engagements comptabilisés dans le cadre de la Mesure de formation de la main-d'œuvre pour la période du 1er avril 2018 au 15 février 2019 sont de 285,6 M$ pour le volet individu.

SOURCE : Direction des mesures et services aux individus
COLLABORATION : Direction de l'analyse et de l'information de gestion
Direction de la planification et de la reddition de comptes
VALIDATION:
DATE : 2 avril 2019

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-03

Titre :
Concernant le « Programme de soutien pour les travailleurs licenciés collectivement dans les régions ressources », préciser :

a. les dépenses totales pour 2016-2017, 2017-2018 et 2018-2019, ainsi que les prévisions pour 2019-2020, ventilées par région;
b. le budget disponible pour l'année en cours;
c. le nombre de personnes admissibles à ce jour, par région et par secteur d'activité;
d. le budget consacré par région ressource;
e. le taux de réintégration en emploi des personnes admissibles;
f. la moyenne des sommes versées aux personnes admissibles au programme, par région et par secteur d'activité.

Exposé et statistiques :

Le Programme de soutien pour les travailleurs licenciés collectivement dans les régions ressources a été remplacé par le Programme de soutien pour les travailleurs licenciés collectivement en 2009.

a) Dépenses totales en 2018-2019 : NIL.

b) Budget pour l'année en cours (2018-2019) : NIL.

c) Nombre de personnes admissibles en 2018-2019 par région : NIL

et par secteur d'activité : N/A.

d) Budget consacré par région : NIL.

e) Taux de réintégration en emploi des personnes admissibles : NIL.

f) Moyenne des sommes versées aux personnes admissibles au programme par région et par secteur d'activité : NIL.

SOURCE : Direction des politiques d'assistance sociale
COLLABORATIONS : Direction de l'analyse et de l'information de gestion
Direction du budget
Direction des mesures et services aux entreprises et du placement
VALIDATION :
DATE : 14 mars 2019

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-04

Titre :

Concernant le programme « Action » pour 2018-2019 et les trois dernières années :

a. le nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région;
b. le nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme;
c. le bilan et les résultats;
d. le nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun;
e. identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région).

Exposé et statistiques :

a) Nombre de personnes ayant participé au PAAS Action : En 2018-2019, 4 184 personnes ont participé au PAAS Action (au 15 février 2019).

b) Nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après y avoir participé : Données non disponibles.

c) Bilan et résultats : Se référer au nombre de participants mentionnés précédemment ainsi qu'aux sommes allouées.

d) Nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière : Données non disponibles.

e) Sommes allouées au PAAS Action + Réussir (ventilation non disponible) en 2018-2019 : 14,0 M$.

SOURCE : Direction des politiques d'assistance sociale
COLLABORATION : Direction du soutien à l'application des normes d'assistance sociale
Direction de l'analyse et de l'information de gestion
Direction du budget
VALIDATION :
DATE : 19 mars 2019

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-05

Titre :
Concernant le programme « Contrat d'intégration au travail (CIT) » pour 2018-2019 et pour les trois dernières années :

a. le nombre de personnes ayant participé à cette mesure, par région;
b. le nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à cette mesure;
c. le bilan et les résultats;
d. le nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu pour chacun ;
e. identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région).

Exposé et statistiques :

Nombre de participants actifs :

Année financière	Participants actifs	Nouvelles personnes[1]
2018-2019*	4 799	909

* Données du 1er avril 2018 au 15 février 2019.

Données budgétaires :

Année financière	Dépenses
2018-2019*	27 887,2 k$

* Données du 1er avril 2018 au 15 février 2019.

SOURCE : Direction des mesures et services aux individus

COLLABORATION : Direction de la planification et de la reddition de comptes
Direction de l'analyse et de l'information de gestion

VALIDATION:

DATE : 12 mars 2019

[1] Afin de présenter le nombre réel de nouveaux participants dans la mesure CIT, on doit utiliser la notion de nouvelles personnes. Ce sont celles qui n'étaient pas en participation à la mesure CIT l'année précédente. Dans les rapports statistiques, le nombre de « nouveaux participants » est comptabilisé lorsqu'il y a inscription d'une nouvelle date de début de participation. Pour la mesure CIT, une nouvelle date de début de participation est inscrite à chaque renouvellement. Ceci a pour effet de compter la même personne comme « nouveau participant » année après année et explique le nombre élevé de nouveaux participants.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-06

Titre :

Concernant le programme « Découvrir un métier, une profession » pour 2018-2019 et pour les trois dernières années :

a. le nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région;
b. le nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme;
c. le bilan et les résultats;
d. le nom des entreprises ou organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun;
e. identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région).

Exposé et statistiques :

Nombre de participants en 2018-2019 (au 15 février 2019) : 43.

Nombre de participants ayant intégré le marché du travail : Aucun objectif de résultats n'est donné pour ce programme. Les résultats de retours en emploi sont liés au parcours du client, qui peut comprendre une participation à plusieurs mesures ou programmes.

Données budgétaires : Aucun montant n'est versé aux entreprises et aux participants pour ces stages de courte durée. Le coût du service ne peut être isolé en soi, celui-ci étant inclus dans le coût des ententes de services en approche globale de la mesure Service d'aide à l'emploi (SAE).

SOURCE : Direction des ressources externes
COLLABORATION : Direction de l'analyse et de l'information de gestion
VALIDATION:
DATE : 2019-03-18

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-07

Titre :

Concernant le programme « Formation de la main-d'œuvre » pour 2018-2019 et pour les trois dernières années :

a. le nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région;
b. le nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme;
c. la liste des programmes d'études et de formation;
d. le bilan et les résultats;
e. le nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun;
f. identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région).

Exposé et statistiques :

Nombre de personnes jointes par le programme :

Volets	Participants actifs 2018-2019*
Individus	34 188
Entreprises	8 092

* Données en date du 15 février 2019.

Emploi-Québec exerce une gestion par fonds et non par programme. Par conséquent, il n'y a pas de sommes allouées à ce programme en début d'année.

SOURCE : Direction des mesures et services aux individus
COLLABORATION : Direction des mesures et services aux entreprises et du placement
Direction de l'analyse et de l'information de gestion
Direction de la planification et de la reddition de comptes
VALIDATION:
DATE : 11 mars 2019

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-08

Titre :
Concernant le programme « Jeunes volontaires » pour 2018-2019 et pour les trois dernières années :

a. le nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région;
b. le nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme;
c. le bilan et les résultats;
d. le nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun;
e. identifier les sommes allouées (totales et ventilés par région).

Exposé et statistiques :

Nombre de participants en 2018-2019 :

Période	Participants actifs
2018-2019 (au 15 février 2019)	518

Sommes allouées :

Emploi-Québec exerce une gestion par fonds et non par programme. Par conséquent, il n'y a pas de sommes allouées à ce programme en début d'année.

SOURCE : Direction des mesures et services aux individus
COLLABORATION : Direction de l'analyse et de l'information de gestion
Direction de la planification et de la reddition de comptes
VALIDATION :
DATE : 13 mars 2019

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-09

Titre :

Concernant le programme « Ma place au soleil » pour 2018-2019 et pour les trois dernières années :

a. le nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région;
b. le nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme;
c. le bilan et les résultats;
d. le nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun;
e. identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région).

Exposé et statistiques :

Nombre de participants actifs :

2017-2018	Participants actifs
2018-2019 (en date du 15 février 2019)	451

Emploi-Québec exerce une gestion par fonds et non par programme. Par conséquent, il n'y a pas de sommes allouées à ce programme en début d'année.

SOURCE : Direction des mesures et services aux individus
COLLABORATION : Direction de l'analyse et de l'information de gestion
VALIDATION:
DATE : 2019-03-06

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-10

Titre :

Concernant le programme « Préparation à l'emploi » pour 2018-2019 et pour les trois dernières années :

a. le nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région;
b. le nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme;
c. le bilan et les résultats;
d. le nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun;
e. identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région).

Exposé et statistiques :

Nombre de participants actifs :

2018 – 2019*	9 112

* Données du 1er avril 2018 au 15 février 2019.

Emploi-Québec exerce une gestion par fonds et non par programme. Par conséquent, il n'y a pas de sommes allouées à ce programme en début d'année.

SOURCE : Direction des ressources externes
COLLABORATION : Direction de l'analyse et de l'information de gestion
VALIDATION:
DATE : 2019-03-13

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-11

Titre :
Concernant le programme « Alternative jeunesse » pour 2018-2019 et pour les trois dernières années :

a. le nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région;
b. le nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme;
c. le bilan et les résultats;
d. le nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun;
e. identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région).

Exposé et statistiques :

À la suite de l'adoption du projet de loi 70, ce programme a été abrogé. Les jeunes qui étaient en participation au Programme alternative jeunesse à ce moment pouvaient poursuivre leur participation au programme jusqu'à ce qu'ils atteignent les objectifs prévus à leur parcours d'insertion.

Budget et participants

Le tableau qui suit présente les données pour l'année 2018-2019.

Année financière	**2018-2019**
Participants actifs	22 Du 1er avril 2018 au 15 février 2019

Emploi-Québec exerce une gestion par fonds et non par programme. Par conséquent, il n'y a pas de sommes allouées à ce programme en début d'année.

SOURCE : Direction des mesures et services aux individus
COLLABORATION : Direction de l'analyse et de l'information de gestion
VALIDATION:
DATE : 2019-03-20

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-12

Titre :
Concernant le « Programme d'aide à l'intégration des immigrants et des minorités visibles en emploi (PRIIME) » pour 2018-2019 et pour les trois dernières années :

a. le nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région;
b. le nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme;
c. le bilan et les résultats;
d. le nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun;
e. identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région).

Exposé et statistiques :

En date du 15 février 2019, on dénombre 1 411 participants actifs, dont 952 nouveaux participants.

Le Service public d'emploi exerce une gestion par fonds et non par programme. Par conséquent, il n'y a pas de sommes allouées à ce programme en début d'année.

Une bonification du PRIIME totalisant 29,5 M$ sur 5 ans a été annoncée lors du budget 2017-2018. Cette bonification permettra une augmentation de 20 % des participations par année (sur un principe cumulatif) durant 5 ans à partir de l'année de référence de 2015-2016.

Dans le budget 2018-2019, un montant additionnel de 18,5 M$ sur 5 ans a été accordé afin d'accroître davantage la participation des entreprises au PRIIME.

SOURCE : Direction mesures et des services aux individus
COLLABORATION : Direction de l'analyse et de l'information de gestion
Direction de la planification et de la reddition de compte
VALIDATION:
DATE : 2019-03-11

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-13

Titre :

Concernant le programme « Soutien pour travailleurs âgés » pour 2018-2019 et pour les trois dernières années :

a. le nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région;
b. le nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme;
c. le bilan et les résultats;
d. le nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun;
e. identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région).

Exposé et statistiques :

Le Programme de soutien pour les travailleurs âgés (PSTA) a cessé de s'appliquer le 31 mars 2013 dans le secteur de l'extraction de l'amiante et le 31 décembre 2012 dans tous les autres secteurs d'activité. À noter, toutefois, que les personnes licenciées avant la fin de ce programme ont pu continuer à en bénéficier, dans la mesure où elles étaient âgées de moins de 60 ans et remplissaient encore les autres conditions d'admissibilité.

a) Nombre de personnes ayant participé à ce programme par région : en 2018-2019, aucun travailleur n'a été aidé dans le cadre du PSTA.

b) Nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme : sans objet.

c) Bilan et résultats : en 2018-2019, aucun travailleur n'a été aidé dans le cadre du PSTA.

d) Nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière et le montant reçu par chacun : sans objet.

e) Identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région) : le budget pour 2018-2019 est de 100 k$ et il n'y a pas eu de ventilation par région.

SOURCE : Direction des politiques d'assistance sociale
COLLABORATION : Direction de l'analyse et de l'information de gestion
Direction du budget
Direction du soutien à l'application des normes d'assistance sociale
VALIDATION:
DATE : 14 mars 2019

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-14

Titre :

Concernant le programme « Soutien pour les travailleurs licenciés collectivement » pour 2018-2019 et pour les trois dernières années :

a. le nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région;
b. le nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme;
c. le bilan et les résultats;
d. le nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun;
e. identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région).

Exposé et statistiques :

Aucun nouveau licenciement n'est admissible à ce programme depuis juillet 2014, et le cadre normatif ne permet pas de verser une aide financière lorsqu'il s'est écoulé trois ans ou plus depuis la date du licenciement.

a) Nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région : en 2018-2019, aucun ménage aidé.

b) Nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme : sans objet.

c) Bilan et les résultats : en 2018-2019, aucun ménage aidé.

d) Nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun : sans objet.

e) Le budget pour 2018-2019 est de 50 k$. La ventilation par région n'est pas disponible.

SOURCE : Direction des politiques d'assistance sociale
COLLABORATION : Direction de l'analyse et de l'information de gestion
Direction du budget
Direction des mesures et services aux entreprises et du placement
VALIDATION :
DATE : 14 mars 2019

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-15

Titre :

Concernant le programme « Québec pluriel » pour 2017-2018 et pour les trois dernières années :

a. le nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région;
b. le nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme;
c. le bilan et les résultats;
d. le nom des entreprises ou organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun;
e. identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région).

Exposé et statistiques :

Pour 2018-2019 (au 15 février 2019) : le nombre de participants actifs était de 186.

Emploi-Québec exerçant une gestion par fonds, aucune somme n'est allouée à Québec Pluriel en début d'année.

SOURCE : Direction des ressources externes
COLLABORATION : Direction de l'analyse et de l'information de gestion
Direction des politiques d'emploi et des stratégies
VALIDATION:
DATE : 2019-03-12

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-16

Titre :

Concernant le programme « Réussir » pour 2018-2019 et pour les trois dernières années :

a. le nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région;
b. le nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme;
c. le bilan et les résultats;
d. le nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun;
e. identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région).

Exposé et statistiques :

a) Nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région : En 2018-2019 (au 15 février 2019), il y a eu 527 participants actifs au PAAS Réussir.

b) Nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme : Données non disponibles.

c) Bilan et résultats : Se référer au nombre de participants ainsi qu'aux sommes allouées.

d) Nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière : Non applicable.

e) Sommes allouées au PAAS Action et Réussir (ventilation non disponible) en 2018-2019 : 14 M$.

SOURCE : Direction des politiques d'assistance sociale
COLLABORATION : Direction du soutien à l'application des normes d'assistance sociale
Direction de l'analyse et de l'information de gestion
Direction du budget
DATE : 19 mars 2019

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-17

Titre :

Concernant le programme « Services d'aide à l'emploi » pour 2018-2019 et pour les trois dernières années :

a. le nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région;
b. le nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme;
c. le bilan et les résultats;
d. le nom des entreprises ou organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun;
e. identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région);
f. identifier tous les services offerts.

Exposé et statistiques :

Pour 2018-2019 (au 15 février 2019) : le nombre de participants actifs était de 156 552.

Exerçant une gestion par fonds, Emploi-Québec n'alloue pas de somme précise pour la mesure Services d'aide à l'emploi (SAE).

Types d'activités

Plusieurs activités peuvent être offertes dans le cadre de la mesure SAE par les intervenants externes, selon les besoins des personnes et les objectifs recherchés, dont :

- des sessions d'information sur le marché du travail;
- des services d'orientation professionnelle;
- des clubs de recherche d'emploi;
- des stratégies de recherche d'emploi;
- de l'évaluation psychosociale;
- la détermination des besoins;
- des stages d'observation ou d'exploration dans les entreprises.

SOURCE : Direction des ressources externes
COLLABORATION : Direction de l'analyse et de l'information de gestion
VALIDATION:
DATE : 2019-03-13

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-18

Titre :

Concernant le programme « Soutien financier aux mineures enceintes » pour 2018-2019 et pour les trois dernières années :

a. le nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région;
b. le nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme;
c. le bilan et les résultats;
d. le nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun;
e. identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région).

Exposé et statistiques

État de situation

Nombre de personnes ayant participé à ce programme en 2018-2019 :

38 au 31 janvier 2019.

Bilan et résultats pour 2018-2019 :

Au 31 janvier 2019, le programme a permis de venir en aide à 38 futures mères de moins de 18 ans dont la précarité économique constituait une menace pour elle et l'enfant à venir.

Sommes allouées en 2018-2019

600 k$.

SOURCE : Direction des politiques d'assistance sociale
COLLABORATION : Direction du soutien à l'application des normes d'assistance sociale
Direction de l'analyse et de l'information de gestion
Direction du budget
VALIDATION :
DATE : 15 mars 2019

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-19

Titre :

Concernant le programme « Soutien au travail autonome » pour 2018-2019 et pour les trois dernières années :

a. le nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région;
b. le nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme;
c. le bilan et les résultats;
d. le nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun;
e. identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région);
f. type de projets financés, montants financés par projet, par région.

Exposé et statistiques :

Nombre de participants actifs :

Année	Nombre de participants actifs
2018-2019 (au 15 février 2019)	2 808

Sommes allouées :

Emploi-Québec exerce une gestion par fonds et non par programme. Par conséquent, il n'y a pas de sommes allouées à ce programme en début d'année.

SOURCE : Direction des mesures et services aux entreprises et du placement
COLLABORATION : Direction de l'analyse et de l'information de gestion
VALIDATION: Bureau du sous-ministre associé d'Emploi-Québec
DATE : 2019-03-11

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-21

Titre :

Concernant le : « Programme national de réconciliation avec les orphelins et orphelines de Duplessis ayant fréquenté certaines institutions » pour 2018-2019 et pour les trois dernières années :

a. le nombre de personnes ayant reçu une aide individuelle, par région;
b. identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région).

Exposé et statistiques :

Le tableau ci-dessous présente les données pour l'année 2018-2019 au 28 février 2019.

RÉGION	2018-2019	
	Demandes	**Montant versé**
01 - Bas-Saint-Laurent	0	- $
02 - Saguenay–Lac-Saint-Jean	3	45 000 $
03- Capitale-Nationale	10	150 000 $
04 - Mauricie	4	60 000 $
05 - Estrie	0	- $
06 - Montréal	3	45 000 $
07 - Outaouais	0	- $
08 - Abitibi-Témiscamingue	0	- $
09 - Côte Nord	0	- $
10 - Nord du Québec	0	- $
11 - Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	0	- $
12 - Chaudière-Appalaches	4	60 000 $
13 - Laval	0	- $
14 - Lanaudière	4	60 000 $
15 - Laurentides	4	60 000 $
16 - Montérégie	8	120 000 $
17 - Centre-du-Québec	0	- $
Total	**40**	**600 000 $**

SOURCE : Programme national de réconciliation avec les orphelines et les orphelins de Duplessis ayant fréquentés certaines institutions
Secteur du développement et des partenariats de Services Québec
COLLABORATION : Secteur des services à la gestion et ressources informationnelles
DATE : 21 mars 2019

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-22

Titre :

Concernant les programmes « Subvention salariales pour employés » et « Contrat d'intégration au travail » pour 2018-2019 et pour les trois dernières années :

a) le nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région;
b) le nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme;
c) le bilan et les résultats;
d) le nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun;
e) identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région).

Exposé et statistiques :

Nombre de participants actifs à la mesure subvention salariale par volet pour l'année 2018-2019 :

Volet	Nouveaux participant	Participants actifs
Insertion en emploi[1]	2 915	3 943
Expérience de travail	2 279	3 118

* Données au 15 février 2019.

Données budgétaires pour l'année 2018-2019 :

Volet	Dépenses*****
Insertion en emploi**	14 786,2
Expérience de travail	18 727,4

* Données au 15 février 2019.
** Comprend les volets « insertion en emploi », « insertion en emploi pour les personnes expérimentées » et « insertion en emploi en économie sociale ».

Nombre de personnes jointes par la mesure Contrat d'intégration au travail pour l'année 2018-2019

Participants actifs	Nouvelles personnes [2]
4 799	909

* Données au 15 février 2019.

Dépenses d'intervention :

2018-2019 : dépenses (au 15 février 2019) : 27 887,2

SOURCE : Direction des mesures et services aux individus
COLLABORATION : Direction de l'analyse et de l'information de gestion
Direction de la planification et de la reddition de comptes
VALIDATION: 2019-03-05
DATE : 2019-03-13

[1] Comprend les volets « insertion en emploi », « insertion en emploi pour les personnes expérimentées » et « insertion en emploi en économie sociale ».
[2] Afin de présenter le nombre réel de nouveaux participants dans la mesure CIT, on doit utiliser la notion de nouvelles personnes. Ce sont celles qui n'étaient pas en participation à la mesure CIT l'année précédente. Dans les rapports statistiques, le nombre de « nouveaux participants » est comptabilisé lorsqu'il y a inscription d'une nouvelle date de début de participation. Pour la mesure CIT, une nouvelle date de début de participation est inscrite à chaque renouvellement. Cela a pour effet de compter la même personne comme « nouveau participant » année après année et explique le nombre élevé de nouveaux participants.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-23

Titre :

Concernant le programme « Découvrir une relève » pour 2018-2019 et pour les trois dernières années :

a. le nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région;
b. le nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme;
c. le bilan et les résultats;
d. le nom des entreprises ou organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun;
e. identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région).

Exposé et statistiques :

Nombre de participants en 2018-2019 (au 15 février 2019) : 43.

Nombre de participants ayant intégré le marché du travail : Aucun objectif de résultats n'est donné pour ce programme. Les résultats de retours en emploi sont liés au parcours du client, qui peut comprendre une participation à plusieurs mesures ou programmes.

Données budgétaires : Aucun montant n'est versé aux entreprises et aux participants pour ces stages de courte durée. Le coût du service ne peut être isolé en soi, celui-ci étant inclus dans le coût des ententes de services en approche globale de la mesure Service d'aide à l'emploi (SAE).

SOURCE : Direction des ressources externes
COLLABORATION : Direction de l'analyse et de l'information de gestion
VALIDATION:
DATE : 2019-03-13

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-24

Titre :

Concernant le programme « Licenciements collectifs » pour 2018-2019 et pour les trois dernières années:

a. le nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région;
b. le nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme;
c. le bilan et les résultats;
d. le nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun;
e. identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région).

Exposé et statistiques :

Lorsqu'un licenciement collectif survient, Services Québec intervient en collaboration avec l'employeur dans le cadre des mesures suivantes:

- Comité d'aide au reclassement (+ de 50 employés);
- Comité d'aide au reclassement à entrées continues.

Comité d'aide au reclassement (régulier)		
ANNÉE	**NOUVELLES ENTREPRISES**	**ENTREPRISES ACTIVES[1]**
2018-2019*	12	16

Comité d'aide au reclassement (entrée continue)		
ANNÉE	**NOUVELLES ENTREPRISES**	**ENTREPRISES ACTIVES**
2018-2019*	5	7

* Données au 15 février 2019

En ce qui concerne les mesures d'emploi, une gestion par fonds est exercée et non par programme. Par conséquent, il n'y a pas de sommes allouées à ce programme en début d'année.

SOURCE : Direction des mesures et services aux entreprises et du placement
COLLABORATION : Direction de l'analyse et de l'information de gestion
VALIDATION: Bureau du sous-ministre associé d'Emploi-Québec
DATE : 18 mars 2019

[1] Les entreprises actives incluent les nouvelles entreprises

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-25

Titre :

Concernant le « Programme de soutien aux initiatives sociales et communautaires – Volet Action communautaire et action bénévole » pour 2018-2019 et pour les trois dernières années :

a. liste des organismes subventionnés (incluant leur nom et leur adresse) ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions, pour les années 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 et 2018-2019. Fournir les prévisions pour 2019-2020;
b. politique et critères d'attribution des subventions;
c. liste des organismes qui ont demandé une subvention qui leur a été refusée.

Exposé et statistiques :

La réponse se trouve à la question RP-84.

SOURCE : **Direction générale de la solidarité sociale et de l'action communautaire**
COLLABORATION :
VALIDATION: Direction du budget
DATE : **2019-03-12**

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-26

Titre :

Concernant le « Programme de soutien aux initiatives sociales et communautaires – Volet Initiatives sociales » pour 2018-2019 et pour les trois dernières années :

a. liste des organismes subventionnés (incluant leur nom et leur adresse) ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions, pour les années 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 et 2018-2019. Fournir les prévisions pour 2019-2020;

b. politique et critères d'attribution des subventions;

c. liste des organismes qui ont demandé une subvention qui leur a été refusée.

Exposé et statistiques :

La réponse se trouve à la question RP-84.

SOURCE : **Direction générale de la solidarité sociale et de l'action communautaire**
COLLABORATION :
VALIDATION: Direction du budget
DATE : **2019-03-12**

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-27

Titre :

Concernant le « Programme de soutien financier aux orientations gouvernementales et en action bénévole », pour chacun des trois volets pour 2018-2019 et pour les trois dernières années :

a. liste des organismes subventionnés (incluant leur nom et leur adresse) ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions, pour les années 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 et 2018-2019. Fournir les prévisions pour 2019-2020;

b. politique et critères d'attribution des subventions;

c. liste des organismes qui ont demandé une subvention qui leur a été refusée.

Exposé et statistiques :

La réponse se trouve à la question RP-84.

SOURCE : **Direction générale de la solidarité sociale et de l'action communautaire**
COLLABORATION :
VALIDATION: Direction du budget
DATE : **2019-03-14**

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-28

Titre :
Concernant le programme « Programme d'apprentissage en milieu de travail (PAMT) » pour 2018-2019 et pour les trois dernières années :

a. le nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région;
b. le nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme;
c. le bilan et les résultats;
d. le nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun;
e. identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région);
f. les prévisions pour 2019-2020 des sommes prévues (totales et ventilées par région).

Exposé et statistiques :

a. Nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région

En 2018-2019, 5885 personnes ont été inscrites au programme d'apprentissage en milieu de travail

Régions	2018-2019[1]
Bas-St- Laurent	186
Saguenay-Lac-St-Jean	364
Capitale-Nationale	572
Mauricie	301
Estrie	621
Montréal	702
Outaouais	248
Abitibi-Témiscamingue	150
Côte-Nord	27
Nord-du-Québec	9
Gaspésie-Les-Îles	128
Chaudière-Appalaches	490
Laval	263
Lanaudière	325
Laurentides	364
Montérégie	712
Centre-du-Québec	414
Inconnue	9
Ensemble du Québec	5 885

[1]Données au 15 février 2019
Source : Direction de l´analyse et de l´information de gestion

b. Nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme

Le PAMT est un système de formation en entreprise qui s'adresse aux personnes qui sont déjà en emploi.

c. Bilan et les résultats

En 2018-2019 (données en date du 15 février 2019), 2 586 certificats de qualification professionnelle ont été émis à la suite d'un Programme d'apprentissage en milieu de travail.

d. Nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun

Données non disponibles.

e. Identification des sommes allouées (totales et ventilées par région)

Afin d'aider les entreprises à assumer les coûts reliés à la formation de leur main-d'œuvre, des programmes ou crédits d'impôt sont disponibles pour les entreprises participant au PAMT, selon leur situation. Les mesures les plus couramment utilisées sont le Crédit d'impôt pour stage en milieu de travail (Revenu Québec) et la mesure de formation du MTESS offerte aux entreprises qui ne sont pas admissibles à ce crédit d'impôt.

Ainsi, on estime que quelque 2 millions de dollars par année sont alloués par le MTESS pour soutenir les entreprises participant au PAMT par les mesures d'emploi.

Crédit d'impôt remboursable pour stage en milieu de travail

Les dépenses fiscales totales en lien avec le crédit d'impôt remboursable pour stage en milieu de travail, incluant celles liées au PAMT, basées sur l'édition 2018 des dépenses fiscales du ministère des Finances du Québec, sont les suivantes :

- 2015 : 49,5 M$
- 2016 : 51,9 M$
- 2017 (projection[i]) : 55,5 M$
- 2018 (projection) : 62,1 M$

Ces sommes couvrent tous les types de stages y compris ceux des institutions scolaires. Pour les années antérieures à 2017, le coût des dépenses fiscales est calculé à partir de statistiques fiscales réelles disponibles provenant de Revenu Québec. Pour les années 2017 à 2019, les dépenses fiscales représentent une projection.

La ventilation par région n'est pas disponible.

f. **Prévisions pour 2019-2020 des sommes prévues (totales et ventilées par région)**.

Données non disponibles.

SOURCE : Direction du développement de la main-d'œuvre
COLLABORATION : Direction de l'analyse et de l'information de gestion
VALIDATION:
DATE : 2019-03-11

i

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-29

Titre :

Concernant le « Programme de soutien financier des corporations de développement communautaire (CDC) » pour 2017-2018 et pour les trois dernières années :

a. liste des organismes subventionnés (incluant leur nom et leur adresse) ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions, pour les années 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 et 2018-2019. Fournir les prévisions pour 2019-2020;

b. politique et critères d'attribution des subventions;

c. liste des organismes qui ont demandé une subvention qui leur a été refusée.

Exposé et statistiques :

La réponse se trouve à la question RP-84.

SOURCE : Direction générale de la solidarité sociale et de l'action communautaire
COLLABORATION :
VALIDATION: Direction de budget
DATE : 2019-03-12

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-30

Titre :
Concernant le « Soutien régionalisé aux entreprises pour le développement de la main-d'œuvre » pour 2018-2019 et pour les trois dernières années :

a. Liste des organismes subventionnés (incluant leur nom et leur adresse) ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions, pour les années, 2011-2012, 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 et 2018-2019. Fournir les prévisions pour 2019-2020;
b. Politique et critères d'attribution des subventions;
c. Liste des organismes qui ont demandé une subvention qui leur a été refusée.

Exposé et statistiques :

Depuis 2015-2016, le programme « Soutien régionalisé aux entreprises pour le développement de la main-d'œuvre » a été remplacé par le « Soutien régionalisé à l'adéquation formation-emploi ».

Cette mesure est financée par le Fonds de développement et de reconnaissance des compétences de la main-d'œuvre et, par conséquent, est exclue du périmètre comptable du gouvernement.

SOURCE : Direction générale du développement et de la reconnaissance de la main-d'œuvre
COLLABORATION : s.o.
VALIDATION: Direction générale du développement de la main-d'œuvre
DATE : 19 mars 2019

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP- 31

Titre :
Concernant les « Subventions aux entreprises adaptées » pour 2018-2019 et pour les trois dernières années :

a. liste des organismes subventionnés (incluant leur nom et leur adresse) ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions, pour les années 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 et 2018-2019. Fournir les prévisions pour 2019-2020;
b. politique et critères d'attribution des subventions;
c. liste des organismes qui ont demandé une subvention qui leur a été refusée;
d. nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région;
e. nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme.

Exposé et statistiques :

Pour le Programme de subventions aux entreprises adaptées (PSEA), il y a 4 886 participants actifs du 1er avril 2018 au 15 février 2019.

Au 15 février 2019, les déboursés reliés au PSEA pour l'année financière 2018-2019 sont de 88,9 M$.

SOURCE : Direction régionale de Services Québec du Centre-du-Québec
COLLABORATION : Direction de l'analyse et de l'information de gestion
Direction de la planification et de la reddition de comptes
Direction des mesures et services aux individus
Direction des politiques d'emploi et des stratégies
VALIDATION: Bureau du sous-ministre responsable d'Emploi-Québec
DATE : 15 mars 2018

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-32

Titre :

Emploi-Québec :

a) Cibles et résultats des interventions d'Emploi-Québec sur le terrain en 2018-2019 et pour les quatre années précédentes; fournir les prévisions pour 2019-2020. Chiffres nationaux et ventilés par région administrative;
b) Détails des employés occasionnels et réguliers pour les années 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 et 2018-2019; fournir les prévisions pour 2019-2020;
c) Part du Fonds du développement du marché du travail (FDMT) financée par les fonds provenant du Québec et par les fonds provenant du fédéral pour l'année 2018-2019 et les quatre années précédentes;
d) État des listes d'attente pour participer aux mesures en matière de main-d'œuvre et d'emploi, par mois.

Exposé et statistiques :

a) Cibles et résultats en 2018-2019 et prévisions pour 2019-2020 :

Afin de centrer davantage l'attention sur les finalités des interventions, les indicateurs de résultats ciblés ont été revus en 2018-2019. Les résultats des indicateurs de taux d'emploi des personnes ayant bénéficié d'une intervention des services publics d'emploi (ensemble et diverses clientèles) sont tous à la hausse par rapport à 2017-2018 et permettent d'atteindre entièrement ou à plus de 98 % les cibles de résultats en 2018-2019. Les cibles de résultats d'entreprises aidées en matière de gestion des ressources humaines et de travailleurs aidés dans le développement de leurs compétences sont également atteintes à des niveaux élevés.

Tel que prévu dans le processus de reddition de comptes en matière de main-d'œuvre et d'emploi, les résultats finaux pour 2018-2019 seront présentés dans le Rapport annuel de gestion du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MTESS).

b) Détails des employés occasionnels et réguliers pour les années 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018, 2018-2019 et prévisions pour 2019-2020.

Les données publiées les plus récentes (Rapport annuel de gestion du MTESS pour 2017-2018, page 55) indiquent que les services de main-d'œuvre et d'emploi ont pu compter sur un effectif de 1 762 équivalents temps complet en plus de personnel affecté, notamment, aux salles multiservices.

c) Part du Fonds du développement du marché du travail (FDMT) financée par les fonds provenant du Québec et par les fonds provenant du fédéral pour l'année 2018-2019 et pour les quatre années précédentes.

Pour l'année 2018-2019, le Plan annuel de gestion des dépenses totalise 1 089,9 M$, dont 211,2 M$ en Fonds du Québec et 878,7 M$ imputables aux fonds provenant du fédéral.

PLAN ANNUEL DE GESTION DES DÉPENSES 2018-2019 (en millions de dollars)		
Fonds du Québec	Fonds provenant du fédéral	Total
211,2	878,7	1 089,9

d) Listes d'attente

Les services en matière de main-d'œuvre et d'emploi n'administrent pas de liste d'attente de participants dans le cadre des mesures actives. Ces services sont offerts sur la base des priorités régionales et des disponibilités budgétaires.

SOURCE :	Direction générale des politiques d'emploi, de la planification et du marché du travail
COLLABORATION :	Direction générale des ressources humaines Direction du budget et du financement
VALIDATION :	Bureau du sous-ministre associé, secteur Emploi-Québec Direction de la planification et de la reddition de comptes
DATE :	**19** mars 2019

Annexe 1. Cibles et résultats 2018-2019, ensemble du Québec

Indicateurs	2018-2019	
	Cibles	**Résultats préliminaires**
• Nombre de **nouveaux participants** aux interventions des Services publics d'emploi, participants de **l'assurance-emploi** – *Entente Canada-Québec*	aucune	157 985
• Nombre de **personnes en emploi** après avoir bénéficié d'une intervention des Services publics d'emploi, participants de **l'assurance-emploi** – *Entente Canada-Québec*	50 900	72 329
• **Taux d'emploi** des **participants de l'assurance-emploi** ayant bénéficié d'une intervention des services publics d'emploi	58,0 %	61,7
• Nombre de postes **vacants signalés** au Service national de placement	aucune	938 771
• Nombre de **nouveaux participants** aux interventions des Services publics d'emploi	aucune	261 788
• Nombre de **personnes en emploi** après avoir bénéficié d'une intervention des Services publics d'emploi	145 500	154 085
• **Taux d'emploi** des personnes ayant bénéficié d'une intervention des Services publics d'emploi	51,5 %	55,1 %
• Nombre de **nouveaux participants** aux activités de **formation de base**	aucune	20 246
• Nombre de nouveaux participants aux interventions des Services publics d'emploi, clientèle des programmes **d'assistance-sociale**	aucune	74 613
• Nombre de participants clientèle des programmes **d'assistance-sociale en emploi** après avoir bénéficié d'une intervention des Services publics d'emploi	37 000	32 819
• Taux d'emploi des participants clientèle des programmes d'assistance-sociale ayant bénéficié d'une intervention des Services publics d'emploi	40,0 %	39,3 %
• Nombre de personnes en emploi après avoir bénéficié d'une intervention des services publics d'emploi**, personnes immigrantes**	27 000	23 112
• Taux d'emploi des personnes immigrantes ayant bénéficié d'une intervention des services publics d'emploi	46,0 %	50,5 %
• Nombre **d'entreprises nouvellement aidées** par les interventions des Services publics d'emploi	12 500	12 612
• Nombre de nouveaux participants aux **stratégies du Cadre de développement des compétences de la main-d'œuvre**	7 200	7 200

Source : Les données 2018-2019 sont des résultats préliminaires basés sur des projections au 31 mars 2019. Les résultats finaux seront publiés dans le rapport de gestion 2018-2019.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-33

Titre :
Les dépenses des trois derniers exercices financiers attribuables :

a) Aux services directs donnés par le personnel d'EQ;
   i. Par région;
   ii. Par CLE;
b) À l'administration;
   iii. Administration des mesures d'aide à l'emploi, des mesures d'aide financière et de la prestation de services directs;
   iv. Total des dépenses d'administration pour EQ;
c) Aux mesures d'emploi;
   v. Soutien au revenu;
      - Allocations de participation pour les bénéficiaires du programme d'aide sociale;
      - Allocations de participation pour les bénéficiaires du programme de solidarité sociale;
   vi. Ententes de services;
      - Par catégorie d'entente.

Exposé et statistiques :

LES DÉPENSES AU 28 FÉVRIER 2019 POUR L'EXERCICE FINANCIER 2018-2019			
	Rémunération	Fonctionnement	Total
Région - Bas-Saint-Laurent - Services Québec	6 969 292,86	293 473,44	7 262 766,30
Région - Saguenay-Lac-Saint-Jean - Services Québec	8 441 696,08	321 803,91	8 763 499,99
Région - Capitale-Nationale - Services Québec	12 796 986,43	414 698,75	13 211 685,18
Région - Mauricie - Services Québec	8 727 967,58	342 115,19	9 070 082,77
Région - Estrie - Services Québec	7 935 316,04	318 608,05	8 253 924,09
Région - Centre-du-Québec - Services Québec	6 625 328,40	280 377,66	6 905 706,06
Région - Outaouais - Services Québec	8 150 502,67	323 562,45	8 474 065,12
Région - Abitibi-Témiscamingue - Services Québec	5 139 701,36	333 068,08	5 472 769,44
Région - Côte-Nord - Services Québec	4 474 389,03	264 059,07	4 738 448,10
Région - Nord-du-Québec - Services Québec	2 036 354,32	170 290,40	2 206 644,72
Région - Gaspésie-Iles-de-la-Madeleine - Services Québec	5 514 770,81	288 333,01	5 803 103,82
Région - Chaudière - Appalaches - Services Québec	8 144 964,07	310 113,50	8 455 077,57
Région - Lanaudière - Services Québec	9 923 556,68	369 572,12	10 293 128,80
Région - Laurentides - Services Québec	11 578 034,63	394 512,68	11 972 547,31
Région - Montérégie - Services Québec	25 218 490,48	830 250,23	26 048 740,71
Région - Île-de-Montréal - Services Québec	34 885 570,00	1 449 828,46	36 335 398,46
Région - Laval - Services Québec	7 029 765,82	188 789,34	7 218 555,16
Opérations centralisées en région	8 210 853,37	199 325,84	8 410 179,21
Direction générale des services téléphoniques	17 684 932,75	380 087,60	18 065 020,35
TOTAL DES DÉPENSES DES RÉGIONS AUX SERVICES DIRECTS	**199 488 473,38**	**7 472 869,78**	**206 961 343,16**
TOTAL DES DÉPENSES D'ADMINISTRATION DES MESURES	**17 185 636,08**	**20 468 878,43**	**37 654 514,51**
TOTAL DES DÉPENSES D'ADMINISTRATION POUR EQ	**216 674 109,46**	**27 941 748,21**	**244 615 857,67**

Le total des dépenses d'administration des mesures représente les dépenses des unités centrales en soutien au réseau, soit le secteur des Opérations, le secteur d'Emploi-Québec et la Commission des partenaires du marché du travail (CPMT).

L'annexe 1 présente les données ventilées par CLE pour la même période.

L'annexe 2 présente les données des mesures d'emploi provenant du Fond de développement du marché du travail (FDMT) pour l'année 2018-2019. Les allocations versées en soutien du revenu

font l’objet d’un suivi pour l’ensemble de la clientèle.

SOURCE : Secteur des opérations
COLLABORATION : Secteur des services à la gestion et ressources informationnelles
VALIDATION:
DATE : 15 mars 2019

LES DÉPENSES PAR CLE AU 28 FÉVRIER 2019 POUR L'EXERCICE FINANCIER 2018-2019

Direction	Unité administrative	Super catégorie	Total
3090 Opérations centralisées	1704193 SC - Services centralisés	01 Rémunération	705 329,43
		02 Fonctionnement	25 208,52
	Total 1704193 SC - Services centralisés		730 537,95
	1704211 CSPA - Centre spécialisé des pensions alimentaires	01 Rémunération	756 377,34
		02 Fonctionnement	21 557,56
	Total 1704211 CSPA - Centre spécialisé des pensions alimentaires		777 934,90
	1704441 Direction du Centre de traitement administratif et du Centre spécialisé des incohérences de l'Outaouais (CSIO)	01 Rémunération	1 344 908,88
		02 Fonctionnement	40 678,39
	Total 1704441 Direction du Centre de traitement administratif et du Centre spécialisé des incohérences de l'Outaouais (CSIO)		1 385 587,27
	1704693 CSTA - Centre spécialisé du travail autonome	01 Rémunération	692 858,53
		02 Fonctionnement	25 425,23
	Total 1704693 CSTA - Centre spécialisé du travail autonome		718 283,76
	1704792 CSIL - Centre spécialisé des incohérences de Lanaudière	01 Rémunération	1 381 558,22
		02 Fonctionnement	34 120,71
	Total 1704792 CSIL - Centre spécialisé des incohérences de Lanaudière		1 415 678,93
	1704933 CSDAGDSP - Centre spé demandeurs asile_garants défaillants et serv aux parr	01 Rémunération	2 069 842,55
		02 Fonctionnement	51 035,91
	Total 1704933 CSDAGDSP - Centre spé demandeurs asile_garants défaillants et serv aux parr		2 120 878,46
	1704934 Direction adjointe du Centre spécialisé des demandeurs d'asile, des garants défaillants et des services aux parrainés	01 Rémunération	1 259 978,42
		02 Fonctionnement	1 299,52
	Total 1704934 Direction adjointe du Centre spécialisé des demandeurs d'asile, des garants défaillants et des services aux parrainés		1 261 277,94
Total 3090 Opérations centralisées			8 410 179,21
4100 Région - Bas-Saint-Laurent - Services Québec	1704101 DR - Services Québec - Bas-Saint-Laurent	01 Rémunération	1 889 785,01
		02 Fonctionnement	180 918,43
	Total 1704101 DR - Services Québec - Bas-Saint-Laurent		2 070 703,44
	1704102 CLE - Amqui	01 Rémunération	436 734,54
		02 Fonctionnement	7 771,18
	Total 1704102 CLE - Amqui		444 505,72
	1704103 CLE - Témiscouata	01 Rémunération	548 377,05
		02 Fonctionnement	17 009,91
	Total 1704103 CLE - Témiscouata		565 386,96
	1704104 Bureau de Services Québec de La Pocatière	01 Rémunération	450 843,61
		02 Fonctionnement	12 319,78
	Total 1704104 Bureau de Services Québec de La Pocatière		463 163,39
	1704105 CLE - Matane	01 Rémunération	623 310,90
		02 Fonctionnement	16 068,38
	Total 1704105 CLE - Matane		639 379,28
	1704106 CLE - Mont-Joli	01 Rémunération	385 367,74
		02 Fonctionnement	8 779,57
	Total 1704106 CLE - Mont-Joli		394 147,31
	1704107 CLE - Rimouski-Neigette	01 Rémunération	765 214,20
		02 Fonctionnement	16 553,66
	Total 1704107 CLE - Rimouski-Neigette		781 767,86
	1704108 Bureau de Services Québec - Rivière-du-Loup	01 Rémunération	679 984,81
		02 Fonctionnement	20 830,64
	Total 1704108 Bureau de Services Québec - Rivière-du-Loup		700 815,45
	1704109 CLE - Trois-Pistoles	01 Rémunération	167 281,60
		02 Fonctionnement	7 752,45
	Total 1704109 CLE - Trois-Pistoles		175 034,05
	1704111 CRTAFDRBSL - Centre régional de traitement de l'aide financière de dernier recours du Bas-Saint-Laurent	01 Rémunération	1 022 393,40
		02 Fonctionnement	5 469,44
	Total 1704111 CRTAFDRBSL - Centre régional de traitement de l'aide financière de dernier recours du Bas-Saint-Laurent		1 027 862,84
Total 4100 Région - Bas-Saint-Laurent - Services Québec			7 262 766,30
4150 Région - Saguenay-Lac-Saint-Jean - Services Québec	1704151 DR - Services Québec - Saguenay-Lac-Saint-Jean	01 Rémunération	382 145,77
		02 Fonctionnement	100 061,99
	Total 1704151 DR - Services Québec - Saguenay-Lac-Saint-Jean		482 207,76
	1704152 Bureau de Services Québec - Alma	01 Rémunération	1 084 302,04
		02 Fonctionnement	28 958,52
	Total 1704152 Bureau de Services Québec - Alma		1 113 260,56
	1704153 Bureau de Services Québec - Chicoutimi	01 Rémunération	1 486 870,69
		02 Fonctionnement	31 896,66
	Total 1704153 Bureau de Services Québec - Chicoutimi		1 518 767,35
	1704154 Bureau de Services Québec - Dolbeau-Mistassini	01 Rémunération	702 955,93
		02 Fonctionnement	29 877,52
	Total 1704154 Bureau de Services Québec - Dolbeau-Mistassini		732 833,45
	1704155 Bureau de Services Québec - Jonquière	01 Rémunération	1 660 147,87
		02 Fonctionnement	43 638,39
	Total 1704155 Bureau de Services Québec - Jonquière		1 703 786,26
	1704156 Bureau de Services Québec - La Baie	01 Rémunération	835 747,62
		02 Fonctionnement	27 332,07
	Total 1704156 Bureau de Services Québec - La Baie		863 079,69
	1704157 Bureau de Services Québec - Roberval	01 Rémunération	933 660,42
		02 Fonctionnement	42 963,76
	Total 1704157 Bureau de Services Québec - Roberval		976 624,18
	1704191 DPSO -Direction de la planification et du soutien aux opérations	01 Rémunération	727 239,52
		02 Fonctionnement	10 519,92
	Total 1704191 DPSO -Direction de la planification et du soutien aux opérations		737 759,44
	1704194 Direction des services gouvernementaux intégrés	01 Rémunération	628 626,22
		02 Fonctionnement	6 555,08
	Total 1704194 Direction des services gouvernementaux intégrés		635 181,30
Total 4150 Région - Saguenay-Lac-Saint-Jean - Services Québec			8 763 499,99

4200 Région - Capitale-Nationale - Services Québec	1704201 DR - Services Québec - Capitale-Nationale	01 Rémunération	295 149,48
		02 Fonctionnement	126 580,04
	Total 1704201 DR - Services Québec - Capitale-Nationale		421 729,52
	1704202 CLE - Baie-Saint-Paul	01 Rémunération	344 451,95
		02 Fonctionnement	9 475,96
	Total 1704202 CLE - Baie-Saint-Paul		353 927,91
	1704203 CLE - Beauport	01 Rémunération	1 309 116,08
		02 Fonctionnement	41 159,06
	Total 1704203 CLE - Beauport		1 350 275,14
	1704204 CLE - Charlesbourg	01 Rémunération	1 350 695,40
		02 Fonctionnement	37 278,09
	Total 1704204 CLE - Charlesbourg		1 387 973,49
	1704205 CLE - La Malbaie	01 Rémunération	600 800,17
		02 Fonctionnement	20 428,31
	Total 1704205 CLE - La Malbaie		621 228,48
	1704206 CLE - Portneuf	01 Rémunération	761 299,36
		02 Fonctionnement	16 866,73
	Total 1704206 CLE - Portneuf		778 166,09
	1704207 SAR - Services administratifs régionaux	01 Rémunération	100 515,99
		02 Fonctionnement	264,77
	Total 1704207 SAR - Services administratifs régionaux		100 780,76
	1704208 CLE - Quartiers-Historiques	01 Rémunération	2 106 199,09
		02 Fonctionnement	45 259,19
	Total 1704208 CLE - Quartiers-Historiques		2 151 458,28
	1704209 Centre administratif régionalisé	01 Rémunération	1 318 047,33
		02 Fonctionnement	14 476,08
	Total 1704209 Centre administratif régionalisé		1 332 523,41
	1704210 Bureau de Services Québec - Sainte-Foy	01 Rémunération	2 262 629,87
		02 Fonctionnement	69 050,58
	Total 1704210 Bureau de Services Québec - Sainte-Foy		2 331 680,45
	1704212 CLE - Côte-de-Beaupré	01 Rémunération	119 444,46
		02 Fonctionnement	4 285,45
	Total 1704212 CLE - Côte-de-Beaupré		123 729,91
	1704215 Bureau de Services Québec - Lebourgneuf	01 Rémunération	575 116,54
		02 Fonctionnement	13 204,68
	Total 1704215 Bureau de Services Québec - Lebourgneuf		588 321,22
	1704241 SEC - Service des enquêtes et de la conformité	01 Rémunération	265 252,37
		02 Fonctionnement	1 548,11
	Total 1704241 SEC - Service des enquêtes et de la conformité		266 800,48
	1704243 DSO - Direction du soutien aux opérations	01 Rémunération	446 182,63
		02 Fonctionnement	5 536,38
	Total 1704243 DSO - Direction du soutien aux opérations		451 719,01
	1704244 DPPIMT - Direction de la planification, du partenariat et de l'information sur le marché du travail	01 Rémunération	586 995,03
		02 Fonctionnement	6 618,51
	Total 1704244 DPPIMT - Direction de la planification, du partenariat et de l'information sur le marché du travail		593 613,54
	1704247 SCR - Service à la clientèle régionalisée	01 Rémunération	355 090,68
		02 Fonctionnement	2 666,81
	Total 1704247 SCR - Service à la clientèle régionalisée		357 757,49
Total 4200 Région - Capitale-Nationale - Services Québec			13 211 685,18
4250 Région - Mauricie - Services Québec	1704251 DR - Services Québec - Mauricie	01 Rémunération	443 014,95
		02 Fonctionnement	97 676,78
	Total 1704251 DR - Services Québec - Mauricie		540 691,73
	1704254 Bureau de Services Québec - La Tuque	01 Rémunération	404 911,15
		02 Fonctionnement	31 542,90
	Total 1704254 Bureau de Services Québec - La Tuque		436 454,05
	1704255 CLE - Louiseville	01 Rémunération	375 073,70
		02 Fonctionnement	15 947,90
	Total 1704255 CLE - Louiseville		391 021,60
	1704256 CLE - Sainte-Thècle	01 Rémunération	152 689,28
		02 Fonctionnement	9 326,16
	Total 1704256 CLE - Sainte-Thècle		162 015,44
	1704257 CLE - Sainte-Geneviève-de-Batiscan	01 Rémunération	76 251,87
		02 Fonctionnement	6 058,30
	Total 1704257 CLE - Sainte-Geneviève-de-Batiscan		82 310,17
	1704258 Bureau de Services Québec - Shawinigan	01 Rémunération	1 238 937,77
		02 Fonctionnement	47 231,68
	Total 1704258 Bureau de Services Québec - Shawinigan		1 286 169,45
	1704259 CLE - Trois-Rivières	01 Rémunération	2 290 223,78
		02 Fonctionnement	53 617,71
	Total 1704259 CLE - Trois-Rivières		2 343 841,49
	1704293 DPPSO - Direction de la planification, du partenariat et du soutien aux opérations	01 Rémunération	960 372,77
		02 Fonctionnement	25 872,25
	Total 1704293 DPPSO - Direction de la planification, du partenariat et du soutien aux opérations		986 245,02
	1704294 CRAM - Centre régionalisé administratif de la Mauricie	01 Rémunération	2 786 492,31
		02 Fonctionnement	54 841,51
	Total 1704294 CRAM - Centre régionalisé administratif de la Mauricie		2 841 333,82
Total 4250 Région - Mauricie - Services Québec			9 070 082,77
4300 Région - Estrie - Services Québec	1704301 DR - Services Québec - Estrie	01 Rémunération	1 018 190,82
		02 Fonctionnement	131 877,98
	Total 1704301 DR - Services Québec - Estrie		1 150 068,80
	1704302 CLE - Asbestos	01 Rémunération	129 685,67
		02 Fonctionnement	3 819,13
	Total 1704302 CLE - Asbestos		133 504,80
	1704303 CLE - Coaticook	01 Rémunération	113 225,61
		02 Fonctionnement	3 662,14
	Total 1704303 CLE - Coaticook		116 887,75
	1704304 CLE - East Angus	01 Rémunération	156 082,04
		02 Fonctionnement	8 537,09
	Total 1704304 CLE - East Angus		164 619,13

	1704305 Bureau de Services Québec - Lac-Mégantic	01 Rémunération	172 182,46
		02 Fonctionnement	5 413,44
	Total 1704305 Bureau de Services Québec - Lac-Mégantic		177 595,90
	1704306 Bureau de Services Québec - Magog	01 Rémunération	505 744,69
		02 Fonctionnement	22 017,19
	Total 1704306 Bureau de Services Québec - Magog		527 761,88
	1704308 CLE - Sherbrooke	01 Rémunération	1 553 281,85
		02 Fonctionnement	35 522,47
	Total 1704308 CLE - Sherbrooke		1 588 804,32
	1704309 CLE - Windsor	01 Rémunération	176 847,40
		02 Fonctionnement	6 911,40
	Total 1704309 CLE - Windsor		183 758,80
	1704310 CSR - Centre de services régionalisés	01 Rémunération	867 654,19
		02 Fonctionnement	48 684,37
	Total 1704310 CSR - Centre de services régionalisés		916 338,56
	1704311 DSE - Direction des services aux entreprises	01 Rémunération	1 138 881,94
		02 Fonctionnement	17 523,70
	Total 1704311 DSE - Direction des services aux entreprises		1 156 405,64
	1704312 DACSR - Direction adjointe du Centre de services régionalisés	01 Rémunération	1 573 632,74
		02 Fonctionnement	1 206,83
	Total 1704312 DACSR - Direction adjointe du Centre de services régionalisés		1 574 839,57
	1704313 DSGI - Direction des services gouvernementaux intégrés	01 Rémunération	529 906,63
		02 Fonctionnement	33 432,31
	Total 1704313 DSGI - Direction des services gouvernementaux intégrés		563 338,94
Total 4300 Région - Estrie - Services Québec			8 253 924,09
4350 Région - Centre-du-Québec - Services Québec	1704351 DR - Services Québec - Centre-du-Québec	01 Rémunération	414 343,03
		02 Fonctionnement	102 774,66
	Total 1704351 DR - Services Québec - Centre-du-Québec		517 117,69
	1704352 CLE - Drummondville	01 Rémunération	1 306 699,67
		02 Fonctionnement	41 094,40
	Total 1704352 CLE - Drummondville		1 347 794,07
	1704353 DPPSO - Direction de la planification, du partenariat et du soutien aux opérations	01 Rémunération	716 731,37
		02 Fonctionnement	2 236,97
	Total 1704353 DPPSO - Direction de la planification, du partenariat et du soutien aux opérations		718 968,34
	1704354 Bureau de Services Québec de Plessisville	01 Rémunération	314 458,64
		02 Fonctionnement	12 030,90
	Total 1704354 Bureau de Services Québec de Plessisville		326 489,54
	1704355 Bureau de Services Québec - Bécancour	01 Rémunération	653 620,31
		02 Fonctionnement	37 636,85
	Total 1704355 Bureau de Services Québec - Bécancour		691 257,16
	1704356 CLE - Victoriaville	01 Rémunération	905 300,36
		02 Fonctionnement	36 341,01
	Total 1704356 CLE - Victoriaville		941 641,37
	1704358 CARAFDR - Centre administratif régional de l¿aide financière de dernier recours	01 Rémunération	1 800 893,71
		02 Fonctionnement	46 159,08
	Total 1704358 CARAFDR - Centre administratif régional de l¿aide financière de dernier recours		1 847 052,79
	1704359 Direction des services gouvernementaux intégrés	01 Rémunération	513 281,31
		02 Fonctionnement	2 103,79
	Total 1704359 Direction des services gouvernementaux intégrés		515 385,10
Total 4350 Région - Centre-du-Québec - Services Québec			6 905 706,06
4400 Région - Outaouais - Services Québec	1704401 DR - Services Québec - Outaouais	01 Rémunération	272 111,35
		02 Fonctionnement	100 060,68
	Total 1704401 DR - Services Québec - Outaouais		372 172,03
	1704402 Centre de traitement administratif	01 Rémunération	880 200,30
		02 Fonctionnement	28 542,81
	Total 1704402 Centre de traitement administratif		908 743,11
	1704404 CLE - Campbell's Bay	01 Rémunération	408 730,47
		02 Fonctionnement	15 792,50
	Total 1704404 CLE - Campbell's Bay		424 522,97
	1704405 CLE - Gatineau et des Collines - Emploi et entreprises	01 Rémunération	2 200 341,95
		02 Fonctionnement	61 688,48
	Total 1704405 CLE - Gatineau et des Collines - Emploi et entreprises		2 262 030,43
	1704406 CLE - Gatineau et des Collines - Services Québec et solidarité sociale	01 Rémunération	2 217 121,62
		02 Fonctionnement	50 943,90
	Total 1704406 CLE - Gatineau et des Collines - Services Québec et solidarité sociale		2 268 065,52
	1704407 Bureau de Services Québec - Maniwaki	01 Rémunération	573 002,93
		02 Fonctionnement	29 181,12
	Total 1704407 Bureau de Services Québec - Maniwaki		602 184,05
	1704408 Bureau de Services Québec - Papineauville	01 Rémunération	503 998,32
		02 Fonctionnement	19 795,17
	Total 1704408 Bureau de Services Québec - Papineauville		523 793,49
	1704410 Direction du marché du travail et services spécialisés	01 Rémunération	490 892,54
		02 Fonctionnement	12 561,32
	Total 1704410 Direction du marché du travail et services spécialisés		503 453,86
	1704411 Direction des services gouvernementaux intégrés	01 Rémunération	604 103,19
		02 Fonctionnement	4 996,47
	Total 1704411 Direction des services gouvernementaux intégrés		609 099,66
Total 4400 Région - Outaouais - Services Québec			8 474 065,12
4450 Région - Abitibi-Témiscamingue - Services Québec	1704451 DR - Services Québec - Abitibi-Témiscamingue	01 Rémunération	434 938,22
		02 Fonctionnement	130 536,79
	Total 1704451 DR - Services Québec - Abitibi-Témiscamingue		565 475,01
	1704452 DCLSCA - Direction du CLE de La Sarre et du CLE d'Amos	01 Rémunération	339 041,59
		02 Fonctionnement	36 459,58
	Total 1704452 DCLSCA - Direction du CLE de La Sarre et du CLE d'Amos		375 501,17
	1704453 Bureau de Services Québec - La Sarre	01 Rémunération	405 120,79
		02 Fonctionnement	19 447,77
	Total 1704453 Bureau de Services Québec - La Sarre		424 568,56
	1704454 CLE - Rouyn-Noranda	01 Rémunération	835 869,06
		02 Fonctionnement	26 604,58
	Total 1704454 CLE - Rouyn-Noranda		862 473,64

	1704455 CLE - Senneterre	01 Rémunération	41 410,70
		02 Fonctionnement	1 200,02
	Total 1704455 CLE - Senneterre		42 610,72
	1704456 CLE - Val d'Or	01 Rémunération	882 777,22
		02 Fonctionnement	26 211,56
	Total 1704456 CLE - Val d'Or		908 988,78
	1704457 CLE - Ville-Marie	01 Rémunération	422 332,06
		02 Fonctionnement	17 152,70
	Total 1704457 CLE - Ville-Marie		439 484,76
	1704458 DCTAFDR - Direction du Centre de traitement de l'aide financière de dernier recours	01 Rémunération	736 144,88
		02 Fonctionnement	17 603,78
	Total 1704458 DCTAFDR - Direction du Centre de traitement de l'aide financière de dernier recours		753 748,66
	1704459 Direction des services aux opérations, à la planification et au partenariat	01 Rémunération	1 042 066,84
		02 Fonctionnement	57 851,30
	Total 1704459 Direction des services aux opérations, à la planification et au partenariat		1 099 918,14
Total 4450 Région - Abitibi-Témiscamingue - Services Québec			5 472 769,44
4500 Région - Côte-Nord - Services Québec	1704501 DR - Services Québec - Côte-Nord	01 Rémunération	424 977,01
		02 Fonctionnement	110 801,18
	Total 1704501 DR - Services Québec - Côte-Nord		535 778,19
	1704502 CLE - Baie-Comeau	01 Rémunération	921 942,03
		02 Fonctionnement	30 036,43
	Total 1704502 CLE - Baie-Comeau		951 978,46
	1704503 CLE - Forestville	01 Rémunération	232 115,90
		02 Fonctionnement	8 689,49
	Total 1704503 CLE - Forestville		240 805,39
	1704504 Bureau de Services Québec - Havre-Saint-Pierre	01 Rémunération	502 509,71
		02 Fonctionnement	22 519,61
	Total 1704504 Bureau de Services Québec - Havre-Saint-Pierre		525 029,32
	1704505 Bureau de Services Québec - Les Escoumins	01 Rémunération	259 127,55
		02 Fonctionnement	15 897,05
	Total 1704505 Bureau de Services Québec - Les Escoumins		275 024,60
	1704506 Bureau de Services Québec - Port-Cartier	01 Rémunération	141 951,36
		02 Fonctionnement	4 607,39
	Total 1704506 Bureau de Services Québec - Port-Cartier		146 558,75
	1704507 CLE - Sept-Îles	01 Rémunération	973 466,72
		02 Fonctionnement	41 747,92
	Total 1704507 CLE - Sept-Îles		1 015 214,64
	1704542 Direction des services gouvernementaux et du marché du travail	01 Rémunération	1 018 298,75
		02 Fonctionnement	29 760,00
	Total 1704542 Direction des services gouvernementaux et du marché du travail		1 048 058,75
Total 4500 Région - Côte-Nord - Services Québec			4 738 448,10
4550 Région - Nord-du-Québec - Services Québec	1704551 DR - Services Québec - Nord-du-Québec	01 Rémunération	438 669,86
		02 Fonctionnement	88 931,07
	Total 1704551 DR - Services Québec - Nord-du-Québec		527 600,93
	1704552 CLE - Baie-James	01 Rémunération	708 493,66
		02 Fonctionnement	39 010,11
	Total 1704552 CLE - Baie-James		747 503,77
	1704554 CLE - Chisasibi	01 Rémunération	98 868,76
		02 Fonctionnement	6 835,10
	Total 1704554 CLE - Chisasibi		105 703,86
	1704591 Direction des services gouvernementaux et du marché du travail	01 Rémunération	790 322,04
		02 Fonctionnement	35 514,12
	Total 1704591 Direction des services gouvernementaux et du marché du travail		825 836,16
Total 4550 Région - Nord-du-Québec - Services Québec			2 206 644,72
4600 Région - Gaspésie-Iles-de-la-Madeleine - Services Québec	1704601 DR - Services Québec - Gaspésie-Iles-de-la-Madeleine	01 Rémunération	348 076,29
		02 Fonctionnement	204 016,74
	Total 1704601 DR - Services Québec - Gaspésie-Iles-de-la-Madeleine		552 093,03
	1704602 CLE - Avignon	01 Rémunération	690 471,69
		02 Fonctionnement	14 075,64
	Total 1704602 CLE - Avignon		704 547,33
	1704603 CLE - Bonaventure	01 Rémunération	623 963,78
		02 Fonctionnement	15 850,98
	Total 1704603 CLE - Bonaventure		639 814,76
	1704604 CLE - Îles-de-la-Madeleine	01 Rémunération	598 778,66
		02 Fonctionnement	6 407,87
	Total 1704604 CLE - Îles-de-la-Madeleine		605 186,53
	1704605 CLE - Du Rocher-Percé	01 Rémunération	813 322,69
		02 Fonctionnement	16 427,22
	Total 1704605 CLE - Du Rocher-Percé		829 749,91
	1704606 CLE - La Côte-de-Gaspé	01 Rémunération	605 828,46
		02 Fonctionnement	7 897,32
	Total 1704606 CLE - La Côte-de-Gaspé		613 725,78
	1704607 CLE - La Haute-Gaspésie	01 Rémunération	586 452,84
		02 Fonctionnement	11 633,30
	Total 1704607 CLE - La Haute-Gaspésie		598 086,14
	1704641 CTS - Centre de traitements spécialisés	01 Rémunération	-4 563,02
	Total 1704641 CTS - Centre de traitements spécialisés		-4 563,02
	1704642 DSI - Direction des services aux individus	01 Rémunération	757 904,65
		02 Fonctionnement	6 548,16
	Total 1704642 DSI - Direction des services aux individus		764 452,81
	1704643 DPSE - Direction de la planification et des services aux entreprises	01 Rémunération	494 534,77
		02 Fonctionnement	5 475,78
	Total 1704643 DPSE - Direction de la planification et des services aux entreprises		500 010,55
Total 4600 Région - Gaspésie-Iles-de-la-Madeleine - Services Québec			5 803 103,82
4650 Région - Chaudière - Appalaches - Services Québec	1704651 DR - Services Québec - Chaudière - Appalaches	01 Rémunération	244 157,80
		02 Fonctionnement	104 622,35
	Total 1704651 DR - Services Québec - Chaudière - Appalaches		348 780,15
	1704653 CLE - L'Islet	01 Rémunération	168 373,86
		02 Fonctionnement	7 438,48

	Total 1704653 CLE - L'Islet		175 812,34
	1704654 CLE - Lac Etchemin	01 Rémunération	385 396,41
		02 Fonctionnement	10 355,14
	Total 1704654 CLE - Lac Etchemin		395 751,55
	1704655 CLE - Littoral	01 Rémunération	2 060 822,57
		02 Fonctionnement	63 690,10
	Total 1704655 CLE - Littoral		2 124 512,67
	1704656 CLE - Montmagny	01 Rémunération	719 504,04
		02 Fonctionnement	16 716,13
	Total 1704656 CLE - Montmagny		736 220,17
	1704657 CLE - Saint-Georges	01 Rémunération	1 457 572,65
		02 Fonctionnement	38 360,89
	Total 1704657 CLE - Saint-Georges		1 495 933,54
	1704658 CLE - Saint-Joseph	02 Fonctionnement	0,00
	Total 1704658 CLE - Saint-Joseph		0,00
	1704659 CLE - Saint-Lazare	01 Rémunération	122 263,58
		02 Fonctionnement	4 812,17
	Total 1704659 CLE - Saint-Lazare		127 075,75
	1704660 Bureau de Services Québec - Sainte-Croix	01 Rémunération	91 666,96
		02 Fonctionnement	3 490,84
	Total 1704660 Bureau de Services Québec - Sainte-Croix		95 157,80
	1704661 CLE - Sainte-Marie	01 Rémunération	838 016,06
		02 Fonctionnement	23 930,33
	Total 1704661 CLE - Sainte-Marie		861 946,39
	1704662 CLE - Thetford Mines	01 Rémunération	679 425,64
		02 Fonctionnement	22 575,99
	Total 1704662 CLE - Thetford Mines		702 001,63
	1704692 Direction des services gouvernementaux intégrés	01 Rémunération	742 273,35
		02 Fonctionnement	6 774,35
	Total 1704692 Direction des services gouvernementaux intégrés		749 047,70
	1704694 Direction du marché du travail et services spécialisés	01 Rémunération	635 491,15
		02 Fonctionnement	7 346,73
	Total 1704694 Direction du marché du travail et services spécialisés		642 837,88
Total 4650 Région - Chaudière - Appalaches - Services Québec			8 455 077,57
4750 Région - Lanaudière - Services Québec	1704751 DR - Services Québec - Lanaudière	01 Rémunération	1 631 760,82
		02 Fonctionnement	129 792,10
	Total 1704751 DR - Services Québec - Lanaudière		1 761 552,92
	1704752 CLE - Berthierville	01 Rémunération	741 658,07
		02 Fonctionnement	21 430,24
	Total 1704752 CLE - Berthierville		763 088,31
	1704753 Bureau de Services Québec - Joliette	01 Rémunération	1 285 438,20
		02 Fonctionnement	43 530,76
	Total 1704753 Bureau de Services Québec - Joliette		1 328 968,96
	1704754 Bureau de Services Québec - Rawdon	01 Rémunération	1 062 145,99
		02 Fonctionnement	29 072,65
	Total 1704754 Bureau de Services Québec - Rawdon		1 091 218,64
	1704755 Bureau de Services Québec - Repentigny	01 Rémunération	1 616 528,63
		02 Fonctionnement	54 226,22
	Total 1704755 Bureau de Services Québec - Repentigny		1 670 754,85
	1704756 CLE - Saint-Jean-de-Matha	01 Rémunération	279 081,87
		02 Fonctionnement	8 005,07
	Total 1704756 CLE - Saint-Jean-de-Matha		287 086,94
	1704757 CLE - Terrebonne	01 Rémunération	1 338 828,33
		02 Fonctionnement	41 904,33
	Total 1704757 CLE - Terrebonne		1 380 732,66
	1704758 CLE - Sainte-Julienne	01 Rémunération	1 068 453,13
		02 Fonctionnement	28 745,13
	Total 1704758 CLE - Sainte-Julienne		1 097 198,26
	1704791 CORL - Centre des opérations régionalisées de Lanaudière	01 Rémunération	899 661,64
		02 Fonctionnement	12 865,62
	Total 1704791 CORL - Centre des opérations régionalisées de Lanaudière		912 527,26
Total 4750 Région - Lanaudière - Services Québec			10 293 128,80
4800 Région - Laurentides - Services Québec	1704801 DR - Services Québec - Laurentides	01 Rémunération	493 809,91
		02 Fonctionnement	117 227,09
	Total 1704801 DR - Services Québec - Laurentides		611 037,00
	1704802 CLE - Lachute	01 Rémunération	682 010,94
		02 Fonctionnement	21 084,26
	Total 1704802 CLE - Lachute		703 095,20
	1704804 CLE - Mont-Laurier	01 Rémunération	677 195,19
		02 Fonctionnement	27 710,44
	Total 1704804 CLE - Mont-Laurier		704 905,63
	1704805 Bureau de Services Québec de Saint-Eustache	01 Rémunération	453 524,33
		02 Fonctionnement	10 357,41
	Total 1704805 Bureau de Services Québec de Saint-Eustache		463 881,74
	1704806 Bureau de Services Québec de Saint-Jérôme	01 Rémunération	1 914 958,78
		02 Fonctionnement	47 261,88
	Total 1704806 Bureau de Services Québec de Saint-Jérôme		1 962 220,66
	1704807 Bureau de Services Québec - Sainte-Adèle	01 Rémunération	1 127 282,84
		02 Fonctionnement	32 742,74
	Total 1704807 Bureau de Services Québec - Sainte-Adèle		1 160 025,58
	1704808 Bureau de Services Québec de Sainte-Agathe-des Monts	01 Rémunération	1 056 363,68
		02 Fonctionnement	27 641,17
	Total 1704808 Bureau de Services Québec de Sainte-Agathe-des Monts		1 084 004,85
	1704809 CLE - Sainte-Thérèse et CLE - Mirabel	01 Rémunération	1 529 361,66
		02 Fonctionnement	31 385,04
	Total 1704809 CLE - Sainte-Thérèse et CLE - Mirabel		1 560 746,70
	1704810 CSRR - Centre de services de Rivière-Rouge	02 Fonctionnement	526,47
	Total 1704810 CSRR - Centre de services de Rivière-Rouge		526,47
	1704819 Direction des services aux entreprises des Laurentides	01 Rémunération	830 872,50
		02 Fonctionnement	20 330,02
	Total 1704819 Direction des services aux entreprises des Laurentides		851 202,52
	1704826 Service des demandes d'aide financière	01 Rémunération	496 954,52
		02 Fonctionnement	11 073,58

	Total 1704826 Service des demandes d'aide financière		508 028,10
	1704841 Direction du marché du travail et services spécialisés	01 Rémunération	535 309,17
		02 Fonctionnement	6 536,70
	Total 1704841 Direction du marché du travail et services spécialisés		541 845,87
	1704842 SRCE - Service régional de la conformité et des enquêtes	01 Rémunération	841 322,02
		02 Fonctionnement	33 063,63
	Total 1704842 SRCE - Service régional de la conformité et des enquêtes		874 385,65
	1704843 Direction des services gouvernementaux intégrés	01 Rémunération	939 069,09
		02 Fonctionnement	7 572,25
	Total 1704843 Direction des services gouvernementaux intégrés		946 641,34
Total 4800 Région - Laurentides - Services Québec			11 972 547,31
4850 Région - Montérégie - Services Québec	1704851 DR - Services Québec - Montérégie	01 Rémunération	460 258,43
		02 Fonctionnement	252 202,84
	Total 1704851 DR - Services Québec - Montérégie		712 461,27
	1704852 CLE - Acton Vale	01 Rémunération	29 099,72
		02 Fonctionnement	1 026,57
	Total 1704852 CLE - Acton Vale		30 126,29
	1704853 CLE - La Vallée-du-Richelieu	01 Rémunération	1 132 961,68
		02 Fonctionnement	30 319,98
	Total 1704853 CLE - La Vallée-du-Richelieu		1 163 281,66
	1704855 CLE - Brossard	01 Rémunération	1 980 106,97
		02 Fonctionnement	32 897,11
	Total 1704855 CLE - Brossard		2 013 004,08
	1704856 CLE - Châteauguay	01 Rémunération	165 543,04
		02 Fonctionnement	7 763,73
	Total 1704856 CLE - Châteauguay		173 306,77
	1704858 CLE - Brome-Missisquoi	01 Rémunération	367 038,49
		02 Fonctionnement	11 008,02
	Total 1704858 CLE - Brome-Missisquoi		378 046,51
	1704859 Bureau de Services Québec - Granby	01 Rémunération	1 110 595,70
		02 Fonctionnement	34 558,95
	Total 1704859 Bureau de Services Québec - Granby		1 145 154,65
	1704860 CLE - Haut-St-Laurent	01 Rémunération	188 649,62
		02 Fonctionnement	7 516,62
	Total 1704860 CLE - Haut-St-Laurent		196 166,24
	1704862 CLE - Longueuil	01 Rémunération	1 596 755,58
		02 Fonctionnement	35 533,83
	Total 1704862 CLE - Longueuil		1 632 289,41
	1704863 CLE - Marieville	01 Rémunération	204 605,31
		02 Fonctionnement	6 424,16
	Total 1704863 CLE - Marieville		211 029,47
	1704864 CLE - Saint-Constant	01 Rémunération	1 045 020,10
		02 Fonctionnement	21 520,28
	Total 1704864 CLE - Saint-Constant		1 066 540,38
	1704866 CLE - Saint-Hyacinthe	01 Rémunération	1 283 396,30
		02 Fonctionnement	23 734,51
	Total 1704866 CLE - Saint-Hyacinthe		1 307 130,81
	1704867 CLE - Le Haut-Richelieu	01 Rémunération	1 171 305,19
		02 Fonctionnement	26 060,75
	Total 1704867 CLE - Le Haut-Richelieu		1 197 365,94
	1704868 CLE - Saint-Rémi	02 Fonctionnement	0,00
	Total 1704868 CLE - Saint-Rémi		0,00
	1704869 CLE - Sorel	01 Rémunération	748 341,14
		02 Fonctionnement	15 812,07
	Total 1704869 CLE - Sorel		764 153,21
	1704870 CLE - Valleyfield	01 Rémunération	1 406 855,64
		02 Fonctionnement	47 080,39
	Total 1704870 CLE - Valleyfield		1 453 936,03
	1704871 CLE - Vaudreuil-Soulanges	01 Rémunération	811 513,82
		02 Fonctionnement	19 358,87
	Total 1704871 CLE - Vaudreuil-Soulanges		830 872,69
	1704880 CTAL - Centre territorial de l'agglomération de Longueuil	01 Rémunération	410 755,45
		02 Fonctionnement	3 641,01
	Total 1704880 CTAL - Centre territorial de l'agglomération de Longueuil		414 396,46
	1704881 CTO - Centre territorial de l'Ouest	01 Rémunération	556 672,43
		02 Fonctionnement	15 027,14
	Total 1704881 CTO - Centre territorial de l'Ouest		571 699,57
	1704882 CTE - Centre territorial de l'Est	01 Rémunération	662 197,82
		02 Fonctionnement	20 336,38
	Total 1704882 CTE - Centre territorial de l'Est		682 534,20
	1704883 CAAFE - Centre administratif de l'aide financière de l'Est	01 Rémunération	2 309 987,34
		02 Fonctionnement	40 334,35
	Total 1704883 CAAFE - Centre administratif de l'aide financière de l'Est		2 350 321,69
	1704891 DASG - Direction administration et du soutien à la gestion	01 Rémunération	585 479,54
		02 Fonctionnement	43 122,77
	Total 1704891 DASG - Direction administration et du soutien à la gestion		628 602,31
	1704892 CAAFO - Centre administratif de l'aide financière de l'Ouest	01 Rémunération	1 467 369,55
		02 Fonctionnement	31 514,04
	Total 1704892 CAAFO - Centre administratif de l'aide financière de l'Ouest		1 498 883,59
	1704893 CAC - Centre administratif de la conformité	01 Rémunération	1 807 054,93
		02 Fonctionnement	46 873,31
	Total 1704893 CAC - Centre administratif de la conformité		1 853 928,24
	1704894 CACSE - Centre administratif des contraintes sévères à l'emploi	01 Rémunération	1 853 777,93
		02 Fonctionnement	37 523,69
	Total 1704894 CACSE - Centre administratif des contraintes sévères à l'emploi		1 891 301,62
	1704895 DSGI - Direction des services gouvernementaux intégrés	01 Rémunération	1 097 780,80
		02 Fonctionnement	11 438,06
	Total 1704895 DSGI - Direction des services gouvernementaux intégrés		1 109 218,86
	1704897 DPIMT - Direction du partenariat et de l'information sur le marché du travail	01 Rémunération	765 367,96
		02 Fonctionnement	7 620,80
	Total 1704897 DPIMT - Direction du partenariat et de l'information sur le marché du travail		772 988,76
Total 4850 Région - Montérégie - Services Québec			26 048 740,71
4900 Région - Île-de-Montréal - Services Québec	1704901 DR - Services Québec - Île-de-Montréal	01 Rémunération	405 517,52

	02 Fonctionnement	15 368,42
Total 1704901 DR - Services Québec - Île-de-Montréal		420 885,94
1704903 DRASI - Direction régionale adjointe des services intégrés	01 Rémunération	291,48
Total 1704903 DRASI - Direction régionale adjointe des services intégrés		291,48
1704904 DSA - Direction des services administratifs	01 Rémunération	986 730,03
	02 Fonctionnement	996 803,95
Total 1704904 DSA - Direction des services administratifs		1 983 533,98
1704905 CEC Est - Centre des enquêtes et de la conformité de l'Est	01 Rémunération	909 945,50
	02 Fonctionnement	5 668,64
Total 1704905 CEC Est - Centre des enquêtes et de la conformité de l'Est		915 614,14
1704906 Centre des enquêtes et de la conformité de l'Ouest	01 Rémunération	1 141 080,67
	02 Fonctionnement	13 593,02
Total 1704906 Centre des enquêtes et de la conformité de l'Ouest		1 154 673,69
1704907 Bureau de Services Québec - De Bleury	01 Rémunération	1 247 111,31
	02 Fonctionnement	14 793,27
Total 1704907 Bureau de Services Québec - De Bleury		1 261 904,58
1704910 DRAO - Direction régionale adjointe aux opérations	01 Rémunération	371 115,91
	02 Fonctionnement	3 091,41
Total 1704910 DRAO - Direction régionale adjointe aux opérations		374 207,32
1704911 CLE - Saint-Léonard	01 Rémunération	1 279 663,73
	02 Fonctionnement	17 373,24
Total 1704911 CLE - Saint-Léonard		1 297 036,97
1704913 CLE - Montréal-Nord	01 Rémunération	1 268 689,73
	02 Fonctionnement	26 290,77
Total 1704913 CLE - Montréal-Nord		1 294 980,50
1704914 Direction adjointe du CLE de Montréal-Nord	01 Rémunération	996 058,55
	02 Fonctionnement	308,61
Total 1704914 Direction adjointe du CLE de Montréal-Nord		996 367,16
1704915 Direction du CLE de Mercier	01 Rémunération	966 133,89
	02 Fonctionnement	7 421,38
Total 1704915 Direction du CLE de Mercier		973 555,27
1704917 CSE-SIE - Centre des services aux entreprises - Secteur d'intégration en emploi	01 Rémunération	1 741 403,30
	02 Fonctionnement	36 350,63
Total 1704917 CSE-SIE - Centre des services aux entreprises - Secteur d'intégration en emploi		1 777 753,93
1704918 Direction adjointe CLE de Mercier	01 Rémunération	722 925,21
	02 Fonctionnement	19 395,25
Total 1704918 Direction adjointe CLE de Mercier		742 320,46
1704921 Bureau de Services Québec du centre-ouest et du centre-est de Montréal	01 Rémunération	1 584 096,76
	02 Fonctionnement	21 728,62
Total 1704921 Bureau de Services Québec du centre-ouest et du centre-est de Montréal		1 605 825,38
1704922 CLE - Ouest-de-l'île	01 Rémunération	1 214 176,36
	02 Fonctionnement	20 351,21
Total 1704922 CLE - Ouest-de-l'île		1 234 527,57
1704924 Direction adjointe du bureau de Services Québec du centre-ouest et du centre-est de Montréal	01 Rémunération	720 217,06
	02 Fonctionnement	11 272,89
Total 1704924 Direction adjointe du bureau de Services Québec du centre-ouest et du centre-est de Montréal		731 489,95
1704925 CSE-SSG - Centre des services aux entreprises - Secteur du soutien à la gestion	01 Rémunération	1 744 692,79
	02 Fonctionnement	22 873,34
Total 1704925 CSE-SSG - Centre des services aux entreprises - Secteur du soutien à la gestion		1 767 566,13
1704931 CSSCV - Centre de services spécialisés du Centre-Ville	01 Rémunération	1 443 865,54
	02 Fonctionnement	17 207,28
Total 1704931 CSSCV - Centre de services spécialisés du Centre-Ville		1 461 072,82
1704932 CLE - Plateau-Mont-Royal	01 Rémunération	1 195 334,02
	02 Fonctionnement	13 973,88
Total 1704932 CLE - Plateau-Mont-Royal		1 209 307,90
1704941 CLE - Saint-Michel	01 Rémunération	1 049 540,82
	02 Fonctionnement	17 316,22
Total 1704941 CLE - Saint-Michel		1 066 857,04
1704942 CLE - Ahuntsic	01 Rémunération	1 193 347,40
	02 Fonctionnement	32 740,92
Total 1704942 CLE - Ahuntsic		1 226 088,32
1704944 Direction adjointe du Centre local d'emploi d'Ahuntsic	01 Rémunération	628 270,55
	02 Fonctionnement	97,10
Total 1704944 Direction adjointe du Centre local d'emploi d'Ahuntsic		628 367,65
1704947 CLE - Parc-Extension	01 Rémunération	809 348,22
	02 Fonctionnement	13 388,88
Total 1704947 CLE - Parc-Extension		822 737,10
1704951 CLE - Rosemont-Petite-Patrie	01 Rémunération	746 228,79
	02 Fonctionnement	11 025,85
Total 1704951 CLE - Rosemont-Petite-Patrie		757 254,64
1704952 CLE - Hochelaga -- Maisonneuve	01 Rémunération	452 008,43
	02 Fonctionnement	14 981,72
Total 1704952 CLE - Hochelaga -- Maisonneuve		466 990,15
1704962 CLE - Verdun	01 Rémunération	1 180 104,76
	02 Fonctionnement	14 391,84
Total 1704962 CLE - Verdun		1 194 496,60
1704963 CLE - LaSalle	01 Rémunération	1 695 629,04
	02 Fonctionnement	21 162,44
Total 1704963 CLE - LaSalle		1 716 791,48
1704964 CSSO - Centre de services spécialisés de l'Ouest	01 Rémunération	867 609,63
	02 Fonctionnement	8 232,37
Total 1704964 CSSO - Centre de services spécialisés de l'Ouest		875 842,00
1704965 CLE - Sainte-Marie-Centre-Sud	01 Rémunération	444 430,52
	02 Fonctionnement	10 411,41
Total 1704965 CLE - Sainte-Marie-Centre-Sud		454 841,93
1704966 Direction adjointe du Centre local d'emploi de Verdun	01 Rémunération	747 626,44
	02 Fonctionnement	8,10
Total 1704966 Direction adjointe du Centre local d'emploi de Verdun		747 634,54
1704970 CORE - Centre des opérations aux ressources externes	01 Rémunération	1 379 635,11
	02 Fonctionnement	9 783,48
Total 1704970 CORE - Centre des opérations aux ressources externes		1 389 418,59

	1704971 Direction régionale adjointe aux opérations - Mesures et services aux entreprises	01 Rémunération	742 746,70
		02 Fonctionnement	9 334,81
	Total 1704971 Direction régionale adjointe aux opérations - Mesures et services aux entreprises		752 081,51
	1704972 Direction du soutien opérationnel aux services gouvernementaux	01 Rémunération	1 094 651,08
		02 Fonctionnement	11 017,38
	Total 1704972 Direction du soutien opérationnel aux services gouvernementaux		1 105 668,46
	1704973 DREMFI - Direction des ressources externes et de la mesure de formation aux individus	01 Rémunération	986 454,69
		02 Fonctionnement	6 677,57
	Total 1704973 DREMFI - Direction des ressources externes et de la mesure de formation aux individus		993 132,26
	1704974 DPIMT - Direction de la planification et de l'information sur le marché du travail	01 Rémunération	928 888,46
		02 Fonctionnement	5 392,56
	Total 1704974 DPIMT - Direction de la planification et de l'information sur le marché du travail		934 281,02
Total 4900 Région - Île-de-Montréal - Services Québec			36 335 398,46
4980 Région - Laval - Services Québec	1704981 DR - Services Québec - Laval	01 Rémunération	320 791,30
		02 Fonctionnement	71 316,58
	Total 1704981 DR - Services Québec - Laval		392 107,88
	1704982 RELR - Regroupement Est (Laval-des-Rapides)	01 Rémunération	2 401 479,82
		02 Fonctionnement	48 461,30
	Total 1704982 RELR - Regroupement Est (Laval-des-Rapides)		2 449 941,12
	1704983 CCSSVP - Centre des contraintes sévères (Saint-Vincent-de-Paul)	01 Rémunération	314 591,03
		02 Fonctionnement	80,47
	Total 1704983 CCSSVP - Centre des contraintes sévères (Saint-Vincent-de-Paul)		314 671,50
	1704984 Bureau de Services Québec de Chomedey	01 Rémunération	1 252 180,75
		02 Fonctionnement	29 866,47
	Total 1704984 Bureau de Services Québec de Chomedey		1 282 047,22
	1704992 DOR - Direction des opérations regroupées	01 Rémunération	1 434 164,14
		02 Fonctionnement	24 766,81
	Total 1704992 DOR - Direction des opérations regroupées		1 458 930,95
	1704993 Direction des services gouvernementaux et du marché du travail	01 Rémunération	1 306 558,78
		02 Fonctionnement	14 297,71
	Total 1704993 Direction des services gouvernementaux et du marché du travail		1 320 856,49
Total 4980 Région - Laval - Services Québec			7 218 555,16
8100 Direction des Centres de relations avec la clientèle de Services Québec	1708100 Direction des Centres de relations avec la clientèle de Services Québec	01 Rémunération	449 845,46
		02 Fonctionnement	5 284,08
	Total 1708100 Direction des Centres de relations avec la clientèle de Services Québec		455 129,54
	1708111 Service du Centre de relations avec la clientèle de Services Québec - Citoyens (Québec)	01 Rémunération	2 346 369,39
		02 Fonctionnement	3 322,07
	Total 1708111 Service du Centre de relations avec la clientèle de Services Québec - Citoyens (Québec)		2 349 691,46
	1708112 Service du Centre de relations avec la clientèle de Services Québec - (Caplan)	01 Rémunération	1 660 064,98
		02 Fonctionnement	23 601,40
	Total 1708112 Service du Centre de relations avec la clientèle de Services Québec - (Caplan)		1 683 666,38
	1708113 SCRCSQ-E - Service du centre de relations avec la clientèle de Services Québec-Entreprises	01 Rémunération	2 270 076,84
		02 Fonctionnement	2 383,91
	Total 1708113 SCRCSQ-E - Service du centre de relations avec la clientèle de Services Québec-Entreprises		2 272 460,75
Total 8100 Direction des Centres de relations avec la clientèle de Services Québec			6 760 948,13
8130 Direction du soutien aux services téléphoniques	1708130 Direction du soutien aux services téléphoniques	01 Rémunération	1 271 770,95
		02 Fonctionnement	16 182,04
	Total 1708130 Direction du soutien aux services téléphoniques		1 287 952,99
Total 8130 Direction du soutien aux services téléphoniques			1 287 952,99
8200 Direction générale des services téléphoniques	1708200 DGST - Direction générale des services téléphoniques	01 Rémunération	496 890,08
		02 Fonctionnement	39 359,21
	Total 1708200 DGST - Direction générale des services téléphoniques		536 249,29
Total 8200 Direction générale des services téléphoniques			536 249,29
8240 Direction des Centres de contacts spécialisés	1708240 Direction des Centres de contacts spécialisés	01 Rémunération	636 841,20
		02 Fonctionnement	145 750,63
	Total 1708240 Direction des Centres de contacts spécialisés		782 591,83
	1708241 Service du Centre de communication avec la clientèle (Trois-Rivières)	01 Rémunération	3 255 722,84
		02 Fonctionnement	9 097,60
	Total 1708241 Service du Centre de communication avec la clientèle (Trois-Rivières)		3 264 820,44
	1708242 Service du Centre de communication avec la clientèle (Gaspé)	01 Rémunération	2 911 000,36
		02 Fonctionnement	56 886,73
	Total 1708242 Service du Centre de communication avec la clientèle (Gaspé)		2 967 887,09
	1708250 Service du Centre d'assistance au placement et de la qualification professionnelle	01 Rémunération	1 804 361,96
		02 Fonctionnement	71 132,75
	Total 1708250 Service du Centre d'assistance au placement et de la qualification professionnelle		1 875 494,71
	1708251 Service du Centre de relations avec la clientèle - Emploi	01 Rémunération	581 988,69
		02 Fonctionnement	7 087,18
	Total 1708251 Service du Centre de relations avec la clientèle - Emploi		589 075,87
Total 8240 Direction des Centres de contacts spécialisés			9 479 869,94
Total général			206 961 343,16

Rapport 5 - Évolution hebdomadaire et cumulative des déboursés du FDMT par mesures
Semaine se terminant le : 2019-02-15
Ensemble des régions

Mesures	Participations						Intervenants externes						Total participations et intervenants externes					
	Compte d'assurance-emploi		Fonds du Québec		Total		Compte d'assurance-emploi		Fonds du Québec		Total		Compte d'assurance-emploi		Fonds du Québec		Total	
	Hebdo (K$)	Cumulatif (K$)	Hebdo (K$)	Cumulatif (K$)	Hebdo (K$)	Cumulatif (K$)	Hebdo (K$)	Cumulatif (K$)	Hebdo (K$)	Cumulatif (K$)	Hebdo (K$)	Cumulatif (K$)	Hebdo (K$)	Cumulatif (K$)	Hebdo (K$)	Cumulatif (K$)	Hebdo (K$)	Cumulatif (K$)
Services aux individus																		
Mesures																		
Contrat d'intégration au travail																		
Soutien de base au salaire	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	641,2	21 763,6	189,5	6 123,6	830,7	27 887,2	641,2	21 763,6	189,5	6 123,6	830,7	27 887,2
Total Contrat d'intégration au travail	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	641,2	21 763,6	189,5	6 123,6	830,7	27 887,2	641,2	21 763,6	189,5	6 123,6	830,7	27 887,2
Formation de la main d'oeuvre - Individus																		
Administratif	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	225,8	5 801,4	131,3	2 435,4	357,0	8 236,8	225,8	5 801,4	131,3	2 435,4	357,0	8 236,8
Coordination formation privée	24,7	984,1	10,1	324,5	34,8	1 308,6	121,7	2 152,9	163,3	1 764,7	285,0	3 917,6	146,4	3 137,0	173,5	2 089,3	319,8	5 226,2
Coordination formation publique	52,9	1 975,0	8,0	300,1	60,8	2 275,2	159,3	3 294,2	52,0	1 111,5	211,3	4 405,7	212,1	5 269,2	60,0	1 411,6	272,1	6 680,9
Référé école publique	2 266,5	104 941,8	281,5	11 821,1	2 548,0	116 762,9	0,0	16,5	0,0	15,8	0,0	32,4	2 266,5	104 958,3	281,5	11 836,9	2 548,0	116 795,3
Référé école privée	16,0	657,7	5,9	85,7	21,9	743,4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	16,0	657,7	5,9	85,7	21,9	743,4
Achat de formation (temps plein)	410,0	14 112,7	59,5	1 985,3	469,5	16 098,0	49,0	13 356,2	12,8	6 501,1	61,8	19 857,3	459,0	27 468,9	72,3	8 486,4	531,3	35 955,3
Financement MELS	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Développement des compétences - MFOR	88,2	1 565,7	57,3	946,1	145,5	2 511,8	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	88,2	1 565,7	57,3	946,1	145,5	2 511,8
Total Formation de la main d'oeuvre - Individus	2 858,3	124 237,0	422,3	15 462,9	3 280,5	139 699,9	555,7	24 621,1	359,5	11 828,6	915,2	36 449,7	3 414,0	148 858,1	781,7	27 291,5	4 195,8	176 149,6
Projet de préparation à l'emploi																		
Entreprises d'insertion (achat de service)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	86,5	7 390,9	35,3	14 860,4	121,8	22 251,4	86,5	7 390,9	35,3	14 860,4	121,8	22 251,4
Entreprises d'insertion (subvention aux participants)	0,1	12,2	0,1	6,9	0,2	19,0	117,7	7 332,5	119,6	14 841,8	237,4	22 174,4	117,8	7 344,7	119,8	14 848,7	237,6	22 193,4
Jeunes volontaires	59,9	2 364,8	10,8	454,2	70,7	2 819,0	8,6	395,3	0,0	168,7	8,6	564,0	68,5	2 760,1	10,8	622,9	79,3	3 383,0
Jeunes volontaires (comité conseil)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	3,7	0,0	1,9	0,0	5,6	0,0	3,7	0,0	1,9	0,0	5,6
Projets de préparation à l'emploi (volet général)	186,5	6 596,9	44,2	1 662,4	230,7	8 259,3	88,7	13 179,0	136,4	10 715,2	225,1	23 894,2	275,2	19 775,9	180,6	12 377,6	455,8	32 153,6
Frais périphériques PPE	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	- 0,3	50,0	0,3	23,9	0,0	73,9	- 0,3	50,0	0,3	23,9	0,0	73,9
Jeunes en Action	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
OQMJ - projets de groupe	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	115,3	0,0	115,3	0,0	0,0	0,0	115,3	0,0	115,3
Développement des compétences - PPE	15,4	267,8	6,0	91,1	21,4	358,8	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	15,4	267,8	6,0	91,1	21,4	358,8
Total Projet de préparation à l'emploi	261,8	9 241,6	61,2	2 214,6	323,0	11 456,2	301,3	28 351,5	291,5	40 727,2	592,9	69 078,7	563,2	37 593,1	352,7	42 941,8	915,9	80 534,9
Recherche et innovation																		
Recherche et innovation	0,0	0,6	0,5	1,8	0,6	2,5	0,0	2 116,9	0,0	0,0	0,0	2 116,9	0,0	2 117,6	0,5	1,8	0,6	2 119,4
Recherche et innovation - Phase préparatoire	0,0	3,2	0,1	14,4	0,1	17,6	0,0	0,9	0,0	0,0	0,0	0,9	0,0	4,1	0,1	14,4	0,1	18,5
Initiative ciblée travailleurs âgés	0,0	0,0	31,5	959,0	31,5	959,0	0,0	0,0	139,5	4 476,0	139,5	4 476,0	0,0	0,0	171,0	5 435,0	171,0	5 435,0
Initiative d'innovation pancanadienne (participant)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Supplément salarial de transition	3,2	400,1	0,0	0,0	3,2	400,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	3,2	400,1	0,0	0,0	3,2	400,1
Stage non-rémunéré en entreprise	0,0	0,4	0,1	7,6	0,1	8,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,4	0,1	7,6	0,1	8,0
Stage rémunéré	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Parcours adapté (Frais d'insertion)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	322,4	0,0	0,0	0,0	322,4	0,0	322,4	0,0	0,0	0,0	322,4
Parcours adapté (Frais salariaux des participants)	0,0	0,3	0,0	2,3	0,1	2,5	0,0	114,2	0,0	0,0	0,0	114,2	0,0	114,5	0,0	2,3	0,1	116,7

Rapport 5 - Évolution hebdomadaire et cumulative des déboursés du FDMT par mesures
Semaine se terminant le : 2019-02-15
Ensemble des régions

Mesures	Participations						Intervenants externes						Total participations et intervenants externes					
	Compte d'assurance-emploi		Fonds du Québec		Total		Compte d'assurance-emploi		Fonds du Québec		Total		Compte d'assurance-emploi		Fonds du Québec		Total	
	Hebdo (K$)	Cumulatif (K$)	Hebdo (K$)	Cumulatif (K$)	Hebdo (K$)	Cumulatif (K$)	Hebdo (K$)	Cumulatif (K$)	Hebdo (K$)	Cumulatif (K$)	Hebdo (K$)	Cumulatif (K$)	Hebdo (K$)	Cumulatif (K$)	Hebdo (K$)	Cumulatif (K$)	Hebdo (K$)	Cumulatif (K$)
Recherche et Développement en employabilité	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	382,4	0,0	0,0	0,0	382,4	0,0	382,4	0,0	0,0	0,0	382,4
Appariement avec le marché du travail	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	391,2	0,0	0,0	0,0	391,2	0,0	391,2	0,0	0,0	0,0	391,2
Écomaris-projet Cabestan	0,0	0,6	0,0	0,6	0,0	1,2	0,0	416,0	0,0	0,0	0,0	416,0	0,0	416,6	0,0	0,6	0,0	417,2
Développement des compétences - RINN	0,0	9,9	0,0	8,8	0,0	18,6	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	9,9	0,0	8,8	0,0	18,6
Recherche d'emploi appuyée ressource externe-RINN	0,0	1,0	0,3	6,6	0,3	7,6	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1,0	0,3	6,6	0,3	7,6
Total Recherche et innovation	3,2	416,1	32,6	1 001,1	35,8	1 417,1	0,0	3 744,0	139,5	4 476,0	139,5	8 220,0	3,2	4 160,1	172,1	5 477,1	175,3	9 637,2
Services d'aide à l'emploi																		
Services d'aide à l'emploi	10,3	528,9	11,2	775,0	21,5	1 303,9	795,1	155 128,5	0,0	0,0	795,1	155 128,5	805,4	155 657,4	11,2	775,0	816,7	156 432,4
Soutien intégration emploi CTE	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Service spécialisé jeune	10,4	516,5	27,3	1 506,2	37,8	2 022,7	247,4	14 015,8	0,0	0,0	247,4	14 015,8	257,8	14 532,3	27,3	1 506,2	285,1	16 038,5
Recherche emploi appuyée par ressource externe-SAE	22,4	562,2	34,0	867,9	56,4	1 430,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	22,4	562,2	34,0	867,9	56,4	1 430,1
Total Services d'aide à l'emploi	43,1	1 607,6	72,5	3 149,1	115,7	4 756,7	1 042,5	169 144,3	0,0	0,0	1 042,5	169 144,3	1 085,6	170 751,9	72,5	3 149,1	1 158,2	173 901,0
Subv. aux entreprises adaptées																		
Entreprises adaptées : Salaire minimum	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	71,4	40 066,2	- 71,4	22 776,5	0,0	62 842,6	71,4	40 066,2	- 71,4	22 776,5	0,0	62 842,6
Entreprises adaptées : Agent de sécurité	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	333,8	0,0	0,0	0,0	333,8	0,0	333,8	0,0	0,0	0,0	333,8
Entreprises adaptées : Confection de vêtements pour hommes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	270,1	0,0	15,0	0,0	285,1	0,0	270,1	0,0	15,0	0,0	285,1
Entreprises adaptées : Location de main d'œuvre	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	- 20,4	6 600,6	20,4	2 005,4	0,0	8 605,9	- 20,4	6 600,6	20,4	2 005,4	0,0	8 605,9
Entreprises adaptées : Entretien ménager Montréal	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	3 260,4	0,0	2 041,0	0,0	5 301,3	0,0	3 260,4	0,0	2 041,0	0,0	5 301,3
Entreprises adaptées : Entretien ménager Québec	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	2,0	7 578,7	- 2,0	3 913,5	0,0	11 492,2	2,0	7 578,7	- 2,0	3 913,5	0,0	11 492,2
Total Subv. aux entreprises adaptées	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	53,1	58 109,7	- 53,1	30 751,3	0,0	88 861,0	53,1	58 109,7	- 53,1	30 751,3	0,0	88 861,0
Soutien au travail autonome																		
Soutien au travail autonome	421,5	19 124,8	33,6	1 783,2	455,1	20 908,0	28,4	2 766,3	- 1,3	232,1	27,1	2 998,4	449,9	21 891,1	32,3	2 015,3	482,3	23 906,4
Développement des compétences - STA	1,7	96,1	4,2	71,7	5,9	167,8	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1,7	96,1	4,2	71,7	5,9	167,8
Total Soutien au travail autonome	423,2	19 220,9	37,8	1 854,9	461,0	21 075,8	28,4	2 766,3	- 1,3	232,1	27,1	2 998,4	451,6	21 987,2	36,5	2 087,0	488,1	24 074,2
Subventions salariales																		
Volet expérience de travail	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	254,7	10 368,4	130,5	8 359,0	385,2	18 727,4	254,7	10 368,4	130,5	8 359,0	385,2	18 727,4
Volet insertion en emploi (autres)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	175,0	7 062,3	52,3	3 144,9	227,4	10 207,2	175,0	7 062,3	52,3	3 144,9	227,4	10 207,2
Développement des compétences - Subv. Sal.	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Volet insertion en emploi (Économie sociale)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	31,2	1 676,2	23,8	692,2	55,0	2 368,4	31,2	1 676,2	23,8	692,2	55,0	2 368,4
Prog intégration personnes immigrantes et minorités	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	36,7	1 337,3	219,3	7 557,3	256,0	8 894,6	36,7	1 337,3	219,3	7 557,3	256,0	8 894,6
Participation prolongée	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	8,6	0,0	2,1	0,0	10,7	0,0	8,6	0,0	2,1	0,0	10,7
IPOP	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	33,3	0,0	52,0	0,0	85,3	0,0	33,3	0,0	52,0	0,0	85,3

Rapport 5 - Évolution hebdomadaire et cumulative des déboursés du FDMT par mesures
Semaine se terminant le : 2019-02-15
Ensemble des régions

Mesures	Participations						Intervenants externes						Total participations et intervenants externes					
	Compte d'assurance-emploi		Fonds du Québec		Total		Compte d'assurance-emploi		Fonds du Québec		Total		Compte d'assurance-emploi		Fonds du Québec		Total	
	Hebdo (K$)	Cumulatif (K$)	Hebdo (K$)	Cumulatif (K$)	Hebdo (K$)	Cumulatif (K$)	Hebdo (K$)	Cumulatif (K$)	Hebdo (K$)	Cumulatif (K$)	Hebdo (K$)	Cumulatif (K$)	Hebdo (K$)	Cumulatif (K$)	Hebdo (K$)	Cumulatif (K$)	Hebdo (K$)	Cumulatif (K$)
Subvention salariale pour personnes expérimentées	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	38,9	1 764,2	16,0	446,4	54,9	2 210,6	38,9	1 764,2	16,0	446,4	54,9	2 210,6
Subvention salariale bonifiée combinée au PAMT	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	5,8	127,4	0,7	194,8	6,5	322,2	5,8	127,4	0,7	194,8	6,5	322,2
Total Subventions salariales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	542,4	22 377,7	442,5	20 448,7	984,9	42 826,4	542,4	22 377,7	442,5	20 448,7	984,9	42 826,4
Boni au maintien en emploi																		
Boni au maintien en emploi	10,0	25,0	8,0	20,0	18,0	45,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	10,0	25,0	8,0	20,0	18,0	45,0
Total Boni au maintien en emploi	10,0	25,0	8,0	20,0	18,0	45,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	10,0	25,0	8,0	20,0	18,0	45,0
Total Mesures	3 599,7	154 748,2	634,4	23 702,5	4 234,0	178 450,7	3 164,7	330 878,2	1 368,2	114 587,5	4 532,9	445 465,8	6 764,4	485 626,4	2 002,6	138 290,1	8 766,9	623 916,5
Activités et services																		
Activités d'aide à l'emploi																		
Session de groupe	0,0	0,0	0,0	0,2	0,0	0,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,2	0,0	0,2
Total Activités d'aide à l'emploi	0,0	0,0	0,0	0,2	0,0	0,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,2	0,0	0,2
Dépenses non liées à une mesure																		
Frais d'aide sans participation à une mesure	0,0	0,0	4,2	270,5	4,2	270,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	4,2	270,5	4,2	270,5
Arrêt temporaire moins de 4 semaines	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Arrêt temporaire-rétro au mois de la demande AFDR	0,0	0,0	0,0	2,6	0,0	2,6	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	2,6	0,0	2,6
Arrêt temporaire entre 4 et 11 semaines	0,0	0,0	1,2	44,1	1,2	44,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1,2	44,1	1,2	44,1
Développement des habiletés sociales	0,0	0,0	52,1	1 264,6	52,1	1 264,6	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	52,1	1 264,6	52,1	1 264,6
Recherche d'emploi encadrée par l'agent	0,0	0,0	4,4	148,7	4,4	148,7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	4,4	148,7	4,4	148,7
Total Dépenses non liées à une mesure	0,0	0,0	61,9	1 730,5	61,9	1 730,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	61,9	1 730,5	61,9	1 730,5
Total Activités et services	0,0	0,0	61,9	1 730,8	61,9	1 730,8	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	61,9	1 730,8	61,9	1 730,8
Total Services aux individus	3 599,7	154 748,2	696,3	25 433,3	4 295,9	180 181,5	3 164,7	330 878,2	1 368,2	114 587,5	4 532,9	445 465,8	6 764,4	485 626,4	2 064,4	140 020,8	8 828,8	625 647,2
Services aux entreprises et organismes																		
Mesures																		
CPE: Intervention en entreprise																		
Projets d'aménagement et de réduction du temps de travail	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	86,8	0,0	0,0	0,0	86,8	0,0	86,8	0,0	0,0	0,0	86,8
Comité de concertation en entreprise (CAMO)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	149,8	0,0	0,0	0,0	149,8	0,0	149,8	0,0	0,0	0,0	149,8
Comité d'aide au reclassement	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	196,3	0,0	0,0	0,0	196,3	0,0	196,3	0,0	0,0	0,0	196,3
Comité d'aide au reclassement à entrées continues	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	394,0	0,0	0,0	0,0	394,0	0,0	394,0	0,0	0,0	0,0	394,0
Projets de stabilisation d'emploi	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	127,5	0,0	0,0	0,0	127,5	0,0	127,5	0,0	0,0	0,0	127,5
SGRH: Diagnostic	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	45,9	1 319,3	0,0	0,0	45,9	1 319,3	45,9	1 319,3	0,0	0,0	45,9	1 319,3
SGRH: Coaching de gestion	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	119,2	3 510,1	0,0	0,0	119,2	3 510,1	119,2	3 510,1	0,0	0,0	119,2	3 510,1
SGRH: Aide à la mise sur pied d'un service de RH	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	54,7	2 409,9	0,0	0,0	54,7	2 409,9	54,7	2 409,9	0,0	0,0	54,7	2 409,9
SGRH: Autres mandats de consultation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	212,4	4 202,3	0,0	0,0	212,4	4 202,3	212,4	4 202,3	0,0	0,0	212,4	4 202,3
Coaching-développement des habiletés de gestion	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	78,1	959,9	0,0	0,0	78,1	959,9	78,1	959,9	0,0	0,0	78,1	959,9

Rapport 5 - Évolution hebdomadaire et cumulative des déboursés du FDMT par mesures
Semaine se terminant le : 2019-02-15
Ensemble des régions

Mesures	Participations						Intervenants externes						Total participations et intervenants externes					
	Compte d'assurance-emploi		Fonds du Québec		Total		Compte d'assurance-emploi		Fonds du Québec		Total		Compte d'assurance-emploi		Fonds du Québec		Total	
	Hebdo (K$)	Cumulatif (K$)	Hebdo (K$)	Cumulatif (K$)	Hebdo (K$)	Cumulatif (K$)	Hebdo (K$)	Cumulatif (K$)	Hebdo (K$)	Cumulatif (K$)	Hebdo (K$)	Cumulatif (K$)	Hebdo (K$)	Cumulatif (K$)	Hebdo (K$)	Cumulatif (K$)	Hebdo (K$)	Cumulatif (K$)
Total CPE: Intervention en entreprise	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	510,3	13 355,9	0,0	0,0	510,3	13 355,9	510,3	13 355,9	0,0	0,0	510,3	13 355,9
CPE: Intervention en partenariat																		
Soutien à l'exécution de mesures actives	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1 019,3	0,0	0,0	0,0	1 019,3	0,0	1 019,3	0,0	0,0	0,0	1 019,3
Table ad hoc de concertation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	99,8	3 427,8	0,0	0,0	99,8	3 427,8	99,8	3 427,8	0,0	0,0	99,8	3 427,8
Autres projets de concertation pour l'emploi	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	310,3	0,0	0,0	0,0	310,3	0,0	310,3	0,0	0,0	0,0	310,3
Total CPE: Intervention en partenariat	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	99,8	4 757,4	0,0	0,0	99,8	4 757,4	99,8	4 757,4	0,0	0,0	99,8	4 757,4
CPE: Intervention sectorielle																		
Comité aviseur	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	618,5	0,0	0,0	0,0	618,5	0,0	618,5	0,0	0,0	0,0	618,5
Comité sectoriel	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	532,4	13 101,7	0,0	0,0	532,4	13 101,7	532,4	13 101,7	0,0	0,0	532,4	13 101,7
Total CPE: Intervention sectorielle	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	532,4	13 720,2	0,0	0,0	532,4	13 720,2	532,4	13 720,2	0,0	0,0	532,4	13 720,2
Formation de la main-d'œuvre - Entreprises																		
Entreprise formation privée (perte d'emploi)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	754,9	21 251,6	0,0	0,0	754,9	21 251,6	754,9	21 251,6	0,0	0,0	754,9	21 251,6
Entreprise formation privée (faiblement qualifié)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	6,2	47,4	6,2	47,4	0,0	0,0	6,2	47,4	6,2	47,4
Entreprise formation privée (apprent. en ligne)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	22,6	0,0	22,6	0,0	0,0	0,0	22,6	0,0	22,6
Entreprise formation privée (travailleurs qualifiés)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	53,3	551,6	53,3	551,6	0,0	0,0	53,3	551,6	53,3	551,6
Entreprise formation privée (travailleurs saisonniers)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	164,4	2 583,0	0,0	0,0	164,4	2 583,0	164,4	2 583,0	0,0	0,0	164,4	2 583,0
Entreprise formation privée (travailleurs SIRCI)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	162,9	0,0	0,0	0,0	162,9	0,0	162,9	0,0	0,0	0,0	162,9
Entreprise formation privée (travailleurs - nouveaux équipements ou technologie)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Entreprise formation publique (perte d'emploi)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	219,0	3 714,4	0,0	0,0	219,0	3 714,4	219,0	3 714,4	0,0	0,0	219,0	3 714,4
Entreprise formation publique (faiblement qualifié)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,2	25,3	0,2	25,3	0,0	0,0	0,2	25,3	0,2	25,3
Entreprise formation publique (apprent. en ligne)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	2,1	0,0	2,1	0,0	0,0	0,0	2,1	0,0	2,1
Entreprise formation publique (travailleurs qualifiés)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	23,0	0,0	23,0	0,0	0,0	0,0	23,0	0,0	23,0
Entreprise formation publique (travailleurs saisonniers)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1 788,7	0,0	0,0	0,0	1 788,7	0,0	1 788,7	0,0	0,0	0,0	1 788,7
Entreprise formation publique (travailleurs SIRCI)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1,6	19,2	0,0	0,0	1,6	19,2	1,6	19,2	0,0	0,0	1,6	19,2
Entreprise formation publique (travailleurs - nouveaux équipements ou technologie)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Achat de formation continue (perte d'emploi)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	249,9	5 882,3	0,0	0,0	249,9	5 882,3	249,9	5 882,3	0,0	0,0	249,9	5 882,3

Rapport 5 - Évolution hebdomadaire et cumulative des déboursés du FDMT par mesures
Semaine se terminant le : 2019-02-15
Ensemble des régions

Mesures	Participations						Intervenants externes						Total participations et intervenants externes					
	Compte d'assurance-emploi		Fonds du Québec		Total		Compte d'assurance-emploi		Fonds du Québec		Total		Compte d'assurance-emploi		Fonds du Québec		Total	
	Hebdo (K$)	Cumulatif (K$)	Hebdo (K$)	Cumulatif (K$)	Hebdo (K$)	Cumulatif (K$)	Hebdo (K$)	Cumulatif (K$)	Hebdo (K$)	Cumulatif (K$)	Hebdo (K$)	Cumulatif (K$)	Hebdo (K$)	Cumulatif (K$)	Hebdo (K$)	Cumulatif (K$)	Hebdo (K$)	Cumulatif (K$)
Achat de formation continue (faiblement qualifié)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	24,7	24,7	24,7	24,7	0,0	0,0	24,7	24,7	24,7	24,7
Total Formation de la main-d'œuvre - Entreprises	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1 389,9	35 402,1	84,3	696,7	1 474,3	36 098,9	1 389,9	35 402,1	84,3	696,7	1 474,3	36 098,9
Total Mesures	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	2 532,5	67 235,6	84,3	696,7	2 616,8	67 932,4	2 532,5	67 235,6	84,3	696,7	2 616,8	67 932,4
Total Services aux entreprises et organismes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	2 532,5	67 235,6	84,3	696,7	2 616,8	67 932,4	2 532,5	67 235,6	84,3	696,7	2 616,8	67 932,4
Divers																		
Ententes																		
Ententes																		
Ententes avec autochtones - Cris, Kativik et Raglan	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total Ententes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total Ententes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres																		
Autres																		
Ajustement central	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total Autres	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total Autres	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total Divers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
GRAND TOTAL	3 599,7	154 748,2	696,3	25 433,3	4 295,9	180 181,5	5 697,2	398 113,8	1 452,5	115 284,3	7 149,7	513 398,1	9 296,8	552 862,0	2 148,8	140 717,6	11 445,6	693 579,6

Rapport no 5
3RP33_Annexe2_BSM

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-34

Titre :

Par région et par sexe, le nombre de bénéficiaires et les dépenses des trois derniers exercices financiers attribuables :

a) Aux mesures de préparation et d'intégration en emploi;
b) Aux mesures de formation;
   i. Francisation;
   ii. Alphabétisation;
   iii. Acquisition des préalables à la formation professionnelle ou technique;
   iv. Formation générale au secondaire;
   v. Métiers semi-spécialisés ou peu spécialisés;
   vi. Formation professionnelle au secondaire;
   vii. Formation technique au collégial;
c) Aux subventions salariales aux entreprises;
d) Aux contrats d'intégration au travail pour personnes handicapées;
e) Au Programme de soutien à l'adaptation du milieu de travail.

Exposé et statistiques :

Données pour 2018-2019 :

Mesures ou programmes	Engagements	Nombre de participations**
Projet de préparation à l'emploi	91 838 700 $	9 478
Services d'aide à l'emploi	177 050 100 $	181 353
Mesure de formation de la main-d'œuvre	285 647 300 $	38 354
• Francisation	11 020 500 $	3 751
• Alphabétisation	3 177 500 $	989
• Acquisition de préalables à la formation prof. et technique	33 069 800 $	6 866
• Formation générale et secondaire	N/D	N\D
• Métiers spécialisé ou peu spécialisés	9 979 500 $	2 239
• Formation professionnel au secondaire	91 593 600 $	17 534
• Formation technique au collégial	57 357 000 $	6 689
Subventions salariales	61 513 200 $	7 281
Contrat d'intégration au travail	41 749 700 $	8 386
Programme de subvention aux entreprises adaptées	94 098 100 $	4 956

* Données au 15 février 2019.
** Un même participant peut avoir plus d'une participation.

SOURCE : Direction des mesures et services aux individus
COLLABORATION : Direction des mesures et services aux entreprises et du placement
Direction de l'analyse et de l'information de gestion
Direction de la planification et de la reddition de comptes
VALIDATION :
DATE : 26 mars 2019

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-35

Titre :
Stratégie d'intervention renforcée : nombre de demandes VS nombre de bénéficiaires pour 2018-2019 et prévisions 2019-2020, par région et par sexe.

Exposé et statistiques :
Depuis la mise en place du Programme objectif emploi qui vise les primos demandeurs, l'Intervention renforcée ne s'adresse désormais qu'aux réitérants, soit les nouveaux demandeurs ayant déjà eu un épisode à l'assistance sociale.

Intervention renforcée - Nombre de réitérants[1]

DIRECTION RÉGIONALE[1]		2018-2019 (janvier 2019) Total	Femmes	Hommes
01	BAS-ST-LAURENT	54	7	47
02	SAGUENAY-LAC-ST-JEAN	82	30	52
03	CAPITALE-NATIONALE	159	49	110
04	MAURICIE	87	32	55
05	ESTRIE	103	31	72
06	ÎLE-DE-MONTRÉAL	770	280	490
07	OUTAOUAIS	153	57	96
08	ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	30	8	22
09	CÔTE-NORD	29	4	25
10	NORD-DU-QUÉBEC	4	1	3
11	GASPÉSIE-ILES-DE-LA-M.	35	9	26
12	CHAUDIÈRE-APPALACHES	88	23	65
13	LAVAL	72	28	44
14	LANAUDIÈRE	127	43	84
15	LAURENTIDES	176	64	112
16	MONTÉRÉGIE	300	105	195
17	CENTRE-DU-QUÉBEC	102	27	75
	AUTRES UNITÉS	26	11	15
	RÉSEAU	2 397	809	1 588

1 : Selon le CLE de proximité.

SOURCE : Direction des mesures et services aux individus
COLLABORATION : Direction de l'analyse et de l'information de gestion
VALIDATION:
DATE : 3 avril 2019

[1] Réitérant : nouveau demandeur ayant déjà eu un épisode à l'assistance sociale.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-36

Titre :

Programme d'aide et d'accompagnement social Action : nombre de demandes vs nombre de bénéficiaires pour les trois dernières années, par région et par sexe.

Exposé et statistiques

Le nombre de prestataires actifs au Programme d'aide et d'accompagnement social Action, par région et par sexe, pour l'année 2018-2019 :

	Participants actifs au Programme d'aide et d'accompagnement social Action selon le sexe					
	2018-2019 (du 1er avril 2018 au 15 février 2019)					
	Total		**Femme**		**Homme**	
	N	%	N	%	N	%
Ensemble du Québec	4 184	100,0 %	1 873	44,8 %	2 311	55,2 %
01 - Bas-Saint-Laurent	79	100,0 %	40	50,6 %	39	49,4 %
02 - Saguenay - Lac-Saint-Jean	258	100,0 %	117	45,3 %	141	54,7 %
03 - Capitale-Nationale	318	100,0 %	116	36,5 %	202	63,5 %
04 - Mauricie	202	100,0 %	111	55,0 %	91	45,0 %
05 - Estrie	184	100,0 %	99	53,8 %	85	46,2 %
06 - Île-de-Montréal	1 491	100,0 %	639	42,9 %	852	57,1 %
07 - Outaouais	220	100,0 %	89	40,5 %	131	59,5 %
08 - Abitibi-Témiscamingue	99	100,0 %	35	35,4 %	64	64,6 %
09 - Côte-Nord	34	100,0 %	13	38,2 %	21	61,8 %
10 - Nord-du-Québec	x	100,0 %	x	x %	x	x %
11 - Gaspésie - Îles-de-la-Madeleine	57	100,0 %	40	70,2 %	17	29,8 %
12 - Chaudière-Appalaches	157	100,0 %	71	45,2 %	86	54,8 %
13 - Laval	115	100,0 %	51	44,3 %	64	55,7 %
14 - Lanaudière	172	100,0 %	87	50,6 %	85	49,4 %
15 - Laurentides	205	100,0 %	91	44,4 %	114	55,6 %
16 - Montérégie	452	100,0 %	201	44,5 %	251	55,5 %
17 - Centre-du-Québec	135	100,0 %	68	50,4 %	67	49,6 %

Source : Direction de l'analyse et de l'information de gestion.

X = Des renseignements ont été caviardés puisque, en raison du petit nombre (moins de 10), ceux-ci pourraient avoir un effet de révéler des renseignements personnels au sens des articles 53 et 54 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels.

SOURCE : Direction des politiques d'assistance sociale
COLLABORATION : Direction de l'analyse et de l'information de gestion,
VALIDATION :
DATE : 15 mars 2019

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-37

Titre :

Nombre de cas de non-conformité et nombre de sorties découlant d'interventions en matière de conformité, pour les trois dernières années :

- Pour le Programme d'aide sociale;
- Pour le Programme de solidarité sociale.

Exposé et statistiques :

Le tableau suivant présente le nombre de cas de non-conformité qui ont donné lieu à une réclamation et le nombre de cas de non-conformité qui ont donné lieu à une sortie de l'aide financière en 2018-2019 (du 1er avril 2018 au 31 janvier 2019), et ce, pour les programmes d'aide sociale et de solidarité sociale.

	Programmes		Total
	Aide sociale	Solidarité sociale	
Réclamations	74 129	17 677	91 806
Sorties de l'aide	28 618	3 845	32 463

SOURCE : DGRFC-DEC
COLLABORATION : DGGAP-DAIG
VALIDATION :
DATE : 2019-03-13

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-38

Titre :

Taux d'acceptation des demandes d'aide de dernier recours, par programme, pour les trois dernières années.

Exposé et statistiques :

Pour l'année financière 2018-2019 (10 mois), le taux d'acceptation des demandes d'aide financière de dernier recours est de 71,3 % pour le Programme d'aide sociale et de 90,5 % pour le Programme de solidarité sociale.

SOURCE : Direction de l'analyse et de l'information de gestion
COLLABORATION :
VALIDATION:
DATE : 5 mars 2019

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-39

Titre :
Nombre de demandes de révision administrative, selon le motif, pour les trois dernières années.

Exposé et statistiques :

Le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale reçoit en moyenne 15 000 demandes de révision annuellement.

Période de référence : du 1er avril 2018 au 28 février 2019

	Motifs contestés en révision[1]
Motifs[2]	**Nombre total**
Allocations et ajustements	1 345
Revenus, gains et avantages	16 127
Statut	7 112
Obligations du prestataire ou du ministre	1 158
Avoir liquide	1 989
Prestations spéciales	1 772
Versement de l'aide	53
Biens	1 069
Solidarité de la dette	301
Garants défaillants	122
Prestations de base	456
Contribution parentale	221
Mesures et programmes d'employabilité (réclamations seulement)	405
Mesures et programmes spécifiques (réclamations seulement)	9
Modalités de recouvrement (après délivrance du certificat de recouvrement)	398
Mois de la demande (Particularités)	814
Motifs - sans droit de contestation	218
Révision médicale	4 123
TOTAL	**37 692**

[1]Les données sont extraites au 28 février 2019.
[2] Il peut y avoir plus d'un motif par dossier de révision finalisé. Les motifs contestés en révision constituent des éléments litigieux contestés par le client. Par ailleurs, le nombre de motifs contestés en révision exclut les motifs contestés en matière d'assurance parentale.

SOURCE : Direction générale de la révision et des recours administratifs
Secteur du développement et des partenariats de Services Québec
COLLABORATION : Direction du soutien aux opérations - SSGRI
VALIDATION :
DATE : 21 mars 2019

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-40

Titre :
Nombre de cas tranchés par le Tribunal administratif du Québec, selon le motif, pour les trois dernières années.

Exposé et statistiques :

Annuellement, près de 3 000 recours sont déposés au Tribunal administratif du Québec (TAQ).
Nombre de motifs contestés au TAQ, selon le type de motif

MOTIFS CONTESTÉS AU TAQ[1] 2018-2019			
Motifs[2]	**Nombre total**	**Nombre de motifs accueillis**	**Proportion motif accueillis par le TAQ[3]**
Allocations et ajustements	352	21	6,0 %
Revenus, gains et avantages	5 636	376	6,7 %
Statut	3 242	245	7,6 %
Obligations du prestataire ou du ministre	121	27	22,3%
Avoir liquide	872	97	11,1%
Prestations spéciales	220	24	10,9 %
Versement de l'aide	32	5	15,6 %
Biens	413	50	12,1 %
Solidarité de la dette	54	8	14,8 %
Garants défaillants	66	12	18,2 %
Prestations de base	53	1	1,9%
Contribution parentale	11	0	0 %
Mesures et programmes d'employabilité (réclamations seulement)	51	4	7,8 %
Mesures et programmes spécifiques (réclamations seulement)	5	0	0 %
Modalités de recouvrement (après délivrance du certificat de recouvrement)	39	0	0 %
Mois de la demande (Particularités)	87	15	17,2 %
Motifs - sans droit de contestation	13	0	0 %
Pouvoir discrétionnaire (réclamation seulement)	28	0	0 %
Révision médicale	554	103	18,6 %
Total	**11 849**	**988**	**8,3 %**

[1]Les données sont extraites au 28 février 2019.
[2]Il peut y avoir plus d'un motif par dossier contesté. Les motifs contestés au TAQ constituent des éléments litigieux contestés par le client. Par ailleurs, le nombre de motifs contestés au TAQ exclut les motifs contestés en matière d'assurance parentale.
[3]La proportion est présentée par motif. Elle est établie en tenant compte du nombre de motifs accueillis par rapport au nombre total pour ce même motif.

SOURCE : Direction générale de la révision et des recours administratifs
Secteur du développement et des partenariats de Services Québec
COLLABORATION : Direction du soutien aux opérations - SSGRI
VALIDATION :
DATE : 22 mars 2019

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-41

Titre :
Nombre de cas acceptés en vertu du pouvoir discrétionnaire du ministre, selon le motif, pour les trois dernières années.

Exposé et statistiques :

Pour l'année 2018-2019 (au 28 février)

Risque de dénuement total ou risque pour la santé ou la sécurité de la personne	
Diminution et suspension de la retenue	1 766
Cas de violence	
Remise de dette - Violence conjugale	6
Circonstances exceptionnelles et raisons humanitaires	
Suspension des intérêts	752
Annulation des intérêts	7
Autres remises de dette totale ou partielle	8
Suspension du recouvrement	5
Propositions de règlement final	
Remise partielle de la dette	68
TOTAL	**2 612**

SOURCE : Direction du Centre de recouvrement - SSGRI
COLLABORATION :
VALIDATION:
DATE : 13 mars 2019

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-42

Titre :
Nombre d'ententes signées par EQ avec des ressources externes et valeur de ces ententes, par catégorie de services et par région, pour les trois dernières années.

Exposé et statistiques :

Nouveaux contrats (nouvelles ententes) en 2018-2019 :

Régions	MFOR-Entreprise d`entraînement		Projets de préparation à l`emploi: Volet général et entreprises d`insertion		Services d'aide à l'emploi		**TOTAL**	
	Nombre d'ententes	Déboursés	Nombre d'ententes	Déboursés	Nombre d'ententes	Déboursés	Nombre d'ententes	Déboursés
Bas-St-Laurent	3	203 112	20	1 146 020	154	4 245 679	177	5 594 811
Saguenay-Lac-St-Jean	.	.	2	440 262	73	4 339 529	75	4 779 791
Capitale-Nationale	1	268 060	13	2 473 869	67	7 162 265	81	9 904 194
Mauricie	1	282 705	8	836 459	67	4 178 126	76	5 297 290
Estrie	.	.	4	1 355 106	95	5 124 371	99	6 479 478
Montréal	.	.	36	10 818 816	176	25 085 555	212	35 904 372
Outaouais	1	153 112	11	1 160 197	58	4 853 592	70	6 166 901
Abitibi-Témiscamingue	.	.	5	355 598	38	2 487 918	43	2 843 517
Côte-Nord	.	.	3	231 978	58	1 570 349	61	1 802 328
Nord-du-Québec	.	.	3	131 079	13	430 972	16	562 051
Gaspésie-îles-de-la-	.	.	7		111	3 380 241	118	3 380 241
Chaudière-Appalaches	4	664 946	6	783 124	110	5 698 600	120	7 146 670
Laval	1	244 397	7	2 080 957	29	3 199 212	37	5 524 567
Lanaudière	1	346 912	13	2 747 243	47	5 215 658	61	8 309 813
Laurentides	.	.	10	1 351 240	84	8 440 220	94	9 791 460
Montérégie	2	572 208	21	3 764 631	229	18 396 669	252	22 733 508
Centre-du-Québec	1	228 000	5	915 152	80	4 003 056	86	5 146 208
Total	15	2 963 453	174	30 591 737	1 489	107 812 018	1 678	141 367 208

* Données au 22 février 2019 (les seules données disponibles sont celles du 22 février 2019).

SOURCE : Direction des ressources externes
COLLABORATION : Services de l'analyse et de l'information de gestion
Direction des politiques d'emploi et des stratégies
VALIDATION:
DATE : Le 15 mars 2019

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-43

Titre :
Nombre de personnes ayant bénéficié des services des ressources externes, par région, pour les trois dernières années.

Exposé et statistiques :

Le nombre de participants actifs ayant bénéficié des services des ressources externes, par région, en 2018-2019, est présenté dans le tableau ci-joint :

Participants actifs aux mesures Services d'aide à l'emploi, Projets de préparation à l'emploi et Mesure de formation de la main-d'œuvre - volet Entreprise d'entraînement	
	2018-2019 (du 1er avril 2018 au 15 février 2019)
Ensemble du Québec	163 668
01 - Bas-Saint-Laurent	4 496
02 - Saguenay - Lac-St-Jean	7 010
03 - Capitale-Nationale	9 881
04 - Mauricie	6 989
05 - Estrie	6 809
06 - Île-de-Montréal	48 756
07 - Outaouais	5 128
08 - Abitibi-Témiscamingue	2 178
09 - Côte-Nord	3 288
10 - Nord-du-Québec	194
11 - Gaspésie - Îles-de-la-Madeleine	5 580
12 - Chaudière-Appalaches	4 882
13 - Laval	8 146
14 - Lanaudière	9 271
15 - Laurentides	13 168
16 - Montérégie	25 205
17 - Centre-du-Québec	3 563

SOURCE : Secteur des opérations
COLLABORATION : Direction des ressources externes
VALIDATION: Direction de l'analyse et de l'information de gestion
DATE : 18 mars 2019

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-44

Titre :

Concernant les centres d'appels :

a) Liste et valeur des contrats et licences liés aux centres d'appels, pour les trois dernières années.
b) Liste des fournisseurs externes et le total des dépenses pour chaque fournisseur, pour les trois dernières années.
c) Coûts associés aux défaillances du système téléphonique/technologique des centres d'appels, pour les trois dernières années.
d) Pour chacun des centres d'appels du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale et du Régime québécois d'assurance parentale (RQAP) :
   i. Nombre d'appels reçus.
   ii. Taux de non-réponse.

Exposé et statistiques :

Liste des contrats octroyés en 2018-2019

Fournisseur externe	Montant
Nu Echo inc.	48 930,00 $
Services Conseils SAO Inc.	49 000,00 $
Technologie Computer Talk	49 434,00 $

Liste des fournisseurs externes ainsi que la valeur des dépenses

Fournisseur externe	Montant
Bell Canada	173 591,17 $
Centre de services partagés du Québec	228 803,73 $
Connex Québec inc.	333 199,00 $
Groupe Alithya Inc.	119 632,00 $
Nu Echo Inc.	48 367,00 $
Services Conseils SAO Inc.	9 000,00 $
Technologie Computer Talk	49 434,00 $

Montant des acquisitions et de la maintenance pour les licences reliées aux centres d'appels

Le Ministère a payé un montant de 101 965,66 $ en 2018-2019.

Coûts associés aux défaillances du système téléphonique/technologique des centres d'appels

Il n'y a pas de coût supplémentaire lors de la défaillance du système puisque le Ministère dispose des contrats de service qui prennent en charge ce volet.

Nombre d'appels reçus et taux de non-réponse au 28 février 2019

Nom du centre d'appels	Nombre d'appels reçus	Taux de non-réponse
Centre de relations avec la clientèle de Services Québec	983 095	0,10 %
Centre d'assistance au placement	106 109	0,08 %
Centre de relations avec la clientèle - Emploi	47 666	0,93 %
Centre de communication avec la clientèle	983 973	7,03 %
Centre du service à la clientèle du RQAP	418 533	0,02 %
Directeur de l'état civil	295 162	14,30 %
Service d'immatriculation des armes à feu	92 958	12,60 %

SOURCE : Direction générale des services à l'organisation, Secteur des services à la gestion et des ressources informationnelles

COLLABORATION : Secteur des opérations, Secteur des registres de l'État et Secteur du développement et partenariats de Services Québec

DATE : 2019-03-15

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-46

Titre :

Stratégie d'intervention à l'intention des travailleurs de 45 ans et plus :

a. Budget consenti à la mise en œuvre de la stratégie pour les années 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 et 2017-2018; fournir les prévisions pour 2018-2019;
b. Ventilation de ces budgets par axe d'intervention;
c. Nombre d'entreprises participantes;
d. Nombre de participants par tranche d'âge et par région;
e. Durée moyenne de la participation;
f. Nombre de participants qui réussissent à retrouver un emploi durable;
g. Taux de réussite.

Exposé et statistiques :

a. Budget consenti à la mise en œuvre de la Stratégie pour les années 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 et 2017-2018; fournir les prévisions pour 2018-2019 :

Les activités de la Stratégie d'intervention à l'intention des travailleuses et des travailleurs de 45 ans et plus sont réalisées à l'intérieur du budget global d'intervention réservé aux mesures et services d'emploi. Aucun budget spécifique n'est attribué pour la Stratégie.

b. Ventilation de ces budgets par axe d'intervention :

Aucun budget global pour la Stratégie n'étant attribué, la ventilation des statistiques par axe d'intervention ne s'applique pas.

c. Nombre d'entreprises participantes :

Cette stratégie vise plutôt à faciliter l'insertion et le maintien en emploi de la main-d'œuvre âgée de 45 ans et plus et à mettre en place des interventions en entreprise telles que la gestion prévisionnelle de la main-d'œuvre et l'adaptation des pratiques de gestion des ressources humaines (GRH).

d. Nombre de participants par tranche d'âge et par région :

Ventilation des nouveaux participants âgés de 45 ans et plus
selon la région et le groupe d'âge
du 1er avril 2018 au 15 février 2019

	De 45 à 49 ans	De 50 à 54 ans	55 ans et plus	Adultes distincts[1]
Bas-Saint-Laurent	506	654	1 945	3 095
Saguenay - Lac-St-Jean	641	866	2 030	3 522
Capitale-Nationale	1 780	2 036	4 295	8 056
Mauricie	651	772	1 946	3 344
Estrie	682	731	1 369	2 761
Île-de-Montréal	5 783	5 079	7 521	18 272
Outaouais	1 040	1 126	1 843	3 990
Abitibi-Témiscamingue	416	461	1 194	2 058
Côte-Nord	442	562	1 094	2 090
Nord-du-Québec	41	48	116	203
Gaspésie - Îles-de-la-Madeleine	522	690	1 779	2 972
Chaudière-Appalaches	910	1 163	2 310	4 350
Laval	1 092	1 048	1 771	3 894
Lanaudière	988	1 132	2 181	4 278
Laurentides	1 187	1 506	3 294	5 956
Montérégie	2 610	2 877	5 012	10 452
Centre-du-Québec	515	545	1 286	2 325
Adultes distincts[1]	19 689	21 231	40 896	81 334

1. La somme des adultes par région ou par groupe d'âge peut être supérieure au nombre total d'adultes distincts, car une même personne peut avoir effectué plus d'une participation dans plus d'une région et dans deux groupes d'âge durant la période.

e. Durée moyenne de la participation :
Ce type de donnée n'est pas disponible.

f. Nombre de participants qui réussissent à retrouver un emploi durable :
Pour 2018-2019 (au 15 février 2019), la proportion des personnes ayant bénéficié d'une intervention des services publics qui sont en emploi à brève échéance après la fin de leur participation atteint 55,5 % pour les 45-54 ans et 56,2 % pour les 55 ans et plus. Afin de favoriser le recrutement de la clientèle de 55 ans et plus, les employeurs qui déposent des offres d'emploi dans Placement en ligne peuvent signaler leur intérêt à recevoir des candidatures de ces personnes.

g. Taux de réussite :
De façon générale, la persévérance, mesurée par le pourcentage de participations aux mesures et services d'emploi terminées et complétées, augmente avec l'âge. Ainsi, en 2018-2019 (au 15 février 2019), 88,1 % des participations des personnes de 45 à 54 ans et 92,1 % de celles de 55 ans et plus ont été complétées.

SOURCE : Direction des politiques d'emploi et des stratégies
COLLABORATION : Direction de l'analyse et de l'information de gestion
VALIDATION : Bureau de la sous-ministre associée d'Emploi-Québec
DATE : 13 mars 2019

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-47

Titre :
Fournir copie de tout document, note, rapport, mémo, état de situation, concernant le revenu minimum garanti. Fournir un échéancier de réflexion, la liste et le détail des coûts y étant associés.

Exposé et statistiques :

Le mandat du Comité d'experts sur le revenu minimum garanti peut être consulté sur la page web du comité d'experts à l'adresse suivante :

http://www.gouv.qc.ca/FR/RevenuMinimumGaranti/Pages/Accueil.aspx

- Les membres du Comité d'experts sur le revenu minimum garanti sont :
  - ✓ Dorothée Boccanfuso, professeure titulaire au Département d'économique de l'École de gestion de l'Université de Sherbrooke (Présidente du comité).
  - ✓ Jean-Michel Cousineau, économiste et professeur titulaire à l'École de relations industrielles de l'Université de Montréal.
  - ✓ Raquel Fonseca, professeure agrégée au Département des sciences économiques de l'École des sciences de la gestion de l'Université du Québec à Montréal.
- Le comité d'experts a déposé les volumes 1 et 2 de son rapport final le 13 novembre 2017. Le volume 3 a été déposé le 15 juin 2018.

  Le communiqué de presse annonçant le dévoilement du rapport final du Comité d'experts sur le revenu minimum garanti peut être consulté à l'adresse suivante :

  http://www.fil-information.gouv.qc.ca/Pages/Article.aspx?aiguillage=ajd&type=1&idArticle=2511137927

  Les volumes 1, 2 et 3 du rapport final du Comité d'experts sur le revenu minimum garanti peuvent être consulté sur la page web du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale à l'adresse suivante :

  https://www.mtess.gouv.qc.ca/grands-dossiers/revenu_min_garanti.asp
- Les recommandations formulées par le Comité d'experts sur le revenu minimum garanti ont été analysées et certaines ont inspirées le gouvernement dans le cadre des travaux d'élaboration du Plan d'action gouvernemental pour l'inclusion économique et la participation sociale 2017-2023, dévoilé le 10 décembre 2017, notamment avec l'annonce de l'introduction d'un premier revenu de base pour les Québécoises et Québécois ayant des contraintes sévères à l'emploi.

  Le Plan d'action gouvernemental pour l'inclusion économique et la participation sociale 2017-2023 peut être consulté à l'adresse suivante :

  https://www.mtess.gouv.qc.ca/publications/pdf/ADMIN_plan_action_2017-2023.pdf
- Les contrats de services professionnels des experts ont représenté une dépense de 346 878,29 $ pour les honoraires et les frais de déplacement. Cette dépense a été assumée à 50 % par le ministère des Finances.

SOURCE : Direction de la recherche (DGGAP)
COLLABORATION :
VALIDATION:
DATE : 6 mars 2019

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-51

Titre :
Effectifs de chacun des centres locaux d'emploi, par région, par famille d'emploi et par classe d'emploi, pour les années 2018-2019 et les 4 années précédentes. Fournir les prévisions pour 2019-2020.

Considérant le déploiement des bureaux de Services Québec dans les différentes régions du Québec, le Ministère présente des données complètes des effectifs œuvrant dans les bureaux locaux et non plus uniquement les effectifs travaillant dans les centres locaux d'emploi.

Ainsi, les données sont présentées par bureau, soit un édifice où est située minimalement une unité administrative offrant des services à la clientèle au comptoir.

Cette façon de comptabiliser les données vise notamment à assurer une meilleure vision du nombre d'effectifs dans chacun des bureaux œuvrant en service à la clientèle.

Si d'autres unités administratives offrant des services à la clientèle à portée locale, régionale ou provinciale sont situées dans le même édifice, elles sont comptabilisées dans les effectifs du bureau.

Si des unités administratives sont dans un édifice où il n'y a pas de bureaux offrant des services au comptoir, l'effectif n'est pas comptabilisé.

Au 27 février 2019, on compte 3 052 employés œuvrant dans les bureaux locaux.

Vous référer à la liste en annexe pour les effectifs par bureau.

SOURCE : DGRH
COLLABORATION : SO
VALIDATION :
DATE : 2019-03-13

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-51-Annexe 01

Titre :
Effectifs de chacun des centres locaux d'emploi, par région, par famille d'emploi et par classe d'emploi, pour les années 2018-2019 et les 4 années précédentes. Fournir les prévisions pour 2019-2020.

Effectif en lien d'emploi (régulier et occasionnel) pour les bureaux offrant un service au comptoir pour la clientèle[1] (données 2018-2019 au 27 février 2019)

RÉGION ADMINISTRATIVE DE TRAVAIL	VILLE	BUREAU	CATÉGORIE D'EMPLOIS	CORPS D'EMPLOIS		TOTAL
01. Bas-Saint-Laurent	Amqui	49, boul. Saint-Benoît Est	Professionnel	111	Attaché d'administration	1
			Total Professionnel			**1**
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	7
			Total Technicien			**7**
			Soutien	200	Agent de bureau	2
			Total Soutien			**2**
		Total 49, boul. Saint-Benoît Est				**10**
	Total Amqui					**10**
	La Pocatière	161, route 230 Ouest	Professionnel	111	Attaché d'administration	1
			Total Professionnel			**1**
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	6
			Total Technicien			**6**
			Soutien	200	Agent de bureau	1
			Total Soutien			**1**
		Total 161, route 230 Ouest				**8**
	Total La Pocatière					**8**

RÉGION ADMINISTRATIVE DE TRAVAIL	VILLE	BUREAU	CATÉGORIE D'EMPLOIS	CORPS D'EMPLOIS		TOTAL
	Matane	750, avenue du Phare Ouest	Cadre	630	Cadre supérieur	1
			Total Cadre			**1**
			Professionnel	111	Attaché d'administration	1
			Total Professionnel			**1**
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	10
				298	Enquêteur en matières frauduleuses	1
			Total Technicien			**11**
			Soutien	200	Agent de bureau	1
				249	Préposé aux renseignements	2
			Total Soutien			**3**
		Total 750, avenue du Phare Ouest				**16**
	Total Matane					**16**
	Mont-Joli	42, avenue Doucet	Cadre	630	Cadre supérieur	1
			Total Cadre			**1**
			Professionnel	111	Attaché d'administration	1
			Total Professionnel			**1**
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	8
			Total Technicien			**8**
			Soutien	200	Agent de bureau	3
			Total Soutien			**3**
		Total 42, avenue Doucet				**13**
	Total Mont-Joli					**13**
	Rimouski	337, rue Moreault	Cadre	630	Cadre supérieur	1
			Total Cadre			**1**
			Professionnel	111	Attaché d'administration	2
			Total Professionnel			**2**
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	18
			Total Technicien			**18**
			Soutien	200	Agent de bureau	3
				221	Agent de secrétariat	1
				249	Préposé aux renseignements	3
			Total Soutien			**7**
		Total 337, rue Moreault				**28**
	Total Rimouski					**28**

RÉGION ADMINISTRATIVE DE TRAVAIL	VILLE	BUREAU	CATÉGORIE D'EMPLOIS	CORPS D'EMPLOIS		TOTAL
	Rivière-du-Loup	385, rue Lafontaine	Cadre	630	Cadre supérieur	1
			Total Cadre			**1**
			Professionnel	111	Attaché d'administration	2
			Total Professionnel			**2**
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	11
			Total Technicien			**11**
			Soutien	200	Agent de bureau	1
				249	Préposé aux renseignements	4
			Total Soutien			**5**
		Total 385, rue Lafontaine				**19**
	Total Rivière-du-Loup					**19**
	Saint-Pascal	235, rue Rochette	Soutien	249	Préposé aux renseignements	1
			Total Soutien			**1**
		Total 235, rue Rochette				**1**
	Total Saint-Pascal					**1**
	Témiscouata-sur-le-Lac	4, rue de la Gare	Cadre	630	Cadre supérieur	1
			Total Cadre			**1**
			Professionnel	111	Attaché d'administration	1
			Total Professionnel			**1**
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	7
			Total Technicien			**7**
			Soutien	200	Agent de bureau	3
			Total Soutien			**3**
		Total 4, rue de la Gare				**12**
	Total Témiscouata-sur-le-Lac					**12**
	Trois-Pistoles	634, rue Richard	Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	3
			Total Technicien			**3**
			Soutien	200	Agent de bureau	1
			Total Soutien			**1**
		Total 634, rue Richard				**4**
	Total Trois-Pistoles					**4**
Total 01. Bas-Saint-Laurent						**111**

RÉGION ADMINISTRATIVE DE TRAVAIL	VILLE	BUREAU	CATÉGORIE D'EMPLOIS		CORPS D'EMPLOIS	TOTAL
02. Saguenay-Lac-Saint-Jean	Alma	725, rue Harvey Ouest	Cadre	630	Cadre supérieur	1
			Total Cadre			**1**
			Professionnel	111	Attaché d'administration	4
			Total Professionnel			**4**
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	13
			Total Technicien			**13**
			Soutien	200	Agent de bureau	1
				249	Préposé aux renseignements	3
			Total Soutien			**4**
		Total 725, rue Harvey Ouest				**22**
	Total Alma					**22**
	Dolbeau-Mistassini	1500, rue des Érables	Cadre	630	Cadre supérieur	2
			Total Cadre			**2**
			Professionnel	111	Attaché d'administration	3
			Total Professionnel			**3**
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	9
				298	Enquêteur en matières frauduleuses	1
			Total Technicien			**10**
			Soutien	249	Préposé aux renseignements	3
			Total Soutien			**3**
		Total 1500, rue des Érables				**18**
	Total Dolbeau-Mistassini					**18**
	Roberval	755, boul. Saint-Joseph	Cadre	630	Cadre supérieur	1
			Total Cadre			**1**
			Professionnel	111	Attaché d'administration	2
			Total Professionnel			**2**
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	13
			Total Technicien			**13**
			Soutien	200	Agent de bureau	1
				249	Préposé aux renseignements	3
			Total Soutien			**4**
		Total 755, boul. Saint-Joseph				**20**
	Total Roberval					**20**

RÉGION ADMINISTRATIVE DE TRAVAIL	VILLE	BUREAU	CATÉGORIE D'EMPLOIS		CORPS D'EMPLOIS	TOTAL
	Saguenay	237, rue Riverin	Cadre	630	Cadre supérieur	1
			Total Cadre			**1**
			Professionnel	105	Agent rech.et planific.socio-économ.	1
				111	Attaché d'administration	3
			Total Professionnel			**4**
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	29
				264	Technicien en administration	1
			Total Technicien			**30**
			Soutien	200	Agent de bureau	6
				249	Préposé aux renseignements	5
			Total Soutien			**11**
		Total 237, rue Riverin				**46**
		3885, boul. Harvey	Professionnel	105	Agent rech.et planific.socio-économ.	1
				111	Attaché d'administration	2
			Total Professionnel			**3**
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	23
				298	Enquêteur en matières frauduleuses	3
			Total Technicien			**26**
			Soutien	200	Agent de bureau	1
				249	Préposé aux renseignements	5
			Total Soutien			**6**
		Total 3885, boul. Harvey				**35**
		782, rue Victoria	Cadre	630	Cadre supérieur	1
			Total Cadre			**1**
			Professionnel	111	Attaché d'administration	2
			Total Professionnel			**2**
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	10
			Total Technicien			**10**
			Soutien	200	Agent de bureau	3
				249	Préposé aux renseignements	3
			Total Soutien			**6**
		Total 782, rue Victoria				**19**
	Total Saguenay					**100**
	Saint-Félicien	1209, boul. Sacré-Cœur	Soutien	249	Préposé aux renseignements	1
			Total Soutien			**1**
		Total 1209, boul. Sacré-Cœur				**1**
	Total Saint-Félicien					**1**
Total 02. Saguenay-Lac-Saint-Jean						**161**

RÉGION ADMINISTRATIVE DE TRAVAIL	VILLE	BUREAU	CATÉGORIE D'EMPLOIS		CORPS D'EMPLOIS	TOTAL
03. Capitale-Nationale	Baie-Saint-Paul	915, boul. Monseigneur-de-Laval	Professionnel	111	Attaché d'administration	3
			Total Professionnel			**3**
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	2
			Total Technicien			**2**
			Soutien	200	Agent de bureau	1
				249	Préposé aux renseignements	1
			Total Soutien			**2**
		Total 915, boul. Monseigneur-de-Laval				**7**
	Total Baie-Saint-Paul					**7**
	Cap-Santé	433, route 138	Soutien	249	Préposé aux renseignements	1
			Total Soutien			**1**
		Total 433, route 138				**1**
	Total Cap-Santé					**1**
	Château-Richer	3, rue de la Seigneurie	Soutien	249	Préposé aux renseignements	1
			Total Soutien			**1**
		Total 3, rue de la Seigneurie				**1**
	Total Château-Richer					**1**
	Donnacona	100, route 138	Cadre	630	Cadre supérieur	1
			Total Cadre			**1**
			Professionnel	111	Attaché d'administration	1
			Total Professionnel			**1**
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	10
			Total Technicien			**10**
			Soutien	200	Agent de bureau	2
			Total Soutien			**2**
		Total 100, route 138				**14**
	Total Donnacona					**14**
	La Malbaie	21, rue Patrick-Morgan	Cadre	630	Cadre supérieur	2
			Total Cadre			**2**
			Professionnel	111	Attaché d'administration	2
			Total Professionnel			**2**
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	5
			Total Technicien			**5**
			Soutien	249	Préposé aux renseignements	2
			Total Soutien			**2**
		Total 21, rue Patrick-Morgan				**11**
	Total La Malbaie					**11**

RÉGION ADMINISTRATIVE DE TRAVAIL	VILLE	BUREAU	CATÉGORIE D'EMPLOIS		CORPS D'EMPLOIS	TOTAL
	Québec	1020, route de l'Église	Cadre	630	Cadre supérieur	3
			Total Cadre			**3**
			Professionnel	108	Analyste informat.et proc.administr.	1
				111	Attaché d'administration	6
			Total Professionnel			**7**
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	30
				264	Technicien en administration	1
			Total Technicien			**31**
			Soutien	249	Préposé aux renseignements	4
			Total Soutien			**4**
		Total 1020, route de l'Église				**45**
		2535, boul. Laurier	Cadre	630	Cadre supérieur	2
			Total Cadre			**2**
			Technicien	264	Technicien en administration	8
			Total Technicien			**8**
			Soutien	200	Agent de bureau	31
				213	Auxiliaire en informatique	4
				249	Préposé aux renseignements	16
			Total Soutien			**51**
		Total 2535, boul. Laurier				**61**
		400, boul. Jean-Lesage	Cadre	630	Cadre supérieur	1
			Total Cadre			**1**
			Professionnel	111	Attaché d'administration	3
			Total Professionnel			**3**
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	32
				264	Technicien en administration	1
			Total Technicien			**33**
			Soutien	200	Agent de bureau	6
				221	Agent de secrétariat	1
			Total Soutien			**7**
		Total 400, boul. Jean-Lesage				**44**

RÉGION ADMINISTRATIVE DE TRAVAIL	VILLE	BUREAU	CATÉGORIE D'EMPLOIS	CORPS D'EMPLOIS		TOTAL
		773, avenue Royale	Cadre	630	Cadre supérieur	1
			Total Cadre			**1**
			Professionnel	111	Attaché d'administration	2
			Total Professionnel			**2**
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	21
			Total Technicien			**21**
			Soutien	200	Agent de bureau	1
				249	Préposé aux renseignements	5
			Total Soutien			**6**
		Total 773, avenue Royale				**30**
		787, boul. Lebourgneuf	Professionnel	108	Analyste informat.et proc.administr.	1
			Total Professionnel			**1**
			Technicien	264	Technicien en administration	1
			Total Technicien			**1**
			Soutien	249	Préposé aux renseignements	12
			Total Soutien			**12**
		Total 787, boul. Lebourgneuf				**14**
		8000, boul. Henri-Bourassa	Cadre	630	Cadre supérieur	1
			Total Cadre			**1**
			Professionnel	111	Attaché d'administration	2
				116	Conseiller orientation profess.	1
			Total Professionnel			**3**
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	36
			Total Technicien			**36**
			Soutien	200	Agent de bureau	5
			Total Soutien			**5**
		Total 8000, boul. Henri-Bourassa				**45**
	Total Québec					**239**
	Sainte-Anne-de-Beaupré	9104, boul. Sainte-Anne	Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	2
			Total Technicien			**2**
			Soutien	200	Agent de bureau	1
			Total Soutien			**1**
		Total 9104, boul. Sainte-Anne				**3**
	Total Sainte-Anne-de-Beaupré					**3**
Total 03. Capitale-Nationale						**276**

RÉGION ADMINISTRATIVE DE TRAVAIL	VILLE	BUREAU	CATÉGORIE D'EMPLOIS		CORPS D'EMPLOIS	TOTAL
04. Mauricie	La Tuque	655, rue Desbiens	Professionnel	111	Attaché d'administration	1
			Total Professionnel			**1**
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	4
				223	Évaluateur conduite véhic.routiers	2
			Total Technicien			**6**
			Soutien	200	Agent de bureau	1
				249	Préposé aux renseignements	2
			Total Soutien			**3**
		Total 655, rue Desbiens				**10**
	Total La Tuque					**10**
	Louiseville	511, rue Marcel	Professionnel	111	Attaché d'administration	2
			Total Professionnel			**2**
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	6
			Total Technicien			**6**
			Soutien	200	Agent de bureau	1
			Total Soutien			**1**
		Total 511, rue Marcel				**9**
	Total Louiseville					**9**
	Sainte-Geneviève-de-Batiscan	213, rue de l'Église	Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	1
			Total Technicien			**1**
			Soutien	249	Préposé aux renseignements	1
			Total Soutien			**1**
		Total 213, rue de l'Église				**2**
	Total Sainte-Geneviève-de-Batiscan					**2**
	Sainte-Thècle	301, rue Saint-Jacques	Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	3
			Total Technicien			**3**
		Total 301, rue Saint-Jacques				**3**
	Total Sainte-Thècle					**3**
	Shawinigan	212, 6e rue de la Pointe	Cadre	630	Cadre supérieur	2
			Total Cadre			**2**
			Professionnel	111	Attaché d'administration	3
			Total Professionnel			**3**
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	15
			Total Technicien			**15**
			Soutien	200	Agent de bureau	2
				221	Agent de secrétariat	1
				249	Préposé aux renseignements	3
			Total Soutien			**6**
		Total 212, 6e rue de la Pointe				**26**

RÉGION ADMINISTRATIVE DE TRAVAIL	VILLE	BUREAU	CATÉGORIE D'EMPLOIS		CORPS D'EMPLOIS	TOTAL
		401, 5e Avenue	Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	5
			Total Technicien			**5**
			Soutien	200	Agent de bureau	1
			Total Soutien			**1**
		Total 401, 5e Avenue				**6**
	Total Shawinigan					**32**
	Trois-Rivières	225, rue des Forges	Cadre	630	Cadre supérieur	2
			Total Cadre			**2**
			Professionnel	111	Attaché d'administration	5
			Total Professionnel			**5**
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	29
				264	Technicien en administration	1
			Total Technicien			**30**
			Soutien	200	Agent de bureau	7
				221	Agent de secrétariat	1
				249	Préposé aux renseignements	3
			Total Soutien			**11**
		Total 225, rue des Forges				**48**
	Total Trois-Rivières					**48**
Total 04. Mauricie						**104**
05. Estrie	Asbestos	597, boul. Simoneau	Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	3
			Total Technicien			**3**
			Soutien	200	Agent de bureau	1
			Total Soutien			**1**
		Total 597, boul. Simoneau				**4**
	Total Asbestos					**4**
	Coaticook	29, rue Main Est	Professionnel	111	Attaché d'administration	1
			Total Professionnel			**1**
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	2
			Total Technicien			**2**
			Soutien	200	Agent de bureau	1
			Total Soutien			**1**
		Total 29, rue Main Est				**4**
	Total Coaticook					**4**
	Cookshire-Eaton	89, rue du Parc	Soutien	249	Préposé aux renseignements	1
			Total Soutien			**1**
		Total 89, rue du Parc				**1**
	Total Cookshire-Eaton					**1**

RÉGION ADMINISTRATIVE DE TRAVAIL	VILLE	BUREAU	CATÉGORIE D'EMPLOIS	CORPS D'EMPLOIS		TOTAL
	East Angus	120, rue Angus Nord	Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	3
			Total Technicien			**3**
			Soutien	200	Agent de bureau	1
			Total Soutien			**1**
		Total 120, rue Angus Nord				**4**
	Total East Angus					**4**
	Lac-Mégantic	5535, rue Papineau	Professionnel	111	Attaché d'administration	1
			Total Professionnel			**1**
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	3
			Total Technicien			**3**
			Soutien	249	Préposé aux renseignements	1
			Total Soutien			**1**
		Total 5535, rue Papineau				**5**
	Total Lac-Mégantic					**5**
	Magog	1700, rue Sherbrooke	Cadre	630	Cadre supérieur	1
			Total Cadre			**1**
			Professionnel	111	Attaché d'administration	1
			Total Professionnel			**1**
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	15
			Total Technicien			**15**
			Soutien	200	Agent de bureau	1
				249	Préposé aux renseignements	2
			Total Soutien			**3**
		Total 1700, rue Sherbrooke				**20**
	Total Magog					**20**
	Richmond	745, rue Gouin	Soutien	249	Préposé aux renseignements	1
			Total Soutien			**1**
		Total 745, rue Gouin				**1**
	Total Richmond					**1**

RÉGION ADMINISTRATIVE DE TRAVAIL	VILLE	BUREAU	CATÉGORIE D'EMPLOIS	CORPS D'EMPLOIS		TOTAL
	Sherbrooke	70, rue King Ouest	Cadre	630	Cadre supérieur	2
			Total Cadre			**2**
			Professionnel	111	Attaché d'administration	5
			Total Professionnel			**5**
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	25
			Total Technicien			**25**
			Soutien	200	Agent de bureau	8
				221	Agent de secrétariat	1
				249	Préposé aux renseignements	3
			Total Soutien			**12**
		Total 70, rue King Ouest				**44**
	Total Sherbrooke					**44**
	Stanstead	674, rue Dufferin	Soutien	249	Préposé aux renseignements	1
			Total Soutien			**1**
		Total 674, rue Dufferin				**1**
	Total Stanstead					**1**
	Windsor	5, rue des Sources	Professionnel	111	Attaché d'administration	2
			Total Professionnel			**2**
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	3
			Total Technicien			**3**
			Soutien	200	Agent de bureau	1
			Total Soutien			**1**
		Total 5, rue des Sources				**6**
	Total Windsor					**6**
Total 05. Estrie						**90**
06. Montréal	Côte-Saint-Luc	6900, boul. Décarie	Cadre	630	Cadre supérieur	2
			Total Cadre			**2**
			Professionnel	111	Attaché d'administration	15
			Total Professionnel			**15**
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	41
				264	Technicien en administration	1
			Total Technicien			**42**
			Soutien	200	Agent de bureau	5
				249	Préposé aux renseignements	4
			Total Soutien			**9**
		Total 6900, boul. Décarie				**68**
	Total Côte-Saint-Luc					**68**

RÉGION ADMINISTRATIVE DE TRAVAIL	VILLE	BUREAU	CATÉGORIE D'EMPLOIS		CORPS D'EMPLOIS	TOTAL
	Montréal	1004, rue Saint-Antoine Ouest	Cadre	630	Cadre supérieur	2
			Total Cadre			**2**
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	21
				264	Technicien en administration	1
			Total Technicien			**22**
			Soutien	200	Agent de bureau	32
			Total Soutien			**32**
		Total 1004, rue Saint-Antoine Ouest				**56**
		10520, boul. de l'Acadie	Cadre	630	Cadre supérieur	1
			Total Cadre			**1**
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	31
				264	Technicien en administration	1
			Total Technicien			**32**
			Soutien	200	Agent de bureau	7
			Total Soutien			**7**
		Total 10520, boul. de l'Acadie				**40**
		1055, rue Galt	Cadre	630	Cadre supérieur	2
			Total Cadre			**2**
			Professionnel	111	Attaché d'administration	1
			Total Professionnel			**1**
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	42
				298	Enquêteur en matières frauduleuses	11
			Total Technicien			**53**
			Soutien	200	Agent de bureau	8
			Total Soutien			**8**
		Total 1055, rue Galt				**64**
		1260, rue Sainte-Catherine Est	Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	7
			Total Technicien			**7**
			Soutien	200	Agent de bureau	5
			Total Soutien			**5**
		Total 1260, rue Sainte-Catherine Est				**12**

RÉGION ADMINISTRATIVE DE TRAVAIL	VILLE	BUREAU	CATÉGORIE D'EMPLOIS	CORPS D'EMPLOIS		TOTAL
		2050, rue de Bleury	Cadre	630	Cadre supérieur	2
			Total Cadre			**2**
			Technicien	264	Technicien en administration	7
			Total Technicien			**7**
			Soutien	200	Agent de bureau	11
				221	Agent de secrétariat	1
				249	Préposé aux renseignements	38
			Total Soutien			**50**
		Total 2050, rue de Bleury				**59**
		2212, avenue Dollard	Cadre	630	Cadre supérieur	1
			Total Cadre			**1**
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	29
			Total Technicien			**29**
			Soutien	200	Agent de bureau	4
				221	Agent de secrétariat	1
			Total Soutien			**5**
		Total 2212, avenue Dollard				**35**
		2740, rue Remembrance	Cadre	630	Cadre supérieur	1
			Total Cadre			**1**
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	15
			Total Technicien			**15**
			Soutien	200	Agent de bureau	3
			Total Soutien			**3**
		Total 2740, rue Remembrance				**19**
		287, rue Notre-Dame Ouest	Cadre	630	Cadre supérieur	1
			Total Cadre			**1**
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	44
				264	Technicien en administration	1
			Total Technicien			**45**
			Soutien	200	Agent de bureau	10
				221	Agent de secrétariat	1
			Total Soutien			**11**
		Total 287, rue Notre-Dame Ouest				**57**

RÉGION ADMINISTRATIVE DE TRAVAIL	VILLE	BUREAU	CATÉGORIE D'EMPLOIS	CORPS D'EMPLOIS		TOTAL
		3750, boul. Crémazie Est	Cadre	630	Cadre supérieur	2
			Total Cadre			**2**
			Professionnel	111	Attaché d'administration	1
			Total Professionnel			**1**
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	20
				298	Enquêteur en matières frauduleuses	10
			Total Technicien			**30**
			Soutien	200	Agent de bureau	6
			Total Soutien			**6**
		Total 3750, boul. Crémazie Est				**39**
		4427, Rouen	Cadre	630	Cadre supérieur	1
			Total Cadre			**1**
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	5
			Total Technicien			**5**
			Soutien	200	Agent de bureau	4
			Total Soutien			**4**
		Total 4427, Rouen				**10**
		5105, avenue de Gaspé	Cadre	630	Cadre supérieur	3
			Total Cadre			**3**
			Professionnel	111	Attaché d'administration	17
			Total Professionnel			**17**
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	23
				264	Technicien en administration	1
			Total Technicien			**24**
			Soutien	200	Agent de bureau	5
			Total Soutien			**5**
		Total 5105, avenue de Gaspé				**49**
		5656, rue d'Iberville	Cadre	630	Cadre supérieur	1
			Total Cadre			**1**
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	12
				264	Technicien en administration	1
			Total Technicien			**13**
			Soutien	200	Agent de bureau	3
				249	Préposé aux renseignements	1
			Total Soutien			**4**
		Total 5656, rue d'Iberville				**18**

RÉGION ADMINISTRATIVE DE TRAVAIL	VILLE	BUREAU	CATÉGORIE D'EMPLOIS	CORPS D'EMPLOIS		TOTAL
		5872, boul. Léger	Cadre	630	Cadre supérieur	2
			Total Cadre			**2**
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	38
				264	Technicien en administration	1
			Total Technicien			**39**
			Soutien	200	Agent de bureau	6
			Total Soutien			**6**
		Total 5872, boul. Léger				**47**
		6600, chemin de la Côte-des-Neiges	Soutien	249	Préposé aux renseignements	2
			Total Soutien			**2**
		Total 6600, chemin de la Côte-des-Neiges				**2**
		6690, rue Sherbrooke Est	Cadre	630	Cadre supérieur	1
			Total Cadre			**1**
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	22
			Total Technicien			**22**
			Soutien	200	Agent de bureau	15
			Total Soutien			**15**
		Total 6690, rue Sherbrooke Est				**38**
		7077, avenue du Parc	Cadre	630	Cadre supérieur	1
			Total Cadre			**1**
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	16
			Total Technicien			**16**
			Soutien	200	Agent de bureau	4
			Total Soutien			**4**
		Total 7077, avenue du Parc				**21**
		7335, boul. Langelier	Soutien	249	Préposé aux renseignements	3
			Total Soutien			**3**
		Total 7335, boul. Langelier				**3**
		8257, boul. Langelier	Cadre	630	Cadre supérieur	1
			Total Cadre			**1**
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	24
				264	Technicien en administration	1
			Total Technicien			**25**
			Soutien	200	Agent de bureau	5
			Total Soutien			**5**
		Total 8257, boul. Langelier				**31**
	Total Montréal					**600**

RÉGION ADMINISTRATIVE DE TRAVAIL	VILLE	BUREAU	CATÉGORIE D'EMPLOIS	CORPS D'EMPLOIS		TOTAL
	Pointe-Claire	1000, boul. Saint-Jean	Cadre	630	Cadre supérieur	1
			Total Cadre			**1**
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	21
			Total Technicien			**21**
			Soutien	200	Agent de bureau	9
			Total Soutien			**9**
		Total 1000, boul. Saint-Jean				**31**
	Total Pointe-Claire					**31**
Total 06. Montréal						**699**
07. Outaouais	Campbell's bay	1290, route 148	Professionnel	111	Attaché d'administration	1
			Total Professionnel			**1**
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	5
			Total Technicien			**5**
			Soutien	200	Agent de bureau	1
				249	Préposé aux renseignements	1
			Total Soutien			**2**
		Total 1290, route 148				**8**
	Total Campbell's bay					**8**
	Gatineau	154, rue MacLaren	Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	1
			Total Technicien			**1**
		Total 154, rue MacLaren				**1**
		170, rue de l'Hôtel-de-Ville	Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	11
				264	Technicien en administration	1
			Total Technicien			**12**
			Soutien	200	Agent de bureau	1
				249	Préposé aux renseignements	4
			Total Soutien			**5**
		Total 170, rue de l'Hôtel-de-Ville				**17**
		420, boul. Wilfrid-Lavigne	Cadre	630	Cadre supérieur	1
			Total Cadre			**1**
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	27
			Total Technicien			**27**
			Soutien	200	Agent de bureau	7
				221	Agent de secrétariat	1
			Total Soutien			**8**
		Total 420, boul. Wilfrid-Lavigne				**36**

RÉGION ADMINISTRATIVE DE TRAVAIL	VILLE	BUREAU	CATÉGORIE D'EMPLOIS		CORPS D'EMPLOIS	TOTAL
		456, boul. de l'Hôpital	Cadre	630	Cadre supérieur	2
			Total Cadre			**2**
			Professionnel	111	Attaché d'administration	10
			Total Professionnel			**10**
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	52
			Total Technicien			**52**
			Soutien	200	Agent de bureau	10
				249	Préposé aux renseignements	2
			Total Soutien			**12**
		Total 456, boul. de l'Hôpital				**76**
	Total Gatineau					**130**
	Maniwaki	100, rue Principale Sud	Professionnel	111	Attaché d'administration	1
			Total Professionnel			**1**
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	10
			Total Technicien			**10**
			Soutien	200	Agent de bureau	2
				249	Préposé aux renseignements	2
			Total Soutien			**4**
		Total 100, rue Principale Sud				**15**
	Total Maniwaki					**15**
	Papineauville	365, rue Papineau	Cadre	630	Cadre supérieur	1
			Total Cadre			**1**
			Professionnel	111	Attaché d'administration	1
			Total Professionnel			**1**
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	5
			Total Technicien			**5**
			Soutien	249	Préposé aux renseignements	2
			Total Soutien			**2**
		Total 365, rue Papineau				**9**
	Total Papineauville					**9**
Total 07. Outaouais						**162**

RÉGION ADMINISTRATIVE DE TRAVAIL	VILLE	BUREAU	CATÉGORIE D'EMPLOIS		CORPS D'EMPLOIS	TOTAL
08. Abitibi-Témiscamingue	Amos	262, 1re avenue Est	Professionnel	111	Attaché d'administration	2
			Total Professionnel			**2**
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	16
			Total Technicien			**16**
			Soutien	200	Agent de bureau	4
				249	Préposé aux renseignements	1
			Total Soutien			**5**
		Total 262, 1re avenue Est				**23**
	Total Amos					**23**
	La Sarre	655, 2e Rue Est	Professionnel	111	Attaché d'administration	1
			Total Professionnel			**1**
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	7
				298	Enquêteur en matières frauduleuses	1
			Total Technicien			**8**
			Soutien	200	Agent de bureau	1
				249	Préposé aux renseignements	2
			Total Soutien			**3**
		Total 655, 2e Rue Est				**12**
	Total La Sarre					**12**
	Rouyn-Noranda	189, avenue Murdoch	Cadre	630	Cadre supérieur	1
			Total Cadre			**1**
			Professionnel	111	Attaché d'administration	2
				116	Conseiller orientation profess.	1
			Total Professionnel			**3**
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	8
				298	Enquêteur en matières frauduleuses	1
			Total Technicien			**9**
			Soutien	200	Agent de bureau	2
				249	Préposé aux renseignements	2
			Total Soutien			**4**
		Total 189, avenue Murdoch				**17**
	Total Rouyn-Noranda					**17**
	Senneterre	481. 7e Avenue Ouest	Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	2
			Total Technicien			**2**
		Total 481, 7e Avenue Ouest				**2**
	Total Senneterre					**2**

RÉGION ADMINISTRATIVE DE TRAVAIL	VILLE	BUREAU	CATÉGORIE D'EMPLOIS		CORPS D'EMPLOIS	TOTAL
	Val-d'Or	186, avenue Perreault	Cadre	630	Cadre supérieur	1
			Total Cadre			**1**
			Professionnel	111	Attaché d'administration	4
			Total Professionnel			**4**
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	10
			Total Technicien			**10**
			Soutien	200	Agent de bureau	5
				221	Agent de secrétariat	1
				249	Préposé aux renseignements	2
			Total Soutien			**8**
		Total 186, avenue Perreault				**23**
	Total Val-d'Or					**23**
	Ville-Marie	1B, rue Notre-Dame Nord	Cadre	630	Cadre supérieur	1
			Total Cadre			**1**
			Professionnel	111	Attaché d'administration	1
			Total Professionnel			**1**
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	5
			Total Technicien			**5**
			Soutien	200	Agent de bureau	1
				249	Préposé aux renseignements	1
			Total Soutien			**2**
		Total 1B, rue Notre-Dame Nord				**9**
	Total Ville-Marie					**9**
Total 08. Abitibi-Témiscamingue						**86**
09. Côte-Nord	Baie-Comeau	625, boul. Laflèche	Cadre	630	Cadre supérieur	1
			Total Cadre			**1**
			Professionnel	111	Attaché d'administration	2
			Total Professionnel			**2**
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	12
			Total Technicien			**12**
			Soutien	200	Agent de bureau	1
				221	Agent de secrétariat	1
				249	Préposé aux renseignements	3
			Total Soutien			**5**
		Total 625, boul. Laflèche				**20**
	Total Baie-Comeau					**20**

RÉGION ADMINISTRATIVE DE TRAVAIL	VILLE	BUREAU	CATÉGORIE D'EMPLOIS		CORPS D'EMPLOIS	TOTAL
	Forestville	134, route 138 Est	Cadre	630	Cadre supérieur	1
			Total Cadre			**1**
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	4
			Total Technicien			**4**
			Soutien	200	Agent de bureau	1
			Total Soutien			**1**
		Total 134, route 138 Est				**6**
	Total Forestville					**6**
	Havre-Saint-Pierre	1280, rue de la Digue	Cadre	630	Cadre supérieur	1
			Total Cadre			**1**
			Professionnel	111	Attaché d'administration	1
			Total Professionnel			**1**
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	4
			Total Technicien			**4**
			Soutien	249	Préposé aux renseignements	1
			Total Soutien			**1**
		Total 1280, rue de la Digue				**7**
	Total Havre-Saint-Pierre					**7**
	Les Escoumins	459, route 138	Professionnel	111	Attaché d'administration	1
			Total Professionnel			**1**
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	2
			Total Technicien			**2**
			Soutien	200	Agent de bureau	1
				249	Préposé aux renseignements	1
			Total Soutien			**2**
		Total 459, route 138				**5**
	Total Les Escoumins					**5**
	Port-Cartier	2, rue Élie-Rochefort	Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	2
				223	Évaluateur conduite véhic.routiers	1
			Total Technicien			**3**
			Soutien	249	Préposé aux renseignements	1
			Total Soutien			**1**
		Total 2, rue Élie-Rochefort				**4**
	Total Port-Cartier					**4**

RÉGION ADMINISTRATIVE DE TRAVAIL	VILLE	BUREAU	CATÉGORIE D'EMPLOIS		CORPS D'EMPLOIS	TOTAL
	Sept-Îles	456, avenue Arnaud	Cadre	630	Cadre supérieur	1
			Total Cadre			**1**
			Professionnel	111	Attaché d'administration	2
			Total Professionnel			**2**
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	10
			Total Technicien			**10**
			Soutien	200	Agent de bureau	3
				249	Préposé aux renseignements	2
			Total Soutien			**5**
		Total 456, avenue Arnaud				**18**
	Total Sept-Îles					**18**
Total 09. Côte-Nord						**60**
10. Nord-du-Québec	Beaucanton	2709, boul. Curé McDuff	Soutien	200	Agent de bureau	2
			Total Soutien			**2**
		Total 2709, boul. Curé McDuff				**2**
	Total Beaucanton					**2**
	Chibougamau	333, 3e Rue	Cadre	630	Cadre supérieur	1
			Total Cadre			**1**
			Professionnel	111	Attaché d'administration	1
			Total Professionnel			**1**
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	7
			Total Technicien			**7**
			Soutien	200	Agent de bureau	4
			Total Soutien			**4**
		Total 333, 3e Rue				**13**
	Total Chibougamau					**13**
	Chisasibi	15, Maamuu Road	Soutien	249	Préposé aux renseignements	2
			Total Soutien			**2**
		Total 15, Maamuu Road				**2**
	Total Chisasibi					**2**
	Lebel-sur-Quévillon	107, Principale Sud	Professionnel	111	Attaché d'administration	1
			Total Professionnel			**1**
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	1
				223	Évaluateur conduite véhic.routiers	1
			Total Technicien			**2**
			Soutien	200	Agent de bureau	1
			Total Soutien			**1**
		Total 107, Principale Sud				**4**
	Total Lebel-sur-Quévillon					**4**

RÉGION ADMINISTRATIVE DE TRAVAIL	VILLE	BUREAU	CATÉGORIE D'EMPLOIS	CORPS D'EMPLOIS		TOTAL
	Matagami	100, Place du Commerce	Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	1
			Total Technicien			**1**
		Total 100, Place du Commerce				**1**
	Total Matagami					**1**
Total 10. Nord-du-Québec						**22**
11. Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	Bonaventure	151, avenue Grand-Pré	Cadre	630	Cadre supérieur	1
			Total Cadre			**1**
			Professionnel	111	Attaché d'administration	2
			Total Professionnel			**2**
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	9
				298	Enquêteur en matières frauduleuses	1
			Total Technicien			**10**
			Soutien	200	Agent de bureau	1
			Total Soutien			**1**
		Total 151, avenue Grand-Pré				**14**
	Total Bonaventure					**14**
	Cap-aux-Meules	120, chemin de Gros-Cap	Cadre	630	Cadre supérieur	1
			Total Cadre			**1**
			Professionnel	111	Attaché d'administration	2
			Total Professionnel			**2**
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	6
				264	Technicien en administration	1
			Total Technicien			**7**
			Soutien	200	Agent de bureau	2
				249	Préposé aux renseignements	1
			Total Soutien			**3**
		Total 120, chemin de Gros-Cap				**13**
	Total Cap-aux-Meules					**13**

RÉGION ADMINISTRATIVE DE TRAVAIL	VILLE	BUREAU	CATÉGORIE D'EMPLOIS		CORPS D'EMPLOIS	TOTAL
	Carleton-sur-Mer	314, boul. Perron	Cadre	630	Cadre supérieur	2
			Total Cadre			**2**
			Professionnel	111	Attaché d'administration	2
			Total Professionnel			**2**
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	8
			Total Technicien			**8**
			Soutien	200	Agent de bureau	1
				221	Agent de secrétariat	1
				249	Préposé aux renseignements	1
			Total Soutien			**3**
		Total 314, boul. Perron				**15**
	Total Carleton-sur-Mer					**15**
	Chandler	101, rue Commerciale Ouest	Cadre	630	Cadre supérieur	1
			Total Cadre			**1**
			Professionnel	111	Attaché d'administration	2
			Total Professionnel			**2**
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	9
			Total Technicien			**9**
			Soutien	200	Agent de bureau	1
				221	Agent de secrétariat	1
			Total Soutien			**2**
		Total 101, rue Commerciale Ouest				**14**
	Total Chandler					**14**
	Gaspé	96, Montée de Sandy Beach	Cadre	630	Cadre supérieur	1
			Total Cadre			**1**
			Professionnel	111	Attaché d'administration	1
			Total Professionnel			**1**
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	8
			Total Technicien			**8**
			Soutien	200	Agent de bureau	1
				249	Préposé aux renseignements	1
			Total Soutien			**2**
		Total 96, Montée de Sandy Beach				**12**
	Total Gaspé					**12**
	Percé	124, route 132 Ouest	Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	1
			Total Technicien			**1**
		Total 124, route 132 Ouest				**1**
	Total Percé					**1**

RÉGION ADMINISTRATIVE DE TRAVAIL	VILLE	BUREAU	CATÉGORIE D'EMPLOIS		CORPS D'EMPLOIS	TOTAL
	Pointe-à-la-Croix	136A, boul. Interprovincial	Soutien	249	Préposé aux renseignements	1
			Total Soutien			**1**
		Total 136A, boul. Interprovincial				**1**
	Total Pointe-à-la-Croix					**1**
	Sainte-Anne-des-Monts	39, boul. Sainte-Anne Ouest	Cadre	630	Cadre supérieur	1
			Total Cadre			**1**
			Professionnel	111	Attaché d'administration	2
			Total Professionnel			**2**
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	7
			Total Technicien			**7**
			Soutien	200	Agent de bureau	1
				249	Préposé aux renseignements	2
			Total Soutien			**3**
		Total 39, boul. Sainte-Anne Ouest				**13**
	Total Sainte-Anne-des-Monts					**13**
Total 11. Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine						**83**
12. Chaudière-Appalaches	Beauceville	111, 107^{e} Rue	Soutien	249	Préposé aux renseignements	1
			Total Soutien			**1**
		Total 111, 107^{e} Rue				**1**
	Total Beauceville					**1**
	Lac-Etchemin	1554, route 277	Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	6
			Total Technicien			**6**
			Soutien	200	Agent de bureau	2
			Total Soutien			**2**
		Total 1554, route 277				**8**
	Total Lac-Etchemin					**8**
	Lévis	1205, boul. Guillaume-Couture	Cadre	630	Cadre supérieur	2
			Total Cadre			**2**
			Professionnel	111	Attaché d'administration	5
			Total Professionnel			**5**
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	27
				298	Enquêteur en matières frauduleuses	1
			Total Technicien			**28**
			Soutien	200	Agent de bureau	4
				249	Préposé aux renseignements	3
			Total Soutien			**7**
		Total 1205, boul. Guillaume-Couture				**42**
	Total Lévis					**42**

RÉGION ADMINISTRATIVE DE TRAVAIL	VILLE	BUREAU	CATÉGORIE D'EMPLOIS		CORPS D'EMPLOIS	TOTAL
	L'Islet	319, boul. Nilus-Leclerc	Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	3
			Total Technicien			**3**
		Total 319, boul. Nilus-Leclerc				**3**
	Total L'Islet					**3**
	Montmagny	116, rue Saint-Jean-Baptiste Ouest	Cadre	630	Cadre supérieur	1
			Total Cadre			**1**
			Professionnel	111	Attaché d'administration	3
			Total Professionnel			**3**
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	6
			Total Technicien			**6**
			Soutien	200	Agent de bureau	2
				221	Agent de secrétariat	1
			Total Soutien			**3**
		Total 116, rue Saint-Jean-Baptiste Ouest				**13**
	Total Montmagny					**13**
	Sainte-Croix	6375, rue Garneau	Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	1
			Total Technicien			**1**
			Soutien	249	Préposé aux renseignements	1
			Total Soutien			**1**
		Total 6375, rue Garneau				**2**
	Total Sainte-Croix					**2**
	Sainte-Hénédine	115, rue Langevin	Soutien	200	Agent de bureau	1
			Total Soutien			**1**
		Total 115, rue Langevin				**1**
	Total Sainte-Hénédine					**1**
	Sainte-Marie	1037, boul. Vachon Nord	Cadre	630	Cadre supérieur	1
			Total Cadre			**1**
			Professionnel	111	Attaché d'administration	2
			Total Professionnel			**2**
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	11
			Total Technicien			**11**
			Soutien	200	Agent de bureau	3
			Total Soutien			**3**
		Total 1037, boul. Vachon Nord				**17**
	Total Sainte-Marie					**17**

RÉGION ADMINISTRATIVE DE TRAVAIL	VILLE	BUREAU	CATÉGORIE D'EMPLOIS		CORPS D'EMPLOIS	TOTAL
	Saint-Georges	11400, 1re Avenue Est	Cadre	630	Cadre supérieur	1
			Total Cadre			**1**
			Professionnel	111	Attaché d'administration	5
			Total Professionnel			**5**
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	18
				264	Technicien en administration	1
				298	Enquêteur en matières frauduleuses	1
			Total Technicien			**20**
			Soutien	200	Agent de bureau	5
				249	Préposé aux renseignements	2
			Total Soutien			**7**
		Total 11400, 1re Avenue Est				**33**
	Total Saint-Georges					**33**
	Saint-Jean-Port-Joli	442, route de l'Église	Soutien	249	Préposé aux renseignements	1
			Total Soutien			**1**
		Total 442, route de l'Église				**1**
	Total Saint-Jean-Port-Joli					**1**
	Saint-Lazare-de-Bellechasse	100, rue Monseigneur-Bilodeau	Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	1
			Total Technicien			**1**
			Soutien	200	Agent de bureau	1
			Total Soutien			**1**
		Total 100, rue Monseigneur-Bilodeau				**2**
	Total Saint-Lazare-de-Bellechasse					**2**
	Saint-Raphaël	23, avenue Chanoine-Audet	Soutien	249	Préposé aux renseignements	1
			Total Soutien			**1**
		Total 23, avenue Chanoine-Audet				**1**
	Total Saint-Raphaël					**1**

RÉGION ADMINISTRATIVE DE TRAVAIL	VILLE	BUREAU	CATÉGORIE D'EMPLOIS		CORPS D'EMPLOIS	TOTAL
	Thetford Mines	693, rue Saint-Alphonse Nord	Cadre	630	Cadre supérieur	1
			Total Cadre			**1**
			Professionnel	111	Attaché d'administration	2
			Total Professionnel			**2**
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	20
				264	Technicien en administration	1
				298	Enquêteur en matières frauduleuses	1
			Total Technicien			**22**
			Soutien	200	Agent de bureau	3
				249	Préposé aux renseignements	2
			Total Soutien			**5**
		Total 693, rue Saint-Alphonse Nord				**30**
	Total Thetford Mines					**30**
Total 12. Chaudière-Appalaches						**154**
13. Laval	Laval	1438, boul. Daniel-Johnson	Cadre	630	Cadre supérieur	2
			Total Cadre			**2**
			Professionnel	111	Attaché d'administration	8
			Total Professionnel			**8**
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	29
				264	Technicien en administration	1
			Total Technicien			**30**
			Soutien	200	Agent de bureau	4
				221	Agent de secrétariat	1
				249	Préposé aux renseignements	14
			Total Soutien			**19**
		Total 1438, boul. Daniel-Johnson				**59**
		3, Place Laval	Cadre	630	Cadre supérieur	2
			Total Cadre			**2**
			Professionnel	111	Attaché d'administration	1
			Total Professionnel			**1**
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	42
				264	Technicien en administration	1
			Total Technicien			**43**
			Soutien	200	Agent de bureau	11
			Total Soutien			**11**
		Total 3, Place Laval				**57**
	Total Laval					**116**
Total 13. Laval						**116**

RÉGION ADMINISTRATIVE DE TRAVAIL	VILLE	BUREAU	CATÉGORIE D'EMPLOIS		CORPS D'EMPLOIS	TOTAL
14. Lanaudière	Berthierville	90, place du Marché	Cadre	630	Cadre supérieur	1
			Total Cadre			**1**
			Professionnel	111	Attaché d'administration	1
			Total Professionnel			**1**
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	28
				264	Technicien en administration	1
				298	Enquêteur en matières frauduleuses	1
			Total Technicien			**30**
			Soutien	200	Agent de bureau	3
			Total Soutien			**3**
		Total 90, place du Marché				**35**
	Total Berthierville					**35**
	Joliette	409, rue Notre-Dame	Cadre	630	Cadre supérieur	1
			Total Cadre			**1**
			Professionnel	111	Attaché d'administration	2
			Total Professionnel			**2**
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	18
			Total Technicien			**18**
			Soutien	200	Agent de bureau	5
				249	Préposé aux renseignements	2
			Total Soutien			**7**
		Total 409, rue Notre-Dame				**28**
	Total Joliette					**28**
	L'Assomption	867, boul. L'Ange-Gardien	Soutien	249	Préposé aux renseignements	2
			Total Soutien			**2**
		Total 867, boul. L'Ange-Gardien				**2**
	Total L'Assomption					**2**
	Rawdon	3486, rue Queen	Cadre	630	Cadre supérieur	1
			Total Cadre			**1**
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	10
				264	Technicien en administration	1
				298	Enquêteur en matières frauduleuses	3
			Total Technicien			**14**
			Soutien	200	Agent de bureau	2
				249	Préposé aux renseignements	1
			Total Soutien			**3**
		Total 3486, rue Queen				**18**
	Total Rawdon					**18**

RÉGION ADMINISTRATIVE DE TRAVAIL	VILLE	BUREAU	CATÉGORIE D'EMPLOIS	CORPS D'EMPLOIS		TOTAL
	Repentigny	155, rue Notre-Dame	Cadre	630	Cadre supérieur	1
			Total Cadre			**1**
			Professionnel	111	Attaché d'administration	4
			Total Professionnel			**4**
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	26
				264	Technicien en administration	1
			Total Technicien			**27**
			Soutien	200	Agent de bureau	10
				249	Préposé aux renseignements	2
			Total Soutien			**12**
		Total 155, rue Notre-Dame				**44**
	Total Repentigny					**44**
	Sainte-Julienne	2495, rue Cartier	Cadre	630	Cadre supérieur	1
			Total Cadre			**1**
			Professionnel	111	Attaché d'administration	1
			Total Professionnel			**1**
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	18
				264	Technicien en administration	1
			Total Technicien			**19**
			Soutien	200	Agent de bureau	2
			Total Soutien			**2**
		Total 2495, rue Cartier				**23**
	Total Sainte-Julienne					**23**
	Saint-Jean-de-Matha	941, route Louis-Cyr	Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	5
			Total Technicien			**5**
			Soutien	200	Agent de bureau	1
			Total Soutien			**1**
		Total 941, route Louis-Cyr				**6**
	Total Saint-Jean-de-Matha					**6**

RÉGION ADMINISTRATIVE DE TRAVAIL	VILLE	BUREAU	CATÉGORIE D'EMPLOIS	CORPS D'EMPLOIS		TOTAL
	Terrebonne	1590, chemin Gascon	Cadre	630	Cadre supérieur	1
			Total Cadre			**1**
			Professionnel	111	Attaché d'administration	2
			Total Professionnel			**2**
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	19
				298	Enquêteur en matières frauduleuses	5
			Total Technicien			**24**
			Soutien	200	Agent de bureau	8
			Total Soutien			**8**
		Total 1590, chemin Gascon				**35**
	Total Terrebonne					**35**
Total 14. Lanaudière						**191**
15. Laurentides	Lachute	505, avenue Béthany	Cadre	630	Cadre supérieur	1
			Total Cadre			**1**
			Professionnel	111	Attaché d'administration	1
			Total Professionnel			**1**
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	7
			Total Technicien			**7**
			Soutien	200	Agent de bureau	3
			Total Soutien			**3**
		Total 505, avenue Béthany				**12**
	Total Lachute					**12**
	Mont-Laurier	585, rue Hébert	Cadre	630	Cadre supérieur	1
			Total Cadre			**1**
			Professionnel	111	Attaché d'administration	2
			Total Professionnel			**2**
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	9
			Total Technicien			**9**
			Soutien	200	Agent de bureau	1
				221	Agent de secrétariat	1
				249	Préposé aux renseignements	1
			Total Soutien			**3**
		Total 585, rue Hébert				**15**
	Total Mont-Laurier					**15**
	Rivière-Rouge	1355, rue Annonciation Sud	Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	1
			Total Technicien			**1**
		Total 1355, rue Annonciation Sud				**1**
	Total Rivière-Rouge					**1**

RÉGION ADMINISTRATIVE DE TRAVAIL	VILLE	BUREAU	CATÉGORIE D'EMPLOIS	CORPS D'EMPLOIS		TOTAL
	Sainte-Adèle	400, boul. de Sainte-Adèle	Cadre	630	Cadre supérieur	1
			Total Cadre			**1**
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	18
			Total Technicien			**18**
			Soutien	200	Agent de bureau	4
				221	Agent de secrétariat	1
				249	Préposé aux renseignements	3
			Total Soutien			**8**
		Total 400, boul. de Sainte-Adèle				**27**
	Total Sainte-Adèle					**27**
	Sainte-Agathe-des-Monts	1, rue Raymond	Cadre	630	Cadre supérieur	1
			Total Cadre			**1**
			Professionnel	111	Attaché d'administration	1
			Total Professionnel			**1**
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	13
			Total Technicien			**13**
			Soutien	200	Agent de bureau	4
			Total Soutien			**4**
		Total 1, rue Raymond				**19**
	Total Sainte-Agathe-des-Monts					**19**
	Sainte-Thérèse	100, boul. Ducharme	Cadre	630	Cadre supérieur	2
			Total Cadre			**2**
			Professionnel	111	Attaché d'administration	7
			Total Professionnel			**7**
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	24
			Total Technicien			**24**
			Soutien	200	Agent de bureau	9
			Total Soutien			**9**
		Total 100, boul. Ducharme				**42**
	Total Sainte-Thérèse					**42**

RÉGION ADMINISTRATIVE DE TRAVAIL	VILLE	BUREAU	CATÉGORIE D'EMPLOIS	CORPS D'EMPLOIS		TOTAL
	Saint-Eustache	367, boul. Arthur-Sauvé	Cadre	630	Cadre supérieur	1
			Total Cadre			**1**
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	7
				264	Technicien en administration	1
			Total Technicien			**8**
			Soutien	200	Agent de bureau	3
				249	Préposé aux renseignements	2
			Total Soutien			**5**
		Total 367, boul. Arthur-Sauvé				**14**
	Total Saint-Eustache					**14**
	Saint-Jérôme	275, rue Latour	Cadre	630	Cadre supérieur	2
			Total Cadre			**2**
			Professionnel	111	Attaché d'administration	5
			Total Professionnel			**5**
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	37
			Total Technicien			**37**
			Soutien	200	Agent de bureau	10
				249	Préposé aux renseignements	5
			Total Soutien			**15**
		Total 275, rue Latour				**59**
	Total Saint-Jérôme					**59**
Total 15. Laurentides						**189**
16. Montérégie	Acton Vale	1130, rue Daigneault	Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	1
			Total Technicien			**1**
		Total 1130, rue Daigneault				**1**
	Total Acton Vale					**1**
	Beauharnois	140, rue Saint-Laurent	Soutien	249	Préposé aux renseignements	1
			Total Soutien			**1**
		Total 140, rue Saint-Laurent				**1**
	Total Beauharnois					**1**
	Bedford	4, rue Adhémar-Cusson	Soutien	249	Préposé aux renseignements	1
			Total Soutien			**1**
		Total 4, rue Adhémar-Cusson				**1**
	Total Bedford					**1**

RÉGION ADMINISTRATIVE DE TRAVAIL	VILLE	BUREAU	CATÉGORIE D'EMPLOIS		CORPS D'EMPLOIS	TOTAL
	Beloeil	515, boul. Sir-Wilfrid-Laurier	Cadre	630	Cadre supérieur	1
			Total Cadre			**1**
			Professionnel	111	Attaché d'administration	4
			Total Professionnel			**4**
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	16
				264	Technicien en administration	2
			Total Technicien			**18**
			Soutien	200	Agent de bureau	5
			Total Soutien			**5**
		Total 515, boul. Sir-Wilfrid-Laurier				**28**
	Total Beloeil					**28**
	Boucherville	135, boul. de la Mortagne	Soutien	249	Préposé aux renseignements	1
			Total Soutien			**1**
		Total 135, boul. de la Mortagne				**1**
	Total Boucherville					**1**
	Brossard	1, Place du Commerce	Cadre	630	Cadre supérieur	2
			Total Cadre			**2**
			Professionnel	105	Agent rech.et planific.socio-économ.	1
				111	Attaché d'administration	13
			Total Professionnel			**14**
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	23
				264	Technicien en administration	3
			Total Technicien			**26**
			Soutien	200	Agent de bureau	9
				249	Préposé aux renseignements	3
			Total Soutien			**12**
		Total 1, Place du Commerce				**54**
	Total Brossard					**54**
	Châteauguay	180, boul. d'Anjou	Cadre	630	Cadre supérieur	1
			Total Cadre			**1**
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	29
			Total Technicien			**29**
			Soutien	200	Agent de bureau	10
			Total Soutien			**10**
		Total 180, boul. d'Anjou				**40**
	Total Châteauguay					**40**

RÉGION ADMINISTRATIVE DE TRAVAIL	VILLE	BUREAU	CATÉGORIE D'EMPLOIS		CORPS D'EMPLOIS	TOTAL
	Cowansville	406, rue du Sud	Professionnel	111	Attaché d'administration	2
			Total Professionnel			**2**
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	6
			Total Technicien			**6**
			Soutien	200	Agent de bureau	3
			Total Soutien			**3**
		Total 406, rue du Sud				**11**
	Total Cowansville					**11**
	Granby	77, rue Principale	Cadre	630	Cadre supérieur	2
			Total Cadre			**2**
			Professionnel	105	Agent rech.et planific.socio-économ.	1
				111	Attaché d'administration	10
			Total Professionnel			**11**
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	15
				298	Enquêteur en matières frauduleuses	2
			Total Technicien			**17**
			Soutien	200	Agent de bureau	2
				221	Agent de secrétariat	1
				249	Préposé aux renseignements	7
			Total Soutien			**10**
		Total 77, rue Principale				**40**
	Total Granby					**40**
	Huntingdon	220, rue Châteauguay	Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	4
			Total Technicien			**4**
			Soutien	200	Agent de bureau	1
			Total Soutien			**1**
		Total 220, rue Châteauguay				**5**
	Total Huntingdon					**5**
	La Prairie	455, boul. Taschereau	Soutien	249	Préposé aux renseignements	1
			Total Soutien			**1**
		Total 455, boul. Taschereau				**1**
	Total La Prairie					**1**
	Lac-Brome	550, chemin Knowlton	Soutien	249	Préposé aux renseignements	1
			Total Soutien			**1**
		Total 550, chemin Knowlton				**1**
	Total Lac-Brome					**1**

RÉGION ADMINISTRATIVE DE TRAVAIL	VILLE	BUREAU	CATÉGORIE D'EMPLOIS		CORPS D'EMPLOIS	TOTAL
	Longueuil	2877, chemin de Chambly	Cadre	630	Cadre supérieur	2
			Total Cadre			**2**
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	46
				264	Technicien en administration	3
			Total Technicien			**49**
			Soutien	200	Agent de bureau	21
				249	Préposé aux renseignements	4
			Total Soutien			**25**
		Total 2877, chemin de Chambly				**76**
	Total Longueuil					**76**
	Marieville	497, rue Sainte-Marie	Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	2
			Total Technicien			**2**
			Soutien	200	Agent de bureau	1
				249	Préposé aux renseignements	1
			Total Soutien			**2**
		Total 497, rue Sainte-Marie				**4**
	Total Marieville					**4**
	Saint-Constant	126, rue Saint-Pierre	Cadre	630	Cadre supérieur	1
			Total Cadre			**1**
			Professionnel	111	Attaché d'administration	3
			Total Professionnel			**3**
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	14
			Total Technicien			**14**
			Soutien	200	Agent de bureau	4
			Total Soutien			**4**
		Total 126, rue Saint-Pierre				**22**
	Total Saint-Constant					**22**
	Sainte-Julie	461, boul. Saint-Joseph	Soutien	249	Préposé aux renseignements	1
			Total Soutien			**1**
		Total 461, boul. Saint-Joseph				**1**
	Total Sainte-Julie					**1**
	Sainte-Martine	177, rue Saint-Joseph	Soutien	249	Préposé aux renseignements	1
			Total Soutien			**1**
		Total 177, rue Saint-Joseph				**1**
	Total Sainte-Martine					**1**

RÉGION ADMINISTRATIVE DE TRAVAIL	VILLE	BUREAU	CATÉGORIE D'EMPLOIS		CORPS D'EMPLOIS	TOTAL
	Saint-Hyacinthe	3100, boul. Laframboise	Cadre	630	Cadre supérieur	1
			Total Cadre			**1**
			Professionnel	111	Attaché d'administration	2
			Total Professionnel			**2**
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	15
			Total Technicien			**15**
			Soutien	200	Agent de bureau	5
				221	Agent de secrétariat	1
				249	Préposé aux renseignements	2
			Total Soutien			**8**
		Total 3100, boul. Laframboise				**26**
	Total Saint-Hyacinthe					**26**
	Saint-Jean-sur-Richelieu	315, rue MacDonald	Cadre	630	Cadre supérieur	2
			Total Cadre			**2**
			Professionnel	111	Attaché d'administration	2
			Total Professionnel			**2**
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	31
				264	Technicien en administration	1
				298	Enquêteur en matières frauduleuses	14
			Total Technicien			**46**
			Soutien	200	Agent de bureau	3
				221	Agent de secrétariat	1
				249	Préposé aux renseignements	4
			Total Soutien			**8**
		Total 315, rue MacDonald				**58**
	Total Saint-Jean-sur-Richelieu					**58**

RÉGION ADMINISTRATIVE DE TRAVAIL	VILLE	BUREAU	CATÉGORIE D'EMPLOIS	CORPS D'EMPLOIS		TOTAL
	Salaberry-de-Valleyfield	63, rue Champlain	Cadre	630	Cadre supérieur	1
			Total Cadre			**1**
			Professionnel	105	Agent rech.et planific.socio-économ.	1
				111	Attaché d'administration	10
			Total Professionnel			**11**
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	14
				264	Technicien en administration	2
				298	Enquêteur en matières frauduleuses	2
			Total Technicien			**18**
			Soutien	200	Agent de bureau	4
				249	Préposé aux renseignements	2
			Total Soutien			**6**
		Total 63, rue Champlain				**36**
	Total Salaberry-de-Valleyfield					**36**
	Sorel-Tracy	375, boul. Fiset	Cadre	630	Cadre supérieur	1
			Total Cadre			**1**
			Professionnel	111	Attaché d'administration	1
			Total Professionnel			**1**
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	8
			Total Technicien			**8**
			Soutien	200	Agent de bureau	4
				221	Agent de secrétariat	1
				249	Préposé aux renseignements	1
			Total Soutien			**6**
		Total 375, boul. Fiset				**16**
	Total Sorel-Tracy					**16**
	Vaudreuil-Dorion	430, boul. Harwood	Cadre	630	Cadre supérieur	1
			Total Cadre			**1**
			Professionnel	111	Attaché d'administration	3
			Total Professionnel			**3**
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	9
			Total Technicien			**9**
			Soutien	200	Agent de bureau	2
				249	Préposé aux renseignements	1
			Total Soutien			**3**
		Total 430, boul. Harwood				**16**
	Total Vaudreuil-Dorion					**16**
Total 16. Montérégie						**440**

RÉGION ADMINISTRATIVE DE TRAVAIL	VILLE	BUREAU	CATÉGORIE D'EMPLOIS		CORPS D'EMPLOIS	TOTAL
17. Centre-du-Québec	Bécancour	1300, boul. Port-Royal	Cadre	630	Cadre supérieur	1
			Total Cadre			**1**
			Professionnel	111	Attaché d'administration	1
			Total Professionnel			**1**
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	8
			Total Technicien			**8**
			Soutien	200	Agent de bureau	2
				249	Préposé aux renseignements	1
			Total Soutien			**3**
		Total 1300, boul. Port-Royal				**13**
	Total Bécancour					**13**
	Drummondville	270, rue Lindsay	Cadre	630	Cadre supérieur	2
			Total Cadre			**2**
			Professionnel	111	Attaché d'administration	2
			Total Professionnel			**2**
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	41
				298	Enquêteur en matières frauduleuses	1
			Total Technicien			**42**
			Soutien	200	Agent de bureau	9
				249	Préposé aux renseignements	1
			Total Soutien			**10**
		Total 270, rue Lindsay				**56**
	Total Drummondville					**56**
	Nicolet	460, boul. Louis-Fréchette	Soutien	200	Agent de bureau	1
			Total Soutien			**1**
		Total 460, boul. Louis-Fréchette				**1**
	Total Nicolet					**1**
	Plessisville	1971, rue Bilodeau	Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	9
			Total Technicien			**9**
			Soutien	200	Agent de bureau	1
				249	Préposé aux renseignements	1
			Total Soutien			**2**
		Total 1971, rue Bilodeau				**11**
	Total Plessisville					**11**

RÉGION ADMINISTRATIVE DE TRAVAIL	VILLE	BUREAU	CATÉGORIE D'EMPLOIS		CORPS D'EMPLOIS	TOTAL
	Victoriaville	62, rue Saint-Jean-Baptiste	Cadre	630	Cadre supérieur	1
			Total Cadre			**1**
			Professionnel	111	Attaché d'administration	2
			Total Professionnel			**2**
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	18
				298	Enquêteur en matières frauduleuses	1
			Total Technicien			**19**
			Soutien	200	Agent de bureau	5
			Total Soutien			**5**
		Total 62, rue Saint-Jean-Baptiste				**27**
	Total Victoriaville					**27**
Total 17. Centre-du-Québec						**108**
TOTAL						**3 052**

[1]Les données concernent exclusivement le personnel travaillant dans un édifice offrant des services au comptoir pour la clientèle, incluant les comptoirs de service du Directeur de l'état civil de la Capitale-Nationale et de Montréal (156 bureaux) et à l'exclusion du personnel des directions régionales.

Exclusions :

- Les effectifs de la Ville de Montréal en prêt de service au Ministère.
- Les centres locaux d'emploi de Kuujjuak (732, rue Siuralikuuk, Kuujjuaq) et de Inukjuak (Building 770, bureau 104, Inukjuak) ne figurent pas sur la liste des effectifs puisque les employés sont rémunérés par l'Administration régionale Kativik.
- Le bureau Foncier Québec de New Carlisle (87, boul. Gérard-D.-Lévesque, New Carlisle) n'est également pas présenté, car il s'agit d'une employée du ministère de la Justice qui y offre les services.

Source : Données extraites du SAGIP à la paie 24 du 28 février 2019 (effectifs en lien d'emploi au 27 février 2019).

SOURCE : DGRH
COLLABORATION : SO
VALIDATION :
DATE : 2019-03-14

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-52

Titre :
Pour l'année 2018-2019 et les quatre années précédentes, montant dépensé visant l'intégration des immigrants et pris en compte par l'Accord Canada-Québec relatif à l'immigration et à l'admission temporaire des aubains. Prévisions pour 2019-2020.

Exposé et statistiques :

Le ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion (MIDI) transfert une enveloppe budgétaire de 75,0 M$ au ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MTESS) pour financer les services offerts aux immigrants par ce dernier en vertu de l'Accord Canada-Québec relatif à l'immigration et à l'admission temporaire des aubains.

Cette enveloppe est répartie parmi différentes mesures d'emploi et comporte deux volets, soit les activités associées aux mesures d'aide à l'emploi (23,0 M$) et l'aide financière de dernier recours (AFDR) versée aux immigrants qui participent à ces mesures (52,0 M$).

Les dépenses du service public d'emploi admissibles à l'entente en 2017-2018 étaient de 81,7 M$. La reddition de comptes pour l'année 2018-2019 n'est pas encore produite.

SOURCE : **Secteur Emploi-Québec**
COLLABORATION :
VALIDATION :
DATE : **2 avril 2019**

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP 53

Titre :
Liste des consultations menées par le Ministère et les organismes auprès des communautés autochtones en 2018-2019 et prévisions pour 2019-2020. Préciser :

a. l'objet des consultations;
b. le moyen utilisé;
c. les dates de rencontres;
d. les communautés et les personnes consultées;
e. les résultats des consultations;
f. les montants afférents.

Exposé et statistiques :

Comité consultatif des Premières Nations et des Inuits relatif au marché du travail

Il n'y a pas eu de consultations officielles des communautés autochtones en 2018-2019. Elles ont été consultées au courant de l'année 2016 dans le cadre de l'élaboration du troisième Plan de lutte à la pauvreté.

Toutefois, le MTESS a des contacts constants avec des représentants des communautés autochtones par l'entremise, notamment, du Comité consultatif des Premières Nations et des Inuits relatif au marché du travail (CCPNIMT) rattaché à la Commission des partenaires du marché du travail (CPMT) et par l'entremise des comités mixtes régionaux.

Ces comités mixtes régionaux, dont la composition et la présidence sont conjointes MTESS-organisations autochtones, constituent une instance de consultation et de concertation dans le cadre de la mise en œuvre du Plan d'action 2017-2022 de la Stratégie ministérielle d'intégration professionnelle des Premières Nations et des Inuits. Cette stratégie a été élaborée avec la collaboration du CCPNIMT et a été lancée le 13 juin 2017.

Le CCPNIMT est composé de représentants de la Commission de développement des ressources humaines des Premières Nations du Québec, de l'Administration régionale Kativik (Inuits), du Gouvernement de la nation crie, de la Corporation des ressources humaines et du développement durable de la nation algonquine, du Conseil scolaire des Premières Nations en éducation des adultes, de la Fédération des travailleurs du Québec-Syndicat des Métallos, de Femmes autochtones du Québec, de la Commission de la Santé et des Services sociaux des Premières Nations du Québec et du Labrador, de la Commission de développement économique des Premières Nations du Québec et du Labrador, du Comité sectoriel de main-d'œuvre Économie sociale action communautaire, du Regroupement des centres d'amitié autochtones du Québec et du Conseil du Patronat du Québec. Y siègent aussi, comme membres observateurs, des représentants du Secrétariat aux affaires autochtones, de Service Canada, du ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur, et du Secteur Emploi-Québec du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale.

SOURCE : Direction des politiques de l'emploi et des stratégies
COLLABORATION : Direction du développement des compétences et de l'intervention Sectorielle
Direction des politiques de lutte contre la pauvreté et de l'action communautaire
VALIDATION :
DATE : 2019-03-13

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-54

Titre :
Indiquer les mesures et les sommes engagées par votre ministère pour 2018-2019 pour prévenir et lutter contre les violences sexuelles dans les communautés autochtones.

Exposé et statistiques :

- Le ministère du Travail, de l'Emploi et de la solidarité sociale (MTESS) est partenaire de la mise en œuvre de la *Stratégie gouvernementale pour prévenir et contrer les violences sexuelles 2016-2021* (Ci-après la Stratégie).
- Dans cette stratégie, le MTESS est responsable de l'action 50 et agit en collaboration, avec les autres ministères partenaires, à la réalisation des actions 1, 25 et 55 :
    - Action 50 : Réaliser un portrait du harcèlement sexuel en milieu de travail au Québec et documenter l'usage des recours existants en la matière.
    - Action 1 : Réaliser des campagnes de sensibilisation aux violences sexuelles;
    - Action 25 : Produire et diffuser un répertoire des ressources communautaires et publiques pouvant s'adresser aux personnes prostituées qui souhaitent sortir du milieu prostitutionnel;
    - Action 55 : Tenir deux événements d'échanges et de transfert d'expertise sur les violences sexuelles regroupant des intervenantes et intervenants de différents milieux.
- Le Secrétariat à la condition féminine assure la coordination de la Stratégie.
- Les actions qui découlent de la Stratégie sont déployées au bénéfice de l'ensemble de la population du Québec, y compris les Premières Nations et les Inuits.
- Afin d'apporter des réponses concrètes et mieux adaptées aux réalités en milieu autochtone, le gouvernement préconise une intervention distincte qui prend en considération les particularités et les différences, notamment culturelles et sociologiques, propres aux Premières Nations et aux Inuits.

SOURCE : Direction des politiques de lutte contre la pauvreté et de l'action communautaire
COLLABORATION : Secteur du Secrétariat du travail
VALIDATION:
DATE : 2019-03-18

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-56

Titre :

Par programme, donner le niveau des crédits demandés au Conseil du trésor pour l'année 2019-2020.

Exposé et statistiques :

L'information est disponible dans le budget de dépenses 2019-2020.

SOURCE : DGRFC-DB
COLLABORATION :
VALIDATION :
DATE : 2019-03-12

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-57

Titre :
Bilan des investissements 2018-2019, par orientation et initiative, de « La solidarité : une richesse pour le Québec ».

Exposé et statistiques :

1. En octobre 2013, lancement du document *La Solidarité : Une richesse pour le Québec* exposant la vision gouvernementale de la solidarité durable, fondée sur un équilibre entre la solidarité, la prospérité, la responsabilité, la nécessité de répondre aux besoins d'aujourd'hui et la prise en compte des besoins de demain.
2. En mars 2019, le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MTESS) avait ainsi donné suite à ses engagements pour 2018-2019 comme suit :
3. **Ajustement pour personnes seules (APS)**
    - Une hausse de 50 $ par mois a été accordée au 1er janvier 2018, aux personnes seules, sans contraintes à l'emploi, prestataires du Programme d'aide sociale (PAS) depuis au moins six mois et qui ne bénéficient pas d'une aide au logement. Cette aide n'est pas indexée.
    - En janvier 2019, 47 816 prestataires du PAS recevaient l'APS, soit 14 391 femmes (30,1 %) et 33 425 hommes (69,9 %).
4. **Lancement des consultations sur le plan d'action gouvernemental en matière d'action communautaire et bénévole**
    - Le lancement du Plan d'action gouvernemental pour l'inclusion économique et la participation sociale 2017-2023 a eu lieu le 10 décembre 2017. Il prévoit des investissements de 55,2 M$ d'ici 2023 afin de rehausser le financement des organismes soutenus par le Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales.
    - Le rehaussement représente une augmentation de 2,2 M$ pour 2018-2019 pour un total de 50,7 M$ d'ici 2023. Le financement annuel de ces organismes a donc augmenté de 12,7 % en 2018-2019.

SOURCE : Direction des politiques de lutte contre la pauvreté et de l'action communautaire
COLLABORATION : Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales
Direction de l'analyse et de l'information de gestion
VALIDATION:
DATE : 15 mars 2019

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-58

Titre :
Pour 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 et 2018-2019, indiquer les informations suivantes :

a. Nombre de jeunes entre 18 et 24 ans – 25 et 29 ans – 30 et 35 ans habitant le territoire de chaque centre local d'emploi;
b. Nombre de jeunes entre 18 et 24 ans – 25 et 29 ans – 30 et 35 ans habitant le territoire de chaque MRC;
c. Nombre de jeunes recevant une prestation d'aide sociale et qui sont âgés entre 18 et 24 – 25 et 29 ans – 30 et 35 ans sur le territoire de chaque centre local d'emploi;
d. Nombre de jeunes recevant une prestation d'aide sociale avec une allocation pour contraintes temporaires et qui sont âgés entre 18 et 24 ans – 25 et 29 ans – 30 et 35 ans sur le territoire de chaque centre local d'emploi;
e. Nombre de jeunes recevant une allocation de solidarité sociale et qui sont âgés entre 18 et 24 ans – 25 et 29 ans – 30 et 35 ans sur le territoire de chaque centre local d'emploi;
f. Nombre de jeunes recevant des prestations de l'assurance-emploi et qui sont âgé entre 18 et 24 ans – 25 et 29 ans – 30 et 35 ans sur le territoire de chaque centre local d'emploi.

Exposé et statistiques :

a) Nombre de jeunes habitant le territoire de chaque centre local d'emploi
Cette donnée n'est pas disponible au MTESS.

b) Nombre de jeunes habitant le territoire de chaque MRC
Cette donnée n'est pas disponible au MTESS.

c) Nombre de jeunes recevant une prestation d'aide sociale habitant le territoire de chaque centre local d'emploi
Voir l'annexe 1.

d) Nombre de jeunes recevant une prestation d'aide sociale avec une allocation pour contraintes temporaires habitant le territoire de chaque centre local d'emploi
Voir l'annexe 1.

e) Nombre de jeunes recevant une allocation de solidarité sociale habitant le territoire de chaque centre local d'emploi
Voir l'annexe 1.

f) Nombre de jeunes recevant une prestation de l'assurance-emploi habitant le territoire de chaque centre local d'emploi
Cette donnée provient du gouvernement du Canada. Le MTESS ne peut répondre à cette question.

SOURCE : Direction de l'analyse et de l'information de gestion
COLLABORATION :
VALIDATION:
DATE : 6 mars 2019

Annexe 1
RP-58

		Statistiques sur les jeunes adultes prestataires des programmes d'assistance sociale		
		janvier 2019		
		Nombre de jeunes prestataires de l'aide sociale	Nombre de jeunes prestataires de l'aide sociale ayant une contrainte temporaire à l'emploi	Nombre de jeunes prestataires de la solidarité sociale
Centre local d'emploi[1]	**Âge**			
Inconnu	Moins de 25 ans	x	x	x
	25 à 29 ans	x	x	x
	30 à 35 ans	x	x	x
001 - Lac-Saint-Jean-Est	Moins de 25 ans	79	27	59
	25 à 29 ans	77	32	44
	30 à 35 ans	105	31	67
002 - Amos	Moins de 25 ans	24	x	19
	25 à 29 ans	26	13	27
	30 à 35 ans	32	x	31
003 - Asbestos	Moins de 25 ans	42	18	23
	25 à 29 ans	38	14	18
	30 à 35 ans	53	11	22
004 - Bonaventure	Moins de 25 ans	31	x	26
	25 à 29 ans	32	10	22
	30 à 35 ans	31	x	36
005 - Chicoutimi	Moins de 25 ans	149	35	107
	25 à 29 ans	115	31	81
	30 à 35 ans	165	31	109
006 - Laval-des-Rapides	Moins de 25 ans	251	58	208
	25 à 29 ans	310	90	144
	30 à 35 ans	362	92	157
007 - Portneuf	Moins de 25 ans	38	10	33
	25 à 29 ans	50	17	25
	30 à 35 ans	67	18	34
008 - Vaudreuil-Soulanges	Moins de 25 ans	97	30	137
	25 à 29 ans	119	31	98
	30 à 35 ans	132	43	103
009 - Drummondville	Moins de 25 ans	340	90	142
	25 à 29 ans	319	77	132
	30 à 35 ans	346	70	144
010 - La Côte-de-Gaspé	Moins de 25 ans	14	x	22
	25 à 29 ans	27	11	14
	30 à 35 ans	30	x	16
011 - La Haute-Yamaska	Moins de 25 ans	221	75	163
	25 à 29 ans	234	74	131
	30 à 35 ans	262	62	136
012 - Baie-Comeau	Moins de 25 ans	31	11	30
	25 à 29 ans	37	13	31
	30 à 35 ans	45	x	23

1 - Les statistiques sont présentées selon les centres locaux d'emploi de proximité.

x = Des renseignements ont été caviardés puisqu'en raison du petit nombre (moins de 10) ceux-ci pourraient avoir pour effet de révéler des renseignements personnels, et ce, au sens des articles 53 et 54 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels

Annexe 1
RP-58

		Statistiques sur les jeunes adultes prestataires des programmes d'assistance sociale		
		janvier 2019		
		Nombre de jeunes prestataires de l'aide sociale	Nombre de jeunes prestataires de l'aide sociale ayant une contrainte temporaire à l'emploi	Nombre de jeunes prestataires de la solidarité sociale
013 - Aylmer	Moins de 25 ans	113	47	56
	25 à 29 ans	122	40	57
	30 à 35 ans	108	33	60
014 - Joliette	Moins de 25 ans	302	93	120
	25 à 29 ans	265	73	109
	30 à 35 ans	267	58	127
015 - Jonquière	Moins de 25 ans	161	42	82
	25 à 29 ans	148	31	68
	30 à 35 ans	174	38	118
016 - Lachute	Moins de 25 ans	112	38	62
	25 à 29 ans	140	41	57
	30 à 35 ans	144	45	55
017 - Lac-Mégantic	Moins de 25 ans	29	x	23
	25 à 29 ans	31	x	18
	30 à 35 ans	45	13	19
018 - La Malbaie	Moins de 25 ans	26	x	19
	25 à 29 ans	18	x	10
	30 à 35 ans	26	x	19
019 - La Pocatière	Moins de 25 ans	19	x	25
	25 à 29 ans	18	x	16
	30 à 35 ans	20	x	23
020 - Littoral	Moins de 25 ans	67	23	111
	25 à 29 ans	97	33	104
	30 à 35 ans	133	36	122
021 - Matane	Moins de 25 ans	33	x	19
	25 à 29 ans	38	13	20
	30 à 35 ans	47	17	30
022 - Mont-Laurier	Moins de 25 ans	104	37	58
	25 à 29 ans	107	30	44
	30 à 35 ans	115	32	87
023 - Montmagny	Moins de 25 ans	32	12	23
	25 à 29 ans	35	x	22
	30 à 35 ans	35	11	25
024 - Châteauguay	Moins de 25 ans	118	47	118
	25 à 29 ans	135	50	90
	30 à 35 ans	161	49	81
026 - Nicolet-Bécancour	Moins de 25 ans	65	13	42
	25 à 29 ans	97	29	34
	30 à 35 ans	95	29	34
027 - Rouyn-Noranda	Moins de 25 ans	64	14	57
	25 à 29 ans	51	15	36
	30 à 35 ans	70	17	47

1 - Les statistiques sont présentées selon les centres locaux d'emploi de proximité.

x = Des renseignements ont été caviardés puisqu'en raison du petit nombre (moins de 10) ceux-ci pourraient avoir pour effet de révéler des renseignements personnels, et ce, au sens des articles 53 et 54 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels

Annexe 1
RP-58

		Statistiques sur les jeunes adultes prestataires des programmes d'assistance sociale		
		janvier 2019		
		Nombre de jeunes prestataires de l'aide sociale	Nombre de jeunes prestataires de l'aide sociale ayant une contrainte temporaire à l'emploi	Nombre de jeunes prestataires de la solidarité sociale
028 - Les Quartiers-Historiques	Moins de 25 ans	189	41	61
	25 à 29 ans	198	49	60
	30 à 35 ans	258	65	98
029 - Rimouski-Neigette	Moins de 25 ans	95	28	71
	25 à 29 ans	86	21	49
	30 à 35 ans	91	24	75
030 - Rivière-du-Loup	Moins de 25 ans	32	x	31
	25 à 29 ans	42	13	25
	30 à 35 ans	59	14	45
031 - La Haute-Gaspésie	Moins de 25 ans	48	13	20
	25 à 29 ans	33	x	19
	30 à 35 ans	46	10	30
032 - Lac-Etchemin	Moins de 25 ans	14	x	24
	25 à 29 ans	10	x	17
	30 à 35 ans	18	x	16
033 - Saint-Hyacinthe	Moins de 25 ans	188	48	133
	25 à 29 ans	202	41	97
	30 à 35 ans	239	52	110
034 - Le Haut-Richelieu	Moins de 25 ans	218	66	195
	25 à 29 ans	264	75	121
	30 à 35 ans	301	79	149
035 - Saint-Jérôme	Moins de 25 ans	325	118	181
	25 à 29 ans	358	115	185
	30 à 35 ans	425	109	195
037 - Sept-Îles	Moins de 25 ans	50	19	26
	25 à 29 ans	46	11	33
	30 à 35 ans	48	14	27
038 - Shawinigan	Moins de 25 ans	165	35	74
	25 à 29 ans	152	34	62
	30 à 35 ans	193	47	106
040 - Sorel	Moins de 25 ans	186	59	96
	25 à 29 ans	188	52	71
	30 à 35 ans	205	58	92
041 - Thetford Mines	Moins de 25 ans	75	23	34
	25 à 29 ans	67	20	54
	30 à 35 ans	120	29	46
042 - Trois-Rivières	Moins de 25 ans	505	123	195
	25 à 29 ans	462	123	159
	30 à 35 ans	560	122	219
043 - Valleyfield	Moins de 25 ans	261	66	130
	25 à 29 ans	257	76	108
	30 à 35 ans	261	50	123

1 - Les statistiques sont présentées selon les centres locaux d'emploi de proximité.

x = Des renseignements ont été caviardés puisqu'en raison du petit nombre (moins de 10) ceux-ci pourraient avoir pour effet de révéler des renseignements personnels, et ce, au sens des articles 53 et 54 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels

Annexe 1
RP-58

		Statistiques sur les jeunes adultes prestataires des programmes d'assistance sociale		
		janvier 2019		
		Nombre de jeunes prestataires de l'aide sociale	Nombre de jeunes prestataires de l'aide sociale ayant une contrainte temporaire à l'emploi	Nombre de jeunes prestataires de la solidarité sociale
044 - Victoriaville	Moins de 25 ans	152	45	71
	25 à 29 ans	128	31	75
	30 à 35 ans	152	32	103
045 - Ville-Marie	Moins de 25 ans	26	13	17
	25 à 29 ans	20	x	19
	30 à 35 ans	26	x	17
046 - La Sarre	Moins de 25 ans	35	10	30
	25 à 29 ans	34	10	19
	30 à 35 ans	50	20	32
047 - Val d`Or	Moins de 25 ans	47	13	40
	25 à 29 ans	52	18	17
	30 à 35 ans	91	23	36
049 - Les Îles-de-la-Madeleine	Moins de 25 ans	x	x	19
	25 à 29 ans	x	x	11
	30 à 35 ans	x	x	13
050 - Le Rocher-Percé	Moins de 25 ans	44	12	27
	25 à 29 ans	41	10	16
	30 à 35 ans	46	14	36
052 - Louiseville	Moins de 25 ans	69	15	35
	25 à 29 ans	56	21	26
	30 à 35 ans	67	17	48
053 - Charlesbourg	Moins de 25 ans	204	55	142
	25 à 29 ans	224	65	111
	30 à 35 ans	287	63	132
054 - Beauport	Moins de 25 ans	178	49	132
	25 à 29 ans	184	47	97
	30 à 35 ans	228	53	144
057 - Forestville	Moins de 25 ans	15		x
	25 à 29 ans	21	x	x
	30 à 35 ans	23	x	x
058 - Amqui	Moins de 25 ans	36	10	30
	25 à 29 ans	21	x	17
	30 à 35 ans	33	x	23
059 - Témiscouata	Moins de 25 ans	18	x	21
	25 à 29 ans	28	10	27
	30 à 35 ans	29	12	22
060 - Mont-Joli	Moins de 25 ans	48	10	30
	25 à 29 ans	39	11	20
	30 à 35 ans	38	10	28
061 - Maria-Chapdelaine	Moins de 25 ans	41	16	21
	25 à 29 ans	44	10	21
	30 à 35 ans	56	16	32

1 - Les statistiques sont présentées selon les centres locaux d'emploi de proximité.

x = Des renseignements ont été caviardés puisqu'en raison du petit nombre (moins de 10) ceux-ci pourraient avoir pour effet de révéler des renseignements personnels, et ce, au sens des articles 53 et 54 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels

Annexe 1
RP-58

		Statistiques sur les jeunes adultes prestataires des programmes d'assistance sociale		
		janvier 2019		
		Nombre de jeunes prestataires de l'aide sociale	Nombre de jeunes prestataires de l'aide sociale ayant une contrainte temporaire à l'emploi	Nombre de jeunes prestataires de la solidarité sociale
062 - Roberval	Moins de 25 ans	59	17	31
	25 à 29 ans	78	28	35
	30 à 35 ans	67	18	45
063 - Saint-Laurent	Moins de 25 ans	387	81	196
	25 à 29 ans	474	79	162
	30 à 35 ans	692	128	202
064 - Montréal-Nord	Moins de 25 ans	508	161	236
	25 à 29 ans	630	192	207
	30 à 35 ans	856	213	245
065 - La Tuque	Moins de 25 ans	38	x	x
	25 à 29 ans	42	x	11
	30 à 35 ans	39	10	13
066 - Sainte-Thérèse	Moins de 25 ans	121	45	193
	25 à 29 ans	180	65	117
	30 à 35 ans	208	61	125
067 - Baie-James	Moins de 25 ans	21	x	14
	25 à 29 ans	20	x	12
	30 à 35 ans	31	x	10
069 - Verdun	Moins de 25 ans	549	120	213
	25 à 29 ans	705	165	187
	30 à 35 ans	895	201	265
070 - Grand-Mère	Moins de 25 ans	84	19	28
	25 à 29 ans	84	27	28
	30 à 35 ans	71	15	24
071 - Brome-Missisquoi	Moins de 25 ans	92	30	81
	25 à 29 ans	122	32	63
	30 à 35 ans	147	50	61
072 - Berthierville	Moins de 25 ans	98	28	67
	25 à 29 ans	118	36	51
	30 à 35 ans	120	38	62
074 - Saint-Georges	Moins de 25 ans	79	29	81
	25 à 29 ans	97	24	75
	30 à 35 ans	83	25	87
075 - Gatineau	Moins de 25 ans	333	119	138
	25 à 29 ans	355	129	167
	30 à 35 ans	387	108	196
076 - Sainte-Marie	Moins de 25 ans	32	11	32
	25 à 29 ans	30	10	42
	30 à 35 ans	48	15	29
077 - Longueuil	Moins de 25 ans	428	102	235
	25 à 29 ans	498	135	200
	30 à 35 ans	598	155	244

1 - Les statistiques sont présentées selon les centres locaux d'emploi de proximité.

x = Des renseignements ont été caviardés puisqu'en raison du petit nombre (moins de 10) ceux-ci pourraient avoir pour effet de révéler des renseignements personnels, et ce, au sens des articles 53 et 54 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels

Annexe 1
RP-58

		Statistiques sur les jeunes adultes prestataires des programmes d'assistance sociale		
		janvier 2019		
		Nombre de jeunes prestataires de l'aide sociale	Nombre de jeunes prestataires de l'aide sociale ayant une contrainte temporaire à l'emploi	Nombre de jeunes prestataires de la solidarité sociale
079 - Acton Vale	Moins de 25 ans	48	15	30
	25 à 29 ans	56	10	21
	30 à 35 ans	45	x	23
083 - La Vallée-du-Richelieu	Moins de 25 ans	69	21	174
	25 à 29 ans	106	33	109
	30 à 35 ans	124	42	106
086 - Marieville	Moins de 25 ans	31	13	34
	25 à 29 ans	48	18	28
	30 à 35 ans	54	15	24
087 - Saint-Constant	Moins de 25 ans	97	29	139
	25 à 29 ans	151	42	91
	30 à 35 ans	172	36	111
089 - Havre-Saint-Pierre	Moins de 25 ans	x	x	x
	25 à 29 ans	x		x
	30 à 35 ans	x	x	x
090 - L`Islet	Moins de 25 ans	17	11	13
	25 à 29 ans	19	x	12
	30 à 35 ans	17	x	22
091 - Ouest-de-l`Île	Moins de 25 ans	141	32	280
	25 à 29 ans	201	65	237
	30 à 35 ans	289	71	224
092 - Saint-Léonard	Moins de 25 ans	184	42	120
	25 à 29 ans	250	60	97
	30 à 35 ans	400	91	105
094 - LaSalle	Moins de 25 ans	445	100	180
	25 à 29 ans	584	148	158
	30 à 35 ans	737	163	172
095 - Trois-Pistoles	Moins de 25 ans	x	x	x
	25 à 29 ans	x		x
	30 à 35 ans	x	x	x
096 - Chomedey - Sainte-Dorothée	Moins de 25 ans	242	49	308
	25 à 29 ans	283	66	227
	30 à 35 ans	393	81	238
097 - Maniwaki	Moins de 25 ans	73	24	23
	25 à 29 ans	81	29	13
	30 à 35 ans	111	23	46
098 - Sherbrooke	Moins de 25 ans	524	121	253
	25 à 29 ans	485	124	210
	30 à 35 ans	528	122	308
099 - Avignon	Moins de 25 ans	24	x	15
	25 à 29 ans	28	11	16
	30 à 35 ans	42	14	23

1 - Les statistiques sont présentées selon les centres locaux d'emploi de proximité.

x = Des renseignements ont été caviardés puisqu'en raison du petit nombre (moins de 10) ceux-ci pourraient avoir pour effet de révéler des renseignements personnels, et ce, au sens des articles 53 et 54 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels

Annexe 1
RP-58

		Statistiques sur les jeunes adultes prestataires des programmes d'assistance sociale		
		janvier 2019		
		Nombre de jeunes prestataires de l'aide sociale	Nombre de jeunes prestataires de l'aide sociale ayant une contrainte temporaire à l'emploi	Nombre de jeunes prestataires de la solidarité sociale
100 - Kuujjuaq	Moins de 25 ans	20	x	x
	25 à 29 ans	22	x	x
	30 à 35 ans	22	x	11
101 - Inukjuak	Moins de 25 ans	37	16	12
	25 à 29 ans	33	x	10
	30 à 35 ans	50	12	32
102 - Chisasibi	Moins de 25 ans	46	23	11
	25 à 29 ans	23	x	x
	30 à 35 ans	20	x	x
104 - Coaticook	Moins de 25 ans	27	10	25
	25 à 29 ans	19	x	12
	30 à 35 ans	27	x	17
105 - East Angus	Moins de 25 ans	44	15	35
	25 à 29 ans	44	16	29
	30 à 35 ans	54	15	41
106 - Windsor	Moins de 25 ans	46	21	55
	25 à 29 ans	51	17	28
	30 à 35 ans	63	15	32
107 - Campbell`s Bay	Moins de 25 ans	72	20	27
	25 à 29 ans	59	22	19
	30 à 35 ans	57	10	37
109 - La Baie	Moins de 25 ans	26	x	24
	25 à 29 ans	42	15	29
	30 à 35 ans	39	11	29
113 - Les Escoumins	Moins de 25 ans	x	x	x
	25 à 29 ans	x	x	10
	30 à 35 ans	x	x	x
114 - Port-Cartier	Moins de 25 ans	10	x	x
	25 à 29 ans	x	x	x
	30 à 35 ans	14	x	x
116 - Senneterre	Moins de 25 ans	16	x	x
	25 à 29 ans	19	x	x
	30 à 35 ans	17	x	x
117 - Hull	Moins de 25 ans	220	59	61
	25 à 29 ans	229	67	81
	30 à 35 ans	314	72	109
118 - Sainte-Agathe	Moins de 25 ans	67	23	53
	25 à 29 ans	97	30	40
	30 à 35 ans	121	34	59
120 - Magog	Moins de 25 ans	75	28	44
	25 à 29 ans	74	25	46
	30 à 35 ans	84	23	60

1 - Les statistiques sont présentées selon les centres locaux d'emploi de proximité.

x = Des renseignements ont été caviardés puisqu'en raison du petit nombre (moins de 10) ceux-ci pourraient avoir pour effet de révéler des renseignements personnels, et ce, au sens des articles 53 et 54 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels

Annexe 1
RP-58

		Statistiques sur les jeunes adultes prestataires des programmes d'assistance sociale		
		janvier 2019		
		Nombre de jeunes prestataires de l'aide sociale	Nombre de jeunes prestataires de l'aide sociale ayant une contrainte temporaire à l'emploi	Nombre de jeunes prestataires de la solidarité sociale
121 - Le Haut-Saint-Laurent	Moins de 25 ans	51	16	27
	25 à 29 ans	88	23	30
	30 à 35 ans	87	22	37
122 - L`Érable	Moins de 25 ans	33	x	24
	25 à 29 ans	30	x	15
	30 à 35 ans	36	x	27
124 - Sainte-Thècle	Moins de 25 ans	17	x	10
	25 à 29 ans	20	x	11
	30 à 35 ans	23	x	23
125 - Sainte-Geneviève-de-Batiscan	Moins de 25 ans	20	x	12
	25 à 29 ans	14	x	15
	30 à 35 ans	20	x	11
127 - Buckingham	Moins de 25 ans	90	35	47
	25 à 29 ans	105	43	45
	30 à 35 ans	126	43	53
128 - Baie-Saint-Paul	Moins de 25 ans	x	x	11
	25 à 29 ans	13	x	12
	30 à 35 ans	13	x	x
129 - Saint-Eustache	Moins de 25 ans	105	47	110
	25 à 29 ans	125	45	90
	30 à 35 ans	169	46	82
130 - Brossard	Moins de 25 ans	224	56	217
	25 à 29 ans	301	86	223
	30 à 35 ans	403	86	250
132 - Sainte-Foy	Moins de 25 ans	148	49	200
	25 à 29 ans	172	51	169
	30 à 35 ans	238	74	162
134 - Rawdon	Moins de 25 ans	79	18	42
	25 à 29 ans	100	30	29
	30 à 35 ans	104	24	39
135 - Repentigny	Moins de 25 ans	102	38	159
	25 à 29 ans	141	47	114
	30 à 35 ans	168	49	118
136 - Saint-Jean-de-Matha	Moins de 25 ans	54	13	33
	25 à 29 ans	52	12	28
	30 à 35 ans	62	22	30
137 - Sainte-Croix	Moins de 25 ans	14	x	24
	25 à 29 ans	23	x	18
	30 à 35 ans	36	x	21
138 - Saint-Lazare	Moins de 25 ans	24	x	36
	25 à 29 ans	17	x	31
	30 à 35 ans	26	x	42

1 - Les statistiques sont présentées selon les centres locaux d'emploi de proximité.

x = Des renseignements ont été caviardés puisqu'en raison du petit nombre (moins de 10) ceux-ci pourraient avoir pour effet de révéler des renseignements personnels, et ce, au sens des articles 53 et 54 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels

Annexe 1
RP-58

		Statistiques sur les jeunes adultes prestataires des programmes d'assistance sociale		
		janvier 2019		
		Nombre de jeunes prestataires de l'aide sociale	Nombre de jeunes prestataires de l'aide sociale ayant une contrainte temporaire à l'emploi	Nombre de jeunes prestataires de la solidarité sociale
139 - Terrebonne	Moins de 25 ans	122	49	221
	25 à 29 ans	178	68	135
	30 à 35 ans	209	62	112
140 - Sainte-Julienne	Moins de 25 ans	118	50	90
	25 à 29 ans	134	60	73
	30 à 35 ans	153	60	55
144 - Mirabel	Moins de 25 ans	36	15	69
	25 à 29 ans	53	22	28
	30 à 35 ans	58	20	32
145 - Sainte-Adèle	Moins de 25 ans	45	15	22
	25 à 29 ans	52	18	24
	30 à 35 ans	68	23	24
147 - Papineauville	Moins de 25 ans	60	19	37
	25 à 29 ans	68	26	29
	30 à 35 ans	76	21	31
148 - La Côte-de-Beaupré	Moins de 25 ans	18	x	28
	25 à 29 ans	21	x	11
	30 à 35 ans	21	x	14
149 - Loretteville	25 à 29 ans	x	x	
250 - Mercier	Moins de 25 ans	423	123	217
	25 à 29 ans	509	137	176
	30 à 35 ans	638	139	223
252 - Rosemont - Petite-Patrie	Moins de 25 ans	217	41	174
	25 à 29 ans	310	55	140
	30 à 35 ans	457	98	180
256 - Ahuntsic	Moins de 25 ans	409	62	208
	25 à 29 ans	494	100	137
	30 à 35 ans	778	173	221
258 - Sainte-Marie - Centre-sud	Moins de 25 ans	130	24	42
	25 à 29 ans	174	33	29
	30 à 35 ans	228	46	58
259 - Hochelaga-Maisonneuve	Moins de 25 ans	258	61	51
	25 à 29 ans	340	70	75
	30 à 35 ans	364	71	93
262 - Saint-Michel	Moins de 25 ans	296	82	118
	25 à 29 ans	403	100	93
	30 à 35 ans	590	120	136
266 - Parc-Extension	Moins de 25 ans	220	28	75
	25 à 29 ans	385	35	41
	30 à 35 ans	706	47	60
277 - Plateau-Mont-Royal	Moins de 25 ans	259	30	66
	25 à 29 ans	396	53	93
	30 à 35 ans	579	71	148

1 - Les statistiques sont présentées selon les centres locaux d'emploi de proximité.

x = Des renseignements ont été caviardés puisqu'en raison du petit nombre (moins de 10) ceux-ci pourraient avoir pour effet de révéler des renseignements personnels, et ce, au sens des articles 53 et 54 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels

Annexe 1
RP-58

1 - Les statistiques sont présentées selon les centres locaux d'emploi de proximité.

x = Des renseignements ont été caviardés puisqu'en raison du petit nombre (moins de 10) ceux-ci pourraient avoir pour effet de révéler des renseignements personnels, et ce, au sens des articles 53 et 54 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-59

Titre :

À la suite des changements apportés aux ententes avec les carrefours jeunesse-emploi, fournir :

- la liste des services achetés par les centres locaux d'emploi auprès des carrefours jeunesse-emploi et le prix accordé à chaque service;
- le niveau de référence vers le carrefour jeunesse-emploi auquel le centre local d'emploi s'engagera pour assurer la performance à laquelle le ministre s'attend;
- le nombre de jeunes exclus des mesures offertes par les carrefours jeunesse-emploi.

Exposé et statistiques :

Liste des services achetés par les centres locaux d'emploi auprès des carrefours jeunesse-emploi et le prix accordé à chaque service :

Services Québec a convenu d'ententes avec les carrefours jeunesse-emploi (CJE) concernant des services de la mesure Services d'aide à l'emploi (SAE), laquelle se divise en groupes :

GROUPES DE SERVICES		**GRILLE TARIFAIRE** FOURCHETTE DE COÛTS ($)
Groupe 1	Soutien de base	30 $ à 122 $
Groupe 2	Services à la carte	175 $ à 463 $
Groupe 3	Évaluation spécialisée – Orientation	446 $ à 832 $
Groupe 4	Soutien structuré	528 $ à 863 $
Groupe 5	Club de recherche d'emploi	1 173 $ à 1 754 $
Groupe 6	Services spécialisés	1 003 $ à 1 905 $
Groupe 9	Service spécialisé Jeunes	3 570 $ à 4 590 $

Niveau de référence vers le CJE :

Services Québec s'est engagé auprès de tous les CJE à référer des jeunes de 35 ans et moins ayant des besoins qui peuvent être répondus dans le cadre de la mesure SAE.

Exclusion des jeunes aux mesures offertes par les CJE :

Les services financés par le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MTESS) sont orientés vers l'insertion et le maintien en emploi et visent prioritairement, mais non exclusivement, les jeunes prestataires d'une aide financière de dernier recours et ceux admissibles à l'assurance-emploi.

SOURCE : Direction des ressources externes
COLLABORATION :
VALIDATION:
DATE : 13 mars 2019

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-60

Titre :

Ventiler les sommes versées par carrefour jeunesse-emploi et par région pour 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018, 2018-2019 et prévision pour 2019-2020.

Exposé et statistiques :

Le montant accordé aux carrefours jeunesse-emploi (CJE) en 2018-2019 (1er juillet 2018 au 30 juin 2019) est de 48,22 M$ en vertu de l'Entente-cadre entre le Réseau des Carrefours-jeunesse emploi du Québec (RCJEQ) et le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MTESS).

Ventilation du financement des CJE par année ($)	
	2018-2019
Gaspésie-Îles-de la Madeleine	
Avignon-Bonaventure	474 786
Côte-de-Gaspé	274 525
Des-Iles-de-la-Madeleine	295 820
Haute Gaspésie	285 914
Relance Durocher-Percé	298 498
Sous-total	**1 629 543**
Bas-Saint-Laurent	
Kamouraska	247 527
Matane	277 880
Mitis	263 117
Rimouski-Neigette	358 422
Riv.-du-Loup/Les Basques	416 735
Témiscouata	268 668
Vallée de la Matapédia	268 749
Sous-total	**2 101 098**
Capitale Nationale	
Capitale Nationale	722 980
Charlesbourg-Chauveau	487 221
Charl.-Côte-de-Beaupré	453 798
Chauveau	412 265
Ste-Foy	689 301
Montmorency	383 564
Portneuf	373 250
Sous-total	**3 522 378**
Chaudières-Appalaches	
Beauce-Nord	410 989
Beauce-Sud	356 787
Bellechasse	246 281
Chutes-de-la-Chaudière	360 517
Desjardins Lévis	349 296
Frontenac (L'Amiante)	344 296
Les Etchemins	240 743
L'Islet	239 859
Lotbinière	247 825
Montmagny	249 091
Sous-total	**3 045 684**

Estrie	
Granit	262 943
Haut St-François	268 281
Coaticook (Orf)	251 874
Memphrémagog (Orf)	368 280
Richmond	371 061
Sherbrooke	531 271
Sous-total	**2 053 710**
Centre-du-Québec	
Arthabaska	374 156
Drummond	399 991
Érable	264 043
Nicolet-Yamaska	451 971
Sous-total	**1 490 162**
Montérégie	
Pierre-de-Saurel	402 227
Beauharnois-Salaberry	399 704
Cantons de l'Est	521 495
Châteauguay	387 200
Huntingdon	459 729
Iberville / St-Jean	608 838
Jonhson	391 997
La Pinière	383 297
Laporte	368 265
La Prairie	395 775
Longueuil	632 551
Marguerite-d'Youville	490 133
Maskoutain	491 637
St-Hubert	490 234
Vallée du Richelieu	685 372
Vaudreuil-Soulanges	487 914
Sous-total	**7 596 369**
Montréal	
Ahunt-Borde-Cartier	561 193
Anjou-St-Justin	408 987
Bourassa et Sauvé	646 113
Centre-Nord	687 756
Centre-Sud / Plat	683 975
Côte-des-Neiges	658 368
Hochelaga-Maisonneuve	515 410
LaSalle	414 141
Marquette	423 523
Mercier	545 109
Montréal Centre-Ville	496 627
Notre-Dame-de-Grâce	627 127
Ouest de L'Ile	920 665
Pointe-aux-Trembles	424 604
Rivière-des-Prairies	406 437
Rosemont / Petite-Patrie	666 767
Saint-Laurent	419 084
Sud-Ouest de Montréal	561 596
Verdun	454 864
Viger / Jeanne-Mance	637 272
Sous-total	**11 159 619**
Laval	
Laval	1 160 036
Sous-total	**1 160 036**

Lanaudières	
D'Autray-Joliette	607 016
Des Moulins	521 979
L'Assomption	510 347
Matawinie	312 299
Montcalm	399 979
Sous-total	**2 351 619**
Laurentides	
Antoine-Labelle	302 153
Argenteuil (nouveau)	303 534
Des Laurentides	373 760
Deux-Montagnes	397 398
Mirabel	263 169
Pays-d'en-haut	262 387
Rivière-du-Nord	499 369
Thérèse de Blainville	589 695
Sous-total	**2 991 463**
Outaouais	
Outaouais	797 576
Papineau	422 555
Pontiac	295 742
Vallée de la Gatineau	323 232
Sous-total	**1 839 105**
Abitibi-Témiscamingue	
Abitibi Est	443 023
Abitibi Ouest	286 296
Amos	270 199
Rouyn-Noranda	360 321
Témiscamingue	250 403
Sous-total	**1 610 241**
Mauricie	
Trois-Rivières/MRC Chenaux	722 565
Haut St-Maurice	370 439
Maskinongé	286 693
Mékinac	278 349
Shawinigan	420 601
Sous-total	**2 078 647**
Saguenay-Lac-Saint-Jean	
Lac St-Jean Est	419 069
Roberval	600 719
Saguenay	952 202
Sous-total	**1 971 989**
Côte-Nord	
Manicouagan	305 721
Haute-Côte-Nord	279 025
Duplessis	523 022
Sous-total	**1 107 768**
Nord-du-Québec	
Jamésie	507 893
Sous-total	**507 893**
TOTAL	**48 217 325**

SOURCE : Direction des ressources externes
COLLABORATION :
VALIDATION :
DATE : 13 mars 2019

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-61

Titre :

Copie des études d'impact réalisées pour mesurer les effets de la réforme des carrefours jeunesse-emploi (CJE), notamment en ce qui concerne le nombre de jeunes qui seront exclus.

Exposé et statistiques :

La reddition de comptes que réalisaient les CJE, avant avril 2015, ne permettait pas de connaître la clientèle qui était desservie. De ce fait, il n'a pas été possible de produire d'analyse d'impacts quant aux effets découlant du changement de mode de financement.

En vertu de l'Entente-cadre entre le Réseau des carrefours jeunesse-emploi du Québec (RCJEQ) et le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MTESS), une évaluation des effets des services offerts par les CJE sera effectuée. Cette entente a pris effet le 1er juillet 2016 et devait se terminer le 30 juin 2019. Un avenant a toutefois été convenu le 24 avril 2017 prolongeant l'Entente jusqu'au 30 juin 2021. Une évaluation des effets bruts et nets sera réalisée en 2019-2020.

SOURCE : Direction des politiques d'emploi et des stratégies
COLLABORATION : Direction des ressources externes
VALIDATION:
DATE : Le 8 mars 2019

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-62

Titre :

Effectif selon la fonction et évolution mensuelle du nombre de dossiers, par agent, pour chacun des centres locaux d'emploi pour les années 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 et 2018-2019; fournir les prévisions pour 2019-2020.

Exposé et statistiques :

À la fin janvier 2019, le nombre de dossiers d'assistance sociale confiés mensuellement à un agent est en moyenne de 492.

SOURCE : Direction de l'analyse et de l'information de gestion

COLLABORATION : Secteur des opérations
Bureau du sous-ministre associé – Secteur d'Emploi-Québec
Direction générale des ressources humaines

VALIDATION:
DATE : 5 mars 2019

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-63

Titre :

Le nombre et le pourcentage de personnes qui sont touchées par les modifications réglementaires à la sécurité du revenu pour 2018-2019.

Exposé et statistiques :

MODIFICATIONS 2018

L'évaluation du nombre d'adultes ou de ménages visés par les mesures a été publiée sur le site Internet du Ministère :

https://www.mess.gouv.qc.ca/publications/pdf/GD_RAPF_analyse-impact2018.pdf

- Bonifier le montant des ajustements aux prestations de base.
  - Évaluation du nombre d'adultes visés : En mars 2017, on comptait 84 297 adultes avec contraintes sévères au Programme de solidarité sociale depuis au moins 66 mois au cours des 72 derniers mois.
  - Nombre d'adultes touchés en 2018-2019 : Données non disponibles.

- Hausser les exclusions des revenus de travail pour les personnes et les familles prestataires du Programme de solidarité sociale.
  - Évaluation du nombre de ménages visés : Cette mesure toucherait, en moyenne mensuellement, près de 2 000 ménages au Programme de solidarité sociale.
  - Nombre de ménages touchés en 2018-2019 : Données non disponibles.

- Modifier le calcul de la contribution parentale qui pourrait être appliquée au Programme d'aide sociale.
  - Évaluation du nombre d'adultes visés : On estime à environ 2 200 le nombre de jeunes qui pourraient bénéficier de cette mesure.
  - Nombre d'adultes touchés en 2018-2019 : Données non disponibles.

- Créer une exclusion de 100 $ par mois pour les dons en argent reçus par les prestataires de l'aide financière de dernier recours et les participants au Programme objectif emploi.
  - Évaluation du nombre de ménages visés : On estime à environ 700 le nombre de ménages qui pourraient bénéficier de cette mesure.
  - Nombre de ménages touchés en 2018-2019 : Données non disponibles.

- Permettre la reconnaissance du statut d'adulte à l'enfant majeur à charge qui poursuit des études secondaires en formation générale, dont les parents sont à l'aide financière de dernier recours ou participants au Programme objectif emploi.
  - Évaluation du nombre d'adultes visés : En 2016-2017, 2 300 jeunes ont, en moyenne mensuellement, bénéficié de l'ajustement pour enfants majeurs qui poursuivent des études secondaire en formation générale.
  - Nombre d'adultes touchés en 2018-2019 : Données non disponibles.

- Modifier l'exclusion du montant d'allocation d'aide à l'emploi dans le cadre des programmes d'aide financière de dernier recours.
  - Évaluation du nombre d'adultes visés : Grâce à cette mesure, 17 500 adultes prestataires pourront continuer de bénéficier des avantages financiers liés à leur participation à une mesure ou un programme des services publics d'emploi.

- Nombre d’adultes touchés en 2018-2019 : Données non disponibles.

- Modifier la prestation accordée aux prestataires hébergés en centre d’hébergement et de soins de longue durée, tenus de loger ou séjournant dans un centre offrant des services en toxicomanie.
  - Évaluation du nombre d’adultes visés : En mars 2018, on comptait 3 458 adultes prestataires hébergés à l’aide financière de dernier recours.

  - Nombre d’adultes touchés en 2018-2019 : Données non disponibles.

- Exclure, à titre de revenu, le supplément pour l’achat de fournitures scolaires accordé par Retraite Québec.
  - Évaluation du nombre d’enfants visés : On estime que 50 000 enfants de parents prestataires de l’aide financière de dernier recours pourraient bénéficier de la mesure.

  - Nombre d’enfants touchés en 2018-2019 : Données non disponibles.

SOURCE : **Direction de l’analyse et de l’information de gestion**
COLLABORATION :
VALIDATION:
DATE : **21 mars 2019**

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-64

Titre :
Nombre de prestataires de la sécurité du revenu, mensuellement, de 2012 à 2018 (aide de dernier recours et de solidarité sociale) et les prévisions du nombre de prestataires pour 2019-2020.

Exposé et statistiques :

Nombre de prestataires des programmes d'assistance sociale, mensuellement, pour les dix mois disponibles de 2018-2019 :

	PROGRAMME			
	Objectif emploi	Aide sociale	Solidarité sociale	**Nombre total de prestataires**
	Nombre de prestataires	Nombre de prestataires	Nombre de prestataires	
avril 2018	693	259 365	142 554	**402 612**
mai 2018	1 698	257 723	142 556	**401 977**
juin 2018	2 429	252 349	142 043	**396 821**
juillet 2018	3 129	248 756	141 523	**393 408**
août 2018	3 849	246 760	141 031	**391 640**
septembre 2018	4 898	242 895	140 993	**388 786**
octobre 2018	5 834	239 752	140 556	**386 142**
novembre 2018	6 359	236 419	140 222	**383 000**
décembre 2018	6 899	234 899	140 136	**381 934**
janvier 2019	7 513	235 109	140 424	**383 046**
Moyenne mensuelle	**4 330**	**245 403**	**141 204**	**390 937**

SOURCE : Direction de l'analyse et de l'information de gestion
COLLABORATION :
VALIDATION:
DATE : 5 mars 2019

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-65

Titre :
Coût de l'indexation des prestations de l'assurance-emploi pour 2018-2019 et prévisions pour 2019-2020

Exposé et statistiques :

Pour 2018-2019, le coût de l'indexation des prestations des programmes d'assistance sociale est estimé à 22 M$.

SOURCE : Direction des politiques d'assistance sociale/André G. Bernier/ Olivier Morin
COLLABORATION :
VALIDATION :
DATE : 5 mars 2019

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-66a

Titre :
État de la situation du Programme de l'assurance-emploi en 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 et 2018-2019; fournir les prévisions pour 2019-2020 concernant :

a) Répartition des prestataires avec contraintes sévères à l'emploi, selon les diagnostics de nature invalidante pour incapacité supérieure ou égale à 12 mois.

Exposé et statistiques :

Exposé et statistiques :

DIAGNOSTICS	NOMBRE D'ADULTES AVEC CONTRAINTES SÉVÈRES
	Janvier 2019
Retard mental, déficience mentale ou intellectuelle (code 3170)	9 999
Psychoses (code 2900)	13 779
Schizophrénie paranoïde (code 2953)	5 785
Troubles névrotiques, de la personnalité et autres (code 3000)	16 749
Déficience mentale ou intellectuelle sévère (code 3182)	4 497
Autres maladies et syndrome du système nerveux (code 3400)	5 464
Cardiopathies ischémiques (code 4100)	874
Arthropathies et affections apparentées (code 7100)	3 705
Maladies pulmonaires obstructives (code 4900)	1 813
Maladies endocriniennes, etc. (code 2400)	3 198
Trisomie 13, 18, 21 (code 7589)	2 694
Affections des régions du plan dorsal (code 7200)	5 944
Tumeurs malignes (code 1400)	860
Autres diagnostics	46 397
Rentes d'invalidité RRQ, Régime de pensions du Canada, etc. [1]	4 693
TOTAL	**126 451**

[1] L'admissibilité à une rente d'invalidité en vertu du Régime de rentes du Québec (RRQ) est vérifiée pour chaque personne à qui on a reconnu des contraintes sévères à l'emploi ou qui a fait cette demande de reconnaissance. Le prestataire est alors informé qu'il doit faire compléter le rapport médical de la RRQ par son médecin traitant et qu'il doit l'acheminer, ainsi que le formulaire « Demande de prestations d'invalidité », à la Régie en vertu de l'article 63 de la Loi sur l'aide aux personnes et aux familles.

SOURCE : Direction des politiques d'assistance sociale
COLLABORATION : Direction de l'analyse et de l'information de gestion
VALIDATION :
DATE : 21 mars 2019

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-66b

Titre :
État de la situation du Programme de l'assurance-emploi pour les années 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 et 2018-2019; fournir les prévisions pour 2019-2020 concernant :

b) Évolution mensuelle du nombre de demandes d'inscription à l'allocation pour contraintes sévères à l'emploi, en ventilant selon l'étape de traitement du dossier et en spécifiant le délai moyen pour chacune de ces étapes.

Exposé et statistiques :

Nombre de demandes traitées par le comité d'évaluation médicale et socioprofessionnelle et le comité de révision du 1er avril 2018 au 28 février 2019

Comité d'évaluation médicale et socioprofessionnelle [1]	
État de la demande	**Nombre**
Demandes traitées	11 382
Demandes accueillies	5 077
Demandes rejetées avec allocation pour contraintes temporaires	4 861
Demandes rejetées sans allocation pour contraintes temporaires	1 444

Comité de révision

Période du 1er avril 2018 au 28 février 2019	
Demandes traitées	2 245
Demandes accueillies	1 109
Demandes rejetées avec allocation pour contraintes temporaires	140
Demandes rejetées sans allocation pour contraintes temporaires	795
Autres[2] (ex. : désistements, irrecevable ou sans-objet)	201

[1] Le Service de l'évaluation médicale et socioprofessionnelle (SEMS) comprend trois comités d'évaluation médicale et socioprofessionnelle (CEMS) qui étudient les demandes de reconnaissance de contraintes sévères à l'emploi (CSE) et des médecins évaluateurs qui étudient les demandes reliées à des contraintes temporaires (CTE).

[2] Une demande de révision sera jugée irrecevable 1) si elle est reçue hors délai et que la personne n'a pas de motif valable justifiant le retard au dépôt de sa demande; 2) si elle est déposée par une personne non habilitée à demander la révision d'une décision; ou encore 3) si l'élément contesté est non-révisable ou qu'il a déjà fait l'objet d'une décision de révision (chose jugée). Par ailleurs, une demande de révision sera jugée sans objet si la décision contestée n'a plus lieu d'être parce que le centre local d'emploi, le bureau de Services Québec (BSQ) ou le SEMS a déjà rendu une nouvelle décision à la satisfaction du prestataire.

Délai de traitement du 1er avril 2018 au 28 février 2019

Demandes d'admissibilité au programme	Délai moyen
Admis par l'agent avec rapport médical (si diagnostic présent à la *Liste des diagnostics évidents*) [3]	N/D
Recommandation des comités d'évaluation médicale et socioprofessionnelle [4]	30,3 jours

[3] Nous n'avons pas d'indicateur indiquant le délai moyen requis par l'agent pour reconnaître un ménage comme admissible au Programme de solidarité sociale après la production d'un rapport médical avec un diagnostic présent à la liste des diagnostics évidents. Toutefois, l'engagement pris par le MTESS dans sa Déclaration de services aux citoyennes et citoyens prévoit un délai maximum de cinq jours ouvrables pour rendre une décision.

[4] Le délai moyen de traitement en admission est le délai entre le moment où le dossier entre à la Direction des enquêtes et de la conformité et celui où il est transmis au centre local d'emploi ou au BSQ.

SOURCE : Direction des politiques d'assistance sociale
COLLABORATION : Direction des enquêtes et de la conformité
Direction générale de la révision et des recours administratifs
Direction du soutien aux opérations
VALIDATION :
DATE : 21 mars 2019

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-66c

Titre :

État de situation du Programme de l'assurance-emploi pour les années 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 et 2018-2019; fournir les prévisions pour 2019-2020, concernant :

c) Répartition des ménages selon le mode de logement (propriétaire, locataire, chambreur, logement subventionné : HLM, coopérative d'habitation), en indiquant la catégorie de ménages.

Exposé et statistiques :

Depuis l'entrée en vigueur de la Loi sur l'aide aux personnes et aux familles, le programme de l'assistance-emploi a été remplacé par les programmes d'assistance sociale, qui regroupe les programmes objectif emploi, aide sociale et solidarité sociale.

JANVIER 2019

MODES DE LOGEMENT	CATÉGORIES DE MÉNAGES				TOTAL
	Personnes seules [1]	Couples sans enfants	Familles monoparentales	Couples avec enfants	
Propriétaires	6 342	1 153	742	454	8 691
Propriétaires à logements multiples	166	23	26	4	219
Locataires	90 870	6 247	19 551	8 120	124 788
Locataires H.L.M.	24 296	1 235	6 396	2 020	33 947
Chambreurs ou pensionnaires	63 509	551	2 461	492	67 013
Chamb. ou pension. chez un parent	40 044	443	2 077	157	42 721
Logement subventionné	-	-	-	-	-
Temporairement sans adresse [2]	3 307	9	12	2	3 330
En hébergement	3 392	.	.	.	3 392
TOTAL	**231 926**	**9 661**	**31 265**	**11 249**	**284 101**

1. Inclut les conjoints d'étudiants.
2. Désigne les personnes qui n'ont pas d'adresse fixe ou stable ou qui n'ont pas l'assurance d'un hébergement stable pour les 60 prochains jours.

SOURCE : **Direction de l'analyse et de l'information de gestion**
COLLABORATION :
VALIDATION:
DATE : **8 mars 2019**

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-66dj

Titre :
État de situation du Programme de l'assurance-emploi pour les années 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 et 2018-2019; fournir les prévisions pour 2019-2020, concernant :

d) Nombre d'enfants (moins de 18 ans) vivant au sein d'un ménage prestataire du Programme d'assurance-emploi, selon qu'ils fréquentent l'école primaire, l'école secondaire, le cégep, l'université ou qu'ils ne fréquentent pas l'école.
j) Nombre d'enfants handicapés vivant au sein d'un ménage bénéficiaire de la sécurité du revenu.

Exposé et statistiques :

Depuis l'entrée en vigueur de la Loi sur l'aide aux personnes et aux familles, le programme de l'assistance-emploi a été remplacé par les programmes d'assistance sociale, qui regroupe les programmes objectif emploi, aide sociale et solidarité sociale.

Nombre d'enfants vivant au sein d'un ménage prestataire des programmes d'assistance sociale.

DESCRIPTION	Nombre d'enfants de moins de 18 ans
	Janvier 2019
Âge préscolaire	27 132
Études primaires	25 054
Études secondaires	17 522
Études postsecondaires	384
Sans occupation	1 219
TOTAL	**71 311**
Handicapé	2 280

SOURCE : **Direction de l'analyse et de l'information de gestion**
COLLABORATION :
VALIDATION:
DATE : **8 mars 2019**

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-66ef

Titre :
État de situation du Programme de l'assurance-emploi pour les années 2013-2014 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 et 2018-2019; fournir les prévisions pour 2019-2020, concernant :

e) Nombre d'adultes de 18 ans et plus qui reçoivent une contribution parentale ou devraient en recevoir une;

f) Économies que ces contributions parentales représentent pour le régime de sécurité du revenu.

Exposé et statistiques :

e) Nombre d'adultes de 18 ans et plus qui reçoivent une contribution parentale ou devraient en recevoir une

En janvier 2019, le nombre d'adultes de 18 ans et plus soumis à la contribution parentale était de 689.

f) Économies que ces contributions parentales représentent pour le régime d'aide financière de dernier recours

- Un adulte prestataire du Programme d'aide sociale qui ne répond pas à certains critères d'indépendance fixés par la Loi est réputé recevoir une contribution financière de ses parents.
- Le Règlement établit le montant de cette contribution.
- L'impact généré par la contribution parentale est estimé à 11,8 M$ en 2018-2019.

SOURCE : Direction des politiques d'assistance sociale
COLLABORATION : Direction de l'analyse et de l'information de gestion – 7 mars 2019
VALIDATION :
DATE : 21 mars 2019

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-66gh

Titre :
État de situation du Programme de l'assurance-emploi pour les années 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 et 2018-2019; fournir les prévisions pour 2019-2020, concernant :

g) Nombre de familles monoparentales avec des enfants de moins de 12 ans qui reçoivent une pension alimentaire;

h) Économies que ces pensions alimentaires représentent pour le régime de la sécurité du revenu.

Exposé et statistiques :

En janvier 2019, 5 083 familles monoparentales prestataires de l'assistance sociale avec au moins un enfant de moins de 12 ans recevaient une pension alimentaire.

Le total annuel des revenus de pension alimentaire reçus par ces familles monoparentales est estimé, en 2018-2019, à 19,0 M$ et est calculé en tenant compte d'un montant mensuel moyen de pension alimentaire de 311,74 $.

Depuis le 1er avril 2011, le montant maximum d'exclusion pour les revenus de pension alimentaire a été bonifié, passant de 100 $ par famille à 100 $ par enfant à charge, et ce, peu importe l'âge de l'enfant. Le coût annuel de cette exclusion, uniquement pour les familles monoparentales ayant au moins un enfant de moins de 12 ans qui reçoivent une pension alimentaire, est estimé, en 2018-2019, à 10,7 M$.

Le Ministère estime que la comptabilisation des pensions alimentaires chez les familles monoparentales avec au moins un enfant de moins de 12 ans a généré, en 2018-2019, une réduction de la dépense annuelle d'environ 8,3 M$ aux programmes d'assistance sociale.

SOURCE : Direction des politiques d'assistance sociale
COLLABORATION : Direction de l'analyse et de l'information de gestion –
DATE : 15 mars 2019

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-66i

Titre :
État de situation du Programme de l'assurance-emploi pour les années 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 et 2018-2019; fournir les prévisions pour 2019-2020, concernant :

i) Nombre de dossiers en subrogation qui attendent d'être traités par le ministre et évaluation des coûts des paiements rétroactifs qui devront être versés aux prestataires ou aux parents des prestataires, en raison de la contribution parentale.

Exposé et statistiques :

Le Ministère paie la pleine prestation au jeune lorsque ses parents refusent de contribuer ou sont introuvables. Il n'y a donc aucun paiement rétroactif susceptible d'être versé en raison de la contribution parentale.

SOURCE : Direction des politiques d'assistance sociale/André G. Bernier/ Jérémie Rose
COLLABORATION :
VALIDATION :
DATE : 8 mars 2019

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-66k

Titre :
État de situation du Programme de l'assurance-emploi pour les années 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 et 2018-2019; fournir les prévisions pour 2019-2020, concernant :

k) Évolution mensuelle de la répartition des adultes non disponibles à l'emploi selon les critères suivants :

i. État de santé;
ii. État de grossesse;
iii. Garde d'enfants d'âge préscolaire ou garde d'enfants handicapés;
iv. Critère de 55 ans;
v. Partage du logement avec une personne qui requiert des soins constants;
vi. Attente de traitement d'une demande d'admission au Programme de soutien financier.

Exposé et statistiques :

Depuis l'entrée en vigueur de la Loi sur l'aide aux personnes et aux familles, le programme de l'assistance-emploi a été remplacé par les programmes d'assistance sociale, qui regroupe les programmes objectif emploi, aide sociale et solidarité sociale.

Le tableau suivant présente l'évolution du nombre d'adultes présentant une contrainte temporaire en 2018 et 2019, selon le motif.

	MOTIFS POUR CONTRAINTE TEMPORAIRE							
Mois et année	**État de santé**	**État de grossesse**	**Enfants à charge**	**Enfant handicapé**	**Âge**	**Attente décision contraintes sévères[1]**	**Prend soin d'une personne[2]**	**Autres[3]**
2018								
Janvier	11 002	1 271	12 725	1 966	31 999	560	1 398	144
Février	11 037	1 261	12 834	1 961	32 026	558	1 391	153
Mars	11 282	1 212	12 926	1 944	32 040	581	1 383	161
Avril	11 354	1 186	12 938	1 928	32 019	601	1 369	168
Mai	11 191	1 229	12 989	1 924	31 975	564	1 372	148
Juin	11 166	1 227	12 933	1 909	31 885	594	1 357	136
Juillet	10 894	1 202	12 948	1 882	31 754	747	1 358	120
Août	10 576	1 158	12 987	1 874	31 693	828	1 351	119
Septembre	10 419	1 138	13 012	1 844	31 529	690	1 354	136
Octobre	10 281	1 139	11 079	1 874	31 416	660	1 370	146
Novembre	10 527	1 062	11 088	1 837	31 351	541	1 366	128
Décembre	10 577	1 042	11 143	1 832	31 311	574	1 362	133
2019								
Janvier	10 530	1 038	11 261	1 830	31 257	526	1 348	124

1. Attente de traitement d'une demande pour obtenir l'allocation pour contraintes sévères à l'emploi.
2. Partage du logement avec une personne qui requiert des soins constants.
3. Comprend principalement des adultes qui séjournent dans des maisons d'hébergement pour victime de violence.

SOURCE : **Direction de l'analyse et de l'information de gestion**
COLLABORATION :
VALIDATION:
DATE : **8 mars 2019**

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-66l

Titre :
État de situation au Programme de l'assurance-emploi pour les années 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 et 2018-2019; fournir les prévisions pour 2019-2020, concernant :

l) Nombre de ménages déclarant des revenus, selon les catégories de barème et le revenu moyen déclaré.

Exposé et statistiques :

Depuis l'entrée en vigueur de la Loi sur l'aide aux personnes et aux familles, le programme de l'assistance-emploi a été remplacé par les programmes d'assistance sociale, qui regroupe les programmes objectif emploi, aide sociale et solidarité sociale.

SELON LE TYPE D'ALLOCATION	REVENUS COMPTABILISABLES [1] Janvier 2019	
	Nombre de ménages	Revenu comptabilisable moyen
Obejctif emploi	347	327,50 $
Aide sociale		
De base (incluant les hébergés)[2]	7 216	233,16 $
Contraintes temporaires[3]	20 667	196,72 $
Mixte temporaire[4]	910	243,23 $
Solidarité sociale		
Solidarité sociale (contraintes sévères)[5]	33 490	421,86 $
De base hébergé[6]	294	68,00 $
TOTAL	**62 924**	**321,52 $**

1. Les revenus comptabilisables sont tous les revenus de travail et les revenus provenant d'autres sources (assurance-emploi, RRQ, CNESST, pensions alimentaires, etc.) ayant un impact sur le montant de la prestation d'assistance sociale. La partie comptabilisée des revenus déclarés (revenu comptabilisable) est celle qui dépasse les exemptions permises (dans le cas des revenus de travail, des pensions alimentaires et des allocations d'aide à l'emploi), diminuant d'autant le montant de l'aide financière accordée.
2. Montant de base applicable à l'adulte seul ou au couple ne présentant aucune contrainte à l'emploi (incluant les hébergés au Programme d'aide sociale).
3. Allocation versée à un adulte seul présentant une contrainte temporaire à l'emploi. Dans le cas de ménages avec deux adultes, seulement un des adultes présente une contrainte temporaire, l'autre adulte étant sans contraintes à l'emploi.
4. Allocation versée à un ménage composé de deux adultes lorsque les deux adultes présentent des contraintes temporaires à l'emploi.
5. Allocation versée à un adulte seul ou au couple prestataire du Programme de solidarité sociale.
6. Montant de base applicable à l'adulte hébergé admis dans un centre d'hébergement, d'accueil, hospitalier ou de réadaptation, de même qu'à un ex-détenu logé dans un établissement reconnu en vue de sa réinsertion sociale, prestataire du Programme de solidarité sociale.

SOURCE : **Direction de l'analyse et de l'information de gestion**
COLLABORATION :
VALIDATION:
DATE : **8 mars 2019**

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-66m

Titre :
État de situation du Programme de l'assurance-emploi pour les années 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 et 2018-2019; fournir les prévisions pour 2019-2020, concernant :

m) Nombre de ménages déclarant des biens, selon le genre de biens et la valeur moyenne des biens déclarés.

Exposé et statistiques :

Depuis l'entrée en vigueur de la Loi sur l'aide aux personnes et aux familles, le programme de l'assistance-emploi a été remplacé par les programmes d'assistance sociale, qui regroupe les programmes objectif emploi, aide sociale et solidarité sociale.

.

TYPES DE BIENS	BIENS DÉCLARÉS [1] Janvier 2019	
	Nombre de ménages	Valeur moyenne
Avoir liquide	188 910	834,46 $
Biens mobiliers	67 626	2 624,58 $
Biens immobiliers	10 199	84 836,86 $
Biens immobiliers pour travailleurs autonomes	897	6 764,95 $
Dette hypothécaire	4 296	46 997,02 $
Autres [2]	7 933	22 726,94 $

1. Les prestataires détenteurs d'un ou de plusieurs biens sont dénombrés lorsque la valeur des biens est supérieure à 1 $.
2. Comprend les bénéfices payables au décès (incluant l'assurance-vie payable à la succession), les subventions ou emprunts pour réparations de la résidence ou pour le démarrage d'une entreprise, les indemnités versées pour sinistre ou expropriation, le capital provenant de la vente d'une résidence, la valeur résiduelle des biens et avoirs liquides cédés, les sommes dont l'enfant est propriétaire, etc.

SOURCE : **Direction de l'analyse et de l'information de gestion**
COLLABORATION :
VALIDATION:
DATE : **8 mars 2019**

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-66n

Titre :

État de la situation du Programme de l'assurance-emploi pour les années 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 et 2018-2019; fournir les prévisions pour 2019-2020, concernant :

n) Nombre de ménages qui ont reçu des prestations en trop, en indiquant le montant moyen du trop-perçu et la raison de celui-ci, y compris l'erreur administrative et l'aide conditionnelle.

Exposé et statistiques :

L'aide financière de dernier recours doit être remboursée lorsqu'elle a été accordée en trop ou lorsqu'elle a été versée conditionnellement à la réalisation d'un droit (ex. : en attente d'une prestation de la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail).

Règle générale, les sommes versées en trop, à la suite d'une erreur administrative, ne font pas l'objet d'une réclamation.

La provenance des réclamations nettes pour l'exercice financier 2018-2019 (1er avril 2018 au 28 février 2019) se détaille comme suit :

		2018-2019 (11 mois)		
Réclamations pour le volet de la solidarité sociale		Nombre	Montant en M$	Montant moyen $
	Réclamations à la suite d'une aide reçue sans droit[1]	73 155	43,1	591
	Réclamations à la suite d'une fausse déclaration[2]	17 237	78,9	4 572
	Sous-total	90 392	122,0	1 350
	Réclamations à l'aide conditionnelle[3]	10 836	23,2	2 141
	Montant total brut des réclamations	101 228	145,2	1 434
Moins :	Notes de crédits		15,6	
	Montant total net des réclamations[4]		129,6	

(1) Lorsque le prestataire reçoit un montant auquel il n'a pas droit sans toutefois avoir eu l'intention de divulguer de faux renseignements ou de remettre de faux documents. Exemple : changement dans la situation familiale déclaré un mois après l'évènement.

(2) Lorsque le prestataire omet de divulguer des renseignements, transmet de faux renseignements, remet de faux documents ou déclare des propos trompeurs et inexacts dans le but d'obtenir des sommes auxquelles il n'a pas droit. Exemple : revenus de travail non déclarés.

(3) Aide conditionnelle : aide versée en attente de la réalisation d'un droit.

(4) Exclut les réclamations à la suite des paiements du soutien aux enfants (PSAE).

SOURCE : DGRFC – DEC
VALIDATION :
DATE : 2019-03-07

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-66o

Titre :

État de situation du Programme de l'assistance-emploi pour les années 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 et 2018-2019; fournir les prévisions pour 2019-2020, concernant :

o) Nombre de révisions et d'appels, selon le motif et la décision.

Exposé et statistiques :

Période de référence : du 1er avril 2018 au 28 février 2019

	Motifs contestés en révision	
Motifs	**Nombre total**	**Nombre de motifs accueillis**
Allocations et ajustements	1 345	126
Revenus, gains et avantages	16 127	764
Statut	7 112	361
Obligations du prestataire ou du ministre	1 158	152
Avoirs liquides	1 989	192
Prestations spéciales	1 772	99
Versement de l'aide	53	7
Biens	1 069	97
Solidarité de la dette	301	19
Garant défaillant	122	1
Prestations de base	456	30
Contribution parentale	221	15
Mesures et programmes d'employabilité (réclamations seulement)	405	15
Mesures et programmes spécifiques (réclamations seulement)	9	4
Modalités de recouvrement (après délivrance du certificat de recouvrement)	398	1
Mois de la demande (Particularités)	814	59
Motifs sans droit de contestation	218	7
Révision médicale	4 123	1 710

	Décisions rendues ou règlements entérinés* par le Tribunal administratif du Québec (TAQ)
Règlement hors cours	1 356
Recours rejetés	269
Recours accueillis	109
Désistements	540
Acquiescements du Ministère	219
Recours irrecevables	174
Autres**	25
TOTAL des recours finalisés	**2 692**

* Le nombre de décisions rendues ou règlements entérinés par le TAQ exclut les décisions relatives à l'assurance parentale, celles-ci étant traitées par la Direction du contentieux du ministère de la Justice.

** Inclut les recours sans objet, les fermetures administratives ainsi que les déclarations de fin de litige.

SOURCE : Direction générale de la révision et des recours administratifs
Secteur du développement et des partenariats de Services Québec
COLLABORATION : Direction du soutien aux opérations- SSGRI
VALIDATION: N/A
DATE : 21 mars 2019

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-66p

Titre :
État de la situation du Programme de l'assurance-emploi pour les années 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 et 2018-2019 fournir les prévisions pour 2019-2020 concernant :

p) Nombre de personnes qui ont demandé de l'aide en raison d'un dénuement total, en spécifiant le motif de la demande, le montant moyen de l'aide accordée et le motif de la décision.

Exposé et statistiques :

Données générales pour 2018-2019 (du 1er avril 2018 au 28 février 2019)

Le nombre total de demandes reçues a été de 593. De ce nombre, il y eu :
- 450 demandes acceptées;
- 137 demandes refusées;
- 6 désistements.

L'aide totale accordée fut de 1 417 031 $, répartie en aide remboursable et en aide gratuite :
- Aide remboursable : 313 455 $
- Aide gratuite : 1 103 576 $.

Le montant moyen d'aide versée s'établit à 2 047 $.

Faits saillants pour 2018-2019

Motifs invoqués pour l'obtention de prestations en vertu du pouvoir discrétionnaire	Nombre de demandes acceptées	Montant par catégorie ($)	Répartition par catégorie (%)*	Montant moyen accordé ($) [1]
Bien ou avoir liquide cédé	49	181 421	12,80	2 708
Composition familiale	2	2 935	0,21	1 467
Contribution parentale	0	0	0,00	0
Excédent de biens	26	81 052	5,72	2 316
Grève ou lock-out	0	0	0,00	0
Personne tenue de loger	64	69 732	4,92	861
Perte d'argent	4	11 638	0,82	2 328
Prestation spéciale	52	52 297	3,69	969
Prestation spéciale désintoxication	97	215 803	15,23	1 699
Prévenu tenu de loger	21	44 119	3,11	1 379
Revenu (incluant : antériorité du déficit, saisie, etc.)	2	4 413	0,31	1 103
Sans statut légal	117	524 396	37,01	3 103
Travailleur autonome	5	10 841	0,77	2 168
Valeur de résidence	11	218 384	15,41	4 457
TOTAL	450	1 417 031 $	100 %	2 047 $

* Pourcentage du montant total accordé.

Les personnes seules ou les familles aidées en vertu du pouvoir discrétionnaire sont inadmissibles selon les règles régulières d'attribution d'une aide financière de dernier recours.

1) Les sommes versées comprennent également l'aide financière accordée en prolongation (mois suivant l'acceptation à la suite de l'évaluation ou de la réévaluation d'une demande).

SOURCE : Direction du soutien à l'application des normes d'assistance sociale
COLLABORATION :
VALIDATION:
DATE : 11 mars 2019

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-66q

Titre :
État de situation du Programme de l'assistance-emploi en 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 et 2018-2019 ; fournir les prévisions pour 2019-2020 concernant :

q) Nombre de personnes ayant bénéficié d'une aide complémentaire à l'assurance-emploi.

Exposé et statistiques :

Depuis l'entrée en vigueur de la Loi sur l'aide aux personnes et aux familles, le programme de l'assistance-emploi a été remplacé par les programmes d'assistance sociale, qui regroupe les programmes objectif emploi, aide sociale et solidarité sociale.

Le tableau qui suit présente le nombre de personnes prestataires des programmes d'assistance sociale disposant d'un revenu complémentaire de l'assurance-emploi.

COMPOSITION FAMILIALE	REVENUS D'ASSURANCE-EMPLOI [1] Janvier 2019 Nombre d'adultes
Personnes seules	446
Couples sans enfants	56
Familles monoparentales	63
Couples avec enfants	48
Conjoints d'étudiants	0
TOTAL	**613**

1. Correspond à tout montant déclaré supérieur à 2 $.

SOURCE : **Direction de l'analyse et de l'information de gestion**
COLLABORATION :
VALIDATION:
DATE : **8 mars 2019**

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-66r

Titre :
État de situation du Programme de l'assurance-emploi pour les années 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 et 2018-2019; fournir les prévisions pour 2019-2020, concernant :

r) Ventilation détaillée des impacts, pour le Québec, des bonifications annoncées à l'assurance-emploi sur le Régime de sécurité du revenu.

Exposé et statistiques :

Depuis l'entrée en vigueur de la Loi sur l'aide aux personnes et aux familles, le programme de l'assistance-emploi a été remplacé par les programmes d'assistance sociale, qui regroupe les programmes objectif emploi, aide sociale et solidarité sociale.

Les modifications apportées au régime d'assurance-emploi en 2018-2019 par le gouvernement fédéral n'ont pas eu d'impacts sur le Régime de sécurité du revenu du Québec.

SOURCE : Direction des relations intergouvernementales
Secteur du développement et des partenariats de Services Québec

COLLABORATION : Direction des politiques d'assistance sociale, Direction générale de la gouvernance, de l'analyse et de la performance

VALIDATION : Secteur des services à la gestion et aux ressources informationnelles

DATE : 2019-03-28

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-66s

Titre :
État de situation du Programme de l'assurance-emploi pour les années 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 et 2018-2019; fournir les prévisions pour 2019-2020 :

s) Liste et coûts des besoins spéciaux, y compris l'assurance médicaments, pour 2011-2012, 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 et 2018-2019; fournir les prévisions pour 2019-2020.

Exposé et statistiques :

Depuis l'entrée en vigueur de la Loi sur l'aide aux personnes et aux familles, le Programme de l'assistance-emploi a été remplacé par les programmes d'assistance sociale, qui regroupe les programmes objectif emploi, aide sociale et solidarité sociale.

À noter : l'assurance médicaments ne fait plus partie des besoins spéciaux financés par l'aide financière de dernier recours. Elle relève du ministère de la Santé et des Services sociaux.

Les sous-totaux et les totaux peuvent ne pas correspondre à la somme des éléments qui les compose en raison des arrondis.

Coût des prestations spéciales (en 000 $)

	2018-2019 (dépenses estimées)
I. Prestations spéciales pour préserver la santé	
A. Préparations lactées	810,0
B. Biens et services administrés par le MTESS	
- Lunettes et lentilles	2 896,7
- Chaussures orthopédiques et orthèses plantaires	344,8
- Prothèses, orthèses et accessoires prescrits	12 144,6
- Suppléments	6 546,0
(suppléments mensuels pour diabète, hémodialyse, grossesse, allaitement, paraplégie et stomie temporaire[1])	
- Transports pour fins médicales	52 302,9
- Autres	628,7
Sous-total B :	**74 863,8**
Sous-total de la partie I :	**75 673,8**
II. Prestations spéciales relatives à la compensation de certaines pertes ou en considération de situations particulières	
- Rechercher ou postuler un emploi ou retourner dans son milieu d'origine	0,0
- Enfant à charge fréquentant l'école	4 754,1
- Frais funéraires	907,8
- Compenser les pertes lors d'un incendie ou d'un sinistre	288,5
- Compenser les effets d'une séparation	3,3
- Loyer pour une personne seule hébergée	2 048,0
Sous-total de la partie II :	**8 001,7**
III. Prestations spéciales versées par amendement	2 142,9
Sous-total de la partie III :	**2 142,9**
TOTAL :	**85 818,4**

SOURCE : Direction des politiques d'assistance sociale
COLLABORATION : Direction de l'analyse et de l'information de gestion – 15 mars 2019
Direction du budget – 11 mars 2019
DATE : 18 mars 2019

[1] La couverture des stomies temporaires a été transférée au ministère de la Santé et des Services sociaux le 1er octobre 2018.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-66t

Titre :
État de situation du Programme de l'assurance-emploi pour les années 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 et 2018-2019; fournir les prévisions pour 2019-2020, concernant :

t) Nombre de prestataires référés aux mesures actives d'Emploi-Québec ainsi que le délai de référence.

Exposé et statistiques :

Le Secteur Emploi-Québec a pour mission de contribuer à développer l'emploi et la main-d'œuvre ainsi qu'à lutter contre le chômage, l'exclusion sociale et la pauvreté dans une perspective de développement économique et social.

Amorcée en 2006-2007, l'adaptation de la prestation de service s'est poursuivie depuis. La nouvelle prestation de service permet aux requérants à l'aide financière de dernier recours qui déposent leur demande en personne, d'obtenir au même moment des services d'emploi. La référence n'est plus requise dans ce cas.

Le délai d'accès à une mesure d'emploi n'est pas disponible.

SOURCE : **Direction de l'analyse et de l'information de gestion**
COLLABORATION :
VALIDATION:
DATE : **8 mars 2019**

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-66u

Titre :

État de situation du Programme de l'assurance-emploi pour les années 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 et 2018-2019; fournir les prévisions pour 2019-2020, concernant :

u) Nombre de prestataires admissibles à une rente d'invalidité de la Régie des rentes du Québec et l'économie générée en 2011-2012, 2012-2013, en 2013-2014, en 2014-2015, en 2016-2017, en 2017-2018 et en 2018-2019; fournir les prévisions pour 2019-2020;

Exposé et statistiques :

En janvier 2019, 12 212 ménages prestataires de l'aide financière de dernier recours ont reçu une rente d'invalidité de Retraite Québec, dont le montant moyen est établi à environ 730 $ par mois. L'impact annuel généré par la comptabilisation de ce revenu est estimé à 107,0 M$ en 2018-2019.

SOURCE : Direction des politiques d'assistance sociale
COLLABORATION : Service de l'analyse et de l'information de gestion
VALIDATION : Direction de l'analyse et de l'information de gestion
DATE : 18 mars 2019

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-66v

Titre :

État de situation du Programme de l'assurance-emploi pour les années 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 2016-2017, 2017-2018 et 2018-2019; fournir les prévisions pour 2019-2020, concernant :

v) Nombre de prestataires admissibles à une rente de préretraite et l'économie générée en 2013-2014, 2014-2015, 2016-2017, 2017-2018 et 2018-2019; fournir les prévisions 2019-2020.

Exposé et statistiques :

En janvier 2019, 34 020 ménages prestataires ont reçu une rente de retraite de Retraite Québec, dont le montant moyen est établi à environ 149 $ par mois.

On estime l'impact de cette mesure à 60,8 M$ en 2018-2019.

SOURCE : Direction des politiques d'assistance sociale
COLLABORATION : Service de l'analyse et de l'information de gestion
VALIDATION: Service de l'analyse et de l'information de gestion
DATE : 18 mars 2019

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-66w

Titre :
État de situation du Programme de l'assistance-emploi pour les années 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 et 2018-2019; fournir les prévisions pour 2019-2020, concernant :

w) Bilan du budget et des dépenses pour le programme d'allocation-logement et nombre de ménages qui en ont bénéficié pour les années 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 et en 2018-2019; fournir les prévisions pour 2019-2020.

Exposé et statistiques :

Le Programme Allocation-logement est sous la responsabilité de la Société d'habitation du Québec.

SOURCE : **Direction de l'analyse et de l'information de gestion**
COLLABORATION :
VALIDATION:
DATE : **8 mars 2019**

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-67

Titre :

Nombre de personnes ayant fait une demande pour être reconnues comme étant prestataires avec des contraintes sévères à l'emploi pour 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 et 2018-2019; fournir les prévisions pour 2019-2020.

Exposé et statistiques :

Du 1er avril 2018 au 28 février 2019, le Service de l'évaluation médicale et socioprofessionnelle de la Direction des enquêtes et de la conformité a reçu 11 167 demandes de reconnaissance de contraintes sévères à l'emploi.

SOURCE : DGRFC-DEC
COLLABORATION :
VALIDATION :
DATE : 2019-03-14

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-68

Titre :

Nombre de personnes ayant fait une demande pour être reconnues comme étant prestataires avec des contraintes sévères à l'emploi, mais dont la demande a été refusée, pour 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 et 2018-2019.

Exposé et statistiques :

Du 1er avril 2018 au 28 février 2019**,** le Service de l'évaluation médicale et socioprofessionnelle de la Direction des enquêtes et de la conformité a refusé 6 305 demandes.

SOURCE : DGRFC-DEC
COLLABORATION :
VALIDATION :
DATE : 2019-03-14

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-69

Titre :

Délai d'attente pour l'évaluation au bureau médical pour se faire reconnaître contrainte sévère à l'emploi.

Exposé et statistiques :

- Le délai moyen pour l'année en cours (2018-2019) est de 30,3 jours.
- Le délai pour rendre une décision concernant les demandes « urgentes » en provenance de l'attribution initiale est généralement de 24 heures. Il peut se prolonger jusqu'à 48 heures dans certaines situations, selon l'implication ou non du médecin traitant ou d'un besoin d'informations supplémentaires.

SOURCE : DGRFC-DEC
COLLABORATION :
VALIDATION :
DATE : 2019-03-14

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-70

Titre :

Nombre de personnes ayant fait une demande pour être reconnues comme étant prestataires avec des contraintes sévères à l'emploi, dont la demande a été refusée, mais qui ont ensuite gagné en appel pour 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 et 2018-2019.

Exposé et statistiques :

Du 1er avril 2018 au 28 février 2019, 16 personnes ont vu leur contraintes sévères être reconnues par le Tribunal administratif du Québec après que leur demande ait été refusée.

SOURCE : Direction générale de la révision et des recours administratifs
Secteur du développement et des partenariats de Services Québec
COLLABORATION : Direction du soutien aux opérations - SSGRI
VALIDATION :
DATE : 21 mars 2019

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-72

Titre :
Pour 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 et 2018-2019 :

- Combien de prestataires ont quitté le Québec plus de 15 jours dans un mois de calendrier?
- Combien de prestataires louent un appartement incluant deux chambres et combien incluant trois chambres?
- Combien de prestataires ont déclaré des revenus de travail et quelles sommes ont été récupérées par le MTESS à la suite de la déclaration de ces revenus de travail?
- Combien de prestataires sans contrainte à l'emploi ont déclaré posséder une maison qui avait une valeur nette de 140 000$?
- Combien de prestataires sans contrainte à l'emploi ont déclaré posséder des biens qui avaient une valeur combinée nette de 500 000 $?
- Combien de prestataires avec contraintes sévères à l'emploi ont déclaré posséder une maison qui avait une valeur nette de 203 000$?
- Combien de prestataires sans logement ont fréquenté un centre de désintoxication?
- Combien de prestataires avec logement ont fréquenté un centre de désintoxication?
- Combien de jeunes ont bénéficié du programme Alternative jeunesse?
- Combien de jeunes de moins de 25 ans ont fait une demande d'aide sociale?
- Combien de personnes sans contrainte à l'emploi ont fait une demande d'aide sociale?
- Combien de jeunes de moins de 29 ans sans contrainte à l'emploi ont fait une demande d'aide sociale?
- Combien de prestataires sans contrainte ont déclaré être en couple et quel est le montant total ayant été prélevé ou retiré de leur prestation d'aide sociale? Fournir la moyenne par prestataire et une ventilation par région.

Exposé et statistiques :

Combien de prestataires ont quitté le Québec plus de 15 jours dans un mois de calendrier?

	Nombre d'adultes distincts ayant eu un séjour hors Québec
2018-2019 (d'avril 2018 à décembre 2018[1])	624

1. Les résultats relatifs aux séjours hors Québec sont uniquement disponibles trimestriellement.

Combien de prestataires louent un appartement incluant deux chambres et combien incluant trois chambres?

	Nombre de chambres offertes en location	
	2 chambres	3 chambres
	Nombre de ménages	Nombre de ménages
janvier 2019	1 680	169

Combien de prestataires ont déclaré des revenus de travail et quelles sommes ont été récupérées par le MTESS à la suite de la déclaration de ces revenus de travail?

Ménages avec revenu de travail				
	Avec réduction d'aide		Sans réduction d'aide	**Total**
	Nombre de ménages	Montant comptabilisable total	Nombre de ménages	Nombre de ménages
janvier 2019	4 980	1 794 194 $	8 163	13 143

Combien de prestataires sans contraintes à l'emploi ont déclaré posséder une maison qui avait une valeur nette de 140 000 $?

	Prestataires sans contraintes ayant une valeur nette de résidence de 140 000$
janvier 2019	2

Combien de prestataires sans contraintes à l'emploi ont déclaré posséder des biens qui avaient une valeur combinée nette de 500 000 $?

	Prestataires ayant une valeur nette de résidence de 500 000$
janvier 2019	0

Combien de prestataires avec contraintes sévères à l'emploi ont déclaré posséder une maison qui avait une valeur nette de 203 000 $?

	Prestataires avec contraintes sévères ayant une valeur nette de résidence de 203 000$
janvier 2019	0

Combien de prestataires sans logement ont fréquenté un centre de désintoxication?

	Prestataires sans logement[1] recevant une prestation spéciale pour frais de séjour pour des services en toxicomanie
janvier 2019	24

1. Désigne les personnes temporairement sans adresse, c'est-à-dire qui n'ont pas d'adresse fixe ou stable ou qui n'ont pas l'assurance d'un hébergement stable pour les 60 prochains jours.

Combien de prestataires avec logement ont fréquenté un centre de désintoxication?

	Prestataires avec logement[1] recevant une prestation spéciale pour frais de séjour pour des services en toxicomanie
janvier 2019	1 341

1. Désigne les personnes qui ont une adresse fixe ou stable ou qui ont l'assurance d'un hébergement stable pour les 60 prochains jours.

Combien de jeunes ont bénéficié du programme Alternative jeunesse?

	Nombre d'adultes participant au Programme alternative jeunesse avec allocation jeunesse
janvier 2019	7

Combien de jeunes de moins de 25 ans ont fait une demande d'aide sociale?

	Nombre d'adultes âgés de moins de 25 ans qui ont fait une demande d'assistance sociale
janvier 2019	1 411

Note : Les jeunes ayant faits une demande à l'assistance sociale ne sont pas nécessairement admis à l'aide.

Combien de personnes sans contraintes à l'emploi ont fait une demande d'aide sociale?

	Nombre d'adultes sans contraintes à l'emploi qui ont fait une demande d'assistance sociale
janvier 2019	5 000

Combien de jeunes de moins de 29 ans sans contraintes à l'emploi ont fait une demande d'aide sociale?

	Nombre d'adultes sans contraintes âgés de moins de 29 ans qui ont fait une demande d'assistance sociale
janvier 2019	1 685

Combien de prestataires sans contrainte ont déclaré être en couple et quel est le montant total ayant été prélevé ou retiré de leur prestation d'aide sociale? Fournir la moyenne par prestataire et une ventilation par région.

Le tableau suivant présente le nombre de couples prestataires où les deux adultes sont sans contraintes à l'emploi de même que le montant prélevé[1] de leur prestation du fait qu'ils soient en couple. Le montant prélevé correspond à la différence entre la prestation de base d'une personne seule sans contraintes X 2 et la prestation de base pour un ménage avec deux adultes sans contraintes. Ce montant ne tient pas compte des autres montants servant à calculer la prestation d'assistance sociale (ajustements pour enfants, prestations spéciales, les revenus et la valeur excédentaire des biens et avoirs liquides).

	janvier 2019		
	Nombre de ménages	Montant total prélevé[1]	Montant moyen prélevé[1] par ménage
Région			
01 - Bas-Saint-Laurent	106	33 496,00 $	316,00 $
02 - Saguenay - Lac-St-Jean	154	48 664,00 $	316,00 $
03 - Capitale-Nationale	345	109 020,00 $	316,00 $
04 - Mauricie	291	91 956,00 $	316,00 $
05 - Estrie	294	92 904,00 $	316,00 $
06 - Île-de-Montréal	4 913	1 552 508,00 $	316,00 $
07 - Outaouais	364	115 024,00 $	316,00 $
08 - Abitibi-Témiscamingue	72	22 752,00 $	316,00 $
09 - Côte-Nord	24	7 584,00 $	316,00 $
10 - Nord-du-Québec	41	12 956,00 $	316,00 $
11 - Gaspésie - Îles-de-la-Madeleine	67	21 172,00 $	316,00 $
12 - Chaudières-Appalaches	130	41 080,00 $	316,00 $
13 - Laval	309	97 644,00 $	316,00 $
14 - Lanaudière	362	114 392,00 $	316,00 $
15 - Laurentides	325	102 700,00 $	316,00 $
16 - Montérégie	908	286 928,00 $	316,00 $
17 - Centre-du-Québec	196	61 936,00 $	316,00 $
Ensemble du Québec	8 901	2 812 716,00 $	316,00 $

1. Le montant prélevé correspond à la différence entre la prestation de base (incluant l'ajustement à la prestation de base) pour une personne seule sans contraintes X 2 (669$ X 2 = 1 338$ en janvier 2019) et la prestation de base (incluant l'ajustement à la prestation de base) pour un ménage avec deux adultes sans contraintes (1 022$ en janvier 2019).

SOURCE : **Direction de l'analyse et de l'information de gestion**
COLLABORATION :
VALIDATION:
DATE : **11 mars 2019**

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-73

Titre :

Copie de toutes les études d'impacts réalisées pour chacune des mesures annoncées le 28 janvier 2015 dans le cadre de la Réforme de l'aide-sociale.

Exposé et statistiques :

Le Ministère a réalisé et rendu publique sur son site Internet l'analyse d'impact des six mesures réglementaires » :
http://www.mess.gouv.qc.ca/publications/pdf/GD_Impacts_6mesures_reglementaires2015.pdf

SOURCE : Direction des politiques d'assistance sociale
COLLABORATION :
VALIDATION : N/A
DATE : 15 mars 2019

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-74

Titre :
Dans le cadre de la Réforme de l'aide-sociale, pour chacune des mesures annoncées le 28 janvier 2015, quelle est l'économie réalisée pour 2016-2017, 2017-2018, 2018-2019 et prévision pour 2019-2020 par le ministère, et ce, par mesure?

Exposé et statistiques :

Les impacts financiers estimés sont présentés sur le site Internet du Ministère à l'adresse suivante :
http://www.mess.gouv.qc.ca/grands-dossiers/aide.asp

- Retirer les exemptions applicables aux revenus de travail lorsque ceux-ci n'ont pas été déclarés au Ministère et qu'ils sont réclamés.
  - Économies réalisées en 2018-2019 (au 31 janvier 2019) : 1 858 k$.

- Verser une allocation pour dépenses personnelles aux adultes qui séjournent dans un centre offrant des services en toxicomanie, en remplacement de la prestation actuellement accordée.
  - Économies réalisées en 2018-2019 (au 31 janvier 2019) : 4 426 k$.

- Rendre non admissible l'adulte qui s'absente du Québec pour une période supérieure à 15 jours cumulatifs ou pour plus de 7 jours consécutifs dans un même mois.
  - Économies réalisées en 2018-2019[1] (au 31 décembre 2018) : 456 k$.

- Exclure du calcul de la prestation les indemnités versées dans le cadre d'un programme d'aide financière général ou spécifique par le ministère de la Sécurité publique afin de compenser des pertes matérielles dues à un sinistre et de couvrir des frais de subsistance supplémentaires.
  - Économies réalisées en 2018-2019 (au 31 janvier 2019) : 0 k$.

- Hausser l'exclusion prévue relativement à la valeur nette de la résidence de 90 000 $ à 142 000 $ dans le cadre du Programme d'aide sociale et de 130 000 $ à 203 000 $ dans le cadre du Programme de solidarité sociale.
  - Économies réalisées en 2018-2019 (au 31 janvier 2019) : 560 k$.

- Comptabiliser les revenus de location de chambres ou de pensions lorsque deux chambres et plus sont louées par un ménage prestataire.
  - Économies réalisées en 2018-2019 (au 31 janvier 2019) : 2 086 k$.

SOURCE : Direction des politiques d'assistance sociale/André G. Bernier/ Jean-François Dolbec
COLLABORATION : Direction de l'analyse et de l'information de gestion
VALIDATION :
DATE : 18 mars 2019

[1] Les résultats relatifs aux séjours hors Québec sont disponibles uniquement trimestriellement.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-75

Titre :
Les sommes dépensées du 1er janvier 2007 au 12 mars 2019, ainsi que les prévisions pour 2019-2020, par votre ministère et ses organismes pour le remboursement des frais de transport médical des prestataires de l'aide financière de dernier recours ventilé par nombre de prestataires, par année, par mois, par région et par type de transport.

Exposé et statistiques :

Les données pour la période d'avril 2018 à janvier 2019 sont présentées dans le document en annexe.

SOURCE : Direction des politiques d'assistance sociale
COLLABORATION : Direction de l'analyse et de l'information de gestion, 13 mars 2019
VALIDATION:
DATE : 22 mars 2019

Données sur les prestations spéciales régulières et spécifiques pour transport médical
au total de la période, selon la région et le type de transport
Avril 2018 à janvier 2019
Aide financière de dernier recours

	Type de transport															
	9C Auto personnelle		9D Taxi		9E Ambulance		9F Transport en commun		9G Avion		9I Ambulance Urgence-Santé		9J Transport adapté		9K Transport conducteur bénévole	
	Nbre prestataires distincts	Montant	Nbre prestataires distincts	Montant	Nbre prestataires distincts	Montant	Nbre prestataires distincts	Montant	Nbre prestataires distincts	Montant	Nbre prestataires distincts	Montant	Nbre prestataires distincts	Montant	Nbre prestataires distincts	Montant
Région																
01 - Bas-Saint-Laurent	1 219	151 342,05 $	65	81 569,25 $	650	169 247,82 $	256	20 607,56 $	x	x	x	x	353	167 482,62 $	435	191 992,00 $
02 - Saguenay - Lac-St-Jean	558	66 554,09 $	190	195 225,40 $	1 895	501 209,00 $	759	166 244,19 $	x	x	385	123 275,76 $	1 387	480 052,69 $	597	164 532,47 $
03 - Capitale-Nationale	450	54 279,90 $	128	209 010,15 $	2 586	679 312,48 $	781	191 759,46 $	x	x	29	9 557,01 $	360	238 647,80 $	403	122 894,14 $
04 - Mauricie	841	101 117,72 $	294	524 382,81 $	1 321	352 028,28 $	495	117 613,65 $	x	x	26	5 191,62 $	366	116 457,50 $	179	52 576,06 $
05 - Estrie	865	110 272,54 $	96	101 700,52 $	1 243	303 461,38 $	790	286 370,57 $	x	x	21	3 392,80 $	12	3 343,06 $	427	165 569,23 $
06 - Île-de-Montréal	255	33 791,04 $	487	627 524,69 $	439	83 832,02 $	5 793	3 021 961,70 $	x	x	10 449	2 667 778,02 $	142	98 466,99 $	42	3 021,69 $
07 - Outaouais	488	78 755,51 $	14	2 615,60 $	1 277	340 512,82 $	328	105 026,77 $	x	x	14	2 172,39 $	62	176 406,56 $	615	515 921,66 $
08 - Abitibi-Témiscamingue	694	94 568,37 $	58	20 446,41 $	476	108 574,76 $	85	22 245,12 $	x	x	x	x	60	28 576,70 $	105	38 489,24 $
09 - Côte-Nord	227	33 078,89 $	71	38 986,65 $	198	46 890,48 $	69	15 856,98 $	x	x	x	x	32	6 130,40 $	84	28 294,94 $
10 - Nord-du-Québec	x	x	x	x	28	6 569,25 $	x	x	x	x	38	8 925,29 $	x	x	x	x
11 - Gaspésie - Îles-de-la-Madeleine	916	129 391,20 $	74	9 892,34 $	328	91 453,47 $	100	27 067,95 $	x	x	x	x	141	51 173,99 $	217	62 041,18 $
12 - Chaudières-Appalaches	936	116 579,06 $	54	8 586,36 $	998	259 027,84 $	290	106 796,56 $	x	x	x	x	489	328 927,06 $	551	176 361,99 $
13 - Laval	146	17 271,61 $	69	139 114,50 $	65	12 073,00 $	747	402 005,53 $	x	x	1 123	259 672,00 $	x	x	44	16 130,92 $
14 - Lanaudière	812	133 102,15 $	320	243 162,27 $	1 377	344 260,99 $	199	27 192,68 $	x	x	140	30 044,02 $	392	166 690,43 $	1 157	264 504,23 $
15 - Laurentides	852	186 188,99 $	344	399 794,51 $	1 512	337 099,04 $	861	538 546,01 $	x	x	145	31 499,27 $	43	20 611,82 $	634	340 001,11 $
16 - Montérégie	1 310	193 400,93 $	867	1 448 996,57 $	4 359	1 081 411,04 $	1 733	1 010 658,04 $	x	x	287	52 767,80 $	30	12 098,52 $	993	319 805,80 $
17 - Centre-du-Québec	852	137 188,15 $	64	104 733,28 $	858	204 206,71 $	178	61 890,53 $	x	x	16	2 706,88 $	280	170 849,82 $	349	125 332,54 $
99 - Central[1]	x	x	x	x	15	2 087,50 $	x	x	x	x	11	2 194,64 $	x	x	x	x

[1] La région « Central » regroupe les dossiers administrés centralement, c'est-à-dire la clientèle sous curatelle publique de même que les prestataires hébergés.

X = des renseignements ont été caviardés puisqu'en raison du petit nombre (moins de 10) ceux-ci pourraient avoir pour effet de révéler des renseignements personnels, et ce, au sens des articles 53 et 54 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels.

Direction de l'analyse et de l'information de gestion, 18 mars 2019
Rapport : Prest. sp. -Transport médical - Avril 2018 à janvier 2019.rtf

Données sur les prestations spéciales régulières et spécifiques pour transport médical
au total de la période et des régions, selon le type de transport
Avril 2018 à janvier 2019
Aide financière de dernier recours

	Type de transport															
	9C Auto personnelle		9D Taxi		9E Ambulance		9F Transport en commun		9G Avion		9I Ambulance Urgence-Santé		9J Transport adapté		9K Transport conducteur bénévole	
	Nbre prestataires distincts	Montant	Nbre prestataires distincts	Montant	Nbre prestataires distincts	Montant	Nbre prestataires distincts	Montant	Nbre prestataires distincts	Montant	Nbre prestataires distincts	Montant	Nbre prestataires distincts	Montant	Nbre prestataires distincts	Montant
Période																
Total	11 413	1 653 385,30 $	3 178	4 157 102,78 $	19 431	4 923 258,03 $	13 347	6 124 484,73 $	6	3 130,43 $	12 592	3 205 471,33 $	4 132	2 066 866,17 $	6 801	2 590 336,99 $

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-84

Titre :

Pour chacun des programmes, préciser :

a. liste des organismes subventionnés (incluant leur nom et leur adresse) ainsi que le montant versé à chacun, pour l'ensemble du Québec et pour chacune des région pour 2011-2012, 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017,2017-2018 et 2018-2019; fournir les prévisions pour 2019-2020;

b. politique et critères d'attribution des subventions;

c. liste des organismes qui ont demandé une subvention qui leur a été refusée.

Exposé et statistiques :
A et C : Voir les tableaux en annexe.

B : Politique et critères d'attribution des subventions

Les renseignements ci-dessous sont tirés des cadres normatifs des différents programmes.

<u>Programme de soutien financier aux orientations gouvernementales en action communautaire et en action bénévole</u>

Le Programme de soutien financier aux orientations gouvernementales en action communautaire et en action bénévole permet de soutenir des organismes et des regroupements d'organismes. Administré par le Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales (SACAIS), il comporte les trois volets suivants :

- Promotion des droits;
- Organismes multisectoriels confiés au SACAIS;
- Recherches et études en lien avec la mise en œuvre de la politique gouvernementale.

Promotion des droits

Le volet Promotion des droits vise à soutenir, par l'entremise du SACAIS, les organismes et les regroupements d'organismes dont la mission unique ou principale est la défense collective des droits.

Les demandes présentées par les organismes sont analysées en utilisant une grille d'analyse en fonction des paramètres suivants :

- le rayonnement dans la communauté et les activités accomplies en défense collective des droits;
- le réalisme des prévisions budgétaires présentées;
- l'actif net non affecté, selon les derniers états financiers, lequel ne doit pas être supérieur à 50 % des dépenses totales de l'organisme;
- la saine gestion financière de l'organisme, par exemple : absence d'un déficit et de jugements rendus contre l'organisme;
- les disponibilités financières du Fonds d'aide à l'action communautaire autonome (FAACA).

Afin de moduler la hauteur du soutien financier accordé aux organismes admissibles, certains critères d'appréciation seront considérés, notamment :

- l'étendue du territoire couvert, la densité démographique et l'éloignement des centres décisionnels;

- l'équité entre les organismes comparables;
- les démarches faites pour assurer la diversité des contributions financières, les prêts de personnel ainsi que les prêts de ressources matérielles et techniques;
- la présence d'autres organismes ou regroupements d'organismes ayant la même mission et offrant les mêmes activités auprès des mêmes personnes visées.

Organismes multisectoriels confiés au SACAIS

Les objectifs sont de :

- soutenir les organismes d'action communautaire et les regroupements d'organismes présentement financés et sans port d'attache dans l'appareil gouvernemental, et cela, lorsque c'est possible, de manière transitoire jusqu'à ce qu'un ministère ou un organisme gouvernemental en assume la responsabilité;
- soutenir les regroupements nationaux ayant reçu un mandat formel d'interlocuteurs privilégiés auprès du ministre responsable des orientations gouvernementales en action communautaire et en action bénévole;
- soutenir les organismes communautaires relevant des ministères et organismes gouvernementaux dans le cadre d'une entente administrative spécifique;
- confier la gestion à un regroupement national ayant reçu un mandat formel d'interlocuteur privilégié auprès du ministre responsable des orientations gouvernementales en action communautaire et en action bénévole, par entente de services, de mesures visant à structurer son secteur d'activité.

En plus de satisfaire les critères d'admissibilité visant les organismes communautaires, pour être admissible à ce volet, il faut soit :

- avoir déjà conclu une entente triennale en appui à la mission globale ou une entente de service avec le SACAIS ou être référé par un ministère ou un organisme gouvernemental à la suite d'une opération de transfert et de concentration du soutien financier en appui à la mission globale;
- être un regroupement national ayant reçu un mandat formel d'interlocuteur privilégié auprès du ministre responsable des orientations gouvernementales en action communautaire et en action bénévole;
- être déjà soutenu financièrement et être référé par un ministère ou un organisme gouvernemental dans le cadre d'une entente administrative spécifique.

Recherches et études en lien avec la mise en œuvre de la politique gouvernementale

L'objectif est de contribuer à la mise en œuvre des orientations gouvernementales en matière d'action communautaire et d'action bénévole, notamment par des études, des recherches et des sondages.

Les projets admissibles sont de nature non récurrente. Ils sont orientés en fonction de besoins déterminés en cours d'année. Ils ne peuvent pas porter sur le soutien à la mission globale des organismes ni servir à la réalisation d'activités régulières.

Selon les disponibilités budgétaires, le SACAIS procède à un appel de projets sur invitation.

<u>Fonds québécois d'initiatives sociales</u>

La Loi visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale (Loi) institue le Fonds québécois d'initiatives sociales (FQIS), lequel vise à soutenir financièrement des initiatives en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale. Ces initiatives peuvent intervenir à la fois sur les causes et les conséquences de la pauvreté et de l'exclusion sociale.

Au plan régional et local, le financement des initiatives doit s'inscrire dans une démarche de mobilisation et de concertation des acteurs du milieu. Celles-ci doivent mener à l'identification des priorités en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale pour un territoire donné, le tout étant consigné dans un plan d'action. Le financement des initiatives doit répondre aux priorités retenues.

Le FQIS soutient principalement :

- le financement des ententes conclues par le ministre responsable de l'application de la Loi (ministre) avec des organismes ou des partenaires à l'échelle locale, régionale et nationale (partenaires) relatives à la réalisation d'initiatives visant les mêmes objectifs et respectant les orientations et normes du FQIS, et ce, sur l'ensemble du territoire québécois;
- le développement et l'expérimentation de nouvelles approches de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale;
- le financement des recherches en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale.

Répartition budgétaire :

- Le ministre établit une répartition budgétaire régionale et nationale du Fonds.
- À partir de la répartition régionale, le ministre détermine les budgets à accorder aux régions en fonction notamment de l'importance relative des zones de pauvreté. Les sommes prévues dans ces budgets seront versées aux partenaires pour soutenir des initiatives locales ou régionales.
- La répartition précise également les budgets destinés aux organisations autochtones.

Sont admissibles à un financement du FQIS, soit directement, soit par l'intermédiaire des partenaires ou soit à titre de partenaires, les organismes suivants :

- les personnes morales à but non lucratif;
- les coopératives considérées comme organismes à but non lucratif par Revenu Québec;
- les organismes municipaux, les MRC;
- les conseils de bande, les conseils de villages nordiques, l'Assemblée des Premières Nations du Québec et du Labrador et la Commission de la santé et des services sociaux des Premières Nations du Québec et du Labrador ou tout autre regroupement autochtone visé par l'article 3.48 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif.

Ne sont pas admissibles à un financement du FQIS :

- les ministères ou organismes gouvernementaux, ainsi que paragouvernementaux tels les Centres intégrés de santé et de services sociaux, les Centres intégrés universitaires de santé et de services sociaux, les institutions ou écoles d'enseignement et de formation, sauf si un organisme, excluant les ministères, est le seul à pouvoir offrir le service à un coût raisonnable sans faire concurrence à d'autres organismes offrant déjà avec succès un service similaire;
- les organismes dont les activités sont interrompues en raison d'un conflit de travail (grève ou lock out).

Programme de soutien financier des Corporations de développement communautaire

Le Programme de soutien financier des Corporations de développement communautaire (PSCDC) vise à soutenir la contribution de ces organismes en regard de la lutte à la pauvreté et l'exclusion sociale.

Le soutien financier prend la forme d'un montant forfaitaire accordé sur une base triennale pour assurer une partie des coûts admissibles relatifs à l'accomplissement de la mission globale de l'organisme.

Ces coûts admissibles sont, notamment, les frais généraux (local, téléphone, matériel de bureau, infrastructure technologique, etc.), les frais salariaux associés à la base du fonctionnement et aux services alternatifs de l'organisme de même que ceux liés à la vie associative, aux activités de concertation et de représentation ou encore au soutien et à l'encadrement de l'action bénévole.

Les modalités pour le maintien annuel du soutien financier portent sur la nécessité pour l'organisme de :

- présenter au MTESS le formulaire de demande dans les délais requis;
- continuer à satisfaire aux critères d'admissibilité;
- produire les documents exigés en matière de reddition de comptes et stipulés au protocole d'entente;
- avoir un actif net non affecté n'étant pas supérieur à 50 % de ses dépenses totales du dernier exercice financier complété;
- tenir compte des disponibilités financières du programme.

Programme de soutien aux initiatives sociales et communautaires

Le programme de soutien aux initiatives sociales et communautaires (PSISC) vise à soutenir des projets d'expérimentation et d'innovation dans les domaines de l'action communautaire, de l'emploi et de la solidarité sociale. Il vise également à soutenir des projets de recherche et des projets spéciaux dans les mêmes domaines.

Le PSISC comporte deux volets. Le volet Action communautaire et action bénévole vise à soutenir des projets de recherche, d'évaluation, de formation et d'expérimentation en matière d'action communautaire et d'action bénévole.

Le volet Initiatives sociales vise à :

- soutenir des projets novateurs favorisant de nouvelles méthodes et approches en matière de développement de l'employabilité, d'insertion en emploi et de formation professionnelle;
- soutenir des projets novateurs contribuant à l'inclusion sociale et au développement d'activités vouées à la protection et à l'amélioration des conditions de vie des prestataires de l'assistance-emploi ou d'autres personnes à faible revenu;
- soutenir la réalisation de projets spéciaux ponctuels se situant dans les mêmes domaines.

Le soutien aux projets admissibles est de nature non récurrente. Ainsi, le PSISC ne peut soutenir la mission globale des organismes ni leurs activités régulières.

Le PSISC soutient un projet pour une durée de 18 mois ou moins. Dans le cas d'un projet de recherche, le PSISC peut soutenir celui-ci jusqu'à une durée maximale de 36 mois.

Au besoin, un prolongement de la durée du protocole d'entente est possible, sans bonification financière, lorsqu'il est démontré que cette prolongation est essentielle à la réussite du projet. Toute demande de prolongation doit être faite par écrit par l'organisme, et approuvée par le MTESS. Aussi, un organisme peut déposer une nouvelle demande pour un soutien financier permettant le prolongement d'un projet déjà soutenu dans le cadre du PSISC.

Dans tous les cas, incluant les projets de recherche, la subvention maximale est de 75 000 $ par organisme par période de 12 mois, et ce, peu importe le nombre de projets subventionnés.

L'aide accordée par le Ministère dans le cadre du PSISC peut être complémentaire à celle accordée par d'autres sources de financement.

SOURCE : Direction générale de la solidarité sociale et de l'action communautaire
COLLABORATION :
VALIDATION : Direction du Budget
DATE : 2019-03-12

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-85

Titre :
Actions entreprises et crédits alloués pour donner suite au dépôt de la politique sur l'action communautaire autonome pour 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015, 2016-2017, 2017-2018 et 2018-2019; fournir les prévisions pour 2019-2020.

Exposé et statistiques :

- Les données sur le soutien financier gouvernemental en action communautaire ne sont pas disponibles pour 2018-2019, car la compilation des données de l'ensemble des ministères et organismes gouvernementaux contribuant à l'action communautaire n'est pas complétée.
- Les informations disponibles sur le soutien financier gouvernemental en action communautaire ne permettent pas de formuler de prévision pour l'année 2019-2020.
- En 2017-2018, 5 146 organismes communautaires, ont reçu un soutien financier gouvernemental équivalent à 1 105,5 M$, dont 55,6 % en appui à la mission globale (614,5 M$).
- Le 18 février 2019, le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale a annoncé, dans une lettre adressée au Réseau québécois de l'action communautaire autonome (RQ-ACA), interlocuteur privilégié du gouvernement en la matière, l'amorce de travaux en vue de l'élaboration d'un nouveau Plan d'action gouvernemental en action communautaire.
- Par cette démarche, le gouvernement réitère son engagement visant à offrir un meilleur soutien et une plus grande reconnaissance aux organismes communautaires, dans la poursuite de la mise en œuvre de la Politique gouvernementale de reconnaissance et de soutien de l'action communautaire.

SOURCE : Direction des politiques de lutte contre la pauvreté et de l'action communautaire
COLLABORATION :
VALIDATION:
DATE : 20 mars 2019

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-86

Titre :
Copie des rapports, études, travaux en lien avec la diminution des subventions versées aux organismes.

Exposé et statistiques :

Il n'y a aucune étude ou travaux en lien avec la diminution des subventions versées aux organismes.

SOURCE : Direction générale de la solidarité sociale et de l'action communautaire
COLLABORATION :
VALIDATION :
DATE : 28 mars 2019

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-87

Titre :

Fournir les notes, études et analyses concernant le renouvellement du plan d'action relié à la Stratégie nationale de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale.

Exposé et statistiques

- La Loi visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale (la « Loi ») a été adoptée en 2002.
  - Elle vise à guider le gouvernement et l'ensemble de la collectivité québécoise vers la planification et la réalisation d'actions pour lutter contre la pauvreté, en prévenir les causes, en atténuer les effets sur les individus et les familles, contrer l'exclusion sociale et tendre vers un Québec sans pauvreté.
  - La Loi institue la Stratégie nationale de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale (article 3).
  - La Stratégie vise à amener progressivement le Québec d'ici 2013 au nombre des nations industrialisées comptant le moins de personnes pauvres, selon des méthodes reconnues pour faire des comparaisons internationales (article 4).
  - Un plan d'action doit être mis en œuvre pour préciser les activités que le gouvernement prévoit réaliser pour en atteindre les buts.
- Le 10 décembre 2017 : Lancement du Plan d'action gouvernemental pour l'inclusion économique et la participation sociale 2017-2023 (PAGIEPS), prévoyant des investissements de près de 3 G$. Sa cible principale est de sortir plus de 100 000 personnes de la pauvreté (l'annexe 2 du PAGIEPS fournit des précisions sur la détermination de cette cible). https://www.mtess.gouv.qc.ca/grands-dossiers/plan-action/index.asp

SOURCE : Direction des politiques de lutte contre la pauvreté et de l'action communautaire
COLLABORATION : Direction de la recherche
VALIDATION:
DATE : 20 mars 2019

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-88

Titre :
Dans le cadre de la Stratégie nationale de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale 2002-2019, fournir :

a. la description complète des sommes investies par le MTESS chaque année, de 2002 à 2019;
b. les sommes totales investies dans le cadre de la Stratégie;
c. la description complète des objectifs de ce plan d'action;
d. le bilan, les évaluations et les rapports;
échéanciers pour le dépôt du nouveau plan.

Exposé et statistiques :

a) et b) La Loi visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale institue la Stratégie nationale de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale, qui en est l'énoncé de politique. Pour y donner suite, trois plans d'action ont été mis en œuvre :

- Le Plan d'action gouvernemental en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale (2004-2010).
- Le Plan d'action gouvernemental pour la solidarité et l'inclusion sociale (2010-2015) a été prolongé jusqu'à la veille du dévoilement du troisième plan d'action, soit le 9 décembre 2017.
- Le Plan d'action gouvernemental pour l'inclusion économique et la participation sociale 2017-2023 (PAGIEPS) (lancé le 10 décembre 2017).

Le gouvernement a investi près de 11,5 G$ dans le cadre du *Plan d'action gouvernemental en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale* 2004-2010 et du *Plan d'action gouvernemental pour la solidarité et l'inclusion sociale* 2010-2015.

Certaines mesures structurantes des deux premiers plans d'action gouvernementaux sur le taux de faible revenu de 2011 ont toujours des effets sur les personnes et les familles du Québec. L'annexe 2 du PAGIEPS (p.74-75) en fait état.

- L'annexe 1 du PAGIEPS présente le cadre financier détaillé.

Axe 1 : Sortir plus de 100 000 personnes de la pauvreté et augmenter le revenu des personnes en situation de pauvreté	2 325,2 M$
Axe 2 : Investir pour améliorer le logement social	286,0 M$
Axe 3 : Favoriser la participation sociale des personnes et des familles à faible revenu et mobiliser les milieux	379,3 M$
Axe 4 : Recherche et évaluation : améliorer l'efficacité de l'action gouvernementale en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale	3,4 M$
TOTAL	2 993,9 M$

- Les investissements de près de 3 G$ proviennent principalement de la mise à jour économique de novembre 2017, du Plan économique du Québec de mars 2017 ainsi que de budgets précédents.

  Répartition de l'investissement total selon la source des fonds (adapté de l'annexe 1) :

Mise à jour économique 2017-2018 (novembre 2017)	2 559,7 M$
Plan économique du Québec 2017-2018 (mars 2017)	269,2 M$
Sous-total – Nouveaux investissements	*2 828,9 M$*
Financement antérieur (ex. : budget 2016-2017)	45,6 M$
Autofinancement (à même les budgets des ministères et organismes	119,5 M$

gouvernementaux)	
Sous-total – Sommes déjà budgétées	*165,1 M$*
TOTAL	2 993,9 M$

Note : Les données ayant été arrondies, la somme peut ne pas correspondre exactement au total.

c) La description complète des objectifs du Plan d'action gouvernemental en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale de la Stratégie 2004-2010, du Plan d'action gouvernemental pour la solidarité et l'inclusion sociale 2010-2015 et du Plan d'action gouvernemental pour l'inclusion économique et la participation sociale 2017-2023 sont présentées dans les plans d'action diffusés à l'adresse suivante : http://www.mtess.gouv.qc.ca/grands-dossiers/, dans la section « Lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale ».

d) Rapports d'activités annuels

Les sommes investies par le gouvernement dans les plans d'action sont aussi inscrites dans les rapports d'activités annuels qui sont disponibles sur le site Web du Ministère :

- Plan d'action 2004-2010 : les cinq premiers rapports sont disponibles à l'adresse suivante:http://www.mtess.gouv.qc.ca/grands-dossiers/lutte-contre-la-pauvrete/plan-action-gouvernemental/index.asp; le bilan de l'an 6, produit dans le cadre du rapport prévu à l'article 60 de la Loi visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale, se trouve ici : http://www.mtess.gouv.qc.ca/grands-dossiers/.
- Plan d'action 2010-2015 et prolongé jusqu'en décembre 2017 : les premiers rapports annuels, qui déclinent les sommes investies par mesure, dont celles qui sont sous la responsabilité du Ministère, se trouvent ici : http://www.mtess.gouv.qc.ca/grands-dossiers/plan-action-solidarite/index.asp.

  Le rapport pluriannuel 2013-2017 a été présenté au Conseil des ministres et doit être publié dans les 60 jours suivant sa présentation.
- Plan d'action 2017-2023 : la reddition de comptes débutera en 2018-2019.

SOURCE : Direction des politiques de lutte contre la pauvreté et l'action communautaire
COLLABORATION : Direction générale de la gouvernance, de l'analyse et de la performance
VALIDATION: Direction du budget
DATE : 15 mars 2019

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-89

Titre : Fournir les notes, études et analyses en lien avec l'article 20 pour tous les programmes ou initiatives législatives.

Exposé et statistiques :

L'article 20 de la Loi visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale (L.Q., 202, c.61) stipule que : « Chaque ministre, s'il estime que des propositions de nature législative ou réglementaire pourraient avoir des impacts directs et significatifs sur le revenu des personnes ou des familles qui, selon les indicateurs retenus en application de la présente loi, sont en situation de pauvreté, fait état des impacts qu'il prévoit lors de la présentation de ces propositions au gouvernement ».

À la suite de la publication, le 10 décembre 2017, du Plan d'action gouvernemental pour l'inclusion économique et la participation sociale 2017-2023 (PAGIEPS) et de l'adoption, le 15 mai dernier, de la Loi visant principalement à instaurer un revenu de base pour des personnes qui présentent des contraintes sévères à l'emploi (2018, chapitre 11) modifiant la Loi sur l'aide aux personnes et aux familles (RLRQ, chapitre A-13.1.1, ci-après LAPF), huit modifications au Règlement sur l'aide aux personnes et aux familles ont été apportées, entrées en vigueur à partir du 1er janvier 2019. Le MTESS a rendu public les principaux éléments de l'analyse d'impact de ces mesures réglementaires :

- https://www.mess.gouv.qc.ca/publications/pdf/GD_RAPF_analyse-impact2018.pdf

Par ailleurs, il appartient aux différents ministères et organismes de répondre concernant les notes, études et analyses qu'ils ont produites ou qui ont été produites à leur demande en lien avec leurs activités et responsabilités.

SOURCE : Direction des politiques de lutte contre la pauvreté et de l'action communautaire
COLLABORATION : Direction des politiques d'assistance sociale
VALIDATION:
DATE : 15 mars 2019

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-90

Titre :
État de situation détaillé par axe et sous-axe du Plan d'action de lutte contre la pauvreté pour 2018-2019.

Exposé et statistiques :

Le Plan d'action gouvernemental pour l'inclusion économique et la participation sociale 2017-2023 (PAGIEPS), lancé le 10 décembre 2017, prévoit investir près de 3 G$ d'ici 2023 dans 43 mesures et actions. Le plan se subdivise en quatre axes.

Axe 1 : Sortir plus de 100 000 personnes de la pauvreté et augmenter le revenu des personnes en situation de pauvreté	2 325,2 M$
Axe 2 : Investir pour améliorer le logement social	286,0 M$
Axe 3 : Favoriser la participation sociale des personnes et des familles à faible revenu et mobiliser les milieux	379,3 M$
Axe 4 : Recherche et évaluation : améliorer l'efficacité de l'action gouvernementale en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale	3,4 M$
TOTAL	2 993,9 M$

Les principales mesures et actions sous la responsabilité du MTESS (investissements 2018-2019) :

- Mesure 1 - Introduire un revenu de base pour les Québécoises et les Québécois ayant des contraintes sévères à l'emploi : 112 M$;
- Mesure 2 - Augmenter progressivement les prestations accordées dans le cadre des programmes d'aide financière de dernier recours et du Programme objectif emploi : 77,5 M$;
- Action 4.6 - Reconnaître le statut d'adulte à l'enfant majeur aux études secondaires à la formation générale : 4 M$;
- Mesure 5 - Programme objectif emploi : 7,6 M$.
- Mesure 11 - Poursuivre les Alliances pour la solidarité : 29,5 M$;
- Action 19.2 - Mieux soutenir les organismes qui combattent les problèmes sociaux : 2,2 M$.

L'annexe 1 du PAGIEPS présente la cadre financier détaillé du plan, par mesure, par année et par sources de financement (p.65).

La Loi visant principalement à instaurer un revenu de base pour des personnes qui présentent des contraintes sévères à l'emploi (projet de loi n°173) a été adoptée à l'unanimité et sanctionné par l'Assemblée nationale le 15 mai 2018.

La description complète des objectifs du PAGIEPS est présentée dans le plan d'action lui-même à l'adresse suivante : https://www.mtess.gouv.qc.ca/publications/pdf/ADMIN_plan_action_2017-2023.pdf

La reddition de comptes du PAGIEPS débutera en 2018-2019.

SOURCE : Direction des politiques de lutte contre la pauvreté et de l'action communautaire
COLLABORATION : Direction des politiques d'assistance sociale
VALIDATION:
DATE : 14 mars 2019

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-91

Titre :
Liste des avis de licenciement collectif reçus au ministère depuis le 1er décembre 2009 jusqu'à ce jour. Ventilation par région. Fournir les renseignements suivants :

a) le nom et l'adresse de l'entreprise ;
b) la date de l'avis ou de la fermeture ;
c) le type ou le secteur d'activité de l'entreprise;
d) le nombre total d'employés de l'entreprise;
e) le nombre de salariés temporaires et permanents visés par le licenciement;
f) les motifs du licenciement.

Exposé et statistiques :

Les listes des avis de licenciements collectifs soumis au Ministère du travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale en 2018-2019 sont disponibles sur internet à l'adresse suivante : https://www.mtess.gouv.qc.ca/documents_acces_information.asp

Le tableau suivant présente le nombre d'avis soumis au MTESS au cours de l'année 2018-2019 :

Date	***Nombre d'avis***	***Nombre de salariés visés par les licenciements collectifs***
Avril 2018	20	593
Mai 2018	29	841
Juin 2018	17	974
Juillet 2018	20	707
Août 2018	25	1 333
Septembre 2018	14	1 291
Octobre 2018	24	543
Novembre 2018	51	3 604
Décembre 2018	6	168
Janvier 2019	36	2 095
Février 2019[1]	19	593
TOTAL	**261**	**12 742**

1 Données en date du 15 février 2019.

SOURCE : Direction des mesures et services aux entreprises et du placement
COLLABORATION : S.O.
VALIDATION: Bureau du sous-ministre associé d'Emploi-Québec
DATE : 3 avril 2019

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-92

Titre :
Concernant le projet IPOP pour l'intégration en emploi de personnes formées à l'étranger référées par un ordre professionnel : liste des actions entreprises en 2016-2017, en 2017-2018 et en 2018-2019 et le nombre de personnes qui ont obtenu, en 2016-2017, en 2017-2018 et en 2018-2019, un emploi au Québec dans leur profession, dans le cadre de ce projet.

Exposé et statistiques :

IPOP (Intégration en emploi de personnes formées à l'étranger référées par un ordre professionnel) est une mesure offerte par le Service public d'emploi, avec la collaboration d'ordres professionnels participants.

2018-2019 (au 15 février 2019) : 17 participants actifs, dont 13 nouveaux participants

Le nombre de personnes qui ont obtenu un emploi n'est pas disponible.

SOURCE : Direction mesures et des services aux individus
COLLABORATION : Direction de l'analyse et de l'information de gestion
VALIDATION:
DATE : 2019-03-12

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-93

Titre :

État d'avancement de la mise sur pied du programme de parrainage en entreprise visant à jumeler un employé maîtrisant le français avec un employé en apprentissage. Crédits alloués à ce programme pour les années 2011-2012, 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 et 2017-2018, ventilés par mois. Nombre d'entreprises ayant bénéficié du programme. Nombre d'employés ayant bénéficié du programme.

Exposé et statistiques :

Cette question n'est pas pertinente dans le contexte de l'étude des crédits 2018-2019.

Le programme de parrainage en entreprise visant à jumeler un employé maîtrisant le français avec un employé en apprentissage était prévu dans la Stratégie commune d'intervention pour le Grand Montréal 2008-2013. Il n'est plus en vigueur depuis 2010.

SOURCE : Direction des mesures et services aux entreprises et du placement
COLLABORATION : Non applicable
VALIDATION: Non applicable
DATE : 11 mars 2019

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-94

Titre :
Copie des documents, notes, études concernant la révision de la Loi du 1 %.

Exposé et statistiques :

Aucune activité visant la révision de la Loi du 1 % n'a eu cours en 2018-2019.

SOURCE : Direction du soutien opérationnel au développement de la main-d'oeuvre

COLLABORATION :
VALIDATION:
DATE : 27 mars 2019

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-95

Titre :

À la suite du rehaussement du seuil d'assujettissement à la loi du 1 %, fournir les pertes pour 2017-2018 et 2018-2019, ventiler par secteur et par programme. Fournir la liste des formations qui ont été annulées en raison du manque à gagner au Fonds.

Exposé et statistiques :

Le Fonds de développement et de reconnaissance des compétences de la main-d'œuvre étant exclu du périmètre comptable du gouvernement, ces renseignements ne sont pas pertinents à l'étude des crédits.

SOURCE : Direction générale du développement et de la reconnaissance de la main-d'œuvre
COLLABORATION : s.o.
VALIDATION:
DATE : **2019-03-09**

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-98

Titre :
Dans le cadre du nouveau programme « Objectif emploi », fournir les sommes engagées en 2018-2019 et les sommes prévues en 2019-2020.

a. Les sommes engagées et prévues dans le programme, ventilées par région.
b. Prévisions de l'utilisation des sommes prévues pour le programme objectif emploi.
c. Le nombre de prestataires ou de personnes ayant été ciblés par le programme.

Exposé et statistiques :

- Le Programme objectif emploi est entré en vigueur le 1er avril 2018.
- Les sommes engagées par les services publics d'emploi pour les participants du Programme objectif emploi s'élèvent, du 1er avril 2018 au 15 février 2019, à 6 M$.
- Les statistiques mensuelles officielles sur la clientèle des programmes d'assistance sociale sont disponibles sur le site Internet du Ministère à l'adresse suivante :
  https://www.mtess.gouv.qc.ca/statistiques/prestataires-assistance-emploi/index.asp.

SOURCE : Direction des politiques d'assistance sociale
COLLABORATION :
VALIDATION :
DATE : 26 mars 2019

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-99

Titre :

Fournir tous documents, notes, échéanciers, coûts ventilés pour chacune des mesures suivantes du Plan d'action gouvernemental pour l'inclusion économique et la participation sociale 2017-2023

a. Introduire un revenu de base pour les Québécoises et Québécois ayant des contraintes sévères à l'emploi;
b. Augmenter progressivement les prestations accordées dans le cadre des programmes d'aide financière de dernier recours et du Programme objectif emploi;
c. Modifier certains paramètres de l'aide financière de dernier recours et créer des conditions favorables à l'intégration au marché du travail;
    1. Hausser les exemptions de revenu de travail pour les personnes et les familles prestataires du Programme de solidarité sociale;
    2. Accorder un supplément au revenu de travail aux prestataires d'un programme d'aide financière de dernier recours;
    3. Modifier le calcul de la contribution parentale;
    4. Bonifier les primes au travail;
    5. Accorder une exclusion de 100 $ par mois sur les dons en argent reçus par les personnes et les familles prestataires;
    6. Reconnaître le statut d'adulte à l'enfant majeur aux études secondaires à la formation générale;
    7. Accorder un boni au maintien en emploi;
d. Programme objectif emploi;
e. Soutenir les prestataires des programmes d'aide financière de dernier recours qui souhaitent développer leurs compétences;
f. Soutenir la formation des jeunes en situation de pauvreté et d'exclusion sociale;
    1. Favoriser le retour en formation des jeunes de 16 et 17 ans;
    2. Offrir aux jeunes de 16 à 29 ans en situation de vulnérabilité des projets misant sur l'implication sociale;
    3. Appuyer les élèves issus de milieux défavorisés pour leur permettre d'obtenir un premier diplôme;
g. Investir dans les logements sociaux;
    1. Améliorer l'offre de logements sociaux;
    2. Offrir un accompagnement aux personnes en situation d'itinérance pour favoriser leur stabilité résidentielle;
    3. Améliorer les conditions d'hébergement des personnes en situation d'itinérance ;
h. Mieux loger les personnes en accordant un soutien additionnel pour la construction de logements abordables;
i. Poursuivre les Alliances pour la solidarité;
j. Améliorer les conditions de vie et la participation sociale des personnes vivant en logement social;
k. Améliorer l'accès à une alimentation saine, nutritive et abordable pour les personnes à faible revenu;
    1. Augmenter le soutien aux activités en matière de sécurité alimentaire visant les personnes à faible revenu;
    2. Augmenter la quantité de fruits et de légumes frais distribuée aux personnes en situation de pauvreté et d'exclusion sociale
    3. Soutenir les femmes enceintes et les familles à faible revenu ayant un enfant de moins de deux ans en réduisant leur insécurité alimentaire au moyen de l'approche OLO;
    4. Améliorer les connaissances et les pratiques des gestionnaires, du personnel et des bénévoles des organismes communautaires d'aide alimentaire;
    5. Valoriser les surplus alimentaires et améliorer les connaissances et les compétences culinaires des jeunes de 12 à 17 ans;
l. Favoriser une justice plus humaine;
    1. Mieux répondre aux besoins des personnes qui éprouvent des problèmes importants de santé mentale;
    2. Faciliter l'accès, pour les personnes en situation de pauvreté, aux modes amiables de règlement des conflits prévus dans le Code de procédure civile et au Programme de mesures de rechange en matière criminelle;
    3. Diminuer les taux d'incarcération des personnes en situation de pauvreté et d'exclusion sociale;
m. Briser la barrière des préjugés pour une véritable participation sociale;
n. Améliorer le financement des organismes soutenus par le Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales;
    1. Renforcer la capacité d'agir des corporations de développement communautaire;
    2. Mieux soutenir les organismes qui combattent les problèmes sociaux.

Exposé et statistiques :
L'amélioration du revenu disponible des personnes est au cœur du Plan d'action gouvernemental pour l'inclusion économique et la participation sociale 2017-2023 (PAGIEPS).

- Le PAGIEPS compte 43 mesures et actions pour des investissements prévus de près de 3 G$ d'ici 2023.
- Pour la première fois, le plan d'action propose une cible claire et mesurable afin d'atteindre la cible inscrite dans la Loi visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale: d'ici 2023, plus de 100 000 personnes sortiront de la pauvreté, surtout des personnes seules et des couples sans enfants ayant des contraintes sévères à l'emploi (voir annexe 2 du PAGIEPS pour les détails).
- Plusieurs mesures contribueront à **hausser le revenu disponible**, en particulier dans le cas de personnes ayant des contraintes sévères à l'emploi et des prestataires de l'aide financière de dernier recours (AFDR). Le gouvernement continue à favoriser l'intégration et le maintien en emploi comme moyen à privilégier pour sortir de la pauvreté.
- Le PAGIEPS propose aussi des investissements pour **améliorer le logement social**.
- Le gouvernement encouragera la **participation sociale des personnes en situation de pauvreté et d'exclusion sociale**.
- L'annexe 1 du PAGIEPS présente le cadre financier détaillé.

Axe 1 : Sortir plus de 100 000 personnes de la pauvreté et augmenter le revenu des personnes en situation de pauvreté	2 325,2 M$
Axe 2 : Investir pour améliorer le logement social	286,0 M$
Axe 3 : Favoriser la participation sociale des personnes et des familles à faible revenu et mobiliser les milieux	379,3 M$
Axe 4 : Recherche et évaluation : améliorer l'efficacité de l'action gouvernementale en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale	3,4 M$
TOTAL	2 993,9 M$

- Les investissements de près de 3 G$ proviennent de la mise à jour économique de novembre 2017, du Plan économique du Québec de mars 2017 ainsi que de budgets précédents.

  Répartition de l'investissement total selon la source des fonds (voir annexe 1 du PAGIEPS) :

Mise à jour économique 2017-2018 (novembre 2017)	2 559,7 M$
Plan économique du Québec 2017-2018 (mars 2017)	269,2 M$
Sous-total – Nouveaux investissements	*2 828,9 M$*
Financement antérieur (ex. : budget 2016-2017)	45,6 M$
Autofinancement (à même les budgets des ministères et organismes gouvernementaux)	119,5 M$
Sous-total – Sommes déjà budgétées	*165,1 M$*
TOTAL	2 993,9 M$

Note : Les données ayant été arrondies, la somme peut ne pas correspondre exactement au total.

- Depuis le lancement du PAGIEPS, des investissements supplémentaires ont été annoncés afin de bonifier deux actions et une mesure.
  - — 30 M$ (ministère de la Famille, 26 mars 2018) pour accroître l'accès aux services de garde aux enfants de familles prestataires de l'aide financière de dernier recours (action 14.2), portant l'investissement public pour cette action à 95 M$ d'ici 2023;

2018-2019	2019-2020	2020-2021	2021-2022	2022-2023	TOTAL
15 M$	20 M$	20 M$	20 M$	20 M$	95 M$

Source : Plan économique du Québec 2018, Tableau C33, p.C49.

  - — 40 M$ pour rehausser le financement pour les petits déjeuners dans les écoles (action 14.3), portant l'investissement public pour cette action à 49,5 M$ d'ici 2023 ;

2018-2019	2019-2020	2020-2021	2021-2022	2022-2023	TOTAL
9,4 M$	10 M$	10 M$	10 M$	10 M$	49,5 M$

Source : Annonce faite par le gouvernement du Québec le 22 juin 2018.

  - — 22,2 M$ (Plan économique du Québec, p.C81, 27 mars 2018) pour soutenir la construction de logements abordables spécifiquement à Montréal et 4,8 M$ pour des projets en régions éloignées, portant l'investissement public pour cette mesure à

65,8 M$. La somme de 38,8 M$ déjà annoncée (mesure 10) sera pour sa part consacrée à des projets hors-Montréal.

SOURCE : Direction des politiques de lutte contre la pauvreté et de l'action communautaire
COLLABORATION : Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales
Direction des politiques d'assistance sociale
VALIDATION:
DATE : 15 mars 2019

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-100a

Titre :
Concernant la Loi visant à permettre une meilleure adéquation entre la formation et l'emploi ainsi qu'à favoriser l'intégration en emploi, fournir :

a) Toutes les études d'impact, analyses ou projections des retombées économiques et/ou sociales réalisées dans le cadre du dépôt du projet de loi 70 en lien avec tous les aspects du projet de loi.

Exposé et statistiques

L'article 20 de la Loi visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale (L.Q., 202, c.61) stipule que : « Chaque ministre, s'il estime que des propositions de nature législative ou réglementaire pourraient avoir des impacts directs et significatifs sur le revenu des personnes ou des familles qui, selon les indicateurs retenus en application de la présente loi, sont en situation de pauvreté, fait état des impacts qu'il prévoit lors de la présentation de ces propositions au gouvernement ».

Le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MTESS) a répondu à cette obligation en produisant l'analyse des impacts directs et significatifs sur le revenu des personnes ou des familles en situation de pauvreté qui a accompagné le mémoire au Conseil des ministres sur le Projet de loi n^{o} 70, Loi visant à permettre une meilleure adéquation entre la formation et l'emploi ainsi qu'à favoriser l'intégration en emploi.

SOURCE : Direction des politiques d'assistance sociale
COLLABORATION :
DATE : 18 mars 2019

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-100b

Titre :
Concernant la Loi visant à permettre une meilleure adéquation entre la formation et l'emploi ainsi qu'à favoriser l'intégration en emploi, fournir :

b) Fournir l'analyse différenciée selon les sexes (ADS) produite, comme le gouvernement s'est engagé à le faire à travers le Plan d'action en matière d'analyse différenciée selon les sexes.

Exposé et statistiques :

- Le Ministère souscrit au processus d'analyse différenciée selon les sexes. Il faut toutefois prendre en considération que la Loi visant à permettre une meilleure adéquation entre la formation et l'emploi ainsi qu'à favoriser l'intégration en emploi (projet de loi n° 70 sanctionné) est une loi habilitante. Le Règlement permettant la mise en œuvre du Programme objectif emploi vient préciser les paramètres du programme.
- Dans le cadre de l'élaboration des modifications réglementaires, le MTESS s'est assuré que les femmes et les hommes qui participent au Programme objectif emploi aient des conditions égales pour exercer pleinement leurs droits, pour exploiter leur potentiel ainsi que pour acquérir leur autonomie financière par l'emploi. De plus, le MTESS a pris en compte les effets distincts que pourrait avoir la mise en place du Programme objectif emploi sur les femmes et les hommes et a adapté en conséquence les paramètres du programme, par exemple :
  - en exemptant les familles monoparentales avec un enfant de moins de cinq ans (prédominance féminine);
  - en exemptant en cours de participation, et si elles le souhaitent, les femmes enceintes de 20 semaines et plus;
  - en permettant à tous les participants de bénéficier d'un accompagnement personnalisé en vue d'une intégration en emploi;
  - en élaborant avec tous les participants un plan d'intégration en emploi comportant des activités adaptées à leur situation;
  - en tenant compte des obstacles que la personne pourrait rencontrer en vue de son insertion en emploi.

SOURCE : Direction des politiques d'assistance sociale
COLLABORATION :
VALIDATION :
DATE : 15 mars 2019

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-100c

Titre :
Concernant la Loi visant à permettre une meilleure adéquation entre la formation et l'emploi ainsi qu'à favoriser l'intégration en emploi, fournir :

c) Fournir l'étude d'impact sur les personnes vivant en région.

Exposé et statistiques :

L'article 20 de la Loi visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale (L.Q., 202, c.61) stipule que : « Chaque ministre, s'il estime que des propositions de nature législative ou réglementaire pourraient avoir des impacts directs et significatifs sur le revenu des personnes ou des familles qui, selon les indicateurs retenus en application de la présente loi, sont en situation de pauvreté, fait état des impacts qu'il prévoit lors de la présentation de ces propositions au gouvernement ».

Le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MTESS) a répondu à cette obligation en produisant l'analyse des impacts directs et significatifs sur le revenu des personnes ou des familles en situation de pauvreté qui a accompagné le mémoire au Conseil des ministres sur le Projet de loi n^{o} 70, Loi visant à permettre une meilleure adéquation entre la formation et l'emploi ainsi qu'à favoriser l'intégration en emploi.

Dans le cadre du projet de règlement modifiant le Règlement sur l'aide aux personnes et aux familles, à la suite de l'adoption du Projet de loi n^{o} 70, le MTESS a rendu publics les principaux éléments de l'analyse d'impact des 10 mesures réglementaires proposées.

Modifications réglementaires de 2017 :

- https://www.mess.gouv.qc.ca/publications/pdf/GD_RAPF_analyse-impact2017.pdf.

SOURCE : Direction des politiques d'assistance sociale
COLLABORATION :
VALIDATION : **N/A**
DATE : 15 mars 2019

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-100d

Titre :
Concernant la Loi visant à permettre une meilleure adéquation entre la formation et l'emploi ainsi qu'à favoriser l'intégration en emploi, fournir :

d) Fournir l'étude effectuée dans le cadre de la clause d'impact provenant de la Loi visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale.

Exposé et statistiques :

L'article 20 de la Loi visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale (L.Q., 202, c.61) stipule que : « Chaque ministre, s'il estime que des propositions de nature législative ou réglementaire pourraient avoir des impacts directs et significatifs sur le revenu des personnes ou des familles qui, selon les indicateurs retenus en application de la présente loi, sont en situation de pauvreté, fait état des impacts qu'il prévoit lors de la présentation de ces propositions au gouvernement ».

Le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MTESS) a répondu à cette obligation en produisant l'analyse des impacts directs et significatifs sur le revenu des personnes ou des familles en situation de pauvreté qui a accompagné le mémoire au Conseil des ministres sur le Projet de loi n^{o} 70, Loi visant à permettre une meilleure adéquation entre la formation et l'emploi ainsi qu'à favoriser l'intégration en emploi.

Dans le cadre du projet de règlement modifiant le Règlement sur l'aide aux personnes et aux familles, à la suite de l'adoption du Projet de loi n^{o} 70, le MTESS a rendu publics les principaux éléments de l'analyse d'impact des 10 mesures réglementaires proposées.

Modifications réglementaires de 2017 :

https://www.mess.gouv.qc.ca/publications/pdf/GD_RAPF_analyse-impact2017.pdf

SOURCE : Direction des politiques d'assistance sociale
COLLABORATION :
VALIDATION : **N/A**
DATE : 15 mars 2019

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP100e

Titre :

Concernant la Loi visant à permettre une meilleure adéquation entre la formation et l'emploi ainsi qu'à favoriser l'intégration en emploi, fournir :

e) Fournir, ventilé par région, le nombre de prestataires inscrits au Programme objectif emploi.

Exposé et statistiques :

- La Loi visant à permettre une meilleure adéquation entre la formation et l'emploi ainsi qu'à favoriser l'intégration en emploi a été adopté par l'Assemblée nationale, le 10 novembre 2016.
- Le projet de règlement modifiant le Règlement sur l'aide aux personnes et aux familles vient préciser les paramètres du Programme objectif emploi ainsi que la date de sa mise en œuvre.
- Le projet de règlement modifiant le Règlement sur l'aide aux personnes et aux familles permettant, notamment la mise en œuvre du Programme objectif emploi a été publié, le 12 juillet 2017, dans la Gazette officielle du Québec, pour une période de consultation de 60 jours.
- Le règlement final a été publié à la *Gazette officielle du Québec* le 15 novembre 2017.
- Le Programme objectif emploi est en vigueur depuis le 1er avril 2018.
- Les statistiques mensuelles officielles sur la clientèle des programmes d'assistance sociale sont disponibles sur le site du Ministère à l'adresse suivante :

  https://www.mtess.gouv.qc.ca/statistiques/prestataires-assistance-emploi/index.asp.

SOURCE : Direction des politiques d'assistance sociale
COLLABORATION :
VALIDATION : N/A
DATE : 15 mars 2019

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-100f

Titre :
Concernant la Loi visant à permettre une meilleure adéquation entre la formation et l'emploi ainsi qu'à favoriser l'intégration en emploi, fournir :

f) Fournir, ventilé par région, le nombre de refus de s'inscrire au Programme objectif Emploi.

Exposé et statistiques :

- Le Programme objectif emploi est en vigueur depuis le 1er avril 2018.
- Le Ministère ne possède aucune information sur le nombre de personnes, ventilé par région, qui aurait refusé de s'inscrire au Programme objectif emploi.
- Les statistiques mensuelles officielles sur la clientèle des programmes d'assistance sociale sont disponibles sur le site du Ministère à l'adresse suivante :

  https://www.mtess.gouv.qc.ca/statistiques/prestataires-assistance-emploi/index.asp.

SOURCE : Direction des politiques d'assistance sociale
COLLABORATION :
VALIDATION :
DATE : 15 mars 2019

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-100g

Titre :
Concernant la Loi visant à permettre une meilleure adéquation entre la formation et l'emploi ainsi qu'à favoriser l'intégration en emploi, fournir :

g) Fournir, ventilé par région, le nombre de prestataires recevant une aide minorée en raison d'un refus de s'inscrire au Programme objectif emploi.

Exposé et statistiques :

- Le Programme objectif emploi est en vigueur depuis le 1er avril 2018.
- Les statistiques mensuelles officielles sur la clientèle des programmes d'assistance sociale sont disponibles sur le site du Ministère à l'adresse suivante :

  https://www.mtess.gouv.qc.ca/statistiques/prestataires-assistance-emploi/index.asp.

Le Ministère ne possède aucune information sur le nombre de personnes qui aurait refusé de s'inscrire au Programme objectif emploi.

SOURCE : Direction des politiques d'assistance sociale
COLLABORATION :
VALIDATION :
DATE : 15 mars 2019

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-101

Titre :
Concernant la Stratégie nationale d'intégration et de maintien en emploi des personnes handicapées (phase 2), fournir :

a. le montant réservé pour les contrats d'intégration au travail (CIT) en 2018-2019;
b. le nombre de personnes handicapées (ventilé par région) ayant bénéficié de cette mesure et qui ont obtenu un emploi d'été en 2018;
c. le nombre de nouvelles personnes au total qui bénéficieront de cette mesure (ventilé par régions) en 2018-2019;
d. intentions quant à la reconduction de la phase 2 de la Stratégie;
e. échéancier du ministre pour le lancement de la phase 2 de la Stratégie.

Exposé et statistiques :

A) Quel montant est réservé pour les contrats d'intégration au travail (CIT) en 2018-2019?

- En 2018-2019, le budget initial pour les CIT était de 36,8 M$ en incluant des montants pour couvrir la hausse du salaire minimum (549,0 k$).
- À cette somme s'est ajouté un montant de 4,5 M$ à la suite des annonces du plan économique du Québec (3,5 M$) et d'un montant supplémentaire en août 2018 (1 M$) portant le budget total de la mesure CIT à 41,3 M$.

B) Combien de personnes handicapées (ventilé par régions) ont bénéficié de cette mesure et ont obtenu un emploi d'été en 2018?

- Cette donnée n'est pas disponible. Il n'y a pas de code particulier dans les bases de données du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MTESS) permettant de comptabiliser les personnes qui ont bénéficié de cette mesure pour un emploi d'été.

C) Combien de nouvelles personnes au total bénéficieront de cette mesure (ventilé par régions) en 2018-2019?

- Le nombre de nouvelles personnes est soumis au nombre de contrats qui seront renouvelés.
- En effet, le renouvellement des contrats représente une part importante des engagements financiers de l'année, la part restante est réservée pour de nouveaux contrats.
- Pour la période du 1er avril 2018 au 15 février 2019, on compte 909 nouvelles personnes qui participent à la mesure CIT[1] sur un total de 4 799 personnes.

D) Quelles sont les intentions quant à la reconduction de la Stratégie?

- Les travaux d'élaboration de la nouvelle Stratégie nationale pour l'intégration et le maintien en emploi des personnes handicapées sont en cours.

E) Quel est l'échéancier du ministre pour le lancement de la Stratégie?

- Le Plan budgétaire de mars 2019 a annoncé 64,8 M$ additionnels sur 5 ans pour la mise en œuvre de la Stratégie nationale pour l'intégration et le maintien en emploi des personnes handicapées.

SOURCE :	Direction des politiques d'emploi et des stratégies
COLLABORATION :	Direction de l'analyse et de l'information de gestion
	Direction des mesures et des services aux individus
VALIDATION FINANCIÈRE :	Direction de la planification et de la reddition de comptes
	Direction des politiques d'assistance sociale
VALIDATION :	Bureau du sous-ministre associé d'Emploi-Québec
DATE :	14 mars 2019

[1] Les nouvelles personnes sont celles qui n'étaient pas en participation à la mesure CIT l'année précédente, soit en 2017-2018.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-51 (Transférée par le ministère de la Justice)

Titre :
Nombre de célébrants de mariage civil désignés.

Exposé et statistiques :

Nombre de célébrants de mariages civils désignés

Année financière	Nombre
2018-2019	18 021

SOURCE : **Secteur des registres de l'État - Directeur de l'état civil**
COLLABORATION :
DATE : **2019-04-04**

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-52 (Transférée par le ministère de la Justice)

Titre :

Nombre de célébrants de mariage civil désignés pour une seule union (célébrants *ad hoc*).

Exposé et statistiques :

Nombre de célébrants de mariages civils désignés pour une seule union (célébrants *ad hoc*)

Année financière	Nombre
2018-2019	6 466

SOURCE : **Secteur des registres de l'État - Directeur de l'état civil**
COLLABORATION :
DATE : **2019-04-05**

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-53 (Transférée par le ministère de la Justice)

Titre :

Le nombre d'avis envoyés aux célébrants pour leur rappeler leurs obligations prévues au Code civil du Québec.

Exposé et statistiques :

Lettres adressées par le Directeur de l'état civil à l'attention de l'ensemble des célébrants afin de leur rappeler leurs obligations.

Année financière	Nombre
2018-2019	2

SOURCE : **Secteur des registres de l'État - Directeur de l'état civil**
COLLABORATION :
DATE : **2019-04-05**

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-69 (Transférée du ministère du Tourisme)

Titre :

Copie des études, analyses, recherches, sondages, scénarios ou projections concernant la participation au marché du travail des travailleurs âgés pour 2018-2019.

Exposé et statistiques :

Aucune étude, analyse, recherche, sondage, scénario ou projection n'a été diffusé en 2018-2019.

SOURCE : Direction de la recherche, DGGAP
COLLABORATION :
VALIDATION :
DATE : 2019-04-01

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-446 (transférée par le ministère de la Santé et des Services sociaux)

Titre :

Concernant la Stratégie nationale d'intégration et de maintien en emploi des personnes handicapées (phase 2) pilotée par le MTESS :

a. Montant réservé pour les contrats d'intégration au travail (CIT) en 2018-2019;
b. Nombre de personnes handicapées (ventilé par région) ayant bénéficié de cette mesure et obtenu un emploi d'été en 2018;
c. Nombre de nouvelles personnes au total qui pourront bénéficier de cette mesure (ventilé par régions) en 2019-2020;
d. Cette mesure sera-t-elle reconduite dans la phase 2 de la Stratégie?
e. Échéancier du gouvernement pour le lancement de la phase 2 de la Stratégie;
f. Actions posées par la ministre déléguée en 2018-2019 pour faire avancer ce dossier.

Exposé et statistiques :

A) Montant réservé pour les contrats d'intégration au travail (CIT) en 2018-2019

- En 2018-2019, le budget initial pour les CIT était de 36,8 M$ en incluant des montants pour couvrir la hausse du salaire minimum (549,0 k$).
- À cette somme s'est ajouté un montant de 4,5 M$ à la suite des annonces du Plan économique du Québec (3,5 M$) et d'un montant supplémentaire en août 2018 (1 M$) portant le budget total de la mesure CIT à 41,3 M$.

B) Nombre de personnes handicapées (ventilé par région) ayant bénéficié de cette mesure et obtenu un emploi d'été en 2018

- Cette donnée n'est pas disponible. Il n'y a pas de code particulier dans les bases de données du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MTESS) permettant de comptabiliser les personnes qui ont bénéficié de cette mesure pour un emploi d'été.

C) Nombre de nouvelles personnes au total qui pourront bénéficier de cette mesure (ventilé par régions) en 2019-2020

- Le nombre de nouvelles personnes est soumis au nombre de contrats qui seront renouvelés.
- En effet, le renouvellement des contrats représente une part importante des engagements financiers de l'année, la part restante est réservée pour de nouveaux contrats.
- Pour la période du 1er avril 2018 au 15 février 2019, on compte 909 nouvelles personnes qui participent à la mesure CIT[1] sur un total de 4 799 personnes.

D) Cette mesure sera-t-elle reconduite dans la phase 2 de la Stratégie?

- On ne parle plus de phase 2, mais d'une nouvelle Stratégie. Les travaux pour son élaboration sont en cours. La question du CIT y est examinée. Personne ne remet en question la pertinence de celle-ci.
- Le Plan budgétaire 2019-2020 a annoncé des investissements de 15,1 M$ pour 5 ans (dont 2,5 M$ dès 2019-2020) à même le FDMT ce qui permettra d'accroître de 500 le nombre de participants réguliers dans CIT d'ici 2024.

E) Échéancier du gouvernement pour le lancement de la phase 2 de la Stratégie

- Le Plan budgétaire de mars 2019 a annoncé 64,8 M$ additionnels sur 5 ans pour la mise en œuvre de la Stratégie nationale pour l'intégration et le maintien en emploi des personnes handicapées.

[1] Les nouvelles personnes sont celles qui n'étaient pas en participation à la mesure CIT l'année précédente, soit en 2017-2018.

F) Actions posées par la ministre déléguée en 2018-2019 pour faire avancer ce dossier

- La Stratégie nationale pour l'intégration et le maintien en emploi des personnes handicapées relève du ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale. La ministre de la Santé et des Services sociaux, qui est responsable de l'application de la Loi assurant l'exercice des droits des personnes handicapées en vue de leur intégration scolaire, professionnelle et sociale, doit cependant être consultée au regard de la clause d'impact prévue à la Loi. Cette consultation est prévue dans le processus d'élaboration de la Stratégie. Des démarches préliminaires ont été amorcées en février 2019 par l'entremise de l'Office des personnes handicapées du Québec (OPHQ).
- Le Plan économique du Québec prévoit un montant de 3 M$ par année à compter de 2019-2020 au ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS) afin de diversifier l'offre de services socioprofessionnels destinés aux adultes ayant une déficience intellectuelle, une déficience physique ou un trouble du spectre de l'autisme afin de soutenir leur pleine participation sociale.

SOURCE : Direction des politiques d'emploi et des stratégies
COLLABORATIONS : Direction des politiques d'assistance sociale
Direction de l'analyse et de l'information de gestion
Direction des mesures et des services aux individus
VALIDATION FINANCIÈRE : Direction de la planification et de la reddition de comptes
VALIDATION :
DATE : 14 mars 2019